



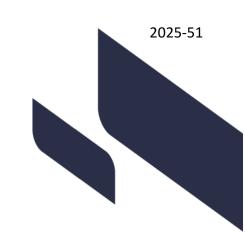
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BORDEAUX INP Séance du 14 novembre 2015

Nombre de membres en exercice composant le conseil	29
Nombre de membres présents	21
Nombre de membres représentés	4
Total des membres ayant voix délibératives	25

N°	Intitulé
2025-51	Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 26 septembre 2025
2025-52	Approbation du contrat d'objectifs, de moyens et de performance 2025-2027
2025-53	Approbation du budget rectificatif (BR) 2025
2025-54	Approbation des sorties d'inventaires des biens de Bordeaux INP
2025-55	Approbation des modifications du règlement intérieur de l'ENSPIMA – Bordeaux INP
2025-56	Approbation des modifications des lignes directrices de gestion en matière d'indemnitaire
2025-57	Approbation sur l'ajout à la campagne d'emploi des BIATSS, des enseignants et des enseignants-chercheurs pour l'année 2026
2025-58	Approbation de la subvention de Bordeaux INP concernant la restauration des personnels pour l'année 2025-2026 au CROUS
2025-59	Approbation de la signature de diverses conventions de relations internationales



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



DÉLIBÉRATION N° 2025-51 PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 26 SEPTEMBRE 2025

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-1 à L. 712-3 et L. 717-1 ;
- Vu le décret n° 2009-329 du 25 mars 2009 modifié créant Bordeaux INP, notamment ses articles 3, 6 et 7;
- Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 16 juillet 2025 portant nomination de M. Guillaume FERRÉ dans les fonctions de directeur général de Bordeaux INP, à compter du 18 août 2025 ;
- Vu le règlement intérieur de Bordeaux INP en vigueur, notamment l'article 3 (section 1, chapitre II) et les articles 6 à 17 (section 2, chapitre V).

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1 – Objet

Le procès-verbal du conseil d'administration du 26 septembre 2025 est approuvé à l'unanimité.

<u>Article 2 – Publicité</u>

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique Nouvelle-Aquitaine, recteur de l'académie de Bordeaux, chancelier des universités.

Elle sera publiée par voie de mise en ligne sur le site internet de Bordeaux INP.

Fait à Talence, le

Le Directeur général de Bordeaux INP

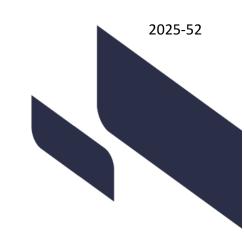
Guillaume FERRÉ

Guillau Signature numérique de Guillaume FERRE ID Date: 2025.11.19

ID 18:52:17 +01'00'



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



DÉLIBÉRATION N° 2025-52 PORTANT APPROBATION DU CONTRAT D'OBJECTIFS, DE MOYENS ET DE PERFORMANCE 2025-2027

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-1 à L. 712-3 et L. 717-1;
- le décret n° 2009-329 du 25 mars 2009 modifié créant Bordeaux INP, Vu notamment ses articles 3, 6 et 7;
- Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 16 juillet 2025 portant nomination de M. Guillaume FERRÉ dans les fonctions de directeur général de Bordeaux INP, à compter du 18 août 2025;
- Vu le règlement intérieur de Bordeaux INP en vigueur, notamment l'article 3 (section 1, chapitre II) et les articles 6 à 17 (section 2, chapitre V).

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1 – Objet

Le contrat d'objectifs, de moyens et de performances, tel que présenté en annexe de la présente délibération, est approuvé à l'unanimité.

<u>Article 2 – Publicité</u>

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique Nouvelle-Aquitaine, recteur de l'académie de Bordeaux, chancelier des universités.

Elle sera publiée par voie de mise en ligne sur le site internet de Bordeaux INP.

Fait à Talence, le

Le Directeur général de Bordeaux INP

Guillaume FERRÉ

Guillau Signature me **FERRE** ID

numérique de Guillaume FERRE ID Date: 2025.11.19 18:51:15 +01'00'





Institut polytechnique de Bordeaux

Contrat d'objectifs, de moyens et de performance 2025-2027





Institut polytechnique de Bordeaux

Contrat d'objectifs, de moyens et de performance 2025-2027

Entre

Le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace représenté par

Monsieur Philippe BAPTISTE, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace

d'une part

et

L'Institut polytechnique de Bordeaux, représenté par

Monsieur Guillaume FERRÉ, directeur de l'Institut

d'autre part

Article 1 : Objet du contrat

Ce contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) est conclu entre le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace, et l'Institut Polytechnique de Bordeaux (Bordeaux INP) pour une durée de trois ans.

Il a pour objet la contractualisation de la stratégie de l'établissement sur quatre politiques publiques ministérielles prioritaires (pilotage de l'offre de formation, transition écologique et développement soutenable, recherche et innovation, bien-être des étudiants), ainsi que sur l'amélioration du pilotage et l'affirmation de la signature de l'établissement.

Les objectifs sont déclinés en actions programmées dans le COMP, assorties d'indicateurs de performance.

Article 2 : Engagements financiers et modalités de versement

Le montant programmé pour le COMP est de 958 000 € pour la période 2025-2027. Les versements s'effectueront ainsi :

- Une avance de 46% en 2025;
- Un complément de 30% en 2026 ;
- Un solde de 24% en 2027.

Le versement des crédits est conditionné à la réalisation des actions prévues et à l'atteinte des cibles associées, selon la clé de répartition indiquée à l'article 4.

En cas d'atteinte partielle d'une cible, le montant des crédits effectivement versés au titre de l'objectif sera ajusté au prorata du niveau de réalisation effective de la cible.

Cela se traduira par un ajustement du solde ou par un abattement sur le premier versement du COMP suivant.

Article 3 : Modalités de suivi

Un dialogue annuel permettra de partager l'avancement des actions et, le cas échéant, d'ajuster les ambitions et les financements du COMP au cours de la période.

A la fin de la période, un bilan précis sera réalisé sur l'ensemble du COMP et sur chacune des actions. Il sera partagé entre l'État et l'établissement et servira de base au calcul du solde du COMP.

Article 4 : Plan d'action détaillé

Contrat d'Objectifs, de Moyens et de Performance - 2025-2027

Institut polytechnique de Bordeaux (Bordeaux INP)

Financement

958 000 €

(Sur 3 ans, 46% en 2025; 30% en 2026; 24% en 2027 sous réserve de l'atteinte des objectifs)

		Indicateurs / Jalons	Valeur initiale	cible 2027	Part du financement MESR par objectif
Pilotage de l'offre de formation					51%
Poursuivre la croissance modérée des flux d'ingénieurs diplômés	•	Obtenir l'accréditation CTI de l'ENSPIMA pour une durée maximale	à réaliser	Réalisé	
Poursuivre la transformation des formations pour les adapter aux besoins du monde socio-économique		Nombre de diplômés ayant suivi des modules de formations créés dans le cadre des projets CMA	0	200	
 Renforcer le développement de l'Ecole nationale supérieure pour la performance industrielle et la maintenance aéronautique (ENSPIMA) 					
Recherche et Innovation					
Construire, avec l'université de Bordeaux et les autres tutelles des laboratoires, la politique scientifique du site de Bordeaux		Montant de ressources propres issues des contrats de recherche avec le monde socioéconomique	501 K€	600 K€	
Poursuivre l'implication de l'école dans la construction du pôle universitaire d'innovation PUI@Bordeaux	•	Nombre de projets de recherche financés par l'Europe	3	6	
Accroitre la performance de l'établissement dans l'obtention de projets financés par l'Europe					
Transition écologique et développement soutenable					25%
• Sensibiliser les étudiants et les personnels aux enjeux de transition écologique et de développement soutenable	•	Part des étudiants formés aux enjeux TEDS	85%	100%	
Réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'établissement	•	Nombre de personnels formés aux enjeux du DDRS	15 (3%)	100 (21%)	
	•	Emissions de GES de l'établissement	6500 tCO2eq (2022)	5 200 tCO2eq	
Gestion et pilotage					24%
Développer des ressources propres par le déploiement d'un CRM	•	Consommation énergétique (kWh gaz + électricité)	6 186 290 kWh	5 567 661 kWh	
Renforcer le pilotage par la mise en place d'un SI décisionnel	•	Montant annuel des ressources propres encaissables de l'établissement	9 646 K€	11 000 K€	
Se doter d'outils permettant la mesure et le pilotage de la consommation énergétique					

« Signature de l'établissement »

L'Institut Polytechnique de Bordeaux (Bordeaux INP) a été créé en 2009 pour structurer et développer les formations d'ingénieurs en Aquitaine et favoriser l'émergence de nouvelles filières. Partant du constat d'un déficit de formations d'ingénieurs dans la région, l'objectif était de regrouper les écoles d'ingénieurs publiques sous tutelle du MESR en un seul établissement, qui aurait les moyens et la taille critique permettant le développement de ces formations.

L'établissement entretient une relation privilégiée avec l'université de Bordeaux, à laquelle il est associé par décret. Cette relation s'organise à travers de fortes interactions (cotutelle de tous les laboratoires, actionnariat commun sur AST et ADERA, une fondation partagée, des flux croisés d'étudiants, des échanges de services d'enseignants) et de nombreux projets communs.

Bordeaux INP est membre du Groupe INP, avec Grenoble INP, Lorraine INP, Clermont Auvergne INP et Toulouse INP. C'est un des principaux réseaux d'écoles d'ingénieurs (le premier au regard du nombre d'écoles qu'il fédère). Dans un contexte national où les écoles d'ingénieurs sont en compétition pour attirer les meilleurs candidats, la finalité de ce réseau est de développer l'attractivité de ses écoles vis-à-vis des candidats et des employeurs.

La force de Bordeaux INP réside dans l'excellente intégration des activités de recherche et de valorisation dans l'écosystème bordelais, et dans l'attractivité des formations d'ingénieurs qui sont le moteur du développement de l'établissement. La marque « INP » caractérise ces formations d'ingénieurs de spécialité, fortement adossées à la recherche et à l'innovation, soucieuses de diversité sociale. Ce double ancrage, local et national, constitue la signature originale de Bordeaux INP.

La stratégie de l'établissement, traduite dans le contrat quinquennal 2022-2027, vise à renforcer cette signature : décliner la stratégie de recherche de l'établissement dans le cadre d'une politique de site coordonnée par l'université de Bordeaux « chef de file », à travers la participation de Bordeaux INP à l'ensemble des instances et projets communs ; développer l'offre de formation et la transformer pour répondre aux attentes du monde socioéconomique, en particulier sur les enjeux identifiés par le plan France 2030.

Bordeaux INP élabore le COMP dans le cadre de la procédure aménagée avec une déclinaison des actions sur trois objectifs obligatoires : le pilotage de l'offre de formation, le pilotage de la stratégie de recherche et d'innovation et la mobilisation en faveur de la transition écologique et du développement soutenable. Un quatrième objectif est également intégré, en lien avec la gestion et le pilotage de l'établissement, portant sur le développement du système d'information de pilotage.

Principal enjeu des 3 prochaines années ou principale difficulté à laquelle l'établissement doit faire face dans les 3 prochaines années.

Les enjeux à relever dans les 3 prochaines années pour lesquels des moyens sont sollicités dans le cadre du COMP sont :

- Poursuivre la transformation de l'offre de formation, la croissance des flux de diplômés, et consolider la dernière école récemment créée, l'ENSPIMA.
- Amplifier l'engagement de l'établissement en faveur de la TEDS et atteindre d'ici trois ans deux objectifs concrets : baisse de 15% des émissions de GES, généralisation à tous les élèves ingénieurs de cursus de formations DDRS.

Le COMP 2025-2027 couvre les 3 dernières années du contrat quinquennal 2022-2027 de Bordeaux INP. Par souci de cohérence les objectifs du COMP ont été choisis, lorsque c'était possible, parmi ceux du contrat. Le COMP est ainsi vu comme une opportunité de renforcer les moyens déjà engagés sur ces objectifs particuliers et faire effet de levier pour renforcer l'impact des actions prévues.

Politiques ministérielles

Pilotage de l'offre de formation

Objectif 1 : Développer les formations sur les métiers d'avenir

Focus: L'essentiel de l'objectif « Pilotage de l'offre de formation »

Dans un contexte où toutes les formations de l'établissement ont d'excellents indicateurs de performance (insertion professionnelle et taux de réussite), les évolutions de l'offre de formation visent :

- A poursuivre une croissance quantitative modérée des flux d'ingénieurs diplômés, ciblée sur les métiers d'avenir, dans des spécialités existantes où la demande des entreprises est très forte et où l'établissement a la capacité à trouver des enseignants. Sur la période du contrat quinquennal il est prévu une croissance globale de 10% des flux d'ingénieurs diplômés (ENSTBB, ENSPIMA, ENSEGID, ENSC).
- A poursuivre la transformation des formations pour les adapter aux besoins du monde socio-économique, en particulier pour prendre en compte les enjeux liés aux métiers d'avenir ou en tension. L'établissement est partie prenante de 8 AMI CMA, listés ci-dessous.

L'ENSPIMA, école fondée en partenariat avec l'université de Bordeaux en 2019, n'a pas bénéficié de création d'emploi à son démarrage et 4 ETP, sur ressources propres, ont été dégagés pour son fonctionnement. L'INP envisage de consolider les moyens dont dispose cette école.

Eléments de diagnostic :

Diagnostic 1 : capacité de pilotage de l'offre de formation

Les indicateurs de performance des formations sont très élevés dans toutes les écoles de l'INP Bordeaux. L'insertion professionnelle fait l'objet d'une enquête annuelle qui montre une insertion 3 mois après le diplôme à près de 90% (pour la promotion 2023 : 68,2% en emploi, 13,5% en thèse, 5,3% en poursuite d'études et seulement 10,3% en recherche d'emploi). Le taux de réussite est également très élevé (selon les écoles, entre 90% et 95% des élèves admis en 1A obtiennent in fine le diplôme d'ingénieur) ce qui s'explique par la sélection des élèves en entrée et par l'accompagnement dont ils bénéficient durant leur cursus.

Ces indicateurs démontrent que les formations proposées sont pertinentes et ont vocation à être développées.

Diagnostic 2 : Démographie étudiante

Bordeaux INP a un recrutement sélectif : les flux d'entrée ne sont pas liés à la démographie étudiante mais à l'offre de places et à la capacité de l'établissement à être attractif pour remplir les places offertes avec des étudiants d'excellent niveau.

L'établissement doit s'adapter en permanence aux évolutions de l'environnement qui impactent sa capacité à recruter sur les différents viviers d'étudiants. Par exemple la réforme du BUT, qui a impacté les recrutements sur titres, ou le développement national de formations d'ingénieurs par apprentissage, en particulier dans le secteur privé, qui impacte le recrutement au sein des formations. Face à ces transformations, l'établissement développe, dans le cadre du Groupe INP, les flux de recrutement sur la classe préparatoire intégrée commune.

Diagnostic 3 : Analyse de la réussite étudiante et de l'insertion professionnelle

Comme indiqué ci-dessus, l'insertion professionnelle est très bonne dans toutes les écoles, proche de 90% 3 mois après la diplomation. La demande des entreprises pour les diplômés est très forte. Afin de répondre aux besoins du marché, chaque école fait évoluer annuellement le contenu de chacune des spécialités d'ingénieurs pour l'adapter aux évolutions techniques et aux sujets qui intéressent en priorité les entreprises. L'enjeu pour l'établissement n'est pas de moduler les capacités d'accueil, mais de les augmenter pour pouvoir répondre à cette demande.

De même, le taux de réussite est très élevé (selon les écoles, entre 90% et 95% des élèves admis en première année obtiennent in fine le diplôme d'ingénieur). Pour garantir cette réussite, au-delà de la sélectivité du recrutement, l'établissement met en place des mesures de suivi afin de détecter le plus tôt possible les élèves en difficulté et leur proposer un accompagnement adapté.

Description de l'objectif

Concernant l'enjeu de transformation des formations, des actions sont engagées en continu : tous les ans, des modifications sont apportées aux maquettes pédagogiques pour les adapter aux attentes exprimées par le monde socioéconomique. En complément, l'établissement est pleinement impliqué dans les AMI CMA pour une transformation plus profonde de certaines formations en lien avec les objectifs de France 2030 (cf. ci-dessous la liste des 8 projets dans lesquels l'établissement est impliqué). Ces projets impactent 4 écoles : ENSEIRB-MATMECA, ENSMAC, ENSTBB, ENSPIMA. Ces projets débutent en 2024 ou 2025 et vont donc se dérouler pendant la période couverte par le COMP. Les premiers élèves concernés par les nouveaux enseignements mis en place seront diplômés à partir de 2026. A terme l'ensemble des étudiants (2 500) sera impacté par ces transformations pédagogiques (réalisées dans le cadre des AMI CMA ou en-dehors).

Concernant l'enjeu de croissance des flux, les évolutions engagées et à poursuivre pendant la période du COMP sont les suivantes :

- A l'ENSTBB: mise en place à partir de 2022 d'un cursus par apprentissage sur les deux dernières années du diplôme (parcours FISEA) qui permet d'augmenter les flux de 45 diplômés à 60 diplômés. Lancement de travaux à partir de 2025 au sein du bâtiment de l'école pour permettre d'accueillir d'ici 2026 un groupe de TD supplémentaire et ainsi viser des flux de 80 diplômés.
- A l'ENSC : travaux au sein du bâtiment en 2024-2025 pour créer des surfaces supplémentaires permettant de passer à des flux de 85 diplômés.
- A l'ENSEGID : la livraison du nouveau bâtiment en 2022 permet d'accueillir des promotions plus nombreuses. Un passage progressif des promotions de 40 à 60 étudiants est engagé. Cela impacte la maquette pédagogique et demande un effort de financement conséquent (ouverture d'un groupe de TD supplémentaire en 1A en 2024, d'une option supplémentaire en 3A, augmentation du coût des écoles de terrain).
- A l'ENSPIMA : recrutement de 36 étudiants par an à partir de la rentrée 2022, qui feront passer les flux de diplômés à 36 par an à partir de 2025.

Après une année creuse en 2026 (du fait de la réforme du BUT en 2023, l'INP enregistre une perte d'environ 60 diplômés), Bordeaux INP devrait avoir entre 810 et 820 diplômés par an à partir de 2027.

A ces deux enjeux concernant le pilotage global de l'offre de formation, s'ajoute un enjeu plus spécifique concernant l'ENSPIMA, la dernière école créée en 2019 en partenariat avec l'université de Bordeaux. Cette école n'a pas bénéficié de création d'emploi à son démarrage et l'établissement a dégagé 4 ETP sur ressources propres pour son fonctionnement (dont un poste d'ESAS redéployé en interne et un poste de MCF créé en 2023 par le MESR en échange du transfert sur le budget établissement de deux supports de PAST). Dans le cadre du dialogue de performance 2024, l'établissement avait sollicité le financement d'un ATER pour renforcer l'équipe pédagogique. Ce dispositif sera pérennisé à la fin de la période du COMP par le développement des ressources propres de l'école (formation continue, collecte de taxe d'apprentissage). Ce renforcement du personnel affecté à l'ENSPIMA est un des points de vigilance pour obtenir l'accréditation maximale de la part de la CTI, comme indiqué dans le contrat quinquennal de l'établissement

Liste des Formations

A - transformation

1 – formations récemment transformées

Toutes les formations évoluent régulièrement pour s'adapter aux nouveautés technologiques et aux attentes du monde socioéconomique. Par exemple des formations à l'IA ont été introduites dans plusieurs écoles (ENSEIRB- MATMECA, ENSC, ENSTBB) et un nouveau parcours « ingénierie écologique » a été ouvert à l'ENSEGID.

2 - formations à transformer dans les années à venir

En complément des transformations régulières des formations, à partir de 2024-2025, le déploiement des projets CMA va permettre d'accélérer la transformation de certaines des formations en lien avec les objectifs de France 2030. Les formations impactées par ces projets sont les diplômes d'ingénieurs de l'ENSPIMA, de l'ENSTBB, les diplômes des 5 filières de l'ENSMAC et des 6 filières de l'ENSEIRB-MATMECA. Cela représente 650 diplômés par an.

B - création

1 – formations récemment créées

ENSPIMA, diplôme d'ingénieur, performance industrielle et maintenance aéronautique (école créée en 2019, premiers diplômés en 2022). En 2023-2024 cette école comptait 96 élèves et 45 diplômés (17 en 2022 et 28 en 2023).

2 - formations à créer dans les années à venir

Pas de création prévue d'ici 2027.

C – fermeture

<u>1 – formations récemment fermées</u> Non concerné.

2 - formations à fermer dans les années à venir

Non concerné.

Nombre d'étudiants qui seront accueillis en régime permanent dans de nouvelles filières et ceux concernés par les transformations/suppressions ci-dessus

Toutes les formations se transforment régulièrement, donc d'ici 2027 on peut estimer que l'ensemble de 2500 étudiants sera impacté par des transformations. Les cursus modifiés dans le cadre des AMI CMA concerneront, au moins, 200 diplômés par an à l'horizon 2027.

Articulation éventuelle avec l'AMI CMA

Bordeaux INP est impliqué dans les projets AMI CMA suivants, qui contribuent à la transformation de l'offre de formation :

- BATTENA (batteries), projet porté par le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine, financement obtenu par Bordeaux INP 575k€
- DECARBOCHIM (chimie de la décarbonation), projet porté par la Fédération Gay-Lussac et France Chimie, financement obtenu par Bordeaux INP 183k€
- ELENA (électronique), projet porté par l'université de Bordeaux, financement obtenu par Bordeaux INP 134k€
- CAP IA (intelligence artificielle), projet porté par l'université de Bordeaux, financement obtenu par Bordeaux INP 496k€
- COMETES (new space), projet porté par Aerospace Valley, financement obtenu par Bordeaux INP 1263k€
- PEGASE (avion bas carbone), projet porté par Aerospace Valley, projet soumis, en attente de décision
- AFIC2B (biotechnologies), projet porté par un consortium en cours de création, en cours de montage
- CAP-DADD (alimentation durable et favorable à la santé), projet porté par l'université de Bordeaux, en cours de montage

Politiques ministérielles

Recherche et innovation

Objectif 2 : Contribuer à la dynamique d'université étendue animée par l'université de Bordeaux en faveur de la recherche d'excellence et de l'innovation

Focus: L'essentiel de l'objectif « Recherche et innovation »

Bordeaux INP est tutelle principale de 11 UMR avec l'université de Bordeaux, le CNRS et INRAE.

Dans ce contexte, l'objectif principal dans le cadre du COMP est de s'impliquer activement dans la dynamique d'université étendue animée par l'université de Bordeaux en faveur de la recherche d'excellence et de l'innovation. Cela se traduit par la participation à l'approche FORESITE et une implication forte dans la construction du pôle universitaire d'innovation.

<u>Signature scientifique de l'établissement</u> / Favoriser la pluridisciplinarité, le métissage de technologies, afin de renforcer le potentiel de transfert.

Bordeaux INP est un écosystème très pluridisciplinaire puisque ses écoles et les laboratoires dont il est tutelle couvrent des spécialités et des thèmes de recherche très variés, souvent à l'interface de disciplines scientifiques et positionnés sur des enjeux sociétaux majeurs : alimentation, développement durable, santé, transition énergétique, transformation numérique. Favoriser cette pluridisciplinarité est propice à l'émergence de solutions scientifiques et technologiques en réponse aux questions sociétales.

Méthode et pilotage de la stratégie de recherche et innovation

La recherche est l'un des moteurs du développement de Bordeaux INP qui contribue de façon essentielle à la visibilité et à l'attractivité de l'établissement, notamment auprès de ses partenaires socio-économiques. La recherche de Bordeaux INP se structure autour de 11 UMR sur le site. Bordeaux INP est cotutelle de ces 11 UMR avec l'université de Bordeaux, avec le CNRS pour 9 d'entre elles et avec INRAE pour 2 d'entre elles. Bordeaux INP est également impliqué dans 8 équipes-projets communes (EPC) avec INRIA. Le périmètre recherche de Bordeaux INP est donc totalement partagé avec l'université de Bordeaux à laquelle il est associé et Bordeaux INP est également partenaire à part entière des organismes de recherche.

La stratégie de Bordeaux INP vis-à-vis de ces laboratoires repose sur son statut de cotutelle. Il légitime son implication dans la co-construction avec les autres tutelles citées, de la politique scientifique du site. Cette position est totalement réaffirmée dans le cadre de la mise en place de la dynamique FORESITE qui vise à Faciliter et Opérer la Recherche d'Excellence à l'échelle du Site.

L'ambition de cette stratégie est de mobiliser une dynamique en faveur de la recherche d'excellence et de l'innovation visant une attractivité scientifique internationale. Elle cible la mise en place de fonctions de service à haute valeur ajoutée pour les chercheurs, coordonnée par l'université de Bordeaux à l'échelle du site (logique de guichet unique transparent pour le chercheur) : prospective RH, soutien aux projets, soutien à l'innovation, achat scientifique et initiatives structurantes et partagées sur le site. Cette stratégie intègre également l'expérimentation de la simplification de la recherche dans laquelle Bordeaux INP est impliqué en tant que co-tutelle de l'UMR Œnologie, positionnée dans l'ISVV et en tant que partenaire d'INRIA.

Bordeaux INP participe d'ores et déjà aux instances de gouvernance existantes (comité pour le développement de l'université, comités innovation etc.). Il sera membre à part entière du comité FORESITE. Cette cellule inter- partenaires devra mettre en place de nouveaux leviers de programmation et de pilotage scientifique et des moyens de la recherche à l'échelle du site afin d'optimiser la capacité de mobilisation des moyens de la recherche ainsi que des fonctions de soutien sur les questions de recherche prospective associées aux enjeux sociétaux et environnementaux de demain.

Concrètement, Bordeaux INP sera pleinement impliqué dans la mutualisation de moyens et ressources, d'information et le partage de bonnes pratiques en contribuant à :

- L'utilisation d'une plateforme collaborative dématérialisée inter-partenaires pour l'ensemble des outils d'aide à la gestion et de soutien à la recherche,
- L'utilisation d'un outil de planification pluriannuelle des emplois critiques/stratégiques (chercheurs, BIATSS, chaires de professeurs junior CPJ etc.) de chaque employeur du site, avec une perspective d'approche de type Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences GPEEC de site en lien avec l'approche GPEEC UB.

L'innovation est une mission à part entière de Bordeaux INP, aux côtés de ses fonctions traditionnelles d'enseignement et de recherche. La politique de Bordeaux INP, très affirmée dans ce domaine, a pour objectif d'accompagner et soutenir la transformation des savoirs fondamentaux, issus des laboratoires de recherche et des projets d'étudiants menés dans les écoles, en produits ou services pour la société. Elle cible la création de valeur partagée en s'appuyant sur les forces de l'établissement en recherche et en formation.

Pour mener cette politique, Bordeaux INP s'appuie sur des dispositifs qu'il a mis en place ou des projets qu'il partage avec ses partenaires du site dont au premier chef, l'université de Bordeaux.

Ainsi, Bordeaux INP est partie prenante du projet de construction du Pôle Universitaire d'Innovation PUI@Bordeaux, et du projet InnovationS financé dans le cadre de l'appel à projet Excellences. A ce titre, Bordeaux INP participe pleinement à la gouvernance de l'Innovation mise en place sur le site. Il est représenté par la vice-présidente recherche et transfert dans le comité d'Innovation du site qui rassemble les 16 fondateurs du PUI. Ce comité co- construit la stratégie d'innovation du site, fait la revue des actions. Il s'appuie sur une cellule opérationnelle, des groupes de travail et des commissions d'instruction dont il valide les travaux.

Bordeaux INP est représenté par son directeur général dans le comité pour le développement d'UB ou siègent les présidents, directeurs généraux et des représentants de l'état et des acteurs publics territoriaux. Ce comité participe à la définition des orientations stratégiques tout en cohérence avec les autres grands programmes partagés entre les fondateurs (dont les programmes PIA) et les politiques publiques territoriales en matière de recherche, innovation et développement économique.

Enfin, Bordeaux INP est représenté par la vice-présidente recherche et transfert dans le conseil d'orientation territorial du site. Présidé par un cadre d'entreprise, ce conseil d'orientation réunit tous les partenaires du PUI.

Modalités de coordination avec les partenaires pour l'élaboration du COMP

Le lien avec les ONR se fait au niveau des différentes instances de pilotage de la stratégie de recherche et d'innovation citées ci-dessus : comité pour le développement d'UB, comité d'innovation etc. Ces instances auxquelles Bordeaux INP participe sont pilotées par l'université de Bordeaux. La démarche FORESITE a été présentée et discutée dans ces instances.

Objectifs poursuivis

Le premier objectif est la construction, avec l'université de Bordeaux et les autres tutelles des laboratoires, de la politique scientifique du site de Bordeaux. Cet objectif sera décliné dans le cadre de la mise en place de l'approche FORESITE qui vise à faciliter et opérer la recherche d'excellence à l'échelle du site.

Un deuxième objectif est la poursuite de l'implication de l'établissement dans la construction du pôle universitaire d'innovation PUI@Bordeaux qui vise à créer une organisation collective capable de transformer les résultats de recherche en solutions au bénéfice du progrès technologique, social et des transitions environnementales.

Enfin, afin d'accroitre sa performance dans l'obtention de projets financés par l'Europe, Bordeaux INP s'est positionné comme partenaire du projet DREAM, porté par l'UB, financé dans le cadre de l'appel à projet ASDESR. L'objectif de Bordeaux INP dans ce projet est de contribuer à mettre en place une « plateforme Europe » mutualisée offrant un soutien au montage des projets européens dont ERC, y compris lorsque ceux-ci sont portés par des personnels de Bordeaux INP et/ou mis en gestion à Bordeaux INP. Cette plateforme vise à l'intensification de tous les programmes cadre européens, notamment ceux d'Horizon Europe et Erasmus+, avec une attention particulière portée aux programmes de soutien à l'innovation (de type EIC), au développement des compétences et aux transitions.

Politiques ministérielles

Transition écologique et développement soutenable

Objectif 3 : Réduire les émissions de GES de 15% et former les personnels et les étudiants

Focus : L'essentiel de l'objectif « Transition écologique et développement soutenable »

Les objectifs de l'établissement en matière de TEDS sont abordés dans le cadre du schéma directeur DDRS et portent sur 5 grands domaines : gouvernance, formation, recherche, impact environnemental et responsabilité sociétale. Dans le cadre du COMP l'accent sera mis sur deux objectifs inclus dans ce schéma directeur : baisse de 15% des émissions de GES, généralisation à tous les élèves ingénieurs de cursus de formations DDRS.

<u>Diagnostic</u>: Schéma directeur pour le développement durable et la responsabilité sociétale et environnementale (SD DD&RSE)

Bordeaux INP a nommé en 2017 un chargé de mission DDRS, et a adopté dès novembre 2020 en conseil d'administration un premier plan d'action en matière de DDRS. Ce plan d'action a été complété et enrichi par une nouvelle version adoptée en mars 2022 qui portait déjà sur l'ensemble des domaines gouvernance, formation, recherche, impact environnemental et responsabilité sociétale. Par ailleurs à l'automne 2022 un plan de sobriété énergétique, portant plus spécifiquement sur les économies d'énergie, avait été formalisé. Le schéma directeur DDRSE de Bordeaux INP, en cours d'élaboration en juin 2024, est le prolongement et l'approfondissement de cette démarche.

L'établissement a opté pour une démarche participative pour impliquer au maximum les personnels et les étudiants dans la co-construction de ce schéma. Trois groupes de travail, ouverts à tous, élaborent des propositions sur les aspects gouvernance, formation et réduction de l'impact environnemental. Concernant la recherche, qui est organisée dans une logique de site (tous les laboratoires de l'établissement sont des UMR avec l'université de Bordeaux et le CNRS ou INRAE, et l'établissement est partenaire, sur son périmètre scientifique, de la plupart des grands projets pilotés par l'université), l'élaboration du schéma DDRS se fera en lien avec l'université. Enfin, en matière de responsabilité sociétale, le schéma intègrera les plans d'action issus de différentes sources : plan d'action égalité de genre, plan d'action handicap, schéma directeur vie étudiante, groupe de travail qualité de vie au travail, actions en faveur de l'égalité des chances.

Objectif poursuivi:

L'INP Bordeaux a prévu d'adopter avant fin 2024 le schéma directeur DDRS, qui porte sur la période 2025-2029 (5 ans). Ce schéma directeur listera les actions et objectifs concrets sur lesquels l'établissement s'engage, pour l'ensemble des domaines : gouvernance, formation, recherche, impact environnemental, responsabilité sociétale. La période du COMP, de 2025 à 2027, verra le début de la mise en œuvre de ces actions. Dans le cadre du COMP, l'INP se focalisera sur deux objectifs :

- La baisse des émissions de gaz à effet de serre de l'établissement (objectif 5% par an, soit une baisse de 15% sur la durée du COMP). A partir de l'analyse du bilan 2022 des émissions GES, l'établissement travaille, dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur DDRS, sur des actions concrètes dont l'impact est évalué en termes de baisse des émissions. Ces actions portent sur les différents postes d'émissions (énergie, déplacements, achats, immobilisations). Par exemple : le projet de création d'un réseau de chaleur, en partenariat avec d'autres établissements du site ; l'allongement de la durée d'amortissement de matériels informatiques, et donc la baisse de la fréquence de leur renouvellement ; la mise en œuvre d'une politique d'achats incluant de façon plus forte les critères environnementaux ; la poursuite d'investissements sur les bâtiments pour diminuer leur consommation énergétique ; des actions pour favoriser les mobilités douces pour les trajets domicile-travail etc. L'objectif est de s'assurer que ces actions, au total, permettront d'atteindre l'objectif global de baisse de 5% par an. Ce travail est en cours et devrait être finalisé d'ici l'automne. Il faudra ensuite coordonner la mise en œuvre de ces actions : ce sera le rôle du chef de projet évoqué ci-dessous, en lien avec l'ensemble des services concernés.
- La formation et la sensibilisation des étudiants et des personnels aux enjeux de la TEDS (objectif : généralisation à tous les élèves ingénieurs de cursus de formation DDRS). Pour cela, il est prévu d'une part, une formation de tous les élèves aux enjeux globaux de la TEDS dès la première année, et d'autre part, de permettre à tous les élèves qui le souhaitent d'obtenir un certificat DDRS facultatif adossé au diplôme d'ingénieur. Cette démarche, qui existe déjà à l'ENSMAC, sera généralisée à l'ensemble des écoles. Pour

mettre en œuvre ces actions de nombreux enseignants doivent être formés, en particulier pour la sensibilisation en première année qui concerne tous les élèves de l'établissement et donc un nombre important de groupes. Le déploiement de ces formations s'appuiera sur un réseau de correspondants enseignants dans l'ensemble des écoles. Concernant la formation des personnels, le plan de formation inclut des sessions sur la fresque du climat, l'analyse du cycle de vie, la sobriété énergétique.

Pour la mise en œuvre du schéma directeur DDRS, un chef de projet est nécessaire : il aura pour mission la coordination efficace des actions, l'interface avec les différents services, la production d'indicateurs pertinents et la communication auprès des communautés. Le recrutement de ce chef de projet a été demandé et obtenu à partir de l'été 2024 dans le cadre du dialogue de performance. Dans le cadre du COMP, la poursuite de cette mission sur la période 2025-2027 est envisagé.

Gestion et pilotage

Thématique

Objectif 5 : développer le système d'information de pilotage

Focus: L'essentiel de l'objectif « Gestion et pilotage »

Dans le cadre du COMP, l'établissement souhaite ajouter un objectif particulier concernant le système d'information de pilotage. Faisant suite au diagnostic et aux recommandations du HCERES, un schéma directeur stratégique du système d'information est actuellement en cours d'élaboration. Pour accélérer le déploiement de certains projets (ceux contribuant au développement des ressources propres, au pilotage des consommations énergétiques et au pilotage global RH et financier de l'établissement), l'établissement souhaite les inclure dans le COMP. Ces projets sont prioritaires compte-tenu de leur impact financier direct : en maîtrisant les dépenses et en maximisant les recettes, ils permettront de dégager des marges de manœuvre qui faciliteront la mise en œuvre des autres actions prévues dans le COMP.

Diagnostic 1 : Points de progrès identifiés par le Hcéres, la Cour des comptes, l'Inspection générale

Dans la dernière évaluation de l'établissement en 2022, le HCERES a pointé « un système d'information encore trop artisanal, inadapté au pilotage de l'établissement » (conclusion, p.32). Le diagnostic constate un manque de planification globale des projets de SI en lien avec la stratégie de l'établissement, et une faiblesse particulière des systèmes d'information RH et finances « ne permettant pas de répondre de façon adaptée au pilotage du projet stratégique ».

Objectif poursuivi:

A la suite du diagnostic fait par le HCERES (cf. ci-dessus), l'établissement a intégré dans le contrat quinquennal l'élaboration d'un schéma directeur stratégique du système d'information (travail actuellement en cours, qui sera finalisé à l'automne).

Parmi les projets déjà identifiés comme stratégiques certains d'entre eux ont un impact direct sur le développement des ressources propres et le pilotage de l'établissement :

- Le déploiement d'un CRM nécessaire pour améliorer la collecte de la taxe d'apprentissage et le développement des activités de formation continue
- Le déploiement d'un SI décisionnel permettant un meilleur pilotage financier et RH de l'établissement

Par ailleurs, pour atteindre les objectifs de réduction de consommation énergétique, l'établissement doit se doter d'outils permettant la mesure et le pilotage de ces consommations.

Le déploiement du schéma directeur du SI requiert des moyens importants, ce qui amène l'établissement à prioriser et à étaler sa mise en œuvre dans la durée. De plus le calendrier de certains projets structurants est imposé par des contraintes externes (par exemple le déploiement du SI de scolarité PEGASE et de l'ensemble des applications connexes).

Annexe cohérence des projets stratégiques

Pour chacun des six objectifs du COMP, indiquer quand il y a lieu les financements déjà obtenus pour mettre en œuvre les actions (inscrire la source de financement et non le montant).

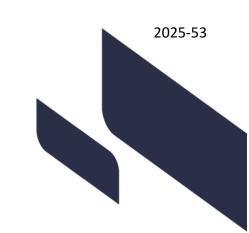
Objectifs du COMP	Financements obtenus (PIA, ANR, Horizon Europe, DSG, autres)
Pilotage de l'offre de formation	
Transformation de l'offre de formation	AMI CMA
Croissance des flux : extension des bâtiments	CPER Aide CRNA
Recherche et innovation	
Transition écologique et développement soutenable - TEDS	
Performance énergétique des bâtiments	Plan de résilience 1 et 2 Plan solaire / AGILE CPER
Bien-être des étudiants	
Pilotage	
Stratégie propre à l'établissement	

Fait à Paris, le

Le ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace	Le directeur de l'INP Bordeaux
Monsieur Philippe BAPTISTE	Monsieur Guillaume FERRÉ



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



DÉLIBÉRATION N° 2025-53 PORTANT APPROBATION DU BUDGET RECTIFICATIF 2025

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-1 à L. 712-3, L. 717-1 et R. 719-74;
- Vu le décret n° 2009-329 du 25 mars 2009 modifié créant Bordeaux INP, notamment ses articles 3, 6 et 7;
- Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 16 juillet 2025 portant nomination de M. Guillaume FERRÉ dans les fonctions de directeur général de Bordeaux INP, à compter du 18 août 2025 ;
- Vu le règlement intérieur de Bordeaux INP en vigueur, notamment l'article 3 (section 1, chapitre II) et les articles 6 à 17 (section 2, chapitre V);

Considérant la délibération n° 2024-65 du conseil d'administration en date du 18 décembre 2024 portant approbation du budget initial 2025.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1 - Objet

Le budget rectificatif pour l'année 2025, tel que présenté en annexe de la présente délibération, est approuvé à l'unanimité.

Article 2 - Publicité

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique Nouvelle-Aquitaine, recteur de l'académie de Bordeaux, chancelier des universités.

Elle sera publiée par voie de mise en ligne sur le site internet de Bordeaux INP.

Fait à Talence, le

Le Directeur général de Bordeaux INP

Guillaume FERRÉ

Guillau Signature numérique de Guillaume FERRE ID Date: 2025.11.19 18:55:54 +01'00'







Conseil d'administration du 14 novembre 2025

1 – Contexte et faits marquants

L'exercice 2025 s'inscrit dans un contexte de changements institutionnels, organisationnels et financiers particulièrement importants pour Bordeaux INP. Cette année a été marquée par des évolutions significatives qui ont eu des incidences directes sur le pilotage budgétaire et la gestion stratégique de l'établissement.

Au plan interne, l'année 2025 est une année de transition puisqu'elle connaît deux événements majeurs : l'élection d'un nouveau directeur général et le recrutement d'un nouvel agent comptable. Ces nominations traduisent un renouvellement de la gouvernance, mais également des fonctions financières et comptables, éléments essentiels pour la consolidation des processus de contrôle et la sécurisation de l'exécution budgétaire.

Parallèlement, le contexte national a été marqué par des évolutions financières et législatives significatives. Le vote tardif du budget de l'État pour l'exercice 2025 a conduit à l'instauration du régime du **service voté** en début d'exercice, générant un décalage dans la notification de certaines dotations ministérielles et retardant l'application de certaines mesures nouvelles. Cette situation a eu pour effet de modifier la temporalité de l'exécution des crédits et de nécessiter un suivi renforcé de la trésorerie et des autorisations d'engagement.

Dans ce contexte de contraintes et d'incertitudes, le présent **budget rectificatif** vise à refléter fidèlement la réalité financière de l'établissement, à garantir la conformité avec la réglementation en vigueur et à adapter les prévisions initiales aux évolutions constatées. Il constitue un instrument de pilotage essentiel, permettant de concilier les besoins opérationnels, les orientations stratégiques de Bordeaux INP et la soutenabilité des finances publiques.

Enfin, ce budget rectificatif s'inscrit dans une démarche de **prévision et d'anticipation**, afin d'accompagner la nouvelle gouvernance dans sa prise de décisions, d'assurer la continuité des missions d'enseignement et de recherche, et de préserver la qualité des services offerts aux étudiants, aux enseignants-chercheurs et aux partenaires de l'établissement.

Depuis l'exercice 2022, la hausse des coûts des fluides et l'inflation généralisée ont fortement impacté les établissements, incitant à repenser les modes de consommation énergétique. Bordeaux INP a pris en compte cette nouvelle réalité en mettant en œuvre des mesures visant à maîtriser la consommation et à en limiter l'impact sur son budget.

En 2025, les tarifs de l'électricité et du gaz connaissent une tendance à la baisse. Lors de la préparation de ce budget rectificatif, certaines factures restent encore à réceptionner, mais les éléments disponibles confirment que les dépenses liées aux fluides devraient diminuer par rapport aux prévisions initiales, contribuant ainsi à un ajustement favorable du budget de fonctionnement.

Autre changement pour 2025, la mise en application du nouveau décret financier. L'équilibre réel du budget ne sera plus conditionné par le résultat comptable afin d'améliorer la gestion financière pluriannuelle. La soutenabilité budgétaire est définie par trois critères : le niveau final de trésorerie, le niveau final de fonds de roulement, niveau des charges de personnel.

L'objectif de ce budget rectificatif demeure de maintenir des enveloppes de crédits suffisantes pour répondre aux besoins des composantes tout en poursuivant notre plan pluriannuel d'investissement financé en partie au moyen de la mobilisation du fonds de roulement.

Le Budget rectificatif qui intervient en cette fin d'année permet de prendre en compte certaines reprogrammations des centres de responsabilité budgétaires (CRB), notamment sur les opérations pluriannuelles, les recettes nouvelles et les ajustements liés à la situation économique générale.

Il s'organise autour de plusieurs axes :

- Le réajustement du montant de la Subvention pour Charges de Service Public. Au moment de la préparation de ce budget, seule la notification intermédiaire est disponible. Son montant est de 6 755 234 €, en baisse par rapport au budget initial de 16 k€.
- L'ajustement des plafonds d'autorisation des emplois et de masse salariale.
- Le réajustement en dépenses et recettes des prévisions hors opérations pluriannuelles. Cette année encore, la tension sur les budgets a impliqué de nombreux ajustements de crédits à la baisse, notamment sur le budget des écoles.
- La reprogrammation des tranches des opérations pluriannuelles (diminution des tranches 2025 pour augmenter les tranches 2026 ou postérieures).
- La reprogrammation des tranches du PPI (plan pluriannuel d'Investissement)

2– AUTORISATIONS BUDGETAIRES

2.1 Tableau des autorisations d'emplois

Ce tableau (tableau 1) présente les autorisations d'emplois pour l'année civile 2025, hors personnels titulaires, rémunérés directement sur le budget Etat.

Dans la colonne emplois sous plafond Etat, nous retrouvons le besoin en emploi compensé par le Ministère et financé sur la SCSP (dotation) : 23 ETPT

Dans les emplois financés hors SCSP, nous retrouvons les autres emplois pour 2025 (personnels BIATSS, ATER, doctorants contractuels, post-doctorants...) : 130,5 ETPT (149,2 ETPT au BI).

Au total, cela représente 153,5 ETPT (172,2 ETPT au BI). Les variations par rapport au BI 2025 (-18,7 ETPT) s'expliquent essentiellement par des prévisions au budget initial de recrutements sur conventions pluriannuelles de formation ou de recherche qui ne se sont pas tous réalisés.

2.2. Tableau des autorisations budgétaires

Le tableau des autorisations budgétaires (tableau 2) présente le budget en dépenses décaissables par agrégats (personnels, fonctionnement, investissement) en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, ainsi que le budget de recettes encaissables par catégories (globalisées ou non) et sources de financements. Il permet de mettre en évidence le solde budgétaire (trésorerie) de l'exercice.

Crédits de paiement	Recettes encaissées	Solde budgétaire BR 2025
23 721 019 €	24 935 085 €	1 214 065 €

Ce solde budgétaire positif indique que l'établissement va générer de la trésorerie du fait du décalage dans le temps de dépenses pour des recettes déjà encaissées.

Cela s'explique par la diminution de décaissements de -5,4 M€, bien supérieure à la diminution des encaissements prévus -2.8 M€. Ce niveau s'explique par les déprogrammations effectuées au BR du fait de décalage d'opération sur l'exercice 2026, conjuguées à un ajustement des crédits ouverts en réserve.

Le niveau de trésorerie s'établissant à 6 398 626€ après cet abondement, celui-ci demeure soutenable (correspondant à 120 jours de dépenses décaissables, le seuil d'alerte étant un niveau inférieur à 30 jours).

2.2.1 Les recettes encaissées

Le tableau des autorisations budgétaires (tableau 2) reprend uniquement les recettes encaissables qui ont un impact sur la trésorerie. Il n'inclut pas les écritures comptables constatant des produits non encaissables, telles que les neutralisations d'amortissement ou les reprises de provisions.

(RE = Recette Encaissée)

Le Budget Rectificatif 1 de Bordeaux INP diminue le budget initial de 2,8 M€ de RE réparties entre les encaissements hors opérations et les encaissements sur opérations pluriannuelles :

A/ Encaissements hors opérations : -1,7 M€

lci nous détaillons la situation globale présentée par le tableau 2 en distinguant les impacts des recettes issues du fonctionnement courant. Les recettes des opérations pluriannuelles sont écartées. Nous sommes donc exclusivement sur les budgets annuels des écoles, des CRB dépenses communes, services généraux et recherche mutualisée.

Notification Subvention pour Charges de Service Public	-16 416 €
CVEC	+ 22 306 €
Réajustement des ressources propres	-371 732 €
Ajustement des encaissements financements publics (réserve)	-1 300 000€

La subvention pour charges de service public (SCSP) : -16 k€

Pour mémoire, au BI 2025 le montant prévisionnel retenu pour la SCSP 2025 était celui de la notification intermédiaire de 2024 reçue du Ministère datée du 5 juillet 2024 de 6 771 650 €, la pré-notification 2025 n'étant pas connue au moment de la production du BI 2025.

Au BR, le montant prévisionnel retenu pour la SCSP (« dotation ») 2025 est celui correspondant à la notification intermédiaire reçue du Ministère le 21 juillet 2025 à hauteur de 6 755 234€.

Elle comprend:

Les crédits de masse salariale pour un total de 2 736 569 € soit +35 k€ par rapport au BI. Dans le détail, on y retrouve notamment :

- Une masse salariale notifiée en hausse de 26 k€,
- Dans le cadre de la LPR (loi de la programmation de la recherche), une hausse de 53 496 € au titre de la refonte indemnitaire des composantes C2 et C3.
- Pour les actions spécifiques masse salariale, une baisse notable de 50 k€ concernant le dialogue de performance 2024 qui n'a pas été repris dans cette dernière notification.

Pour mémoire, ce financement doit être poursuivi dans le cadre du contrat d'objectifs, de moyens et de performance 2025-2027 (COMP) qui est en cours de signature avec le ministère. En juin, le Ministère nous avait annoncé le premier versement à hauteur de 440 680 € fin 2025, avant d'évoquer un versement probable plutôt en 2026. Derrière ce montant, des premières actions sont identifiées et ont été engagées en partie :

- La mise en place et le suivi du schéma directeur DDRSE de Bordeaux INP avec le financement d'un ingénieur d'études pour animer l'action. Cette action s'inscrit dans l'objectif 4 des COMP (mobilisation en faveur de la transition écologique et du développement soutenable).
- Le développement de l'école ENSPIMA par le financement d' un ATER. Le développement des ressources propres de l'ENSPIMA (formation continue, collecte de taxe d'apprentissage) doit nous permettre à terme de pérenniser cet ATER sur les ressources de l'établissement. Cette action s'inscrit dans l'objectif 1 des COMP (formations préparant les étudiants à exercer des métiers d'avenir).
- Le financement de deux emplois PAST (professeur associé en service temposraire) en compensation de la création d'un poste de maître de conférence

• Le financement d'un poste d'ingénieur pédagogique.

Les crédits de fonctionnement à hauteur de 4 007 854 € sont en baisse par rapport au BI de 52 k€.

Ceci s'explique notamment par la compensation d'exonération des droits d'inscription est de 359 398 € soit une baisse de 15 k€ et la non reconduction de la dotation de mise en sécurité de 30 k€.

Les ressources propres : - 372 k€

Le réajustement des ressources propres, hors opération, s'explique principalement par les mouvements conjugués suivants :

- -68 k€ de droits d'inscription. L'ENSEIRB-MATMECA, par exemple, subit une diminution des droits d'inscription concernant des étudiants étrangers extracommunautaires.
- -93 k€ sur la formation continue, diplômes propres et VAE,
- +18 k€ sur les mises à dispositions de locaux sur le plateau technique (+79 k€ à l'ENSMAC, -20 k€ à l'ENSEIR-MATMECA, -41 k€ à l'ENSEGID, +4 k€ à l'ENSC),
- -95 k€ de locations ponctuelles
- -13 k€ sur les refacturation/prestations aux structures hébergées,
- -82 k€ de participation, partenariat divers,
- -18 k€ de prestations refacturées aux élèves,
- -20 k€ de recettes diverses.

En cumulé, tout ceci conduit à une diminution de l'ordre de 372 k€ sur le budget des écoles et des dépenses communes.

Les autres financements publics: -1,3 M€

Ce réajustement correspond principalement à une diminution des « encaissements de financement public mis en réserve » au budget initial, notamment pour le COMP (500 k€) et pour le PPI (décalage des encaissements).

La CVEC: +22 k€

La recette CVEC (Contribution Vie Etudiante et de Campus) qui doit servir notamment à payer la médecine préventive et l'utilisation des installations sportives (cf. renouvellement de la convention inter-établissement 2021-2026), atteint 184,3 k€.

B/ Encaissements sur les opérations pluriannuelles (recherche et de formation) : -1,1 M€

En 2025, 50 nouvelles opérations pluriannuelles ont été ouvertes, 40 sur le secteur de la recherche (pour 2,34 M€), 8 sur le secteur de formation (371 k€), 2 sur le PPI patrimoine. Les encaissements prévus suivants expliquent la grande majorité de cette variation :

 -885 k€ pour les opérations de recherche », dont : +62 k€ de l'ANR, +435 k€ de la région Nouvelle aquitaine, -131 k€ de l'Union européenne et -1251 k€ de subvention concernant le projet SIMON de l'IMS (projet de 3 M€ dont les échéanciers d'encaissement ont été fortement réajustés),

- -233 k€ sur les opérations de « réserve »,
- +30 k€ pour les opérations d'enseignement.

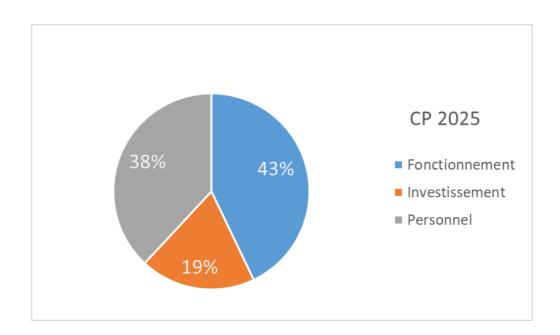
2.2.2 Les dépenses

Il s'agit des dépenses budgétaires (tableau budgétaire 2) qui ont un impact sur la trésorerie de l'établissement.

Ces dépenses sont présentées en autorisations d'engagement (AE = émission d'un bon de commande ou notification d'un marché) et en crédits de paiement (CP = paiement de la facture au fournisseur). Ne sont pas concernés ici les provisions ou les amortissements.

→ La structure des crédits de paiement

Par enveloppes budgétaires : la nouvelle répartition du BR 2025



Les crédits de paiement sont répartis pour 38 % en dépenses de personnel, 43 % en fonctionnement, 19 % en investissement. Au global, les ajustements réalisés au moment du BR sont de : -6 247 433 € en AE et de -5 420 666 € en CP comme présentés ci-dessous :

A/ Les autorisations d'engagement : -6 247 k€

	Nature de dépense	BI		Ajustements	BR1
Somme de Montant AE	Fonctionnement	11 602 584	-	1 420 481	10 182 103
Somme de Montant AE	Investissement	7 331 217	-	3 882 267	3 448 949
	Personnel	10 036 855	-	944 684	9 092 171
	Total général	28 970 655	-	6 247 433	22 723 223

Le réajustement des crédits d'investissement de -3,882 M€ correspond pour -2 M€ au décalage d'exécution du PPI, pour -1,3 M€ à l'activité de Recherche, et pour -0,5 M€ à la diminution des crédits restant en réserves.

- Pour le PPI, cela correspond notamment à deux importantes opérations immobilières qui sont en cours et dont les reports de crédits seront engagés en 2026 : l'opération transverse autofinancée concernant la sécurisation des abords (-867 k€), ainsi que de l'opération des travaux de l'ENSTBB, financée par la Région (-442 k€).
- Pour la recherche, cela correspond principalement à deux opérations : l'opération SIMON de l'IMS (AMI CORIFER : Développement d'une solution de diagnostic, d'aide à la décision et de suivi de maintenance des infrastructures ferroviaires) financée par la BPI dont une grande partie des crédits (572 k€) a dû être requalifiée en crédits de fonctionnement (achat de logiciels en mode SAAS), et l'opération de la Chaire CHESS DREAM de l'ICMCB pour 400 k€ (le marché public concernant la RMN sera engagée tout début 2026).

Du fait de l'actualisation des recettes, un ajustement des dépenses de fonctionnement côté école et dépenses communes a dû être réalisé. C'est un total de 341 k€ d'AE et de 341 k€ de CP qui ont été retirés. Le restant correspond principalement aux ajustements de crédits des opérations pluriannuelles.

Concernant les crédits de personnels, grâce au fort dynamisme de l'établissement dans la recherche de financements publics et privés, le nombre de recrutements réalisés dans le cadre de conventions pluriannuelles a augmenté. Les dernières évolutions en matière salariale (hausse du point d'indice et revalorisation des salaires des doctorants dans le cadre de la loi de la programmation de la recherche) ont également contribué à maintenir une masse salariale dense. Néanmoins, un ajustement de à la baisse de -945 k€ a été opéré.

B/ Les crédits de paiements (CP) : -5,4 M€

	Nature de dépense	ВІ		Ajustements	BR1
Somme de Montant CP	Fonctionnement	11 804 047	-	1 574 874	10 229 173
Somme de Montant CP	Investissement	7 300 783	-	2 901 108	4 399 675
	Personnel	10 036 855	-	944 684	9 092 171
	Total général	29 141 685	-	5 420 666	23 721 019

Concernant les crédits de paiement, les ajustements sont en **dépenses de fonctionnement** comme **en dépenses de personnels** quasiment identique à ceux opérés sur les AE.

En revanche pour **les investissements**, la baisse de crédits est de -2,901 M€ qui est le résultat des reports de certaines opérations pluriannuelles (CF. supra). Ce niveau de crédits de paiement doit permettre de faire face aux dernières échéances annuelles tout en conservant un niveau de prélèvement du fonds de roulement permettant de conserver nos indicateurs financiers en bon équilibre.

3 – LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Opérations	Coût total de l'opération	T% financement externe	autofinance ment	diminution	total AE BR 2025	AE 2025 à financer	diminution	total CP BR 2025	financement CAF /prélèvement sur FDR
FORMATION	3 133 054	56%	1 392 743	-481 757	702 669	339 082	-394 716	652 669	304 882
OPE-2022-0049 AAP RNA ENSEGID	783 900	50,00%	391 950	-230 000	34 838	17 419	-134 958	142 838	71 419
OPE-2022-0051 AAP RNA ENSTBB	500 000	50,00%	250 000	-1 012	0	0	-1 012	0	0
OPE-2023-0017 RNA BIOTECH CENTER ENSTBB	468 000	70,00%	140 400	0	123 152	36 946	0	123 152	36 946
OPE-2024-0053 Renouvellement matériels pédagogiques 2025	260 704	30,00%	182 493	-40 746	260 704	182 493	-118 746	182 704	127 893
OPE-2025-0028 RNA CULTURE MAKERS ENSEIRB	125 000	50,00%	62 500	-20 000	11 250	5 625	-20 000	11 250	5 625
OPE-2024-0081 RNA SPACELAB ENSEIRB	125 450	100,00%	0	-20 000	42 725	0	-20 000	42 725	0
OPE-2024-0074 RNA FABRIKAMAT ENSMAC	870 000	58,00%	365 400	-170 000	230 000	96 600	-100 000	150 000	63 000
INFORMATIQUE	925 043	10%	830 083	-48 790	26 849	23 184	8 455	224 548	129 587
OPE-2023-0059 RNA INFRANUM 2023	146 093	65,00%	51 133	0	5 639	1 974	0	146 093	51 133
CONV-2015-0043 SDSI Schéma Directeur Système d'Information	778 950	0,00%	778 950	-48 790	21 210	21 210	8 455	78 455	78 455
IMMOBILIER	10 573 132	20%	8 458 008	-1 470 572	1 507 144	635 028	-406 571	2 228 395	1 642 081
OPE-2021-0043 Mise en sécurité phase II	1 982 140	0,00%	1 982 140	-61 918	85 969	85 969	-81 714	151 795	151 795
OPE-2021-0044 Aménagement, adaptation fonctionnelle phase II	780 000	0,00%	780 000	0	1 253	1 253	-44 583	35 201	35 201
OPE-2021-0045 Sûreté Phase II	591 610	0,00%	591 610	0	80 000	80 000	-12 000	39 139	39 139
OPE-2023-0061 Mise en sécurité et adaptation fonctionnelle LCPO	1 749 756	0,00%	1 749 756	2 907	51 017	51 017	729	635 920	635 920
OPE-2023-0062 Transition ecologique	1 177 201	18,39%	960 714	35 161	206 684	168 675	-85 740	169 260	138 133
OPE-2023-0064 Salle pédagogique réalité virtuelle ENSTBB	1 998 564	95,00%	99 928	-420 000	878 007	43 900	-66 142	584 408	29 220
OPE-2023-0065 Travaux de sécurisation des abords des bât Bx INP	882 000	0,00%	882 000	-867 482	13 518	13 518	0	4 500	4 500
OPE-2024-0031 Travaux d'adaptation fonctionnelle de l'ENSC	780 000	0,00%	780 000	-3 000	22 076	22 076	-35 000	485 432	485 432
OPE-2024-0055 Etanchéité Pôles Langues ENSEIRB MATMECA	120 000	0,00%	120 000	-12 120	107 880	107 880	17 000	107 000	107 000
OPE-2024-0056 Plan de comptage ENSEIRB MATMECA et ENSMAC	62 000	0,00%	62 000	-62 000	О	0	-17 000	0	0
OPE-2024-0057 Panneaux photovoltaïques ENSEIRB MATMECA - Agi	90 000	0,00%	90 000	-30 000	0	0	-30 000	0	0
OPE-2025-0019 Travaux divers imprévus	67 860	0,00%	67 860	-52 120	15 740	15 740	-52 120	15 740	15 740
OPE-2025-0058 PPI DPI MOE ET TRAVAUX LOCAUX A RISQUES SDMS	292 000	0,00%	292 000	0	45 000	45 000	0	0	0
TOTAL	14 631 228	27%	10 680 834	-2 001 119	2 236 662	997 294	-792 832	3 105 611	2 076 550

NB : Sont présentées ici les opérations les plus significatives du PPI

Faisant suite aux objectifs de diminution de dépenses d'investissement intégralement autofinancées, il faut relever que le plan pluriannuel d'investissement est désormais autofinancé par l'établissement à hauteur de 73% (75% en 2024, 90% en 2023, 95% en 2022).

Les appels à projets formation demeurent financés principalement pour 50% par la région, mais les co-financements ont été recherchés (ex : le projet du spacelab est cofinancé via un projet « Comete » financé par l'ANR). Une partie des équipements de renouvellement pédagogique a également été co-financé par l'ADERA (achat d'un bioréacteur par l'ENSTBB)

Les opérations du PPI informatique le sont également (10% de financement) ainsi que certaines opérations du PPI immobilier comme l'opération de transition écologique financée en partie par les plans résilience I et II, mais aussi l'opération de l'ENSTBB de création de salle virtuelle, financée quant à elle à près de 95% par la région Nouvelle-Aquitaine.

La programmation du PPI patrimoine préfigure les nouvelles opérations intégrées dans le prochain SPSI 2025-2029 (Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière). L'appel d'offre

concernant l'opération de mise en sécurité des abords (882 k€ reprogrammés en 2026) sera publié en fin d'année 2025, et sera engagé début 2026.

Au global, dans le cadre du budget rectificatif, 2 M€ d'autorisations d'engagement (AE) ont été reprogrammés sur les exercices 2026 et suivants : -482 k€ sur les opérations de formation, -49 k€ sur le PPI informatique, -1,4 M€ sur le PPI Immobilier. Cette reprogrammation résulte à la fois de la nécessité d'étaler les opérations auto-financées et des difficultés rencontrées par le pôle achat pour assurer la totalité de la programmation, en raison notamment d'absences de personnel.

Il convient de garder à l'esprit que la situation inflationniste actuelle de l'économie engendre de nombreuses incertitudes quant à l'évaluation des coûts des projets immobiliers. Nous constatons régulièrement, ces derniers mois, des écarts significatifs entre les prévisions budgétaires et les offres reçues dans le cadre des marchés publics, ce qui contribue à ralentir la mise en œuvre des projets.

4 – EQUILIBRE FINANCIER

4.1 Tableau des opérations pour compte de tiers

Ce tableau (tableau 5) retrace les opérations traitées en comptabilité générale en compte de tiers, ayant un impact sur la trésorerie, mais ne figurant pas dans le budget de l'établissement. Pour Bordeaux INP, cela concerne les encaissements et décaissements liés à la mobilité étudiante, à la TVA et aux bourses Erasmus.

4.2 Tableau d'équilibre financier

Le tableau d'équilibre financier (tableau 4) met en évidence les besoins et les moyens de couverture mobilisables pour toutes les opérations ayant un impact sur la trésorerie, qu'il s'agisse d'opérations budgétaires (solde budgétaire du tableau 2) ou non budgétaires (tableau 5). Il distingue la trésorerie fléchée de la trésorerie non fléchée. Le fléchage permet de mieux suivre l'impact de certaines opérations pluriannuelles sur la trésorerie (conventions supérieures à 50 k€, dont l'action est précise et ciblée, avec une justification financière de la consommation des crédits).

Pour 2025, la variation de trésorerie prévisionnelle est de +651 k€, dont 1 843 092 € sont apportés par la trésorerie fléchée et 1 192 195 € prélevés sur la trésorerie non fléchée. La ponction sur la trésorerie non fléchée s'explique principalement par le plan pluriannuel d'investissement qui est très majoritairement autofinancé.

5 – ANALYSE DE LA SOUTENABILITE

5.1 Tableau de situation patrimoniale

→ Le compte de résultat

Le compte de résultat est calculé sur la partie fonctionnement du budget et regroupe l'ensemble des opérations ayant une incidence sur le résultat comptable de l'exercice. Il correspond au solde entre la totalité des produits de fonctionnement et la totalité des charges de fonctionnement. Il comprend les opérations non encaissables et non décaissables, liées aux dotations aux amortissements et aux provisions, par exemple.

Pour le BR 2025, le **résultat prévisionnel** est de **40 952 €** pour 25 234 349 € de produits et 25 193 397 € de charges. Nous conservons un résultat positif, même s'il est réduit par rapport à la prévision du BI (-184 k€). Cela permet néanmoins de « préserver » notre capacité d'autofinancement (CAF).

→ La capacité d'autofinancement

La CAF est la capacité de l'établissement à autofinancer ses investissements. Elle est diminuée par le résultat négatif prévisionnel (déficit de fonctionnement) auquel s'ajoutent les dotations aux amortissements ; en est déduite la quote-part des subventions d'investissements rapportée au compte de résultat, les neutralisations d'amortissement.

Elle s'établit pour ce BR à 1 825 725 € soit - 332 K€ par rapport au BI, ce qui s'explique par la diminution de notre résultat mais également du niveau d'amortissement net.

La CAF permet de couvrir 41% des dépenses d'investissement de Bordeaux INP (contre une couverture de 29% au BI 2025). Sur ce point néanmoins c'est une amélioration de la situation qui est constatée.

Pour rappel, le ministère préconise une CAF permettant de couvrir au moins 20% des dépenses d'investissement.

→ Les investissements et le fonds de roulement

Cette CAF vient s'ajouter à nos ressources d'équipement (2 271 354 €) et permet de couvrir la majeure partie des 4 399 675 € d'investissements prévus. Au final, l'équilibre entre nos ressources et nos dépenses d'investissement se traduirait par une diminution prévisionnelle du fonds de roulement de 302 596 €.

Au moment du BI, ce prélèvement était prévu pour 1 500 628 €. Nous puisons donc moins dans les réserves de l'établissement.

5.2 La soutenabilité budgétaire

Le tableau 4 d'équilibre financier montre un abondement de trésorerie de 650 897 €. On constate un niveau de besoin en fonds de roulement négatif à hauteur de 3 337 068 €. Cela signifie que l'établissement encaisse plus vite qu'il ne décaisse et donc, qu'il n'est pas toujours nécessaire de prélever sur la trésorerie pour financer les opérations lancées.

Le tableau 7 retraçant le plan prévisionnel de trésorerie précise qu'après les paiements, au 31 décembre 2025, le niveau de trésorerie s'établirait à 6 398 626 €. Ce niveau correspond à **120 jours** de fonctionnement, le niveau d'alerte étant < 30 jours.

Le montant des investissements prévus pour 2025 (4 399 675 €), nécessite de prélever dans le fonds de roulement à hauteur de 302 k€.

Après ce prélèvement, le fonds de roulement s'établirait à un niveau de 3 061 558 €. Ce niveau de fonds de roulement reste soutenable financièrement au regard du budget global de l'établissement. Il correspond à **58 jours** de charges décaissables (le seuil critique étant un seuil inférieur à 15 jours).

Il convient de noter que sur les crédits de personnel, le nouveau décret financier prévoit le suivi spécifique du ratio charges de personnel sur produits encaissables. En effet, le poids relatif des charges de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que son évolution, sont significatifs. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marge de manœuvre. Le seuil d'alerte est fixé à 83%. Du fait de notre situation d'établissement non RCE (responsabilités compétences élargies), notre indicateur est bien en deçà.

Néanmoins, au BR 2025, nous atteignons le taux de **43,3%** du fait de l'augmentation de notre dépense de Personnel. Ce ratio monte à 76.9% si l'on ajoute la masse salariale Etat directement assurée par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.

Suite à un prélèvement exceptionnel sur fonds de roulement de 3 M€ lors du compte financier 2024, l'objectif était de préserver notre fonds de roulement et par voie de conséquence de restreindre le niveau de crédits d'investissement autofinancé sur l'exercice 2025 pour retrouver plus de stabilité.

La soutenabilité budgétaire de l'établissement demeure globalement satisfaisante, malgré un contexte économique moins favorable. Les difficultés conjoncturelles actuelles (hausse des coûts, ralentissement économique) et la diminution de la SCSP attendue, via le non versement du COMP ont conduit à une réduction du résultat attendu, ce qui se traduit par une baisse de la capacité d'autofinancement, limitant ainsi les marges de manœuvre financières de l'établissement pour financer ses investissements.

Toutefois, l'établissement conserve une situation financière saine.

Une vigilance budgétaire reste néanmoins nécessaire afin d'anticiper les éventuelles tensions financières à moyen terme. Un suivi renforcé des équilibres financiers et une optimisation continue des ressources permettront de préserver la soutenabilité budgétaire et de maintenir la solidité du modèle économique de l'établissement.

Pour rappel, il nous faut garder un niveau d'investissement autofinancé raisonnable et rester prudent, surtout face aux incertitudes induites par la crise inflationniste actuelle.

L'objectif de retrouver des résultats excédentaires est toujours poursuivi ce qui permettra de dégager des marges de manœuvre et d'ainsi pouvoir accompagner la mise en œuvre des orientations stratégiques de la nouvelle équipe de Direction de Bordeaux INP.

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			(A)	_	(B)	_	(C) = (A) + (B)	
			Emplois sous plafond Etat		Emplois financés hors SCSP			
Catégories d'emplois	Nature des	emplois	En ETPT		En ETPT		Global BR 2025	Rappel BI 2025
Enseignants,	Permanents	Titulaires		(1)			-	-
enseignants- chercheurs,	remanents	CDI					-	-
chercheurs	Non permanents	CDD	2,7		49,1		51,8	63,9
	S/total EC		2,7	1	49,1		51,8	63,9
Elèves fonc	tionnaires stagiaire	s des ENS					-	-
				_		_		
		Titulaires		(2)			-	
BIATOSS	Permanents	CDI	15,8		1,1		16,9	15,0
BIATO33	Non permanents	CDD	4,5		80,3		84,8	93,3
	S/total Biatoss		20,3		81,4		101,7	108,3
	Totaux		23,0	(3)	130,5		153,5	172,2
				_		(4)	Plafond global des emplois voté par le CA	Plafond global des emplois voté par le CA
Rappel du pla	fond des emplois fi	xé par l'Etat	23,0	(5)				

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux décisions budgétaires modificatives. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les régles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4)).

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

TABLEAU 2 Autorisations budgétaires Budget rectificatif

Budget Rectificatif N°	Budget Rectificatif n°1
Date exécutoire	14/11/2025
Etablissement	Bordeaux INP
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	BP + BA

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

EPENSES							RECETTES			
	Montants Compte financier N-1 Montants Budget Rectificatif n*1		Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1	et le budget initial	Montants Compte financier N-1	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	8 072 230	8 072 230	9 092 171	9 092 171	-944 684	-944 684	15 380 819	16 028 701	-1 599 606	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension							6 764 819	6 755 234	-16 416	Subvention pour charges de service public
										Subvention pour charges d'investissement
										Autres financements de l'Etat
							182 753	184 306		Fiscalité affectée
Fonctionnement	8 841 423	8 743 112	10 182 103	10 229 173	-1 420 481	-1 574 874	1 484 516	2 076 220		Autres financements publics
							6 948 731	7 012 941	-329 307	Recettes propres
Intervention										
							5 131 780	8 906 384	-1 158 022	Recettes fléchées*
										Subvention pour charges d'investissement fléchée
										Autres financements de l'Etat fléchés
Investissement	4 025 907	4 767 607	3 448 949	4 399 675	-3 882 267	-2 901 108	4 912 854	8 796 384	-1 178 022	Autres financements publics fléchés
							218 927	110 000	20 000	Recettes propres fléchées
TAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	20 939 559	21 582 949	22 723 223	23 721 019	-6 247 433	-5 420 666	20 512 600	24 935 085	-2 757 628	TOTAL DES RECETTES (C)
LDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)	0		1 214 (nee	2 663	039	1 070 350	0		SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - 0

^(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Tableau 3 - MESR

Dépenses par destination et recettes par origine

BI/BR N°	BR 1 2025
Date exécutoire	14/11/2025
Etablissement	Bordeaux INP
Niveau d'agrégation	Détaillé
Nature du hudget (RP RA)	RP → RA

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)												
	Dépenses de l'organisme											
Budget	Perso	innel	Fonction	nnement	Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP CP	AE	O	AE	CP		
Formation initiale et continue (a) + (b) + (c)	2 849 491	2 849 491	2 183 654	2 153 654	0	0	820 176	787 176	5 853 321	5 790 32:		
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence (a)	127 996	127 996	46 299	46 299			0	0	174 295	174 295		
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master (b)	2 721 495	2 721 495	2 137 355	2 107 355			820 176	787 176	5 679 026	5 616 026		
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat (c)	0	0	0	0			0	0	0			
D105 - Bibliothèques et documentation	2 496	2 496	35 280	35 280			0	0	37 776	37 77		
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	172 824	172 824	184 338	200 472			8 702	7 809	365 864	381 10		
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	1 282 055	1 282 055	598 226	596 394			174 062	172 736	2 054 343	2 051 18		
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	1 215 577	1 215 577	1 434 774	1 448 276			620 887	667 937	3 271 238	3 331 79		
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0	0	0	0			0	0	0			
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	396 067	396 067	196 906	206 572			33 881	33 094	626 854	635 73		
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	0	0	0	0			0	0	0			
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	643 385	643 385	527 881	527 872			0	0	1 171 266	1 171 25		
D113 - Diffusion des savoirs et musées	0	0	0	0			0	0	0			
D114 - Immobilier	505 879	505 879	2 645 474	2 685 474			1 682 894	2 402 774	4 834 247	5 594 12		
D115 - Pilotage et support	2 024 396	2 024 396	2 110 982	2 110 593			108 349	328 149	4 243 727	4 463 13		
Étudiants	0	0	264 587	264 587	0	0	0	0	264 587	264 58		
D201 - Aides directes aux étudiants		0							0			
D202 - Aides indirectes		0							0			
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives		0	264 587	264 587					264 587	264 58		
Total	9 092 171	9 092 171	10 182 103	10 229 173	0	0	3 448 949	4 399 675	22 723 223	23 721 01		

(A) (B)

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) 1 214 666

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

		Recettes de l'organisme											
	Recettes globalisées							Recettes fléchées					
Budget	Subvention pour charges de service public	Subvention pour charges d'investissement	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Subvention pour charges d'investissement fléchée	Autres financement de l'État fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées			
subvention pour charges de service public	6 755 234				0	0					6 755 2		
Proits d'inscription					0	1 130 228			0	0	1 130 22		
formation continue, diplômes propres et VAE					0	3 612 663			0	0	3 612 66		
Taxe d'apprentissage					0	691 500			0	0	691 50		
Contrats et prestations de recherche hors ANR					0	212 883			0	40 000	252 88		
/alorisation					0	0			0	0			
ANR investissements d'avenir					0	0			0	0			
ANR hors investissements d'avenir					0	0			1 043 478	0	1 043 47		
iubventions d'exploitation et financement des actifs - Région					482 942	0			1981266	0	2 464 20		
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne					0	0			676 503	0	676 50		
subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres					1 274 278	11 540			5 095 137	0	6 380 99		
fondations - fonds propres, réserves, dons et legs					0	0			0	0			
Autres recettes				184 306	319 000	1 354 127			0	70 000	1 927 43		
Total	6 755 234	0	0	184 306	2 076 220	7 012 941			8 796 384	110 000	24 935 08		
a liste des destination est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l									SOLDE BUDGETAIRE				

TABLEAU 4 Equilibre financier Budget rectificatif

Budget Rectificatif N°	Budget Rectificatif n°1
Date exécutoire	14/11/2025
Etablissement	BORDEAUX INP
Niveau d'agrégation	

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	BESOINS		FINANCEMENTS					
	Montants Compte financier N-	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial	Montants Compte financier N-	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial		
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	1 070 349	0	0	0	1 214 066	2 639 038	Solde budgétaire (excédent) (D1)*	
dont solde budgétaire budget principal					1 214 066	2 639 038	dont solde budgétaire budget principal	
dont solde budgétaire budget annexe							dont solde budgétaire budget annexe	
dont solde budgétaire budget du SAIC							dont solde budgétaire budget du SAIC	
dont solde budgétaire BAI							dont solde budgétaire BAI	
dont solde budgétaire SIE							dont solde budgétaire SIE	
dont (à personnaliser le cas échéant)							dont (à personnaliser le cas échéant)	
							I	
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnement (b1)							Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)	
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	811 557	818 088	-246 912	996 471	842 058	22 058	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**	
Autres décaissements non budgétaires (e1)	221 602	230 800	-54 200	-420 136	-356 339	-926 339	Autres encaissements non budgétaires (e2)	
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	2 103 508	1 048 888	-301 112	576 335	1 699 785	1 734 757	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)	
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	0	650 897	2 035 869	1 527 173	0		PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)	
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***		1 843 092					dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***	
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0	0	2 035 869	1 527 173	1 192 195	0	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)	
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	2 103 508	1 699 785	1 734 757	2 103 508	1 699 785	1 734 757	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)	

^(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

^(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5 Opérations pour compte de tiers

Budget (BI/BR n°)	BR n° 1
Date exécutoire	14/11/2025
Etablissement	BORDEAUX INP
Niveau d'agrégation	

Créer un "regroupement d'opération pour compte de tiers" pour chacune des lignes de votre TB5 actuel. Aussi, bien distinguer :

* Le bouton *Ajouter un regroupement d'opérations *: permet d'ajouter un nouveau regroupement d'opération pour compte de tiers (nouveau couple *code/libelle* d'OPCT), sur lequel N comptes comptables ont normalement déjà été rattachés par vos soins dans "gf-c-Ompto > Gestion du plan de compte *. Votre tableau finalisé doit présenter tous les regroupements d'OPCT paramètrés par vos soins dans "gf-c-Ompto > Gestion des codes opérations pour compte de tiers *. Le regroupement *TNA - OPCT pour tous les flux de trésorerie de TNA " est réglementaire, obligatoire, unique et non modifiable (source DGFIP) : il est donc "verrouillé" et figure d'office dans la maquette proposée.

* Le bouton "+" en bout de ligne : permet seulement d'ajouter un n° de compte supplémentaire au sein du regroupement d'opération pour compte de tiers concerné. Votre fichier finalisé devra donc comporter autant de lignes qu'il y a de comptes rattachés à un regroupement d'OPCT dans gfc-Compta.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE	Ajouter un regroupement d'opérations		Contrôler ma sais			
Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	N° compte	Libellé du regroupement d'opérations	Débit (c1)	Crédit (c2)		
TVA	445	OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA	556 631	487 913	+	
AMIERASMUS	467	Aide à la mobilité internationale et bourses ERASMUS	261 457	354 145	+	
TOTAL			818 088,00	842 058,00		

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B.: Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

TABLEAU 6 Situation patrimoniale Budget rectificatif

Budget Rectificatif N°	Budget Rectificatif n°1
Date exécutoire	14/11/2025
Etablissement	Bordeaux INP
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	BP + BA

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants Compte financier N-	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial	PRODUITS	Montants Compte financier N	- Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial
Personne	7 954 249	9 091 791	-945 063	Subventions de l'Etat	6 764 819	6 755 234	-16 416
dont charges de pensions civiles*		0		Fiscalité affectée	182 692	184 306	22 306
Fonctionnement autre que les charges de personne	15 459 179	16 101 606	-1 904 935	Autres subventions	4 899 263	7 163 190	-1 771 236
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	11 423 342	11 131 619	-1 268 916
TOTAL DES CHARGES (1)	23 413 428	25 193 397	-2 849 999	TOTAL DES PRODUITS (2)	23 270 116	25 234 349	-3 034 261
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	0	40 953	0	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	143 312	0	184 262
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	23 413 428	25 234 349	-2 849 999	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	23 413 428	25 234 349	-2 849 999

^{*} il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants Compte financier N- 1	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial		
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	-143 312	40 953	-184 262		
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5 879 119	6 030 123	-594 767		
 reprises sur amortissements, dépréciations et provisions 	354 240	4 245 350	-470 798		
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0				
- produits de cession d'éléments d'actifs	0				
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	3 933 351				
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)		1 825 726	-308 231		

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Compte financier N-	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial	RESSOURCES	Montants Compte financier N-	- Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial
Insuffisance d'autofinancement	0	0	308 231	Capacité d'autofinancement	1 448 216	1 825 726	0
Investissements	5 194 999	4 399 675	-2 901 108	Financement de l'actif par l'État	38 560		
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	684 050	1 918 128	-1 609 071
				Autres ressources	0	353 226	238 226
Remboursement des dettes financières				Augmentation des dettes financières	0		
TOTAL DES EMPLOIS (5)	5 194 999	4 399 675	-2 592 877	TOTAL DES RESSOURCES (6)	2 170 827	4 097 079	-1 370 845
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0	0	1 222 032	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	3 024 172	302 596	0

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants Compte financier N-	Montants Budget Rectificatif n°1	Ecarts entre le BR1 et le budget initial
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	-3 024 172	-302 596	1 222 032
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	-1 496 999	-953 493	-956 038
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	-1 527 173	650 897	2 178 070
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	3 364 154	3 061 558	-302 596
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-2 383 575	-3 337 068	-953 493
Niveau final de la TRESORERIE	5 747 729	6 398 626	650 897

^{*} Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7 Plan de trésorerie

Budget (BI/BR n°)	BR n° 1
Date exécutoire	14/11/2025
Etablissement	BORDEAUX INP
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de
													trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	5 747 729	6 569 552	5 225 189	5 890 385	7 020 586	6 300 993	6 437 335	9 404 056	10 023 897	7 872 956	6 784 138	6 502 742	83 779 558
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	1 779 484	147 350	1 210 440	2 204 234	1 029 390	235 203	2 650 307	634 062	810 751	1 515 636	1 691 845	2 120 000	16 028 701
Subvention pour charges de service public	1 659 694	0	0	1 659 694	62 977	0	2 377 062	0	0	995 807	0	C	6 755 234
Subvention pour charges d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	C	0
Autres financements de l'État	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	C	0
Fiscalité affectée	114 172	0	0	750	931	2 296	0	66 157	0	0	0	C	184 306
Autres financements publics	0	39 651	101 245	1 000	45 520	31 819	15 000	151 344	152 494	82 268	640 879	815 000	2 076 220
Recettes propres	5 618	107 700	1 109 195	542 790	919 962	201 088	258 245	416 560	658 257	437 561	1 050 966	1 305 000	7 012 941
Recettes budgétaires fléchées	50 083	215 483	1 043 093	639 108	486 774	595 219	678 655	774 913	128 931	570 076	1 577 794	2 146 255	8 906 384
Subvention pour charges d'investissement fléchée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	C	0
Autres financements de l'État fléchés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	C	0
Autres financements publics fléchés	50 083	215 483	1 043 093	639 108	486 774	575 219	667 776	774 913	93 931	555 676	1 565 773	2 128 555	8 796 384
Recettes propres fléchées	0	0	0	0	0	20 000	10 879	0	35 000	14 400	12 021	17 700	
Opérations non budgétaires	522 802	396 539	210 162	-101 017	-634 629	266 443	2 984 184	78 163	-947 629	-1 058 516	-345 558	-885 225	485 719
Emprunts : encaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : encaissement en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	522 802	200 520	240.402	404.047	-634 629	000.442	2.004.404	78 163	0.47.000	4.050.540	245.550	005.005	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : TVA encaissée		396 539	210 162	-101 017 7 648		266 443	2 984 184	23 505		-1 058 516 30 809	-345 558 125 280	-885 225 109 775	485 719 487 912
	92 124	15 526 160	81 839 73	11 759	16 313	49 816 229 160	10 338	6 160	16 971	79 897	26 812	109 775	354 145
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements Autres opérations au nom et pour le compte de tiers	522 586	380 853	128 250	-120 424	-650 942	-12 533	2 973 846	48 498	-964 600	-1 169 222	-497 650	-995 000	-356 338
Autres operations au nom et pour le compte de tiers Autres encaissements d'opérations non budgétaires	322 300	300 033	120 230	-120 424	-030 942	-12 333	2 97 3 040	40 490	-904 000	-1 109 222	-497 030	-995 000	-330 338
Autres encaissements a operations non budgetailes A. TOTAL	2 352 369	759 372	2 463 695	2 742 325	881 535	1 096 865	6 313 146	1 487 138	-7 947	1 027 196	2 924 081	3 381 030	25 420 804
DECAISSEMENTS	2 002 000	100 0.12	2 100 000	27 12 020	001 000	1 000 000	0010110	1 107 100		1 021 100	2021001	0 001 000	20 120 00 1
	204 200	4 000 700	707.000	0.400.400	4 007 700	4.047.000	4 000 050	404.005	4.400.000	0.470.040	4 707 000	0.440.007	40.057.707
Dépenses liées à des recettes globalisées	821 836	1 326 769	767 083	2 139 488	1 067 726	1 047 229	1 096 258	181 325	1 122 963	3 176 243	1 767 000	2 143 807	
Personnel	700,000	334 536	500.740	1 097 548	347 790	338 820	445 308	404.225	700.000	2 226 683	412 000	686 164	
Fonctionnement	766 822	788 277	590 712	547 142	576 035	568 052	482 219	181 325	782 263	565 619	859 000	1 173 402	7 880 868
Intervention Investissement	55 014	203 956	176 371	494 798	143 901	140 357	168 731	0	340 700	383 941	496 000	284 241	2 888 010
Dépenses liées à des recettes fléchées	114 685	281 475	103 262	654 965	528 674	425 530	412 555	80 710	268 510	1 264 510	1 463 277	1 465 139	
·	114 005		103 202	544 641	267 446	277 257		00 7 10	208 310			501 130	
Personnel Fonctionnement	35 077	209 039 55 054	53 193	49 380	110 420	83 541	273 971 102 168	30 812	212 139	773 137 393 907	356 701 578 614	644 000	2 348 305
Intervention	0.007	00 004	00 190	49 300	110 420	05 541	102 100	0 012	212 139	393 907	0/0014	044 000	2 340 303
Investissement	79 608	17 382	50 069	60 944	150 808	64 732	36 416	49 898	56 371	97 466	527 962	320 009	1 511 665
Opérations non budgétaires	594 025	495 491	928 155	-1 182 330	4 728	-512 236	1 837 612	605 261	751 521	-2 324 739	-24 800	-123 800	
Emprunts : remboursements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : décaissements en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	C	0
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	C	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers :	594 025	495 491	928 155	-1 182 330	4 728	-512 236	1 837 612	605 261	751 521	-2 324 739	-24 800	-123 800	1 048 888
TVA décaissée	40 548	31 594	22 871	37 352	87 239	30 004	23 315	13 418	70 135	45 154	85 000	70 000	556 630
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	8 654	9 774	12 909	8 613	7 717	42 745	19 706	6 431	41 481	47 028	50 200	6 200	261 458
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers	544 823	454 123	892 375	-1 228 295	-90 228	-584 985	1 794 591	585 412	639 905	-2 416 921	-160 000	-200 000	230 800
Autres décaissements d'opérations non budgétaires													0
B. TOTAL	1 530 546	2 103 735	1 798 500	1 612 123	1 601 128	960 523	3 346 425	867 296	2 142 994	2 116 014	3 205 477	3 485 146	24 769 907
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	821 823	-1 344 363	665 195	1 130 202	-719 593	136 342	2 966 721	619 842	-2 150 941	-1 088 818	-281 396	-104 116	650 897
SOLDE CUMULE (1) + (2)	6 569 552	5 225 189	5 890 385	7 020 586	6 300 993	6 437 335	9 404 056	10 023 897	7 872 956	6 784 138	6 502 742	6 398 626	

TABLEAU 8 Opérations liées aux recettes fléchées

Budget (BI/BR n°)	BR1 2025
Date exécutoire	14/11/2025
Etablissement	Bordeaux INP
Niveau d'agrégation	Détaillé
Nature du budget (BP, BA)	BP + BA

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		732 455	2 575 547	-949 508	-548 413	
Recettes fléchées (b)	5 131 780	8 906 384	6 111 825	2 872 573	1 691 905	24 714 467
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée						0
Autres financements de l'État fléchés						0
Autres financements publics fléchés	4 912 854	8 796 384	5 960 825	2 774 573	1 613 905	24 058 540
Recettes propres fléchées	218 927	110 000	151 000	98 000	78 000	655 927
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	4 399 326	7 063 292	9 636 879	2 471 478	1 507 911	25 078 887
Personnel						
AE=CP	2 403 408	3 203 322	4 526 791	1 671 381	936 770	12 741 673
Fonctionnement						
AE	1 056 306	2 318 769	2 733 476	456 347	413 891	6 978 790
CP	997 301	2 348 305	2 749 041	456 347	389 891	6 940 886
Intervention						
AE						0
CP						0
Investissement						
AE	928 230	1 280 349	2 481 447	243 750	121 250	5 055 026
CP	998 616	1 511 665	2 361 047	343 750	181 250	5 396 328
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	732 455	1 843 092	-3 525 055	401 095	183 994	-364 419

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Au cas ou i organisme utilise ce tableau pour un suivi moivid	uei par operation, cette seco	mae partie permet de vermei	r requilibre final de chaque (operation.		
Autofinancement des opérations fléchées (d)						0
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)						0
Position de financement des opérations fléchées en fin						
d'exercice	732 455	2 575 547	-949 508	-548 413	-364 419	-364 419
(a) + (b) - (c) + (d) - (e)						

Tableau 9 - EPSCP

Tableau des opérations pluriannuelles prévision

Budget rectificatif n°1

		Budg Agrégé BP + BA	et rectificatif n°1 30/10/2025 Bordeaux INP			i abieau des ope	rations pluriannuel	ρι ενιδΙΟΠ	Ajouter des lignes		Contrôler ma saisie			
	POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT	DF + DA												
	A - Dépenses Opérations	Montant de l'opération	AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n		Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	Crédits de paiement CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
X X X X X X X X X X X X X X X X X X X	CONV-2016-0047 OPE-2017-0038 OPE-2019-0022 OPE-2020-0005 OPE-2020-0005 OPE-2020-0005 OPE-2020-0005 OPE-2020-0039 OPE-2021-0030 OPE-2021-0013 OPE-2021-0013 OPE-2021-0032 OPE-2021-0032 OPE-2021-0034 OPE-2021-0031 OPE-2021-0048 OPE-2021-007 OPE-2022-0011 OPE-2022-0013 OPE-2022-0017 OPE-2022-0017 OPE-2022-0017 OPE-2022-0017 OPE-2022-0017 OPE-2022-0017 OPE-2022-0033 OPE-2022-0034 OPE-2022-0038 OPE-2022-0044 OPE-2022-0044 OPE-2022-0044 OPE-2022-0044 OPE-2022-0044 OPE-2022-0040 OPE-2022-0040 OPE-2023-0010 OPE-2023-0010 OPE-2023-0010 OPE-2023-0010 OPE-2023-0020 OPE-2023-0020 OPE-2023-0020 OPE-2023-0020 OPE-2023-0030 OPE-2023-0030 OPE-2023-0040 OPE-2023-0040 OPE-2023-0050 OPE-2023-007 OPE-2023-0080 OPE-2023-0080 OPE-2023-0080 OPE-2023-0080 OPE-2023-0080 OPE-2023-0090 OPE-2023-0091 OPE	(1) 978 818 885 904 253 200 350 359 31 322 1 544 513 7 5 000 195 308 399 118 101 533 144 536 152 755 115 444 156 106 98 560 144 480 95 984 36 000 314 083 123 170 117 615 454 342 116 746 149 160 119 302 92 381 71 190 129 717 98 875 176 958 521 760 255 672 195 151 936 383 34 493 582 660 180 744 126 405 81 994 409 250 132 941 169 993 289 200 152 992 262 800 279 866 187 275 176 978 263 800 279 866 187 275 176 978 279 877 279 878 279 878 289 200 117 7000 117 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 400 000 125 000 130 36 003 150 000 130 36 003 150 000 130 36 003 150 000 130 36 003 150 000 140	(2) 500 006 809 936 270 585 333 943 38 755 1 184 313 43 794 188 969 322 738 97 458 152 317 125 704 120 975 61 864 67 908 96 500 84 202 28 800 161 522 103 605 86 350 319 285 90 265 69 216 82 759 62 381 10 000 88 700 8 064 63 000 167 311 120 148 88 450 364 935 57 619 244 598 73 791 65 600 26 271 19 088 50 466 66 100 22 048 50 266 57 717 56 287 10 000 66 055 44 833 47 230 129 746 34 344 85 833 31 600 12 500 24 369 41 317 44 820 5 000 34 558 51 118 14 967 4 000 65 534 7 800 12 500 24 369 41 111 45 000 9 712 0 0 33 39 750 1 250 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	(3) 470 049 645 601 220 821 321 769 24 389 979 025 28 810 154 502 309 402 90 938 144 083 110 262 113 685 45 326 49 123 89 803 75 311 11 783 157 653 82 171 79 095 310 828 84 660 53 362 78 017 22 543 0 82 130 4 818 5 93 28 147 465 79 951 78 389 318 607 28 323 215 173 54 683 64 470 17 835 1 637 40 494 50 223 215 173 54 683 64 470 17 835 1 637 40 494 48 122 51 145 54 623 9 197 55 325 44 830 37 449 37 449 30 223 31 199 48 122 51 145 54 623 9 197 55 325 44 830 37 449 37 499 57 038 31 359 887 6 905 18 214 7 755 32 177 2 931 2 250 29 558 49 406 11 630 3 558 55 304 6 242 12 012 4 111 1 2 246 8 241 0 0 8 8 867 8 1 171 2 2 550 2 9 558 49 406 11 630 3 558 55 304 6 242 12 012 4 111 1 2 246 8 241 0 0 8 3 850 8 8 867 8 1 171 2 2 31 2 2 50 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	en année n (4)<=(2)-(3)	(5) 78 073 0 6 070 0 6 070 0 4 522 251 804 43 190 0 60 151 3 075 0 0 18 123 1 308 1 0000 12 092 39 197 10 389 17 017 56 300 34 124 31 219 89 970 32 086 34 903 41 285 67 457 49 093 10 532 2 408 63 470 151 433 74 376 62 611 218 677 2 184 474 52 766 52 66 767 53 194 47 892 52 220 69 723 10 000 54 905 38 430 36 047 163 555 37 556 42 277 66 767 51 944 47 892 52 220 69 723 10 000 54 905 38 430 36 047 163 555 37 557 99 177 33 562 77 130 0 0 750 7 750 7 750 7 7130 0 0 750 7 750 7 7130 0 0 750 7 750 7 7130 0 0 750 7 750 7 7 153 9 9 177 9 3 1562 7 7 130 0 0 7 500 1 6 766 7 4 595 9 177 9 3 562 7 7 130 0 0 7 750 3 7 158 9 7 940 4 9083 1 019 7 3 530 7 800 4 848 3 491 0 0 4 2 347 4 0 410 3 9 900 3 7 200 7 2 281 1 0 109 4 4000 4 4000 4 4000 4 4000 4 4000 4 4000 4 4000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 4 0000 6 0000 1 01000 3 6240 8 2 609 1 003 2 0 000 2 0 000 3 6 2000 2 0 000 3 6 2000 2 0 000 3 6 2000 2 0 000 3 6 2000 2 0 000 3 7 280 3 8 800 3 8 900 3 8 900 3 8 900 3 900 3 7 200 7 2 281 9 200 9 9 9650 9 100 9 9 9650 9 905	(6) = (4)+(5) 78 073 0 6 070 4 522 251 804 43 190 0 60 151 3 075 0 0 18 123 1 308 1 000 12 092 39 197 10 389 17 017 56 300 34 124 31 1219 89 970 32 086 34 903 41 185 67 457 49 093 10 532 2 408 63 470 151 433 74 376 62 611 218 677 2 184 474 52 766 62 607 57 549 57 556 42 277 66 767 51 944 47 892 52 220 69 723 10 000 54 905 38 430 26 047 163 555 37 527 92 982 57 2904 16 766 74 559 38 430 26 047 163 555 37 527 92 982 77 130 0 07 750 37 158 97 940 49 083 1 019 73 530 7 800 49 083 1 019 73 530 7 800 49 083 1 019 73 530 7 800 40 340 49 083 1 019 73 530 7 800 40 340 49 083 1 019 73 530 7 800 40 340 49 083 1 019 73 530 7 800 40 340 49 083 1 019 73 530 7 800 40 340 40 410 40 900 40 000		(8) 470 049 633 079 220 809 319 033 21 385 968 002 28 378 153 701 309 351 90 077 142 646 110 262 113 652 44 484 49 123 89 786 75 311 8 745 157 653 82 171 79 095 309 637 82 859 53 190 78 017 17 765 0 0 81 095 4 818 59 148 147 465 79 915 68 630 305 019 27 985 212 695 54 612 64 470 17 835 1 637 40 494 50 223 12 194 48 122 51 145 54 623 9 197 55 325 44 830 37 449 114 935 33 4 090 53 738 31 359 887 6 455 14 282 7 755 31 190 18 733 1 604 29 558 49 406 11 630 3 558 5 14 282 7 755 31 190 0 8 8 867 1 174 0 8 8 867 8 1 171 1 2 466 8 241 1 10 1 2 4111 1 2 466 8 241 1 10 0 8 8 867 8 1 171 8 90 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0		(10) (11) (10) (11) (11) (13) (13) (10) (11) (13) (13) (10) (11) (13) (13) (13) (13) (14) (14) (15) (16) (17) (17) (17) (18) (18) (19) (18) (10)	(11)=(9)+(10) 78 073 600 6 082 1 445 7 764 267 028 43 622 0 0 60 151 3 936 900 18 123 1 308 1 000 11 635 39 240 10 389 20 055 56 300 34 124 31 075 91 161 33 888 34 903 41 285 67 457 49 093 11 567 2 408 63 470 151 433 74 376 72 361 218 677 6 509 186 516 52 766 42 607 57 449 57 556 42 277 66 767 51 944 47 892 52 220 69 723 10 000 54 905 38 430 36 047 163 692 37 527 92 982 277 66 767 51 944 47 892 52 220 69 723 10 000 54 905 38 430 36 047 163 692 37 527 92 982 57 7904 163 692 37 527 92 982 10 000 54 905 38 396 37 158 8 396 37 158 8 396 37 158 97 904 40 000 4	(12)=(1)-(3)-(6) 430 696 240 303 26 309 28 590 2 411 313 684 3 000 40 806 29 564 7 520 453 24 370 451 109 779 37 346 15 480 10 284 7 200 100 131 6 875 7 302 53 544 6 0 6 60 895 0 0 895 0 0 895 0 1381 22 097 37 056 91 649 94 160 222 862 101 345 54 151 399 100 6 169 183 012 73 294 19 328 6 710 350 057 50 170 53 004 225 063 56 977 159 435 100 304 2 803 60 120 33 740 0 289 278 41 106 249 980 190 603 169 622 95 447 140 180 135 327 1 069 160 63 169 622 95 447 140 180 135 327 1 069 160 63 169 622 95 447 140 180 0 135 327 1 069 160 63 169 622 95 447 140 180 0 135 327 1 069 9 100 0 135 327 1 069 9 9 533 429 353 108 010 9 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	(CP) (13)=(3)+(6)-(8)-(11) 0 11 921 -338 -4 201 0 800 51 0 537 0 537 0 33 842 457 -26 0 0 0 0 144 0 0 0 172 0 4 778 0 0 0 180 0 0 180 0 0 0 180 0 0 0 0 0
× × × × ×			0	0	0			100 540 0 0 8 848 136	0				314 507 2 080 675	41 164 0 0 69 769 0 0
X X X X X X X X X X X X X X	Total contrats de formation continue OPE-2020-0038 OPE-2020-0056 OPE-2020-0057 OPE-2021-0029 OPE-2011-0030 OPE-2022-0048 OPE-2022-0049 OPE-2022-0050 OPE-2022-0062 OPE-2023-0017 OPE-2023-0018 OPE-2023-0018 OPE-2023-0057 OPE-2023-0066 OPE-2023-0066 OPE-2023-0067 OPE-2023-0066 OPE-2023-0069 OPE-2023-0085 OPE-2024-0011 OPE-2024-0013 OPE-2024-0021 OPE-2024-0021 OPE-2024-0033 OPE-2024-0024 OPE-2024-0035 OPE-2024-0035 OPE-2024-0068 OPE-2024-0069 OPE-2024-0070 OPE-2024-0070 OPE-2024-0071 OPE-2024-0070 OPE-2024-0075 OPE-2024-0071 OPE-2024-0075 OPE-2025-0016 OPE-2025-0018 OPE-2025-0018 OPE-2025-0018 OPE-2025-0018 OPE-2025-0018 OPE-2025-0099 OPE-2025-0099 OPE-2025-0099 OPE-2025-0099 OPE-2025-0099 OPE-2025-0099 OPE-2025-0099	592 422 9 000 248 400 138 976 8 000 35 345 783 900 16 000 443 415 92 756 468 000 145 470 81 267 7 390 91 944 41 327 106 700 496 498 740 000 20 000 130 000 12 485 183 660 168 906 32 400 3 000 185 000 3 000 7 100 13 465 79 850 36 000 870 000 20 000 1 010 626 125 450 1 000 1	11 407 329 345 138 976 14 650 28 998 466 034 5 550 253 638 79 611 344 848 203 420 35 913 7 401 36 000 41 129 1 000 41 803 111 685 6 730 50 319 6 693 37 730 42 231 30 000 3 000 18 500 0 11 500 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	7 040 244 926 138 864 7 345 15 116 455 507 5 550 243 991 73 683 344 848 145 397 23 356 6 157 0 39 355 0 29 017 76 833 4 748 49 197 5 907 30 875 42 108 30 000 2 917 18 108 0		0 0 0 0 655 13 713 34 838 4 659 89 879 0 123 152 73 20 230 1 164 91 944 0 233 137 000 278 226 15 252 56 375 6 577 68 105 42 600 2 400 0 74 780 27 000 39 350 100 000 7 100 6 257 17 500 19 067 42 725 141 286 10 000 1 1 000 1 1 250 8 000 5 166 0	0 0 0 0 655 13 713 34 838 4 659 89 879 0 123 152 73 20 230 1 164 91 944 0 233 137 000 278 226 15 252 56 375 6 577 68 105 42 600 2 400 0 74 780 27 000 39 350 100 000 7 100 6 257 17 500 14 400 230 000 17 500 79 067 42 725 141 286 10 000 1 000 1 1 250 8 000 5 166 0	927 635 11 407 282 545 138 976 7 650 29 003 383 034 5 550 253 638 79 611 344 848 203 420 35 913 12 237 0 41 129 1 000 41 803 111 685 6 730 50 319 6 693 37 730 42 231 30 000 3 000 18 500 0 11 500 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	7 040 244 926 138 864 7 345 14 991 382 907 5 550 243 991 73 683 344 848 145 387 22 731 6 157 0 39 157 0 29 017 65 513 4 733 49 197 5 907 30 875 42 108 18 000 2 088 18 108 0		0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 0 0 655 13 713 142 838 4 659 89 879 0 123 152 83 20 230 1 164 91 944 198 233 137 000 278 275 15 267 56 375 6 577 68 105 42 600 14 400 829 74 780 27 000 39 350 100 000 7 100 6 257 17 500 14 400 150 000 17 500 84 067 42 725 141 286 10 000 1 1000 1 1000	0 6 1 960 3 474 112 0 6 516 293 555 5 791 109 545 19 072 0 0 37 681 68 0 1 972 106 468 330 481 384 940 0 24 428 0 84 680 84 198 0 0 24 428 0 83 92 112 3 000 26 478 858 000 0 7 208 62 350 21 600 640 000 2 500 931 559 82 725 0 0 0 113 750 1 500 68 834 -179 745 229 652	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0
X X X X X X X X X X X X X X	Total contrats d'enseignement CONV-2012-0039 CONV-2015-0043 CONV-2015-0047 OPE-2016-0023 OPE-2017-0049 OPE-2017-0050 OPE-2021-0044 OPE-2021-0045 OPE-2023-0038 OPE-2023-0059 OPE-2023-0062 OPE-2023-0064 OPE-2023-0065 OPE-2024-0051 OPE-2024-0055 OPE-2024-0055 OPE-2024-0057 OPE-2025-0019 OPE-2023-0061 Total programmes pluriannuels d'investissement	9 099 989 2 263 250 778 950 2 358 634 1 299 953 479 536 652 183 1 982 140 780 000 591 610 160 000 146 093 1 301 502 1 998 564 882 000 780 000 260 704 780 000 120 000 62 000 90 000 67 860 292 000 1 752 663	3 028 882 2 663 459 802 489 2 435 974 1 492 957 619 347 687 509 1 969 380 623 041 413 475 166 949 146 093 720 000 293 580 0 754 926 0 0 0 0 0 1 701 647	2 204 762 757 512 2 315 254 1 299 953 479 536 652 183 1 549 801 534 369 291 121 160 000 140 454 1 003 477 183 609 0 748 751 0 0 0 0 0 0 1 701 647	0	1 819 456 0 21 210 0 0 0 0 0 0 85 969 1 253 80 000 0 5 639 206 684 878 007 13 518 22 076 260 704 0 107 880 0 0 15 740 45 000 51 017	1 819 456 0 21 210 0 0 0 0 0 85 969 1 253 80 000 0 5 639 206 684 878 007 13 518 22 076 260 704 0 107 880 0 0 15 740 45 000 51 017	3 117 787 2 770 744 897 814 3 175 703 1 969 219 672 555 808 117 1 322 996 543 439 450 617 160 000 0 980 000 79 068 0 120 054 0 0 0 0 1 113 005	708 064 2 355 627 1 113 744 468 928 607 978 1 363 795 454 585 281 103 160 000 0 897 591 65 598 0 234 568 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0		1 865 557 2 151 78 455 7 837 2 151 0 0 151 795 35 201 39 139 0 146 093 169 260 584 408 4 500 485 432 182 704 0 107 000 0 15 740 0 635 920 2 647 785	2 151 78 455 7 837 2 151 0 0 151 795 35 201 39 139 0 146 093 169 260 584 408 4 500 485 432 182 704 0 107 000 0 15 740 0 635 920	4 456 556 58 487 228 43 380 0 0 0 346 370 244 378 220 489 0 0 91 341 936 948 868 482 9 173 0 780 000 12 120 62 000 90 000 52 120 247 000 -1	62 466 -49 834 -7 797 -48 210 184 058 10 608 44 205 120 180 45 837 50 879 0 0 143 310 411 610 9 018 50 827 78 000 0 880 0 0 45 000 3 739 1 092 310
	Total Pour information, répartition des opérations plurian Ss total personnel Ss total fonctionnement et intervention Ss total investissement	56 986 575 nuelles par enveloppes : 17 586 772 11 126 942 25 962 534	5 614 814 3 037 520 18 521 219	6 528 781 2 858 859	000000000000000000000000000000000000000	9 459 496 3 525 057 2 811 251 3 123 189	9 459 496 3 525 057 2 811 251 3 123 189	27 029 255 5 614 814 3 098 170 18 316 271	6 528 781 2 735 284 14 736 842		10 461 046 3 525 057 2 847 667 4 088 322	3 525 057 2 847 667 4 088 322	7 532 934 5 456 832 5 999 982	0 87 159 1 137 388
×	Defrations CONV-2016-0047 OPE-2017-0038	Montant de l'opération (1) 978 818 885 904	Auto financement (14)	Montant (15)=(1)-(14) 978 818 884 918	Financemen Encaissements au titre des années antérieures (16) 399 140	Encaissements pour l'année n (17)	Restes à encaisser (18)=(15)-(16)-(17) 455 878 884 918	20 310 2/1	24 730 042			7 000 322	3 333 362	1 13/ 306
X X X X	OPE-2017-0038 OPE-2019-0022 OPE-2020-0005 OPE-2020-0012 OPE-2020-0025 OPE-2020-0028 OPE-2020-0039	253 200 350 359 31 322 1 544 513 75 000 195 308	11 359 0 0	253 189 350 000 31 322 1 544 513 75 000 195 308	0 320 000 31 673 1 117 507 60 550 69 709	0 232 513 14 450	74 027 30 000 -350 194 493 0							

	B - Recettes	25 962 534	18 521 219	16 839 363	0	3 123 189	3 123 189
	Opérations	Montant de l'opération	Auto financement	Montant	Financemen Encaissements au titre des années antérieures	ts extérieurs Encaissements pour I'année n	Restes à encaisser
X	CONV-2016-0047 OPE-2017-0038	(1) 978 818 885 904	(14) 0 985	(15)=(1)-(14) 978 818 884 918	(16) 399 140 0	0	(18)=(15)-(16)-(17) 455 878 884 918
X X X	OPE-2019-0022 OPE-2020-0005 OPE-2020-0012 OPE-2020-0025	253 200 350 359 31 322 1 544 513	11 359 0 0	253 189 350 000 31 322 1 544 513	0 320 000 31 673 1 117 507	0	74 027 30 000 -350 194 493
X X X	OPE-2020-0028 OPE-2020-0039 OPE-2021-0004	75 000 195 308 399 118	0 0 0	75 000 195 308 399 118	60 550 69 709 359 206	14 450 125 303 0	296 39 911
X X	OPE-2021-0013 OPE-2021-0026 OPE-2021-0032	101 533 144 536 152 755	13 65 536 1 555	101 520 79 000 151 200	91 368 47 000 145 800	32 000 5 400	0
X X X	OPE-2021-0036 OPE-2021-0048 OPE-2022-0007 OPE-2022-0013	115 444 156 106 98 560 144 480	66 444 0 0	49 000 156 106 98 560 144 480	24 500 124 885 78 848 115 584	31 221 19 712	(
×	OPE-2022-0013 OPE-2022-0015 OPE-2022-0017 OPE-2022-0022	95 984 36 000 314 083	0	95 984 36 000 314 083	76 788 12 000 181 383	19 196 0	24 000 62 100
X X X	OPE-2022-0027 OPE-2022-0033 OPE-2022-0034	123 170 117 615 454 342	0 65 115 0	123 170 52 500 454 342	59 500 0 373 367		63 670 26 250
X X	OPE-2022-0037 OPE-2022-0038 OPE-2022-0041	116 746 149 160 119 302		52 500 149 160 55 000	0 89 496 55 000	£	52 500 29 832 0
X X X	OPE-2022-0044 OPE-2022-0045 OPE-2022-0047 OPE-2022-0060	92 381 71 190 129 717 98 875	0 0	0 71 190 129 717 98 875	0 42 714 102 785 59 325	0 14 238 25 696 19 775	0 14 238 1 236 19 775
X X	OPE-2022-0000 OPE-2022-0061 OPE-2023-0001 OPE-2023-0002	176 958 521 760 255 672		176 958 521 760 255 672	106 173 172 175 213 059	35 394 118 256	35 391 231 329
X X X	OPE-2023-0019 OPE-2023-0020 OPE-2023-0021	195 151 936 383 34 493	0 0 0	195 151 936 383 34 493	117 090 369 801 34 493	39 031 267 637	39 030 298 944 0
X X X	OPE-2023-0023 OPE-2023-0024 OPE-2023-0027	582 660 180 744 126 405	0 0 0	582 660 180 744 126 405	145 665 72 296 54 405	36 148 0	351 667 72 300 72 001
X X X	OPE-2023-0028 OPE-2023-0029 OPE-2023-0031 OPE-2023-0034	81 994 409 250 132 941 169 993	75 940 0	81 994 409 250 57 001 169 993	40 996 197 791 0 35 623	0 28 500	211 459 28 501 28 250
X X X	OPE-2023-0037 OPE-2023-0042 OPE-2023-0043	289 200 152 992 262 800	0	289 200 152 992 262 800	104 112 62 778 94 608	52 056 45 139	133 032 45 076 120 888
X X	OPE-2023-0044 OPE-2023-0046 OPE-2023-0049	224 650 22 000 170 350	64 000 0 64 750	160 650 22 000 105 600	54 000 22 000 0	0 26 400	66 488 0 79 200
X X X	OPE-2023-0050 OPE-2023-0060 OPE-2023-0063 OPE-2023-0070	117 000 63 496 567 906 112 723	0 63 496 0	117 000 0 567 906 112 723	72 875 0 139 838	0	24 625 0 360 876 57 723
X X	OPE-2023-0070 OPE-2023-0071 OPE-2023-0082 OPE-2023-0083	400 000 279 866 187 275	0	400 000 279 866 187 275	0 209 900 74 910	75 000 0	325 000 69 967 74 910
X X X	OPE-2023-0084 OPE-2023-0086 OPE-2024-0001	176 947 257 580 41 317	0 0 0	176 947 257 580 41 317	70 778 180 306 41 317	35 389	70 780 0
X X	OPE-2024-0002 OPE-2024-0003 OPE-2024-0010	244 634 4 000 10 000	0 4 000 0	244 634 0 10 000	98 728 0 10 000	0 0	97 272 ()
X X X	OPE-2024-0015 OPE-2024-0017 OPE-2024-0018 OPE-2024-0019	125 000 400 000 169 200 7 925	0 0	125 000 400 000 169 200 7 925	21 667 0 0 3 963	100 000 38 070	63 333 300 000 131 130 3 963
X X	OPE-2024-0020 OPE-2024-0027 OPE-2024-0030	140 000 14 042 16 666	0	140 000 14 042 16 666	0 7 800 0	70 000	70 000 0 16 666
X X	OPE-2024-0032 OPE-2024-0034 OPE-2024-0036	7 601 148 000 129 000	0 0 69 000	7 601 148 000 60 000	4 111 59 200 0	0	0 29 600 60 000
X X	OPE-2024-0038 OPE-2024-0039 OPE-2024-0041	40 410 140 000 145 500	0 0 67 500	40 410 140 000 78 000	40 410 56 000 0	0 78 000	84 000 000
X X X	OPE-2024-0042 OPE-2024-0043 OPE-2024-0044 OPE-2024-0045	502 808 109 010 139 000 316 003	0 0 69 000	502 808 109 010 70 000 316 003	0 38 154 70 000	175 983 27 253 0 161 412	326 825 43 604 0 154 591
X X	OPE-2024-0043 OPE-2024-0046 OPE-2024-0047 OPE-2024-0050	150 003 150 000 135 500 229 450	0 0 69 000 0	150 003 150 000 66 500 229 450	112 500 0 165 984	0 13 300	37 500 53 200 45 474
X X	OPE-2024-0051 OPE-2024-0052 OPE-2024-0059	67 500 138 867 3 675 305	67 500 0 0	0 138 867 3 675 305	0 27 773 0	0	0 83 321 2 756 479
X X	OPE-2025-0001 OPE-2025-0002 OPE-2025-0003	4 000 4 000 4 000	4 000 4 000 4 000	0 0 0	0 0	0 0	0
X X X	OPE-2025-0004 OPE-2025-0005 OPE-2025-0006 OPE-2025-0007	4 000 4 000 4 000 4 755	4 000 4 000 4 000 4 755	0 0 0	0	0	(((
X	OPE-2025-0008 OPE-2025-0009 OPE-2025-0010	5 000 3 000 1 265	5 000 3 000 1 265	0 0 0	0	0 0	0
X X	OPE-2025-0011 OPE-2025-0013 OPE-2025-0014	5 000 4 000 1 000	5 000 4 000 1 000	0 0 0	0 0 0	0 0 0	C C
X X X	OPE-2025-0017 OPE-2025-0021 OPE-2025-0022	3 624 307 023 15 000 1 003	0 0 0	3 624 307 023 15 000	0 0	3 624 122 808 15 000	184 215 0
X X X	OPE-2025-0023 OPE-2025-0024 OPE-2025-0025 OPE-2025-0026	20 000 3 532 131 123	1 003 0 32 0	20 000 3 500 131 123	0	20 000 3 500 66 102	0 0 0 65 022
X X	OPE-2025-0027 OPE-2025-0029 OPE-2025-0031	160 440 3 700 51 085	0 0 2	160 440 3 700 51 083	0	69 807 3 700 38 083	90 633 (13 000
X X	OPE-2025-0034 OPE-2025-0035 OPE-2025-0036	136 000 15 000 10 000	74 000 0 0	62 000 15 000 10 000	0 0	6 889 11 250 10 000	55 111 3 750
X X X	OPE-2025-0038 OPE-2025-0039 OPE-2025-0040 OPE-2025-0041	9 200 734 875 132 000 132 000	72 000 73 000	9 200 734 875 60 000 59 000	0	8 000 253 563 20 000 59 000	1 200 481 312 40 000
X	OPE-2025-0042 OPE-2025-0043 OPE-2025-0044	14 800 35 268 17 000	0 0	14 800 35 268 17 000	0	14 800 35 268 17 000	0
X X X	OPE-2025-0047 OPE-2021-0011 OPE-2022-0006	123 102 199 563 150 080	0 843 0	123 102 198 720 150 080	0 178 848 120 064	30 016	110 792 C C
X X	OPE-2024-0049 OPE-2024-0082 OPE-2024-0080	1 260 073 331 307 2 080 675	0 0 0	1 260 073 331 307 2 080 675	0 66 261 66 261	378 022 66 261 2 080 675	882 051 198 785 -66 261
×	Total contrats de recherche	28 006 944	1 304 036	26 702 908	7 872 839	7 643 292	11 186 777
×	Total contrats de formation continue	0	0	0	0	0	<u> </u>
X X	OPE-2020-0038 OPE-2020-0056 OPE-2020-0057	592 422 9 000 248 400	296 211 1 800 124 200	296 211 7 200 124 200	148 106 3 600 62 100	3 600	(((
X X X	OPE-2021-0029 OPE-2021-0030 OPE-2022-0048	138 976 8 000 35 345	69 488 4 000 17 673	69 488 4 000 17 673	69 000 2 000 9 285	0 2 000 0	488 0 8 388
X X X	OPE-2022-0049 OPE-2022-0050 OPE-2022-0062	783 900 16 000 443 415	391 950 3 200 0	391 950 12 800 443 415	195 975 6 400 290 124	0 94 332	195 975 6 400 58 958
X X	OPE-2023-0008 OPE-2023-0017 OPE-2023-0018 OPE-2023-0047	92 756 468 000 145 470 81 267	140 400 43 641 16 252	92 756 327 600 101 829 65 015	70 926 136 500 59 063 32 507	0	16 747 191 100 42 767 32 508
X X X	OPE-2023-0048 OPE-2023-0057 OPE-2023-0058	7 390 91 944 41 327	3 695 91 944 0	3 695 0 41 327	1 847 0 41 129	0 0	1 848 0 198
X X	OPE-2023-0066 OPE-2023-0067 OPE-2023-0069	106 700 496 498 740 000		106 700 496 498 740 000	48 015 223 424 320 000	0 192 000	58 685 273 074 228 000
X X X	OPE-2023-0085 OPE-2024-0011 OPE-2024-0013 OPE-2024-0021	20 000 130 000 12 485 183 660	0 0	20 000 130 000 12 485 183 660	20 000 63 600 5 000 70 133	63 600 7 485	0 2 800 0 43 394
X X	OPE-2024-0022 OPE-2024-0023 OPE-2024-0024	168 906 32 400 3 000	6 32 400 0	168 900 0 3 000	42 225 0 3 000	42 225 0	84 450 0 0
X X	OPE-2024-0033 OPE-2024-0035 OPE-2024-0037	185 000 30 000 76 800	0 0 0	185 000 30 000 76 800	129 500 30 000 53 760	0	55 500 0 23 040
X X X	OPE-2024-0067 OPE-2024-0068 OPE-2024-0069	958 000 7 100 13 465	0 2 414 4 465	958 000 4 686 9 000	0 0	0 4 686 4 500	958 000 0 4 500
X X X	OPE-2024-0070 OPE-2024-0071 OPE-2024-0074 OPE-2024-0075	79 850 36 000 870 000 20 000	15 970 7 200 365 000 4 000	63 880 28 800 505 000 16 000	0 0 0	31 940 14 400 217 500 8 000	31 940 14 400 287 500 8 000
X X X	OPE-2024-0076 OPE-2024-0081 OPE-2025-0015	1 010 626 125 450 141 286	0 0 46 233	1 010 626 1 25 450 95 053	0	454 782 62 725 36 320	555 844 62 725 58 733
X X	OPE-2025-0016 OPE-2025-0018 OPE-2025-0028	10 000 1 000 125 000	0 0 0 62 500	10 000 1 000 62 500	0 0 0	10 000 1 000 31 250	0 0 31 250
X X	OPE-2025-0032 OPE-2025-0048 OPE-2024-0078	9 500 74 000 229 652	0 0 0	9 500 74 000 229 652	0 0 0	5 700 0 229 652	3 800 74 000 0
×	Total contrats d'enseignement CONV-2012-0039 CONV-2015-0043	9 099 989 2 263 250 778 950	1 744 642 2 113 250 778 950	7 355 347 150 000	2 137 219 150 000		3 415 010
X X X	CONV-2015-0043 CONV-2015-0047 OPE-2016-0023 OPE-2017-0049	778 950 2 358 634 1 299 953 479 536	7/8 950 2 358 634 1 299 953 316 381	0 0 0 163 156	0 0 3 830 163 156		0 3 83C 0
X X	OPE-2017-0050 OPE-2021-0043 OPE-2021-0044	652 183 1 982 140 780 000	652 183 1 982 140 780 000	0 0	0 420 0	0	-420 0
X X X	OPE-2021-0045 OPE-2023-0038 OPE-2023-0059	591 610 160 000 146 093	591 610 50 000 49 993	96 100	0 55 000 48 047	48 046	C 7
X X X	OPE-2023-0062 OPE-2023-0064 OPE-2023-0065 OPE-2024-0031	1 301 502 1 998 564 882 000 780 000	1 102 793 99 364 882 000 780 000	198 709 1 899 200 0 0	166 484 808 000 0		737 200 737 200 0
X	OPE-2024-0031 OPE-2024-0053 OPE-2024-0054 OPE-2024-0055	780 000 260 704 780 000 120 000	780 000 230 704 780 000 120 000	30 000 0 0	0	30 000 0 0	(
X X	OPE-2024-0056 OPE-2024-0057 OPE-2025-0019	62 000 90 000 67 860	62 000 90 000 67 860	0 0 0	0 0 0	0 0 0	(
×	OPE-2025-0058 OPE-2023-0061 Total programmes pluriannuels d'investissement	292 000 1 752 663 19 879 641	292 000 1 752 663 17 232 477	0 0 2 647 165	0 0 1 394 936	0 0 519 271	732 958
		<u></u>	<u> </u>	<u> </u>		<u> </u>	

Tableau 10 EPSCP

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

Budget (BI/BR n°)	BR 2025
Date exécutoire	29/10/2025
Etablissement	Bordeaux INF
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP. BA)	RP + BΔ

IMPORTANT:

Laisser les lignes vides en cas de "type opération" (Formation continue, enseignement...) sans opération : ne pas mettre de montant nul > Sinon, votre TB10 sera rejeté par INFINOE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'eng	agement et de crédits de paiement	
		Prévision pluriannuelle
Opération	Nature	Coût total de l'opération
		(1)
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	19 879 641
Total Déper	ses d'investissement.1	19 879 641
	Personnel	15 550 044
Dépenses d'investissement (PPI) Total Dépenses d'investissement.1		9 261 628
	NI .	3 195 272
Total co	,	28 006 944
Contrat de formation continue	Fonctionnement et intervention	
Total contrat	de formation continue.3	
		2 036 728
Total Dépenses d'investissement.1 Contrats de recherche Total contrat de recherche.2 Personnel Fonctionnement et intervention Investissement Fonctionnement et intervention Investissement Total contrat de formation continue.3 Personnel Fonctionnement et intervention Investissement Total contrat de formation continue.3 Personnel Fonctionnement et intervention Investissement Total contrat d'enseignement.4 Ss total personnel		3 940 966
		3 122 296
Total cont		9 099 989
	Ss total personnel	17 586 772
	Ss total fonctionnement et intervention	13 202 594
	Ss total investissement	26 197 209
TOTAL		56 986 575
A l'occasion du budget initial N, c	ette colonne enregistre les reprogrammations	s en AE ou en CP de N-1 sur N

antérieures à N années antérieures à N reportées en N* en N en N antérieures à N reportés en N* N en N (2) (3) (4) <= (2) - (3) (5) (6) = (4) + (5) (7) (8) (9) <= (7) - (8) (10) (11) = (9) + (10)												
antérieures à N années antérieures à N reportées en N* en N en N antérieures à N années antérieures à N reportée en N* N en N en N en N antérieures à N années antérieures à N reportée en N* N en N en N en N en N en N en N		Prévision N (BI + BR)										
15 490 826 14 022 429 0 1794 697 1794 697 15 063 332 12 077 031 2 647 785 2 647 785 15 490 826 14 022 429 1794 697 1794 697 15 063 332 12 077 031 2 647 785 2 647 785 5 087 377 6 019 242 2 963 504 2 963 504 5 087 377 6 019 242 2 963 504 2 963 50	E ouvertes les années antérieures à N		. •					• •				
15 490 826	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) -(8)	(10)	(11) = (9) + (10)		
5 087 377 6 019 242 2 963 504 2 963 504 5 087 377 6 019 242 2 963 504 2 963 504 2 580 157 2 370 540 2 109 532 2 109 532 2 640 802 2 260 088 2 144 848 2 144 848 986 310 990 814 772 308 772 308 1 119 957 929 135 839 352 839 352 839 372 839 352 839 372 839 352 839 370 5 947 703 </td <td>15 490 826</td> <td>14 022 429</td> <td>0</td> <td>1 794 697</td> <td>1 794 697</td> <td>15 063 332</td> <td>12 077 031</td> <td></td> <td>2 647 785</td> <td>2 647 785</td>	15 490 826	14 022 429	0	1 794 697	1 794 697	15 063 332	12 077 031		2 647 785	2 647 785		
2 580 157 2 370 540 2 109 532 2 109 532 2 640 802 2 260 088 2 144 848 2 144 848 986 310 990 814 772 308 772 308 1 119 957 929 135 839 352 839 352 8 653 844 9 380 595 5 845 343 5 845 343 8 848 136 9 208 465 5 947 703 5 947 703 527 437 509 539 561 553 561 553 561 553 527 437 509 539 561 553 561 553 457 363 488 319 701 720 701 720 457 368 475 196 702 820 702 820 2 044 082 1 826 120 556 184 556 184 2 132 983 1 730 675 601 184 601 184 3 028 882 2 823 978 1 819 457 1 819 457 3 117 787 2 715 411 1 865 557 1 865 557 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 2 735 284 2 847 667 2 847 667 2	15 490 826	14 022 429		1 794 697	1 794 697	15 063 332	12 077 031		2 647 785	2 647 785		
986 310 990 814 772 308 772 308 1 119 957 929 135 839 352 835 25 65 839 352 835 25 65 839 352 836 25 557 856 557 849 32 2 847 667 847 667 847 667 847 667 847 667 847 667 848 322 848 322 848 322 848	5 087 377	6 019 242		2 963 504	2 963 504	5 087 377	6 019 242		2 963 504	2 963 504		
8 653 844 9 380 595 5 845 343 5 845 343 8 848 136 9 208 465 5 947 703 5 947 703 527 437 509 539 561 553 561 553 527 437 509 539 561 553 561 553 457 363 488 319 701 720 701 720 457 368 475 196 702 820 702 820 2 044 082 1 826 120 556 184 556 184 2 132 983 1 730 675 601 184 601 184 3 028 882 2 823 978 1 819 457 1 819 457 3 117 787 2 715 411 1 865 557 1 865 557 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 3 037 520 2 858 859 2 811 251 2 811 251 3 098 170 2 735 284 2 847 667 2 847 667 18 521 219 16 839 363 3 123 189 3 123 189 18 316 271 14 736 842 4 088 322 4 088 322	2 580 157	2 370 540		2 109 532	2 109 532	2 640 802	2 260 088		2 144 848			
527 437 509 539 561 553 <t< td=""><td>986 310</td><td>990 814</td><td></td><td>772 308</td><td>772 308</td><td>1 119 957</td><td>929 135</td><td></td><td>839 352</td><td>839 352</td></t<>	986 310	990 814		772 308	772 308	1 119 957	929 135		839 352	839 352		
457 363 488 319 701 720 701 720 457 368 475 196 702 820 702 820 2 044 082 1 826 120 556 184 556 184 2 132 983 1 730 675 601 184 601 184 3 028 882 2 823 978 1 819 457 1 819 457 3 117 787 2 715 411 1 865 557 1 865 557 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 3 037 520 2 858 859 2 811 251 2 811 251 3 098 170 2 735 284 2 847 667 2 847 667 18 521 219 16 839 363 3 123 189 3 123 189 18 316 271 14 736 842 4 088 322 4 088 322	8 653 844	9 380 595		5 845 343	5 845 343	8 848 136	9 208 465		5 947 703	5 947 703		
457 363 488 319 701 720 701 720 457 368 475 196 702 820 702 820 2 044 082 1 826 120 556 184 556 184 2 132 983 1 730 675 601 184 601 184 3 028 882 2 823 978 1 819 457 1 819 457 3 117 787 2 715 411 1 865 557 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 3 037 520 2 858 859 2 811 251 2 811 251 3 098 170 2 735 284 2 847 667 2 847 667 18 521 219 16 839 363 3 123 189 3 123 189 18 316 271 14 736 842 4 088 322 4 088 322												
457 363 488 319 701 720 701 720 457 368 475 196 702 820 702 820 2 044 082 1 826 120 556 184 556 184 2 132 983 1 730 675 601 184 601 184 3 028 882 2 823 978 1 819 457 1 819 457 3 117 787 2 715 411 1 865 557 1 865 557 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 3 037 520 2 858 859 2 811 251 2 811 251 3 098 170 2 735 284 2 847 667 2 847 667 18 521 219 16 839 363 3 123 189 3 123 189 18 316 271 14 736 842 4 088 322 4 088 322	E27 427	E00 E20		E61 EE2	E61 EE2	E27 427	E00 E20		E61 EE2	E61 EE2		
2 044 082 1 826 120 556 184 556 184 2 132 983 1 730 675 601 184 601 184 3 028 882 2 823 978 1 819 457 1 819 457 3 117 787 2 715 411 1 865 557 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 3 037 520 2 858 859 2 811 251 2 811 251 3 098 170 2 735 284 2 847 667 2 847 667 18 521 219 16 839 363 3 123 189 3 123 189 18 316 271 14 736 842 4 088 322 4 088 322												
3 028 882 2 823 978 1 819 457 1 819 457 3 117 787 2 715 411 1 865 557 1 865 557 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 3 037 520 2 858 859 2 811 251 2 811 251 3 098 170 2 735 284 2 847 667 2 847 667 18 521 219 16 839 363 3 123 189 3 123 189 18 316 271 14 736 842 4 088 322 4 088 322												
5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 5 614 814 6 528 781 3 525 057 3 525 057 3 037 520 2 858 859 2 811 251 2 811 251 3 098 170 2 735 284 2 847 667 2 847 667 18 521 219 16 839 363 3 123 189 3 123 189 18 316 271 14 736 842 4 088 322 4 088 322												
3 037 520 2 858 859 2 811 251 2 811 251 3 098 170 2 735 284 2 847 667 2 847 667 18 521 219 16 839 363 3 123 189 3 123 189 18 316 271 14 736 842 4 088 322 4 088 322												
27 173 552 26 227 003 9 459 497 9 459 497 27 029 255 24 000 907 10 461 045 10 461 045	18 521 219	16 839 <u>3</u> 63		3 123 189	3 123 189	18 316 271	14 736 842		4 088 322	4 088 322		
	27 173 552	26 227 003		9 459 497	9 459 497	27 029 255	24 000 907		10 461 045	10 461 045		

	Prévision N+1 et suivantes									
AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2					
(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)					
2 522 303	2 762 550	1 014 081	1 641 158	526 131	751 116					
2 522 303	2 762 550	1 014 081	1 641 158	526 131	751 116					
3 208 919	3 208 919	1 925 352	1 925 352	1 433 028	1 283 568					
1 530 295	2 262 019	918 177	379 550	487 084	383 445					
610 951	890 259	366 571	12 500	219 953	289 351					
5 350 165	6 361 197	3 210 099	2 317 402	2 140 065	1 956 364					
617 984	617 984	100 458	100 458	247 194	247 194					
2 042 093	1 821 656	271 310	367 680	207 872	343 964					
543 284	472 452	125 970	250 318	70 739	67 667					
3 203 361	2 912 092	497 738	718 455	525 805	658 824					
3 826 904	3 826 904	2 025 809	2 025 809	1 680 222	1 530 762					
3 572 387	4 083 675	1 189 487	747 230	694 956	727 409					
3 676 538	4 125 261	1 506 622	1 903 976	816 823	1 108 134					
11 075 829	12 035 840	4 721 918	4 677 015	3 192 001	3 366 304					

*A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

D-Frevisions de recettes		Prévision
Opération	Nature	Financement de l'opération
		(18)
Recettes d'investissement	Financement de l'Etat*	313 156
	Autres financements publics**	2 267 534
(PPI)	Autres financements***	66 475
	Total PPI.1	2 647 164
	Financement de l'Etat*	75 000
Contrats de recherche	Autres financements publics**	25 315 369
	Autres financements***	1 312 539
Total con	trat de recherche.2	26 702 908
	Financement de l'Etat*	
Contrat de formation continue	Autres financements publics**	
	Autres financements***	
Total contrat	de formation continue.3	
	Financement de l'Etat*	958 000
Contrat d'enseignement	Autres financements publics**	6 385 897
	Autres financements***	11 450
Total conti	rat d'enseignement.4	7 355 347
	Ss total financement de l'Etat	1 346 156
	Ss total autres financements publics	33 968 799
	Ss total autres financements	1 390 464
	TOTAL	36 705 418
* Subvention pour charges de servi	ce public, autres financements de l'Etat, fiscal	ité affectée, financement d

Prévis	sion N
Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévus en N
(19)	(20)
313 156	0
1 077 531	457 046
4 250	62 225
1 394 936	519 271
60 550	14 450
7 149 633	7 305 959
662 656	322 883
7 872 839	7 643 292
2 136 769	1 792 118
450	11 000
2 137 219	1 803 118
373 706	14 450
10 363 932	9 555 123
667 356	396 108
11 404 994	9 965 681
hés	

Pré	visions en N+1 et suivan	tes
Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus : N+2
(21)	(22)	(23)
55 000	0 354 000	323 95
55 000	354 000	323 95
6 555 345 151 000	3 443 201 98 000	861 23 78 00
6 706 345	3 541 201	939 23
728 080	229 920	
1 310 374	982 719	163 91
2 038 454	1 212 639	
728 080 7 920 719	229 920 4 779 919	
151 000	98 000	
8 799 799	5 107 839	1 427 10

^{**} Autres financements publics (globalisés ou fléchés) *** Recettes propres et recettes propres fléchées

TABLEAU 12 Synthèse budgétaire et comptable

Budget (BI/BR n°)	BR n° 1
Date exécutoire	14/11/2025
Etablissement	BORDEAUX INP
Niveau d'agrégation	Agrégé

Du fait du besoin d'alignement entre le TSBCP et le PAP/RAP, et étant donné que ce dernier ne supporte pas les décimales, toute valeur décimale saisie dans le TSBCP ci-dessous sera automatiquement arrondie à l'entier (inférieur ou supérieur).

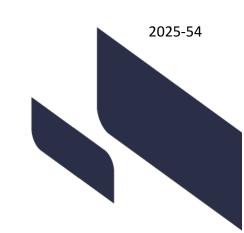
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			BR n° 1	
	Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exc	ercices	4 114 141	
	antérieurs à N			
	2 Niveau initial du fonds de roulement		3 364 154	
Niveaux initiaux	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement		-2 383 575	
	4 Niveau initial de la trésorerie		5 747 729	
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée		713 218	
	4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		5 034 511	
	5 Autorisations d'engagement		22 723 223	
	6 Résultat patrimonial		40 953	
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)		1 825 726	
	8 Variation du fonds de roulement		-302 596	
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sar budgétaire	ns impact	0	
	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	0	
	Variation des stocks	+/-	0	
	Charges sur créances irrécouvrables	-	0	
	Produits divers de gestion courante	+	0	
	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	-1 516 662	
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+/-	-1 516 662	
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de	+/-		
Flux de l'année	l'exercice en cours Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des			
	opérations sur exercices antérieurs	+/-		
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+/-		
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		1 214 066	
	12.a Recettes budgétaires	24 935 085		
	12.b Crédits de paiement ouverts		23 721 019	
	Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		563 169	
	14 Variation de la trésorerie = 12 - 13		650 897	
	14.a dont variation de la trésorerie fléchée		1 843 092	
	14.b dont variation de la trésorerie non fléchée		-1 192 195	
	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		
	16 Variation des restes à payer		-997 796	
	17 Niveau final de restes à payer		3 116 345	
	18 Niveau final du fonds de roulement		3 061 558	
Niveaux finaux	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement		-3 337 068	
	20 Niveau final de la trésorerie		6 398 626	
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée		2 556 310	
	20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée		3 842 316	

Comptabilité budgétaire Comptabilité générale



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



DÉLIBÉRATION N° 2025-54 PORTANT APPROBATION DES SORTIES D'INVENTAIRES DES BIENS DE BORDEAUX INP

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-1 à L. 712-3, L. 717-1;
- le décret n° 2009-329 du 25 mars 2009 modifié créant Bordeaux INP. Vu notamment ses articles 3, 6 et 7;
- Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 16 juillet 2025 portant nomination de M. Guillaume FERRÉ dans les fonctions de directeur général de Bordeaux INP, à compter du 18 août 2025;
- Vu le règlement intérieur de Bordeaux INP en vigueur, notamment l'article 3 (section 1, chapitre II) et les articles 6 à 17 (section 2, chapitre V).

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1 – Objet

Les sorties d'inventaires des biens de Bordeaux INP, décrits en annexe de la présente délibération sont approuvées à l'unanimité.

<u>Article 2 – Publicité</u>

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique Nouvelle-Aquitaine, recteur de l'académie de Bordeaux, chancelier des universités.

Elle sera publiée par voie de mise en ligne sur le site internet de Bordeaux INP.

Fait à Talence, le

Le Directeur général de Bordeaux INP

Guillaume FERRÉ

Guillau Signature me **FERRE**

numérique de Guillaume FERRE ID Date: 2025.11.19 18:55:33

+01'00'

Bordeaux INP

Etat des sorties du patrimoine par compte

Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215316	2003/00019	ENSEIRB MAT		12 968,10	12 968,10	0,00	·		REFORME
215316	2003/00013	ENSEIRB MAT		7 818,00	7 818,00	0,00			REFORME
215316	2003/00021	ENSEIRB MAT		1 118,04	1 118,04	0,00			REFORME
215316	2003/00022	ENSEIRB MAT		2 850,00	2 850,00	0,00			REFORME
215316	2003/00023	ENSEIRB MAT		365,60	365,60	0,00			REFORME
215316	2003/00024	ENSEIRB MAT		731,20	731,20	0,00		•	REFORME
215316	2003/00025	ENSEIRB MAT		2 369,60	2 369,60	0,00			REFORME
215316	2003/00026	ENSEIRB MAT		3 091,60	3 091,60	0,00		•	REFORME
215316	2003/00027	ENSEIRB MAT		6 545,00	6 545,00	0,00			REFORME
215316	2003/00028	ENSEIRB MAT		1 435,50	1 435,50	0,00		1,00	REFORME
215316	2003/00029	ENSEIRB MAT		52,00	52,00	0,00	09/10/2003		REFORME
215316	2003/00030	ENSEIRB MAT		2 590,00	2 590,00	0,00	20/11/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00031	ENSEIRB MAT		4 592,64	4 592,64	0,00	25/11/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00032	ENSEIRB MAT		2 000,06	2 000,06	0,00	26/11/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00033	ENSEIRB MAT		1 078,32	1 078,32	0,00	26/11/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00034	ENSEIRB MAT		1 262,50	1 262,50	0,00	26/11/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00035	ENSEIRB MAT		1 182,97	1 182,97	0,00	26/11/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00036	ENSEIRB MAT		2 180,06	2 180,06	0,00	26/11/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00037	ENSEIRB MAT		7 695,54	7 695,54	0,00	03/12/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00038	ENSEIRB MAT		73,40	73,40	0,00	05/12/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00039	ENSEIRB MAT		995,00	995,00	0,00	05/12/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00040	ENSEIRB MAT		6 774,60	6 774,60	0,00	05/12/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00041	ENSEIRB MAT		996,00	996,00	0,00	05/12/2003	1,00	REFORME
215316	2003/00042	ENSEIRB MAT		1 584,67	1 584,67	0,00		1,00	REFORME
215316	2003/00043	ENSEIRB MAT		5 296,13	5 296,13	0,00	09/12/2003	1,00	REFORME
215316	2004/00020	ENSEIRB MAT		40 423,36	40 423,36	0,00	27/01/2004	1,00	REFORME
215316	2004/00021	ENSEIRB MAT		994,00	994,00	0,00	09/02/2004	1,00	REFORME
215316	2004/00022	ENSEIRB MAT		8 809,00	8 809,00	0,00		1,00	REFORME
215316	2004/00023	ENSEIRB MAT		4 540,00	4 540,00	0,00	01/06/2004	1,00	REFORME
215316	2004/00024	ENSEIRB MAT		10 094,00	10 094,00	0,00		1,00	REFORME
215316	2004/00025	ENSEIRB MAT		1 383,16	1 383,16	0,00		1,00	REFORME
215316	2004/00026	ENSEIRB MAT		5 116,84	5 116,84	0,00			REFORME
215316	2004/00027	ENSEIRB MAT		5 416,96	5 416,96	0,00	01/10/2004	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
215316	2004/00028	ENSEIRB MAT		11 000,00	11 000,00	0,00	01/10/2004	1,00 REFORME
215316	2004/00029	ENSEIRB MAT		835,28	835,28	0,00	15/10/2004	1,00 REFORME
215316	2004/00030	ENSEIRB MAT		3 833,76	3 833,76	0,00	28/10/2004	1,00 REFORME
215316	2004/00031	ENSEIRB MAT		6 030,40	6 030,40	0,00	28/10/2004	1,00 REFORME
215316	2004/00032	ENSEIRB MAT		3 324,88	3 324,88	0,00	30/11/2004	1,00 REFORME
215316	2004/00033	ENSEIRB MAT		26 900,00	26 900,00	0,00	07/12/2004	1,00 REFORME
215316	2004/00034	ENSEIRB MAT		41 179,35	41 179,35	0,00	26/01/2004	1,00 REFORME
215316	2004/00035	ENSEIRB MAT		24 665,59	24 665,59	0,00	28/01/2004	1,00 REFORME
215316	2004/00036	ENSEIRB MAT		5 884,32	5 884,32	0,00	27/01/2004	1,00 REFORME
215316	2005/00015	ENSEIRB MAT		1 734,20	1 734,20	0,00	24/01/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00016	ENSEIRB MAT		4 050,00	4 050,00	0,00	11/03/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00017	ENSEIRB MAT		16 241,68	16 241,68	0,00	01/04/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00018	ENSEIRB MAT		4 725,00	4 725,00	0,00	01/04/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00019	ENSEIRB MAT		1 119,70	1 119,70	0,00	13/04/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00020	ENSEIRB MAT		2 000,00	2 000,00	0,00	27/04/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00021	ENSEIRB MAT		78 955,23	78 955,23	0,00	01/06/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00022	ENSEIRB MAT		6 177,82	6 177,82	0,00	10/06/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00023	ENSEIRB MAT		210,50	210,50	0,00	10/06/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00024	ENSEIRB MAT		103 083,24	103 083,24	0,00	21/06/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00025	ENSEIRB MAT		25 205,70	25 205,70	0,00	08/07/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00026	ENSEIRB MAT		11 128,23	11 128,23	0,00	31/08/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00027	ENSEIRB MAT		2 957,71	2 957,71	0,00	31/08/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00028	ENSEIRB MAT		2 957,71	2 957,71	0,00	31/08/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00029	ENSEIRB MAT		13 744,30	13 744,30	0,00	31/08/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00030	ENSEIRB MAT		1 552,41	1 552,41	0,00	31/08/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00031	ENSEIRB MAT		52 066,95	52 066,95	0,00	31/08/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00032	ENSEIRB MAT		35 293,84	35 293,84	0,00	02/09/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00033	ENSEIRB MAT		7 243,28	7 243,28	0,00	16/09/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00034	ENSEIRB MAT		171 805,40	171 805,40	0,00	16/09/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00035	ENSEIRB MAT		3 340,43	3 340,43	0,00	16/09/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00036	ENSEIRB MAT		3 628,66	3 628,66	0,00	04/10/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00037	ENSEIRB MAT		24 900,45	24 900,45	0,00	04/10/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00038	ENSEIRB MAT		755,75	755,75	0,00	04/10/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00039	ENSEIRB MAT		1 572,50	1 572,50	0,00	18/10/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00040	ENSEIRB MAT		35 384,13	35 384,13	0,00	08/11/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00041	ENSEIRB MAT		8 706,30	8 706,30	0,00	16/11/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00042	ENSEIRB MAT		2 885,49	2 885,49	0,00	17/11/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00043	ENSEIRB MAT		68 722,16	68 722,16	0,00	02/12/2005	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
215316	2005/00044	ENSEIRB MAT		9 412,04	9 412,04	0,00	02/12/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00045	ENSEIRB MAT		5 254,03	5 254,03	0,00	07/12/2005	1,00 REFORME
215316	2005/00046	ENSEIRB MAT		9 815,65	9 815,65	0,00		1,00 REFORME
215316	2006/00011	ENSEIRB MAT		74 504,94	74 504,94	0,00	07/12/2006	1,00 REFORME
215316	2007/00008	ENSEIRB MAT		6 179,66	6 179,66	0,00	30/01/2007	1,00 REFORME
215316	2007/00009	ENSEIRB MAT		2 993,47	2 993,47	0,00	29/11/2007	1,00 REFORME
215316	2007/00010	ENSEIRB MAT		8 770,36	8 770,36	0,00	08/10/2007	1,00 REFORME
215316	2007/00011	ENSEIRB MAT		7 459,45	7 459,45	0,00	27/11/2007	1,00 REFORME
215316	2007/00012	ENSEIRB MAT		123 937,41	123 937,41	0,00	11/12/2007	1,00 REFORME
215316	2007/00013	ENSEIRB MAT		9 050,00	9 050,00	0,00	26/03/2007	1,00 REFORME
215316	2004/00012	RECHERCHE		78 656,00	78 656,00	0,00	07/12/2004	1,00 REFORME
215316	2004/00013	RECHERCHE		59 999,99	59 999,99	0,00	13/07/2004	1,00 REFORME
215316	2004/00014	RECHERCHE		113 130,00	113 130,00	0,00	07/12/2004	1,00 REFORME
215316	2005/00020	RECHERCHE		892,40	892,40	0,00	13/07/2005	1,00 REFORME
215316	2006/00035	RECHERCHE		5 746,13	5 746,13	0,00	09/05/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00036	RECHERCHE		3 182,55	3 182,55	0,00	23/01/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00037	RECHERCHE		7 205,90	7 205,90	0,00	23/01/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00038	RECHERCHE		10 499,77	10 499,77	0,00	23/01/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00039	RECHERCHE		4 743,34	4 743,34	0,00	07/02/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00040	RECHERCHE		1 295,45	1 295,45	0,00	07/02/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00041	RECHERCHE		21 986,69	21 986,69	0,00	07/02/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00042	RECHERCHE		3 600,00	3 600,00	0,00	07/04/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00043	RECHERCHE		20 475,52	20 475,52	0,00	16/05/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00044	RECHERCHE		21 456,24	21 456,24	0,00	18/05/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00045	RECHERCHE		14 429,74	14 429,74	0,00	29/06/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00046	RECHERCHE		985,51	985,51	0,00	07/07/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00047	RECHERCHE		1 321,58	1 321,58	0,00	10/07/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00048	RECHERCHE		6 264,65	6 264,65	0,00	04/09/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00049	RECHERCHE		11 122,80	11 122,80	0,00	27/11/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00050	RECHERCHE		4 500,00	4 500,00	0,00	27/11/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00051	RECHERCHE		18 418,40	18 418,40	0,00	26/10/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00052	RECHERCHE		2 643,16	2 643,16	0,00	26/10/2006	1,00 REFORME
215316	2006/00053	RECHERCHE		12 600,02	12 600,02	0,00	24/03/2006	1,00 REFORME
215316	2007/00026	RECHERCHE		8 621,13	8 621,13	0,00	25/05/2007	1,00 REFORME
215316	2007/00027	RECHERCHE		16 125,88	16 125,88	0,00	25/05/2007	1,00 REFORME
215316	2007/00028	RECHERCHE		2 236,52	2 236,52	0,00	25/05/2007	1,00 REFORME
215316	2007/00029	RECHERCHE		10 468,47	10 468,47	0,00	25/05/2007	1,00 REFORME
215316	2007/00030	RECHERCHE		30 214,06	30 214,06	0,00	25/05/2007	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215316	2007/00031	RECHERCHE		5 618,14	5 618,14	0,00	05/07/2007	1.00	REFORME
215316	2007/00032	RECHERCHE		6 501,46	6 501,46	0,00	05/07/2007		REFORME
215316	2007/00033	RECHERCHE		107,35	107,35	0,00	05/07/2007		REFORME
215316	2007/00034	RECHERCHE		5 880,00	5 880,00	0,00	11/07/2007		REFORME
215316	2007/00035	RECHERCHE		13 720,00	13 720,00	0,00	11/07/2007	•	REFORME
215316	2007/00036	RECHERCHE		30 000,00	30 000,00	0,00	11/07/2007	1,00	REFORME
215316	2007/00037	RECHERCHE		70 000,00	70 000,00	0,00	11/07/2007		REFORME
215316	2007/00038	RECHERCHE		135 218,27	135 218,27	0,00	30/03/2007	1,00	REFORME
215316	2007/00039	RECHERCHE		8 718,84	8 718,84	0,00	30/03/2007	1,00	REFORME
215316	2007/00040	RECHERCHE		1 990,50	1 990,50	0,00	30/03/2007	1,00	REFORME
215316	2007/00041	RECHERCHE		6 263,16	6 263,16	0,00	30/03/2007	1,00	REFORME
215316	2007/00042	RECHERCHE		2 004,00	2 004,00	0,00	30/03/2007	1,00	REFORME
215316	2007/00043	RECHERCHE		28 835,46	28 835,46	0,00	30/03/2007	1,00	REFORME
215316	2007/00044	RECHERCHE		712,43	712,43	0,00	02/10/2007	1,00	REFORME
215316	2007/00045	RECHERCHE		5 011,24	5 011,24	0,00	25/10/2007	1,00	REFORME
215316	2007/00046	RECHERCHE		10 948,18	10 948,18	0,00	30/11/2007	1,00	REFORME
215316	2007/00047	RECHERCHE		48 844,64	48 844,64	0,00	30/03/2007	•	REFORME
215316	2008/00029	RECHERCHE		38 041,35	38 041,35	0,00	18/02/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00030	RECHERCHE		1 770,01	1 770,01	0,00	18/02/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00031	RECHERCHE		1 432,86	1 432,86	0,00	18/02/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00032	RECHERCHE		306,60	306,60	0,00	18/02/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00033	RECHERCHE		8 110,55	8 110,55	0,00	08/04/2008		REFORME
215316	2008/00034	RECHERCHE		1 704,30	1 704,30	0,00	08/04/2008	•	REFORME
215316	2008/00035	RECHERCHE		15 092,00	15 092,00	0,00	10/04/2008	•	REFORME
215316	2008/00036	RECHERCHE		392,78	392,78	0,00	29/04/2008	•	REFORME
215316	2008/00037	RECHERCHE		1 634,22	1 634,22	0,00	02/06/2008		REFORME
215316	2008/00038	RECHERCHE		10 453,28	10 453,28	0,00	02/06/2008	•	REFORME
215316	2008/00039	RECHERCHE		682,15	682,15	0,00	02/06/2008	•	REFORME
215316	2008/00040	RECHERCHE		7 000,00	7 000,00	0,00	02/06/2008		REFORME
215316	2008/00041	RECHERCHE		20 903,45	20 903,45	0,00	02/06/2008	•	REFORME
215316	2008/00042	RECHERCHE		2 819,19	2 819,19	0,00	02/06/2008	•	REFORME
215316	2008/00043	RECHERCHE		9 000,00	9 000,00	0,00	02/06/2008		REFORME
215316	2008/00044	RECHERCHE		1 916,25	1 916,25	0,00	02/06/2008		REFORME
215316	2008/00045	RECHERCHE		16 516,76	16 516,76	0,00	13/06/2008	•	REFORME
215316	2008/00046	RECHERCHE		455,55	455,55	0,00	13/06/2008	•	REFORME
215316	2008/00047	RECHERCHE		6 924,00	6 924,00	0,00	13/06/2008	•	REFORME
215316	2008/00048	RECHERCHE		3 589,44	3 589,44	0,00	07/07/2008		REFORME
215316	2008/00049	RECHERCHE		11 419,41	11 419,41	0,00	07/07/2008	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215316	2008/00050	RECHERCHE		23 988,59	,		17/09/2008		REFORME
215316	2008/00051	RECHERCHE		5 804,25		0,00		1,00	REFORME
215316	2008/00052	RECHERCHE		2 902,14		0,00		1,00	REFORME
215316	2008/00053	RECHERCHE		2 811,56		0,00			REFORME
215316	2008/00054	RECHERCHE		7 003,77	7 003,77	0,00	16/10/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00055	RECHERCHE		27 791,77	27 791,77	0,00	16/10/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00056	RECHERCHE		56 422,92	56 422,92	0,00	16/10/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00057	RECHERCHE		2 188,64	•	0,00		1,00	REFORME
215316	2008/00058	RECHERCHE		5 400,00		0,00			REFORME
215316	2008/00059	RECHERCHE		12 780,06	12 780,06	0,00	17/09/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00060	RECHERCHE		75 000,00	75 000,00	0,00	02/06/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00061	RECHERCHE		14 370,00	14 370,00	0,00	02/06/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00062	RECHERCHE		3 185,85	3 185,85	0,00	21/11/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00063	RECHERCHE		324 174,56	324 174,56	0,00	07/07/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00064	RECHERCHE		310 960,00	310 960,00	0,00	13/06/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00065	RECHERCHE		130 739,84	130 739,84	0,00	13/06/2008	1,00	REFORME
215316	2008/00066	RECHERCHE		38 684,62	38 684,62	0,00	13/06/2008	1,00	REFORME
215316	2025/00118	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00101 [2000/00101]	4 521,03	4 521,03	0,00	30/11/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00119	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00102 [2000/00102]	4 600,15	4 600,15	0,00	06/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00120	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00103 [2000/00103]	1 793,56	1 793,56	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00121	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00104 [2000/00104]	952,81	952,81	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00122	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00105 [2000/00105]	7 604,63	7 604,63	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00137	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00106 [2000/00106]	10 546,88	10 546,88	0,00	18/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00138	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00107 [2000/00107]	9 536,71	9 536,71	0,00	18/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00139	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00108 [2000/00108]	345,30	345,30	0,00	19/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00140	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00109 [2000/00109]	149,40	149,40	0,00	19/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00141	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00110 [2000/00110]	139,64	139,64	0,00	19/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00142	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00111 [2000/00111]	70,28	70,28	0,00	19/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00143	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00112 [2000/00112]	8,84	8,84	0,00	19/12/2000	1,00	REFORME
215316	2025/00158	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00046 [2001/00046]	9 137,55	9 137,55	0,00	04/05/2001	1,00	REFORME
215316	2025/00159	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00047 [2001/00047]	4 096,23	4 096,23	0,00	04/05/2001	1,00	REFORME
215316	2025/00160	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00048 [2001/00048]	57 099,16	57 099,16	0,00	04/05/2001	1,00	REFORME
215316	2025/00161	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00049 [2001/00049]	1 448,27	1 448,27	0,00	05/06/2001	1,00	REFORME
215316	2025/00162	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00050 [2001/00050]	744,00	744,00	0,00	05/06/2001	1,00	REFORME
215316	2025/00163	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00023 [2002/00023]	1 065,00	1 065,00	0,00	05/06/2002	1,00	REFORME
215316	2025/00164	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00025 [2004/00025]	5 805,38	5 805,38	0,00	07/06/2004	1,00	REFORME
			Installations à caractère spécifique mis à disposition	3 424 836,32	3 424 836,32	0,00			



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
215317	2000/00047	ENSEIRB MAT		15 229,66	15 229,66	0,00	25/04/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00048	ENSEIRB MAT		21 903,27	21 903,27	0,00	25/04/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00049	ENSEIRB MAT		178,36	178,36	0,00	09/06/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00050	ENSEIRB MAT		26,83	26,83	0,00	09/06/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00051	ENSEIRB MAT		628,09	628,09	0,00	09/06/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00052	ENSEIRB MAT		27 223,07	27 223,07	0,00	09/06/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00053	ENSEIRB MAT		13 157,88	13 157,88	0,00	23/10/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00054	ENSEIRB MAT		569,93	569,93	0,00	23/10/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00055	ENSEIRB MAT		19 540,18	19 540,18	0,00	08/11/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00056	ENSEIRB MAT		3 521,57	3 521,57	0,00	15/11/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00057	ENSEIRB MAT		1 121,95	1 121,95	0,00	15/11/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00058	ENSEIRB MAT		800,43	800,43	0,00	15/11/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00059	ENSEIRB MAT		38 239,70	38 239,70	0,00	04/12/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00060	ENSEIRB MAT		57 233,02	57 233,02	0,00	05/12/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00061	ENSEIRB MAT		4 204,48	4 204,48	0,00	05/12/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00062	ENSEIRB MAT		1 333,90	1 333,90	0,00	05/12/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00063	ENSEIRB MAT		675,04	675,04	0,00	05/12/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00064	ENSEIRB MAT		10 145,79	10 145,79	0,00	05/12/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00065	ENSEIRB MAT		1 669,31	1 669,31	0,00	06/12/2000	1,00 REFORME
215317	2000/00066	ENSEIRB MAT		387,99	387,99	0,00	06/12/2000	1,00 REFORME
215317	2001/00070	ENSEIRB MAT		7 430,74	7 430,74	0,00	02/02/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00071	ENSEIRB MAT		458,26	458,26	0,00	12/03/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00072	ENSEIRB MAT		33 879,05	33 879,05	0,00	12/03/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00073	ENSEIRB MAT		4 161,24	4 161,24	0,00	12/03/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00074	ENSEIRB MAT		3 902,69	3 902,69	0,00	30/03/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00075	ENSEIRB MAT		365,88	365,88	0,00	24/04/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00076	ENSEIRB MAT		2 874,27	2 874,27	0,00	21/05/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00077	ENSEIRB MAT		2 012,32	2 012,32	0,00	21/05/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00078	ENSEIRB MAT		103,06	103,06	0,00		1,00 REFORME
215317	2001/00079	ENSEIRB MAT		2 788,78	2 788,78	0,00		1,00 REFORME
215317	2001/00080	ENSEIRB MAT		126,12	126,12	0,00	15/06/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00081	ENSEIRB MAT		885,39	885,39	0,00		1,00 REFORME
215317	2001/00082	ENSEIRB MAT		3 536,81	3 536,81	0,00		1,00 REFORME
215317	2001/00083	ENSEIRB MAT		4 268,57	4 268,57	0,00	06/07/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00084	ENSEIRB MAT		23,59	23,59	0,00	06/07/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00085	ENSEIRB MAT		521,38	521,38	0,00	06/07/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00086	ENSEIRB MAT		38 112,25	38 112,25	0,00		1,00 REFORME
215317	2001/00087	ENSEIRB MAT		39 484,30	39 484,30	0,00	12/07/2001	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
215317	2001/00088	ENSEIRB MAT		7 518,79	7 518,79	0,00	12/07/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00089	ENSEIRB MAT		539,66	539,66	0,00	05/10/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00090	ENSEIRB MAT		1 391,86	1 391,86	0,00	05/10/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00091	ENSEIRB MAT		12 057,73	12 057,73	0,00	05/10/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00092	ENSEIRB MAT		16 981,89	16 981,89	0,00	05/10/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00093	ENSEIRB MAT		1 002,62	1 002,62	0,00	05/10/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00094	ENSEIRB MAT		173,80	173,80	0,00	05/10/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00095	ENSEIRB MAT		5 242,00	5 242,00	0,00	05/10/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00096	ENSEIRB MAT		881,76	881,76	0,00	05/10/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00097	ENSEIRB MAT		734,90	734,90	0,00	05/10/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00098	ENSEIRB MAT		37 959,81	37 959,81	0,00	08/11/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00099	ENSEIRB MAT		20 733,07	20 733,07	0,00	08/11/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00100	ENSEIRB MAT		4 573,47	4 573,47	0,00	08/11/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00101	ENSEIRB MAT		3 077,53	3 077,53	0,00	08/11/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00102	ENSEIRB MAT		3 339,85	3 339,85	0,00	08/11/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00103	ENSEIRB MAT		964,70	964,70	0,00	08/11/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00104	ENSEIRB MAT		1 110,14	1 110,14	0,00	23/11/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00105	ENSEIRB MAT		40,86	40,86	0,00	23/11/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00106	ENSEIRB MAT		199,71	199,71	0,00	23/11/2001	1,00 REFORME
215317	2001/00107	ENSEIRB MAT		6 182,07	6 182,07	0,00	23/11/2001	1,00 REFORME
215317	2002/00019	ENSEIRB MAT		1 612,70	1 612,70	0,00	07/01/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00020	ENSEIRB MAT		14 147,38	14 147,38	0,00	09/01/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00021	ENSEIRB MAT		860,00	860,00	0,00	23/01/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00022	ENSEIRB MAT		12 387,43	12 387,43	0,00	24/01/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00023	ENSEIRB MAT		4 039,90	4 039,90	0,00	20/02/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00024	ENSEIRB MAT		4 394,70	4 394,70	0,00	20/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00025	ENSEIRB MAT		8 161,20	8 161,20	0,00	12/04/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00026	ENSEIRB MAT		257,64	257,64	0,00	12/04/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00027	ENSEIRB MAT		970,00	970,00	0,00		1,00 REFORME
215317	2002/00028	ENSEIRB MAT		1 062,87	1 062,87	0,00	12/04/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00029	ENSEIRB MAT		20 230,34	20 230,34	0,00	21/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00030	ENSEIRB MAT		4 375,90	4 375,90	0,00	21/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00031	ENSEIRB MAT		3 992,23	3 992,23	0,00	21/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00032	ENSEIRB MAT		6 659,75	6 659,75	0,00	27/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00033	ENSEIRB MAT		290,16	290,16	0,00	27/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00034	ENSEIRB MAT		10 000,00	10 000,00	0,00	27/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00035	ENSEIRB MAT		31,23	31,23	0,00	11/06/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00036	ENSEIRB MAT		11 622,45	11 622,45	0,00	20/06/2002	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215317	2002/00037	ENSEIRB MAT		6 618,55	6 618,55	0,00	20/06/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00038	ENSEIRB MAT		1 109,50	1 109,50	0,00	09/07/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00039	ENSEIRB MAT		9 257,04	9 257,04	0,00	15/07/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00040	ENSEIRB MAT		4 780,00	4 780,00	0,00	15/07/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00041	ENSEIRB MAT		2 047,55	2 047,55	0,00	19/09/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00042	ENSEIRB MAT		5 755,15	5 755,15	0,00	15/10/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00043	ENSEIRB MAT		3 344,00	3 344,00	0,00	30/10/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00044	ENSEIRB MAT		18 076,93	18 076,93	0,00	30/10/2002	1,00	REFORME
215317	2003/00044	ENSEIRB MAT		92,45	92,45	0,00	22/01/2003	1,00	REFORME
215317	2003/00045	ENSEIRB MAT		2 094,43	2 094,43	0,00	29/01/2003	1,00	REFORME
215317	2003/00046	ENSEIRB MAT		2 295,36	2 295,36	0,00	29/01/2003	1,00	REFORME
215317	2003/00047	ENSEIRB MAT		3 135,00	3 135,00	0,00	05/02/2003	1,00	REFORME
215317	2003/00048	ENSEIRB MAT		2 414,72	2 414,72	0,00	17/11/2003	1,00	REFORME
215317	2003/00049	ENSEIRB MAT		5 549,44	5 549,44	0,00	12/12/2003	1,00	REFORME
215317	2003/00050	ENSEIRB MAT		9 060,23	9 060,23	0,00	03/12/2003	1,00	REFORME
215317	2004/00037	ENSEIRB MAT		3 440,29	3 440,29	0,00	30/04/2004	1,00	REFORME
215317	2004/00038	ENSEIRB MAT		1 351,96	1 351,96	0,00	05/05/2004	1,00	REFORME
215317	2005/00047	ENSEIRB MAT		1 076,01	1 076,01	0,00	12/01/2005	1,00	REFORME
215317	2005/00048	ENSEIRB MAT		845,00	845,00	0,00	08/02/2005	1,00	REFORME
215317	2005/00049	ENSEIRB MAT		5 342,00	5 342,00	0,00	22/06/2005	1,00	REFORME
215317	2005/00050	ENSEIRB MAT		3 685,59	3 685,59	0,00	10/01/2005	1,00	REFORME
215317	2006/00012	ENSEIRB MAT		1 361,05	1 361,05	0,00	10/04/2006	1,00	REFORME
215317	2006/00013	ENSEIRB MAT		9 089,60	9 089,60	0,00	10/04/2006	1,00	REFORME
215317	2007/00014	ENSEIRB MAT		2 506,82	2 506,82	0,00	31/08/2007	1,00	REFORME
215317	2008/00006	ENSEIRB MAT		13 892,96	13 892,96	0,00	21/07/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00007	ENSEIRB MAT		12 857,00	12 857,00	0,00	03/04/2008	1,00	REFORME
215317	2002/00002	ENSEGID		5 120,59	5 120,59	0,00	13/12/2002	1,00	REFORME
215317	2003/00004	ENSEGID		1 170,00	1 170,00	0,00	28/03/2003	1,00	REFORME
215317	2003/00005	ENSEGID		1 535,66	1 535,66	0,00	10/09/2003	1,00	REFORME
215317	2003/00006	ENSEGID		3 041,44	3 041,44	0,00	22/09/2003	1,00	REFORME
215317	2003/00007	ENSEGID		2 384,23	2 384,23	0,00	15/10/2003	1,00	REFORME
215317	2008/00006	ENSEGID		3 459,43	3 459,43	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
215317	2001/00001	RECHERCHE		894,87	894,87	0,00	16/03/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00002	RECHERCHE		14 855,70	14 855,70	0,00	10/04/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00003	RECHERCHE		22 283,30	22 283,30	0,00	11/04/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00004	RECHERCHE		3 887,45	3 887,45	0,00	11/04/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00005	RECHERCHE		14 855,70	14 855,70	0,00	21/05/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00006	RECHERCHE		11 099,78	11 099,78	0,00	28/09/2001	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215317	2001/00007	RECHERCHE		12 234,50	12 234,50	0,00	28/09/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00008	RECHERCHE		14 320,63	14 320,63	0,00	28/09/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00009	RECHERCHE		3 051,53	3 051,53	0,00	05/10/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00010	RECHERCHE		7 622,45	7 622,45	0,00	10/10/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00011	RECHERCHE		19 513,48	19 513,48	0,00	19/10/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00012	RECHERCHE		1 620,10	1 620,10	0,00	30/10/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00013	RECHERCHE		9 146,94	9 146,94	0,00	30/10/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00014	RECHERCHE		1 676,94	1 676,94	0,00	29/11/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00015	RECHERCHE		12 725,37	12 725,37	0,00	03/12/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00016	RECHERCHE		31 291,19	31 291,19	0,00	03/12/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00017	RECHERCHE		3 414,86	3 414,86	0,00	10/12/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00018	RECHERCHE		1 517,35	1 517,35	0,00	10/12/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00019	RECHERCHE		137,79	137,79	0,00	10/12/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00020	RECHERCHE		3 143,34	3 143,34	0,00	01/02/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00021	RECHERCHE		4 178,44	4 178,44	0,00	12/03/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00022	RECHERCHE		7 622,45	7 622,45	0,00	02/04/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00023	RECHERCHE		5 122,29	5 122,29	0,00	10/04/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00024	RECHERCHE		35 795,02	35 795,02	0,00	21/06/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00025	RECHERCHE		6 433,78	6 433,78	0,00	27/06/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00026	RECHERCHE		764,15	764,15	0,00	09/07/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00027	RECHERCHE		1 829,40	1 829,40	0,00	29/08/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00028	RECHERCHE		3 155,00	3 155,00	0,00	19/09/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00029	RECHERCHE		22 283,30	22 283,30	0,00	27/11/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00030	RECHERCHE		17 256,16	17 256,16	0,00	04/12/2001	1,00	REFORME
215317	2001/00031	RECHERCHE		4 177,00	4 177,00	0,00	31/12/2001	1,00	REFORME
215317	2002/00012	RECHERCHE		1 877,77	1 877,77	0,00	28/01/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00013	RECHERCHE		13 263,06	13 263,06	0,00	31/01/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00014	RECHERCHE		1 524,49	1 524,49	0,00	31/01/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00015	RECHERCHE		15 229,65	15 229,65	0,00	11/02/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00016	RECHERCHE		10 061,64	10 061,64	0,00	11/02/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00017	RECHERCHE		14 635,11	14 635,11	0,00	11/02/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00018	RECHERCHE		3 214,48	3 214,48	0,00	15/02/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00019	RECHERCHE		16 942,08	16 942,08	0,00	19/02/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00020	RECHERCHE		856,76	856,76	0,00	19/02/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00021	RECHERCHE		11 830,00	11 830,00	0,00	21/02/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00022	RECHERCHE		21 018,37	21 018,37	0,00	21/02/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00023	RECHERCHE		8 588,58	8 588,58	0,00	21/02/2002	1,00	REFORME
215317	2002/00024	RECHERCHE		13 720,41	13 720,41	0,00	01/03/2002	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
215317	2002/00025	RECHERCHE		15 070,34	15 070,34	0,00	11/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00026	RECHERCHE		3 900,30	3 900,30	0,00	11/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00027	RECHERCHE		7 594,17	7 594,17	0,00	11/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00028	RECHERCHE		26 295,24	26 295,24	0,00	11/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00029	RECHERCHE		1 837,02	1 837,02	0,00	11/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00030	RECHERCHE		1 213,78	1 213,78	0,00	20/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00031	RECHERCHE		3 824,16	3 824,16	0,00	21/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00032	RECHERCHE		10 055,98	10 055,98	0,00	21/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00033	RECHERCHE		6 118,24	6 118,24	0,00	21/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00034	RECHERCHE		74 852,46	74 852,46	0,00	04/04/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00035	RECHERCHE		185 835,36	185 835,36	0,00	04/04/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00036	RECHERCHE		3 798,00	3 798,00	0,00	12/04/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00037	RECHERCHE		3 060,45	3 060,45	0,00	02/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00038	RECHERCHE		8 353,87	8 353,87	0,00	02/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00039	RECHERCHE		5 223,50	5 223,50	0,00	03/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00040	RECHERCHE		3 308,00	3 308,00	0,00	13/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00041	RECHERCHE		4 347,08	4 347,08	0,00	13/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00042	RECHERCHE		15 324,90	15 324,90	0,00	13/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00043	RECHERCHE		31 312,35	31 312,35	0,00	13/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00044	RECHERCHE		14 422,32	14 422,32	0,00	13/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00045	RECHERCHE		23 647,24	23 647,24	0,00	23/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00046	RECHERCHE		9 306,51	9 306,51	0,00	15/07/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00047	RECHERCHE		27 531,26	27 531,26	0,00	15/07/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00048	RECHERCHE		19 979,14	19 979,14	0,00	15/07/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00049	RECHERCHE		2 162,00	2 162,00	0,00	08/10/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00050	RECHERCHE		7 387,15	7 387,15	0,00	13/11/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00051	RECHERCHE		1 768,41	1 768,41	0,00	18/11/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00052	RECHERCHE		560,00	560,00	0,00	18/11/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00053	RECHERCHE		1 043,00	1 043,00	0,00	18/11/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00054	RECHERCHE		17 710,57	17 710,57	0,00	05/12/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00055	RECHERCHE		5 283,84	5 283,84	0,00	28/11/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00056	RECHERCHE		3 541,95	3 541,95	0,00	29/11/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00057	RECHERCHE		460,00	460,00	0,00	02/12/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00058	RECHERCHE		1 904,00	1 904,00	0,00	05/12/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00059	RECHERCHE		16 864,67	16 864,67	0,00	11/12/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00060	RECHERCHE		10 119,25	10 119,25	0,00	29/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00061	RECHERCHE		2 223,07	2 223,07	0,00	07/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00062	RECHERCHE		1 976,93	1 976,93	0,00	07/05/2002	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
215317	2002/00063	RECHERCHE		4 177,03	4 177,03	0,00	02/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00064	RECHERCHE		4 663,00	4 663,00	0,00	06/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00065	RECHERCHE		16 449,78	16 449,78	0,00	02/05/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00066	RECHERCHE		1 840,75	1 840,75	0,00	29/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00067	RECHERCHE		3 800,91	3 800,91	0,00	28/11/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00068	RECHERCHE		21 350,00	21 350,00	0,00	21/03/2002	1,00 REFORME
215317	2002/00069	RECHERCHE		9 590,50	9 590,50	0,00	05/12/2002	1,00 REFORME
215317	2003/00060	RECHERCHE		1 048,88	1 048,88	0,00	10/02/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00061	RECHERCHE		4 553,67	4 553,67	0,00	20/02/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00062	RECHERCHE		1 055,00	1 055,00	0,00	12/03/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00063	RECHERCHE		1 764,22	1 764,22	0,00	29/04/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00064	RECHERCHE		1 025,93	1 025,93	0,00	29/04/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00065	RECHERCHE		96,88	96,88	0,00	29/04/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00066	RECHERCHE		946,16	946,16	0,00	29/04/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00067	RECHERCHE		174,89	174,89	0,00	13/05/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00068	RECHERCHE		1 105,80	1 105,80	0,00	04/06/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00069	RECHERCHE		15 926,00	15 926,00	0,00	17/11/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00070	RECHERCHE		45 369,00	45 369,00	0,00	17/11/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00071	RECHERCHE		22 604,40	22 604,40	0,00	10/06/2003	1,00 REFORME
215317	2003/00072	RECHERCHE		2 513,27	2 513,27	0,00	10/02/2003	1,00 REFORME
215317	2004/00015	RECHERCHE		1 217,00	1 217,00	0,00	02/02/2004	1,00 REFORME
215317	2004/00016	RECHERCHE		25 698,93	25 698,93	0,00	22/03/2004	1,00 REFORME
215317	2004/00017	RECHERCHE		19 435,00	19 435,00	0,00	06/04/2004	1,00 REFORME
215317	2004/00018	RECHERCHE		3 786,54	3 786,54	0,00	13/05/2004	1,00 REFORME
215317	2004/00019	RECHERCHE		3 761,10	3 761,10	0,00	24/06/2004	1,00 REFORME
215317	2004/00020	RECHERCHE		15 000,00	15 000,00	0,00	12/10/2004	1,00 REFORME
215317	2004/00021	RECHERCHE		21 050,43	21 050,43	0,00	10/12/2004	1,00 REFORME
215317	2004/00022	RECHERCHE		22 734,52	22 734,52	0,00	14/12/2004	1,00 REFORME
215317	2004/00023	RECHERCHE		11 720,80	11 720,80	0,00	13/12/2004	1,00 REFORME
215317	2004/00024	RECHERCHE		20 642,96	20 642,96	0,00	30/04/2004	1,00 REFORME
215317	2004/00025	RECHERCHE		6 427,87	6 427,87	0,00	03/03/2004	1,00 REFORME
215317	2005/00021	RECHERCHE		3 300,00	3 300,00	0,00	14/02/2005	1,00 REFORME
215317	2005/00022	RECHERCHE		7 196,23	7 196,23	0,00	14/04/2005	1,00 REFORME
215317	2005/00023	RECHERCHE		6 933,84	6 933,84	0,00	28/04/2005	1,00 REFORME
215317	2005/00024	RECHERCHE		41 860,00	41 860,00	0,00	30/05/2005	1,00 REFORME
215317	2005/00025	RECHERCHE		4 050,85	4 050,85	0,00	30/05/2005	1,00 REFORME
215317	2005/00026	RECHERCHE		502,62	502,62	0,00	15/06/2005	1,00 REFORME
215317	2005/00027	RECHERCHE		6 041,51	6 041,51	0,00	13/07/2005	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
215317	2005/00028	RECHERCHE		11 568,91	11 568,91	0,00	01/12/2005	1,00 REFORME
215317	2006/00054	RECHERCHE		6 507,60	6 507,60	0,00	25/04/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00055	RECHERCHE		122 639,99	122 639,99	0,00	12/06/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00056	RECHERCHE		89 499,07	89 499,07	0,00	19/07/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00057	RECHERCHE		26 515,32	26 515,32	0,00	19/07/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00058	RECHERCHE		13 156,00	13 156,00	0,00	22/09/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00059	RECHERCHE		4 739,99	4 739,99	0,00	06/12/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00060	RECHERCHE		3 763,22	3 763,22	0,00	17/11/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00061	RECHERCHE		6 578,00	6 578,00	0,00	11/12/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00062	RECHERCHE		27 000,00	27 000,00	0,00	31/12/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00063	RECHERCHE		33 750,00	33 750,00	0,00	31/12/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00064	RECHERCHE		6 750,00	6 750,00	0,00	31/12/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00065	RECHERCHE		5 800,00	5 800,00	0,00	31/12/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00066	RECHERCHE		17 596,03	17 596,03	0,00	11/12/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00067	RECHERCHE		18 480,59	18 480,59	0,00	25/10/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00068	RECHERCHE		8 096,92	8 096,92	0,00	09/06/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00069	RECHERCHE		35 329,70	35 329,70	0,00	06/07/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00070	RECHERCHE		9 976,47	9 976,47	0,00	25/10/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00071	RECHERCHE		13 995,59	13 995,59	0,00	21/11/2006	1,00 REFORME
215317	2006/00072	RECHERCHE		11 244,79	11 244,79	0,00	30/11/2006	1,00 REFORME
215317	2007/00048	RECHERCHE		4 511,71	4 511,71	0,00	23/01/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00049	RECHERCHE		8 152,63	8 152,63	0,00	23/01/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00050	RECHERCHE		4 952,07	4 952,07	0,00	13/03/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00051	RECHERCHE		3 687,27	3 687,27	0,00	05/04/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00052	RECHERCHE		16 265,30	16 265,30	0,00	25/06/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00053	RECHERCHE		24 398,40	24 398,40	0,00	25/06/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00054	RECHERCHE		1 149,31	1 149,31	0,00	01/06/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00055	RECHERCHE		2 674,95	2 674,95	0,00	10/07/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00056	RECHERCHE		100 000,00	100 000,00	0,00	12/07/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00057	RECHERCHE		7 187,96	7 187,96	0,00	10/07/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00058	RECHERCHE		3 037,84	3 037,84	0,00	10/07/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00059	RECHERCHE		3 487,54	3 487,54	0,00	10/07/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00060	RECHERCHE		4 573,85	4 573,85	0,00		1,00 REFORME
215317	2007/00061	RECHERCHE		990,00	990,00	0,00	16/02/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00062	RECHERCHE		3 587,20	3 587,20	0,00	05/02/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00063	RECHERCHE		2 625,44	2 625,44	0,00	16/01/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00064	RECHERCHE		56,36	56,36	0,00	02/04/2007	1,00 REFORME
215317	2007/00065	RECHERCHE		1 998,83	1 998,83	0,00	02/04/2007	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215317	2007/00066	RECHERCHE		5 685,59	5 685,59	0,00	17/07/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00067	RECHERCHE		1 236,66	1 236,66	0,00	20/11/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00068	RECHERCHE		66 800,00	66 800,00	0,00	17/09/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00069	RECHERCHE		40 998,88	40 998,88	0,00	27/09/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00070	RECHERCHE		17 931,63	17 931,63	0,00	08/10/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00071	RECHERCHE		2 240,87	2 240,87	0,00	08/10/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00072	RECHERCHE		917,70	917,70	0,00	08/10/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00073	RECHERCHE		192 400,00	192 400,00	0,00	12/10/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00074	RECHERCHE		4 688,32	4 688,32	0,00	19/10/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00075	RECHERCHE		14 000,00	14 000,00	0,00	29/10/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00076	RECHERCHE		50,00	50,00	0,00	04/12/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00077	RECHERCHE		8,80	8,80	0,00	11/12/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00078	RECHERCHE		4 272,00	4 272,00	0,00	04/06/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00079	RECHERCHE		5,00	5,00	0,00	05/12/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00080	RECHERCHE		3 800,00	3 800,00	0,00	31/01/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00081	RECHERCHE		3 916,34	3 916,34	0,00	24/09/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00082	RECHERCHE		6 790,00	6 790,00	0,00	03/04/2007	1,00	REFORME
215317	2008/00067	RECHERCHE		4 140,90	4 140,90	0,00	31/01/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00068	RECHERCHE		12 897,00	12 897,00	0,00	19/02/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00069	RECHERCHE		19 939,07	19 939,07	0,00	19/02/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00070	RECHERCHE		65 749,56	65 749,56	0,00	26/02/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00071	RECHERCHE		50 885,02	50 885,02	0,00	21/03/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00072	RECHERCHE		2 997,21	2 997,21	0,00	09/04/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00073	RECHERCHE		4 391,22	4 391,22	0,00	22/04/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00074	RECHERCHE		831,84	831,84	0,00	22/04/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00075	RECHERCHE		3 119,17	3 119,17	0,00	12/06/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00076	RECHERCHE		2 860,83	2 860,83	0,00	22/07/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00077	RECHERCHE		3 737,00	3 737,00	0,00	13/06/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00078	RECHERCHE		2 305,65	2 305,65	0,00	08/10/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00079	RECHERCHE		3 600,00	3 600,00	0,00	03/10/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00080	RECHERCHE		4 549,58	4 549,58	0,00	22/09/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00081	RECHERCHE		1 479,45	1 479,45	0,00	22/09/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00082	RECHERCHE		4 186,00	4 186,00	0,00	06/11/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00083	RECHERCHE		1 110,08	1 110,08	0,00	06/11/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00084	RECHERCHE		1 100,00	1 100,00	0,00	03/10/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00085	RECHERCHE		838,00	838,00	0,00	06/11/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00086	RECHERCHE		39 480,00	39 480,00	0,00	08/10/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00087	RECHERCHE		9 270,79	9 270,79	0,00	07/11/2008	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
215317	2008/00088	RECHERCHE		5 700,00	5 700,00	0,00	21/11/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00089	RECHERCHE		8 222,30	8 222,30	0,00	15/12/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00090	RECHERCHE		4 544,80	4 544,80	0,00		1,00 REFORME
215317	2008/00091	RECHERCHE		274 999,99	274 999,99	0,00	15/12/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00092	RECHERCHE		2 144,00	2 144,00	0,00	12/12/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00093	RECHERCHE		45 000,00	45 000,00	0,00	08/12/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00094	RECHERCHE		2 582,80	2 582,80	0,00	08/12/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00095	RECHERCHE		7 801,90	7 801,90	0,00	24/11/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00096	RECHERCHE		1 206,18	1 206,18	0,00	23/09/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00097	RECHERCHE		24 000,00	24 000,00	0,00	26/02/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00098	RECHERCHE		2 136,30	2 136,30	0,00	22/09/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00099	RECHERCHE		7 532,79	7 532,79	0,00	09/04/2008	1,00 REFORME
215317	2008/00100	RECHERCHE		2 298,71	2 298,71	0,00	09/06/2008	1,00 REFORME
215317	2025/00419	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00034 [2002/00034]	1 940,10	1 940,10	0,00	10/10/2002	1,00 REFORME
215317	2025/00420	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00035 [2002/00035]	10 150,08	10 150,08	0,00	05/12/2002	1,00 REFORME
215317	2025/00421	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00036 [2002/00036]	9 694,69	9 694,69	0,00	05/12/2002	1,00 REFORME
215317	2025/00422	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00037 [2002/00037]	4 373,00	4 373,00	0,00	11/12/2002	1,00 REFORME
215317	2025/00423	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00038 [2002/00038]	2 289,14	2 289,14	0,00	11/12/2002	1,00 REFORME
215317	2025/00424	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00039 [2003/00039]	8 999,90	8 999,90	0,00	06/03/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00425	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00040 [2003/00040]	1 412,24	1 412,24	0,00	31/03/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00437	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00041 [2003/00041]	5 597,28	5 597,28	0,00	31/03/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00438	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00042 [2003/00042]	28 000,00	28 000,00	0,00	24/01/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00439	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00043 [2003/00043]	2 062,35	2 062,35	0,00	24/01/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00440	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00044 [2003/00044]	660,00	660,00	0,00	24/01/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00441	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00045 [2003/00045]	640,00	640,00	0,00	24/01/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00442	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00046 [2003/00046]	2 831,00	2 831,00	0,00	06/03/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00443	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00047 [2003/00047]	5 490,41	5 490,41	0,00	06/03/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00449	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00048 [2003/00048]	13 960,90	13 960,90	0,00	15/05/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00450	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00049 [2003/00049]	9 726,77	9 726,77	0,00	13/05/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00451	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00050 [2003/00050]	3 588,00	3 588,00	0,00	11/06/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00452	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00051 [2003/00051]	8 656,81	8 656,81	0,00	11/06/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00453	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00052 [2003/00052]	24 900,00	24 900,00	0,00	24/10/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00454	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00053 [2003/00053]	51 324,51	51 324,51	0,00	27/11/2003	1,00 REFORME
215317	2025/00455	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00054 [2003/00054]	6 775,49	6 775,49	0,00		1,00 REFORME
215317	2025/00460	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00055 [2003/00055]	348,31	348,31	0,00		1,00 REFORME
215317	2025/00461	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00026 [2004/00026]	12 670,73	12 670,73	0,00		1,00 REFORME
215317	2025/00462	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00027 [2004/00027]	17 578,57	17 578,57	0,00		1,00 REFORME
215317	2025/00463	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00028 [2004/00028]	5 184,48	5 184,48	0,00	21/04/2004	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215317	2025/00464	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00029 [2004/00029]	2 071,47	2 071,47	0,00	21/04/2004	1,00	REFORME
215317	2025/00465	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00030 [2004/00030]	35 000,00	35 000,00	0,00	06/04/2004	1,00	REFORME
215317	2025/00466	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00031 [2004/00031]	1 299,20	1 299,20	0,00	24/06/2004	1,00	REFORME
215317	2025/00474	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00032 [2004/00032]	7 395,11	7 395,11	0,00	13/12/2004	1,00	REFORME
215317	2025/00475	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00033 [2004/00033]	52 002,08	52 002,08	0,00	31/12/2004	1,00	REFORME
215317	2025/00476	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00034 [2004/00034]	5 940,00	5 940,00	0,00	10/12/2004	1,00	REFORME
215317	2025/00477	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00035 [2004/00035]	3 350,90	3 350,90	0,00	10/12/2004	1,00	REFORME
215317	2025/00478	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00033 [2005/00033]	3 070,13	3 070,13	0,00	24/03/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00479	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00034 [2005/00034]	8 859,97	8 859,97	0,00	24/03/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00480	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00035 [2005/00035]	1 124,24	1 124,24	0,00	24/03/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00485	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00036 [2005/00036]	2 666,91	2 666,91	0,00	24/03/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00486	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00037 [2005/00037]	8 106,43	8 106,43	0,00	24/03/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00487	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00038 [2005/00038]	3 015,00	3 015,00	0,00	22/03/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00488	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00039 [2005/00039]	7 929,48	7 929,48	0,00	06/04/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00489	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00040 [2005/00040]	27 461,35	27 461,35	0,00	11/05/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00490	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00041 [2005/00041]	19 846,59	19 846,59	0,00	06/06/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00491	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00042 [2005/00042]	34 152,81	34 152,81	0,00	06/06/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00498	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00113 [2000/00113]	2 591,63	2 591,63	0,00	08/11/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00499	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00114 [2000/00114]	6 063,81	6 063,81	0,00	30/11/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00500	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00115 [2000/00115]	1 067,14	1 067,14	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00501	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00043 [2005/00043]	8 680,01	8 680,01	0,00	22/06/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00502	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00044 [2005/00044]	3 095,94	3 095,94	0,00	12/07/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00503	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00045 [2005/00045]	1 820,31	1 820,31	0,00	14/09/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00504	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00046 [2005/00046]	8 623,76	8 623,76	0,00	16/12/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00505	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00047 [2005/00047]	9 792,91	9 792,91	0,00	19/12/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00506	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00048 [2005/00048]	15 297,53	15 297,53	0,00	19/12/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00507	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00049 [2005/00049]	3 308,13	3 308,13	0,00	15/12/2005	1,00	REFORME
215317	2025/00514	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00116 [2000/00116]	16 365,40	16 365,40	0,00		1,00	REFORME
215317	2025/00515	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00117 [2000/00117]	464,44	464,44	0,00	23/02/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00516	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00118 [2000/00118]	2 558,09	2 558,09	0,00		1,00	REFORME
215317	2025/00517	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00119 [2000/00119]	7 983,57	7 983,57	0,00		1,00	REFORME
215317	2025/00518	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00120 [2000/00120]	1 647,99	1 647,99	0,00			REFORME
215317	2025/00519	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00121 [2000/00121]	9 603,98	9 603,98	0,00			REFORME
215317	2025/00520	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00122 [2000/00122]	1 781,84	1 781,84	0,00	24/02/2000		REFORME
215317	2025/00521	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2006/00016 [2006/00016]	35 164,51	35 164,51	0,00			REFORME
215317	2025/00522	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2006/00017 [2006/00017]	1 794,00	1 794,00	0,00		1,00	REFORME
215317	2025/00523	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2006/00018 [2006/00018]	1 972,24	1 972,24	0,00	19/07/2006	1,00	REFORME
215317	2025/00524	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2006/00019 [2006/00019]	105,73	105,73	0,00	19/07/2006	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
215317	2025/00525	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2006/00020 [2006/00020]	32 375,72	32 375,72	0,00	19/07/2006	1,00 REFORME
215317	2025/00526	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2006/00021 [2006/00021]	5 846,65	5 846,65	0,00		1,00 REFORME
215317	2025/00527	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2006/00022 [2006/00022]	16 675,22		0,00		1,00 REFORME
215317	2025/00534	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00123 [2000/00123]	11 448,74	11 448,74	0,00	21/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00535	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00124 [2000/00124]	5 569,27	5 569,27	0,00	21/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00536	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00125 [2000/00125]	8 354,30	8 354,30	0,00	28/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00537	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00126 [2000/00126]	735,42	735,42	0,00	28/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00538	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00127 [2000/00127]	6 426,60	6 426,60	0,00	28/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00539	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00128 [2000/00128]	8,27	8,27	0,00	28/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00540	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00129 [2000/00129]	423,29	423,29	0,00	29/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00541	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2006/00023 [2006/00023]	3 268,34	3 268,34	0,00	29/12/2006	1,00 REFORME
215317	2025/00542	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2006/00024 [2006/00024]	1 077,96	1 077,96	0,00	24/11/2006	1,00 REFORME
215317	2025/00543	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2007/00007 [2007/00007]	4 784,00	4 784,00	0,00	03/05/2007	1,00 REFORME
215317	2025/00544	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2007/00008 [2007/00008]	14 999,04	14 999,04	0,00	29/11/2007	1,00 REFORME
215317	2025/00545	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2007/00009 [2007/00009]	8 230,01	8 230,01	0,00	06/12/2007	1,00 REFORME
215317	2025/00546	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2007/00010 [2007/00010]	3 849,92	3 849,92	0,00	13/02/2007	1,00 REFORME
215317	2025/00547	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2007/00011 [2007/00011]	6 790,00	6 790,00	0,00	14/11/2007	1,00 REFORME
215317	2025/00554	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00130 [2000/00130]	1 298,86	1 298,86	0,00	29/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00555	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00131 [2000/00131]	859,15	859,15	0,00	29/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00556	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00132 [2000/00132]	91,47	91,47	0,00	29/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00557	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00133 [2000/00133]	1 945,25	1 945,25	0,00	29/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00558	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00134 [2000/00134]	169,40	169,40	0,00	30/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00559	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00135 [2000/00135]	15,96	15,96	0,00	30/03/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00560	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00136 [2000/00136]	1 803,04	1 803,04	0,00	20/04/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00561	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2007/00012 [2007/00012]	10 535,10	10 535,10	0,00	14/11/2007	1,00 REFORME
215317	2025/00562	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2007/00013 [2007/00013]	24 581,90	24 581,90	0,00	14/11/2007	1,00 REFORME
215317	2025/00563	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2007/00014 [2007/00014]	1 090,42	1 090,42	0,00	27/11/2007	1,00 REFORME
215317	2025/00564	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00007 [2008/00007]	3 065,44	3 065,44	0,00	19/02/2008	1,00 REFORME
215317	2025/00565	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00008 [2008/00008]	1 214,18	1 214,18	0,00	19/02/2008	1,00 REFORME
215317	2025/00566	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00009 [2008/00009]	12 763,71	12 763,71	0,00	30/04/2008	1,00 REFORME
215317	2025/00567	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00010 [2008/00010]	20 248,28	20 248,28	0,00	08/07/2008	1,00 REFORME
215317	2025/00574	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00137 [2000/00137]	1 378,31	1 378,31	0,00	20/04/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00575	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00138 [2000/00138]	1 202,99	1 202,99	0,00	20/04/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00576	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00139 [2000/00139]	408,46		0,00	20/04/2000	1,00 REFORME
215317	2025/00577	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00140 [2000/00140]	10 305,10	10 305,10	0,00		1,00 REFORME
215317	2025/00578	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00141 [2000/00141]	764,10	•	0,00		1,00 REFORME
215317	2025/00579	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00142 [2000/00142]	2 240,82	2 240,82	0,00		1,00 REFORME
215317	2025/00580	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00143 [2000/00143]	6 276,93	6 276,93	0,00	26/05/2000	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215317	2025/00581	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00011 [2008/00011]	3 588,00	3 588,00	0,00	21/07/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00582	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00012 [2008/00012]	18 572,21	18 572,21	0,00	21/01/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00583	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00013 [2008/00013]	23 515,62	23 515,62	0,00	21/01/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00584	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00014 [2008/00014]	2 840,50	2 840,50	0,00	21/01/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00585	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00015 [2008/00015]	35 126,52	35 126,52	0,00	11/06/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00586	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00016 [2008/00016]	2 531,69	2 531,69	0,00	21/10/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00587	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00017 [2008/00017]	13 812,99	13 812,99	0,00	15/12/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00594	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00144 [2000/00144]	12 938,34	12 938,34	0,00	26/05/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00595	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00145 [2000/00145]	27 440,82	27 440,82	0,00	09/06/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00596	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00146 [2000/00146]	106 276,08	106 276,08	0,00	29/06/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00597	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00147 [2000/00147]	1 657,83	1 657,83	0,00	29/06/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00598	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00148 [2000/00148]	2 622,12	2 622,12	0,00	30/06/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00599	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00149 [2000/00149]	14 635,11	14 635,11	0,00	06/09/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00600	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00150 [2000/00150]	6 081,19	6 081,19	0,00	05/10/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00601	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00018 [2008/00018]	26 830,00	26 830,00	0,00	15/12/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00602	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00019 [2008/00019]	8 039,76	8 039,76	0,00	15/12/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00603	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00020 [2008/00020]	14 792,74	14 792,74	0,00	15/12/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00604	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00021 [2008/00021]	1 472,52	1 472,52	0,00	15/12/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00605	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00022 [2008/00022]	1 857,68	1 857,68	0,00	15/12/2008	1,00	REFORME
215317	2025/00618	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00151 [2000/00151]	6,85	6,85	0,00	05/10/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00619	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00152 [2000/00152]	540,23	540,23	0,00	05/10/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00620	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00153 [2000/00153]	3 038,98	3 038,98	0,00	05/10/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00621	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00154 [2000/00154]	494,84	494,84	0,00	24/10/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00622	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00155 [2000/00155]	1 070,34	1 070,34	0,00	25/10/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00623	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00156 [2000/00156]	1 941,59	1 941,59	0,00	01/12/2000	1,00	REFORME
215317	2025/00624	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00051 [2001/00051]	1 344,88	1 344,88	0,00		1,00	REFORME
215317	2025/00644	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00052 [2001/00052]	4 588,71	4 588,71	0,00	23/03/2001	1,00	REFORME
215317	2025/00645	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00053 [2001/00053]	1 808,04	1 808,04	0,00	23/03/2001	1,00	REFORME
215317	2025/00646	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00054 [2001/00054]	6 577,83	6 577,83	0,00	09/04/2001	1,00	REFORME
215317	2025/00647	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00055 [2001/00055]	10 903,36	10 903,36	0,00	13/04/2001	1,00	REFORME
215317	2025/00648	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00056 [2001/00056]	647,91	647,91	0,00	27/04/2001	1,00	REFORME
215317	2025/00649	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00057 [2001/00057]	6 106,53	6 106,53	0,00	11/05/2001	1,00	REFORME
215317	2025/00650	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00058 [2001/00058]	7 373,95	7 373,95	0,00	15/06/2001	1,00	REFORME
215317	2025/00665	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00059 [2001/00059]	6 179,54	6 179,54	0,00		1,00	REFORME
215317	2025/00666	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00060 [2001/00060]	1 119,58	1 119,58	0,00		1,00	REFORME
215317	2025/00667	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00061 [2001/00061]	1 908,05	1 908,05	0,00	22/06/2001	1,00	REFORME
215317	2025/00668	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00062 [2001/00062]	5 342,02	5 342,02	0,00		1,00	REFORME
215317	2025/00669	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00024 [2002/00024]	3 270,54	3 270,54	0,00	21/03/2002	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215317	2025/00670	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00025 [2002/00025]	406,39	406,39	0,00	29/03/2002	1,00	REFORME
215317	2025/00671	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00026 [2002/00026]	1 732,13	1 732,13	0,00			REFORME
215317	2025/00689	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00027 [2002/00027]	1 047,99	1 047,99	0,00	13/05/2002	1,00	REFORME
215317	2025/00690	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00028 [2002/00028]	15 455,85	15 455,85	0,00	23/05/2002	1,00	REFORME
215317	2025/00691	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00029 [2002/00029]	5 593,75	5 593,75	0,00	23/05/2002	1,00	REFORME
215317	2025/00692	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00030 [2002/00030]	44 461,66	44 461,66	0,00	29/05/2002	1,00	REFORME
215317	2025/00693	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00031 [2002/00031]	1 106,78	1 106,78	0,00	31/05/2002	1,00	REFORME
215317	2025/00694	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00032 [2002/00032]	1 085,24	1 085,24	0,00	14/06/2002	1,00	REFORME
215317	2025/00695	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00033 [2002/00033]	20 285,76	20 285,76	0,00	12/07/2002	1,00	REFORME
215317	2000/00001	ENSTBB		1 202,22	1 202,22	0,00	09/02/2000	1,00	REFORME
215317	2000/00002	ENSTBB		19 856,18	19 856,18	0,00	05/04/2000	1,00	REFORME
215317	2000/00003	ENSTBB		11 891,02	11 891,02	0,00	18/05/2000	1,00	REFORME
215317	2000/00004	ENSTBB		3 408,15	3 408,15	0,00	06/03/2000	1,00	REFORME
215317	2000/00005	ENSTBB		3 480,78	3 480,78	0,00		1,00	REFORME
215317	2000/00006	ENSTBB		1 960,51	1 960,51	0,00	09/02/2000	1,00	REFORME
215317	2000/00007	ENSTBB		5 125,18	5 125,18	0,00	28/09/2000	1,00	REFORME
215317	2000/00008	ENSTBB		9 821,36		0,00			REFORME
215317	2000/00009	ENSTBB		4 330,52	4 330,52	0,00	28/09/2000	1,00	REFORME
215317	2000/00010	ENSTBB		7 195,59	7 195,59	0,00	06/07/2000	1,00	REFORME
215317	2000/00011	ENSTBB		2 208,38	2 208,38	0,00		1,00	REFORME
215317	2000/00012	ENSTBB		1 440,00	1 440,00	0,00		1,00	REFORME
215317	2000/00013	ENSTBB		14 037,96		0,00		1,00	REFORME
215317	2000/00014	ENSTBB		14 595,62		0,00		•	REFORME
215317	2000/00015	ENSTBB		27 364,60	27 364,60	0,00		1,00	REFORME
215317	2000/00016	ENSTBB		4 275,28	4 275,28	0,00		1,00	REFORME
215317	2000/00018	ENSTBB		5 953,44	5 953,44	0,00		•	REFORME
215317	2001/00003	ENSTBB		34 499,21	34 499,21	0,00			REFORME
215317	2001/00004	ENSTBB		3 691,60		0,00		1,00	REFORME
215317	2001/00005	ENSTBB		7 029,02	7 029,02	0,00		1,00	REFORME
215317	2001/00006	ENSTBB		1 225,63	1 225,63	0,00		•	REFORME
215317	2001/00007	ENSTBB		15 493,59	15 493,59	0,00		•	REFORME
215317	2001/00008	ENSTBB		1 260,36		0,00			REFORME
215317	2001/00009	ENSTBB		990,92		0,00			REFORME
215317	2001/00010	ENSTBB		7 583,18	•	0,00			REFORME
215317	2001/00011	ENSTBB		2 754,40		0,00			REFORME
215317	2001/00012	ENSTBB		3 415,03	3 415,03	0,00		•	REFORME
215317	2001/00013	ENSTBB		2 928,75	2 928,75	0,00		•	REFORME
215317	2001/00014	ENSTBB		2 498,03	2 498,03	0,00	12/10/2001	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215317	2001/00015	ENSTBB		12 398,37	12 398,37		07/11/2001		REFORME
215317	2001/00016	ENSTBB		10 638,90	10 638,90	0,00		•	REFORME
215317	2001/00017	ENSTBB		1 743,07	1 743,07	0,00		•	REFORME
215317	2001/00018	ENSTBB		7 407,46		0,00		,	REFORME
215317	2001/00019	ENSTBB		10 462,61	10 462,61	0,00			REFORME
215317	2001/00020	ENSTBB		37 959,81	37 959,81	0,00		•	REFORME
215317	2001/00021	ENSTBB		42 685,72	42 685,72	0,00		•	REFORME
215317	2001/00022	ENSTBB		1 140,16	1 140,16	0,00		,	REFORME
215317	2001/00023	ENSTBB		4 101,23	4 101,23	0,00		•	REFORME
215317	2001/00024	ENSTBB		13 560,41	13 560,41	0,00		•	REFORME
215317	2001/00025	ENSTBB		3 513,84	3 513,84	0,00		1,00	REFORME
215317	2001/00026	ENSTBB		6 000,04	6 000,04	0,00		1,00	REFORME
215317	2001/00027	ENSTBB		15 862,63	15 862,63	0,00		1,00	REFORME
215317	2001/00029	ENSTBB		1 393,61	1 393,61	0,00		•	REFORME
215317	2001/00030	ENSTBB		4 345,92	4 345,92	0,00		1,00	REFORME
215317	2001/00031	ENSTBB		74 659,67	74 659,67	0,00	28/12/2001	1,00	REFORME
215317	2002/00006	ENSTBB		18 050,57	18 050,57	0,00		1,00	REFORME
215317	2003/00007	ENSTBB		2 978,04	2 978,04	0,00	22/05/2003	1,00	REFORME
215317	2005/00004	ENSTBB		1 611,01	1 611,01	0,00	04/11/2005	1,00	REFORME
215317	2006/00005	ENSTBB		4 964,86	4 964,86	0,00	26/09/2006	1,00	REFORME
215317	2006/00006	ENSTBB		2 834,52	2 834,52	0,00	06/11/2006	1,00	REFORME
215317	2006/00007	ENSTBB		1 612,45	1 612,45	0,00	23/10/2006	1,00	REFORME
215317	2006/00008	ENSTBB		6 926,87	6 926,87	0,00	23/11/2006	1,00	REFORME
215317	2006/00009	ENSTBB		5 967,44	5 967,44	0,00	07/11/2006	1,00	REFORME
215317	2007/00006	ENSTBB		2 229,58	2 229,58	0,00	16/10/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00007	ENSTBB		5 202,36	5 202,36	0,00	09/11/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00008	ENSTBB		11 188,58	11 188,58	0,00	28/12/2007	1,00	REFORME
215317	2007/00009	ENSTBB		3 827,20	3 827,20	0,00	18/10/2007	1,00	REFORME
215317	2008/00009	ENSTBB		1 532,08	1 532,08	0,00	07/10/2008	1,00	REFORME
215317	2008/00010	ENSTBB		5 739,08	5 739,08	0,00	22/01/2008	1,00	REFORME
			Installations à caractère spécifique Acquises	5 650 504,10	5 650 504,10	0,00			
215318	2025/00607	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00157 [2000/00157]	4 412,90	4 412,90	0,00	17/11/2000	1,00	REFORME
			Autres installations à caractère spécifique	4 412,90	4 412,90	0,00			
215617	2000/00001	ENSEIRB MAT		4 164,28	4 164,28	0,00	07/01/2000	1.00	REFORME
215617	2000/00002	ENSEIRB MAT		4 724,30	4 724,30	0,00		•	REFORME
215617	2000/00003	ENSEIRB MAT		523,80	523,80	0,00		•	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215617	2000/00004	ENSEIRB MAT		12 188,75	12 188,75	0,00	27/01/2000	1 00	REFORME
215617	2000/00005	ENSEIRB MAT		698,64	698,64	0,00	08/02/2000		REFORME
215617	2000/00006	ENSEIRB MAT		1 532,73	1 532,73	0,00	08/02/2000		REFORME
215617	2000/00007	ENSEIRB MAT		12 862,39	12 862,39	0,00	09/02/2000	•	REFORME
215617	2000/00008	ENSEIRB MAT		1 286,97	1 286,97	0,00	17/02/2000	•	REFORME
215617	2000/00009	ENSEIRB MAT		668,67	668,67	0,00	17/02/2000		REFORME
215617	2000/00010	ENSEIRB MAT		638,76	638,76	0,00	29/02/2000		REFORME
215617	2000/00011	ENSEIRB MAT		2 892,89	2 892,89	0,00	01/03/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00012	ENSEIRB MAT		29 890,17	29 890,17	0,00	13/03/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00013	ENSEIRB MAT		1 084,98	1 084,98	0,00	20/03/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00014	ENSEIRB MAT		4 143,32	4 143,32	0,00	24/03/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00015	ENSEIRB MAT		12 676,35	12 676,35	0,00	28/04/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00016	ENSEIRB MAT		8 547,35	8 547,35	0,00	04/05/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00017	ENSEIRB MAT		5 469,87	5 469,87	0,00	04/05/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00018	ENSEIRB MAT		5 469,87	5 469,87	0,00	04/05/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00019	ENSEIRB MAT		929,88	929,88	0,00	17/05/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00020	ENSEIRB MAT		20 902,20	20 902,20	0,00	24/05/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00021	ENSEIRB MAT		659,75	659,75	0,00	30/05/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00022	ENSEIRB MAT		2 632,83	2 632,83	0,00	31/05/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00023	ENSEIRB MAT		1 093,97	1 093,97	0,00	06/06/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00024	ENSEIRB MAT		984,58	984,58	0,00	28/06/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00025	ENSEIRB MAT		3 048,98	3 048,98	0,00	13/07/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00026	ENSEIRB MAT		966,34	966,34	0,00	08/09/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00027	ENSEIRB MAT		589,65	589,65	0,00	08/09/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00028	ENSEIRB MAT		3 183,83	3 183,83	0,00	08/09/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00029	ENSEIRB MAT		778,99	778,99	0,00	11/09/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00030	ENSEIRB MAT		7 658,91	7 658,91	0,00	18/09/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00031	ENSEIRB MAT		7 466,95	7 466,95	0,00	05/10/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00032	ENSEIRB MAT		2 558,09	2 558,09	0,00	05/10/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00033	ENSEIRB MAT		3 956,05	3 956,05	0,00	05/10/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00034	ENSEIRB MAT		769,87	769,87	0,00	05/10/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00035	ENSEIRB MAT		609,79	609,79	0,00	19/10/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00036	ENSEIRB MAT		2 561,14	2 561,14	0,00	19/10/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00037	ENSEIRB MAT		622,71	622,71	0,00	19/10/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00038	ENSEIRB MAT		17 588,90	17 588,90	0,00	07/11/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00039	ENSEIRB MAT		1 073,08	1 073,08	0,00	07/11/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00040	ENSEIRB MAT		7 198,35	7 198,35	0,00	27/11/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00041	ENSEIRB MAT		990,05	990,05	0,00	29/11/2000	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215617	2000/00042	ENSEIRB MAT		38 555,30	38 555,30	0,00			REFORME
215617	2000/00043	ENSEIRB MAT		12 195,92	12 195,92	0,00	04/12/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00044	ENSEIRB MAT		68 602,06	68 602,06	0,00	05/12/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00045	ENSEIRB MAT		812,23	812,23	0,00	05/12/2000	1,00	REFORME
215617	2000/00046	ENSEIRB MAT		36 587,77	36 587,77	0,00	05/12/2000	1,00	REFORME
215617	2001/00047	ENSEIRB MAT		2 961,99	2 961,99	0,00	26/01/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00048	ENSEIRB MAT		910,20	910,20	0,00	13/02/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00049	ENSEIRB MAT		104 336,69	104 336,69	0,00	08/03/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00050	ENSEIRB MAT		10 775,65	10 775,65	0,00	12/03/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00051	ENSEIRB MAT		913,17	913,17	0,00	12/03/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00052	ENSEIRB MAT		687,54	687,54	0,00	19/03/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00053	ENSEIRB MAT		2 447,27	2 447,27	0,00	30/03/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00054	ENSEIRB MAT		4 533,43	4 533,43	0,00	04/04/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00055	ENSEIRB MAT		70 432,24	70 432,24	0,00	04/04/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00056	ENSEIRB MAT		8 748,88	8 748,88	0,00	06/04/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00057	ENSEIRB MAT		3 832,99	3 832,99	0,00	06/04/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00058	ENSEIRB MAT		3 883,61	3 883,61	0,00	24/04/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00059	ENSEIRB MAT		3 482,48	3 482,48	0,00	21/05/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00060	ENSEIRB MAT		514,52	514,52	0,00	23/05/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00061	ENSEIRB MAT		2 156,27	2 156,27	0,00	06/06/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00062	ENSEIRB MAT		5 021,67	5 021,67	0,00	28/06/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00063	ENSEIRB MAT		2 844,70	2 844,70	0,00	09/07/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00064	ENSEIRB MAT		1 656,46	1 656,46	0,00	20/07/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00065	ENSEIRB MAT		4 831,72	4 831,72	0,00	03/09/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00066	ENSEIRB MAT		678,41	678,41	0,00	05/09/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00067	ENSEIRB MAT		6 485,45	6 485,45	0,00	06/11/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00068	ENSEIRB MAT		1 779,82	1 779,82	0,00	28/11/2001	1,00	REFORME
215617	2001/00069	ENSEIRB MAT		3 199,87	3 199,87	0,00	28/11/2001	1,00	REFORME
215617	2002/00006	ENSEIRB MAT		13 723,09	13 723,09	0,00	01/02/2002	1,00	REFORME
215617	2002/00007	ENSEIRB MAT		3 811,22	3 811,22	0,00	22/02/2002	1,00	REFORME
215617	2002/00008	ENSEIRB MAT		6 768,74	6 768,74	0,00	22/02/2002	1,00	REFORME
215617	2002/00009	ENSEIRB MAT		1 000,05	1 000,05	0,00	24/04/2002	1,00	REFORME
215617	2002/00010	ENSEIRB MAT		8 074,94	8 074,94	0,00	24/04/2002	1,00	REFORME
215617	2002/00011	ENSEIRB MAT		1 775,87	1 775,87	0,00	27/05/2002	1,00	REFORME
215617	2002/00012	ENSEIRB MAT		5 103,54	5 103,54	0,00	10/06/2002	1,00	REFORME
215617	2002/00013	ENSEIRB MAT		393,32	393,32	0,00	10/06/2002	1,00	REFORME
215617	2002/00014	ENSEIRB MAT		11 000,00	11 000,00	0,00	10/06/2002	1,00	REFORME
215617	2002/00015	ENSEIRB MAT		1 797,04	1 797,04	0,00	15/11/2002	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
215617	2002/00016	ENSEIRB MAT		11 432,00	11 432,00	0,00	06/12/2002	1,00 REFORME
215617	2002/00017	ENSEIRB MAT		20 313,82	20 313,82	0,00	16/12/2002	1,00 REFORME
215617	2002/00005	RECHERCHE		865,00	865,00	0,00	17/04/2002	1,00 REFORME
215617	2002/00006	RECHERCHE		6 200,90	6 200,90	0,00	03/06/2002	1,00 REFORME
215617	2002/00007	RECHERCHE		3 773,01	3 773,01	0,00	20/09/2002	1,00 REFORME
215617	2002/00008	RECHERCHE		990,00	990,00	0,00	02/12/2002	1,00 REFORME
215617	2002/00009	RECHERCHE		1 897,47	1 897,47	0,00	19/03/2002	1,00 REFORME
215617	2002/00010	RECHERCHE		31 248,80	31 248,80	0,00	09/12/2002	1,00 REFORME
215617	2025/00077	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00076 [2000/00076]	3 626,72	3 626,72	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00078	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00077 [2000/00077]	8 874,10	8 874,10	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00079	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00078 [2000/00078]	112,50	112,50	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00080	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00079 [2000/00079]	57,94	57,94	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00081	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00080 [2000/00080]	1 524,49	1 524,49	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00082	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00081 [2000/00081]	2 073,31	2 073,31	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00083	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00082 [2000/00082]	5 206,59	5 206,59	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00093	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00084 [2000/00084]	79,27	79,27	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00094	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00085 [2000/00085]	115,86	115,86	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00095	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00086 [2000/00086]	341,48	341,48	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00096	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00087 [2000/00087]	75,15	75,15	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00097	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00088 [2000/00088]	2 858,42	2 858,42	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00098	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00089 [2000/00089]	12 302,98	12 302,98	0,00	25/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00099	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00083 [2000/00083]	426,86	426,86	0,00	07/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00100	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00040 [2001/00040]	8 842,04	8 842,04	0,00	27/04/2001	1,00 REFORME
215617	2025/00101	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00041 [2001/00041]	10 028,10	10 028,10	0,00	02/05/2001	1,00 REFORME
215617	2025/00102	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00042 [2001/00042]	9 146,94	9 146,94	0,00	11/05/2001	1,00 REFORME
215617	2025/00103	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00043 [2001/00043]	26 675,68	26 675,68	0,00		1,00 REFORME
215617	2025/00104	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00044 [2001/00044]	2 164,77	2 164,77	0,00		1,00 REFORME
215617	2025/00105	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00045 [2001/00045]	72 085,17	72 085,17	0,00	12/07/2001	1,00 REFORME
215617	2025/00111	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00090 [2000/00090]	8 270,70	8 270,70	0,00		1,00 REFORME
215617	2025/00112	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00091 [2000/00091]	3 355,84	3 355,84	0,00	25/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00113	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00092 [2000/00092]	2 339,81	2 339,81	0,00		1,00 REFORME
215617	2025/00114	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00093 [2000/00093]	16 159,60	16 159,60	0,00	25/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00115	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00094 [2000/00094]	2 200,38	2 200,38	0,00	29/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00116	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00095 [2000/00095]	2 058,06	2 058,06	0,00	29/09/2000	1,00 REFORME
215617	2025/00117	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00096 [2000/00096]	757,22	757,22	0,00		1,00 REFORME
215617	2025/00130	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00097 [2000/00097]	808,20	808,20	0,00		1,00 REFORME
215617	2025/00131	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00098 [2000/00098]	2 362,96	2 362,96	0,00		1,00 REFORME
215617	2025/00132	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00099 [2000/00099]	1 086,97	1 086,97	0,00	30/10/2000	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215617	2025/00133	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00100 [2000/00100]	3 974,65	3 974,65	0,00	24/11/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00134	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00031 [2001/00031]	4 588,70	4 588,70	0,00	17/10/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00135	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00032 [2001/00032]	3 048,98	3 048,98	0,00	27/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00136	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00033 [2001/00033]	1 549,80	1 549,80	0,00	30/01/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00151	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00034 [2001/00034]	902,53	902,53	0,00	30/01/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00153	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00035 [2001/00035]	811,36	811,36	0,00	30/01/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00154	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00036 [2001/00036]	1 171,68	1 171,68	0,00	30/01/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00155	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00037 [2001/00037]	1 562,42	1 562,42	0,00	16/02/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00156	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00038 [2001/00038]	51 832,67	51 832,67	0,00	12/03/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00157	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00039 [2001/00039]	16 769,39	16 769,39	0,00	27/04/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00180	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00014 [2000/00014]	3 621,58	3 621,58	0,00	02/03/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00181	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00015 [2000/00015]	1 733,55	1 733,55	0,00	30/05/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00182	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00016 [2000/00016]	6 927,12	6 927,12	0,00	05/06/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00183	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00017 [2000/00017]	146,56	146,56	0,00	06/06/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00184	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00018 [2000/00018]	273,43	273,43	0,00	06/06/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00185	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00019 [2000/00019]	1 752,10	1 752,10	0,00	13/06/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00192	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00020 [2000/00020]	261,24	261,24	0,00	13/06/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00193	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00021 [2000/00021]	39 552,14	39 552,14	0,00	10/07/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00194	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00022 [2000/00022]	2 508,70	2 508,70	0,00	29/08/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00195	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00023 [2000/00023]	228,67	228,67	0,00	29/08/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00196	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00024 [2000/00024]	6 962,23	6 962,23	0,00	29/08/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00197	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00025 [2000/00025]	7 047,78	7 047,78	0,00	29/08/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00198	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00026 [2000/00026]	4 081,00	4 081,00	0,00	29/08/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00202	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00027 [2000/00027]	5 945,51	5 945,51	0,00	29/08/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00203	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00028 [2000/00028]	6 844,96	6 844,96	0,00	26/09/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00204	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00029 [2000/00029]	3 950,17	3 950,17	0,00	09/11/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00205	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00030 [2000/00030]	3 754,51	3 754,51	0,00	01/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00206	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00031 [2000/00031]	14 560,43	14 560,43	0,00	01/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00207	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00032 [2000/00032]	1 695,66	1 695,66	0,00	06/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00208	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00033 [2000/00033]	6 046,15	6 046,15	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00209	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00014 [2001/00014]	2 467,73	2 467,73	0,00	08/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00210	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00015 [2001/00015]	1 578,91	1 578,91	0,00	08/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00211	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00016 [2001/00016]	45 734,71	45 734,71	0,00	08/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00212	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00017 [2001/00017]	913,16	913,16	0,00	16/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00213	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00034 [2000/00034]	1 524,49	1 524,49	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00214	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00035 [2000/00035]	942,13	942,13	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00215	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00036 [2000/00036]	820,79	820,79	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00216	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00037 [2000/00037]	9 841,50	9 841,50	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
215617	2025/00217	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00038 [2000/00038]	3 645,06	3 645,06	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00218	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00039 [2000/00039]	919,27	919,27	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00219	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00040 [2000/00040]	1 321,73	1 321,73	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00220	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00018 [2001/00018]	8 918,27	8 918,27	0,00	23/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00221	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00019 [2001/00019]	1 035,89	1 035,89	0,00	23/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00222	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00020 [2001/00020]	60 979,61	60 979,61	0,00	23/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00223	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00021 [2001/00021]	10 781,12	10 781,12	0,00	23/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00224	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00022 [2001/00022]	9 129,21	9 129,21	0,00	23/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00225	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00023 [2001/00023]	15 172,69	15 172,69	0,00	23/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00226	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00024 [2001/00024]	24 260,70	24 260,70	0,00	23/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00227	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00041 [2000/00041]	1 147,18	1 147,18	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00228	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00042 [2000/00042]	5 179,67	5 179,67	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00229	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00043 [2000/00043]	3 277,65	3 277,65	0,00	08/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00230	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00044 [2000/00044]	1 134,22	1 134,22	0,00	12/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00231	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00045 [2000/00045]	577,78	577,78	0,00	12/12/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00232	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00046 [2000/00046]	377,31	377,31	0,00	07/03/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00233	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00047 [2000/00047]	1 975,74	1 975,74	0,00	07/03/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00234	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00025 [2001/00025]	4 163,60	4 163,60	0,00	23/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00235	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00026 [2001/00026]	5 931,24	5 931,24	0,00	29/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00236	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00027 [2001/00027]	5 419,57	5 419,57	0,00	29/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00237	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00028 [2001/00028]	7 012,66	7 012,66	0,00	29/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00238	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00029 [2001/00029]	1 516,87	1 516,87	0,00	29/11/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00239	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00030 [2001/00030]	4 478,40	4 478,40	0,00	04/12/2001	1,00	REFORME
215617	2025/00240	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00014 [2002/00014]	1 337,79	1 337,79	0,00	22/10/2002	1,00	REFORME
215617	2025/00241	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00048 [2000/00048]	1 997,08	1 997,08	0,00	07/03/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00242	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00049 [2000/00049]	9 701,55	9 701,55	0,00		1,00	REFORME
215617	2025/00243	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00050 [2000/00050]	1 016,19	1 016,19	0,00	21/03/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00244	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00051 [2000/00051]	196,23	196,23	0,00	21/03/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00245	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00052 [2000/00052]	3 044,62	3 044,62	0,00	20/04/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00246	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00053 [2000/00053]	51,48	51,48	0,00	20/04/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00247	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00054 [2000/00054]	2 099,45	2 099,45	0,00	17/05/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00248	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00015 [2002/00015]	2 286,74	2 286,74	0,00	05/12/2002	1,00	REFORME
215617	2025/00250	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00055 [2000/00055]	34 633,15	34 633,15	0,00	18/05/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00251	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00056 [2000/00056]	3 264,20	3 264,20	0,00	18/05/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00252	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00057 [2000/00057]	1 469,72	1 469,72	0,00	19/05/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00253	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00058 [2000/00058]	60 979,61	60 979,61	0,00	19/05/2000	1,00	REFORME
215617	2025/00254	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00059 [2000/00059]	30 489,80	30 489,80	0,00		1,00	REFORME
215617	2025/00255	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00060 [2000/00060]	2 350,49	2 350,49	0,00	19/05/2000	1,00	REFORME



26/05/2000 31/05/2000 00 31/05/2000 00 09/06/2000 00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000	1,00 REFORME
00 09/06/2000 00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000	1,00 REFORME 1,00 REFORME 1,00 REFORME 1,00 REFORME 1,00 REFORME 1,00 REFORME
00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 30/06/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000	1,00 REFORME 1,00 REFORME 1,00 REFORME 1,00 REFORME 1,00 REFORME
30/06/2000 30/06/2000 30/06/2000 30/06/2000 30/06/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000	1,00 REFORME 1,00 REFORME 1,00 REFORME 1,00 REFORME
0 30/06/2000 0 30/06/2000 0 30/06/2000 0 05/07/2000 0 05/07/2000 0 05/07/2000	1,00 REFORME 1,00 REFORME 1,00 REFORME
0 30/06/2000 0 30/06/2000 0 05/07/2000 0 05/07/2000 0 05/07/2000	1,00 REFORME 1,00 REFORME
00 30/06/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000	1,00 REFORME
05/07/2000 00 05/07/2000 00 05/07/2000	•
00 05/07/2000 00 05/07/2000	1,00 REFORME
0 05/07/2000	4 00 DEEODNAE
	1,00 REFORME
0 01/00/2000	1,00 REFORME
	1,00 REFORME
	1,00 REFORME
	1,00 REFORME 1,00 REFORME
	1,00 KLFOKIVIL
0	
0 02/04/2007	1,00 REFORME
0 22/04/2008	1,00 REFORME
0 12/06/2008	1,00 REFORME
0 09/10/2008	1,00 REFORME
	1,00 REFORME
0 16/03/2004	1,00 REFORME
0 23/11/2007	1,00 REFORME
0	
0 22/09/2005	1,00 REFORME
0 22/09/2005	1,00 REFORME
0 25/09/2007	1,00 REFORME
0 27/11/2007	1,00 REFORME
0 10/12/2007	1,00 REFORME
0 07/11/2008	1,00 REFORME
0	
0 18/09/2002	1,00 REFORME
0 21/11/2002	1,00 REFORME
0 15/04/2005	1,00 REFORME
	1,00 REFORME
	01/09/2000 01/09/2000 01/09/2000 07/09/2000 07/09/2000 02/04/2007 22/04/2008 12/06/2008 16/03/2004 16/03/2004 23/11/2007 22/09/2005 22/09/2005 22/09/2005 25/09/2007 27/11/2007 10/12/2007 07/11/2008



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
218317	2005/00057	ENSEIRB MAT		1 399,32	1 399,32	0.00	17/11/2005	1.00	REFORME
218317	2006/00015	ENSEIRB MAT		1 174,47	1 174,47	0,00		•	REFORME
218317	2006/00016	ENSEIRB MAT		1 328,15	1 328,15	0,00	04/09/2006	,	REFORME
218317	2006/00017	ENSEIRB MAT		413,75	413,75	0,00			REFORME
218317	2007/00019	ENSEIRB MAT		1 410,08	1 410,08	0,00		•	REFORME
218317	2007/00020	ENSEIRB MAT		3 311,87	3 311,87	0,00		1,00	REFORME
218317	2007/00021	ENSEIRB MAT		1 888,24	1 888,24	0,00	03/12/2007	1,00	REFORME
218317	2007/00022	ENSEIRB MAT		2 340,00	2 340,00	0,00	21/09/2007	1,00	REFORME
218317	2008/00011	ENSEIRB MAT		944,84	944,84	0,00	03/04/2008	1,00	REFORME
218317	2008/00012	ENSEIRB MAT		1 947,09	1 947,09	0,00	12/09/2008	1,00	REFORME
218317	2008/00013	ENSEIRB MAT		2 040,45	2 040,45	0,00	22/09/2008	1,00	REFORME
218317	2008/00108	RECHERCHE		933,00	933,00	0,00	16/04/2008	1,00	REFORME
218317	2008/00109	RECHERCHE		1 899,10	1 899,10	0,00	07/11/2008	1,00	REFORME
218317	2025/00639	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00215 [2000/00215]	190,56	190,56	0,00	23/02/2000	1,00	REFORME
218317	2025/00640	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00216 [2000/00216]	3 263,32	3 263,32	0,00	09/03/2000	1,00	REFORME
218317	2025/00641	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00217 [2000/00217]	4 798,94	4 798,94	0,00	20/04/2000	1,00	REFORME
218317	2025/00642	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00218 [2000/00218]	1 319,82	1 319,82	0,00	20/07/2000	1,00	REFORME
218317	2025/00643	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00075 [2001/00075]	711,90	711,90	0,00	02/03/2001	1,00	REFORME
218317	2025/00663	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00076 [2001/00076]	1 899,52	1 899,52	0,00	23/03/2001	1,00	REFORME
218317	2025/00664	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00040 [2002/00040]	2 240,11	2 240,11	0,00	08/07/2002	1,00	REFORME
218317	2001/00033	ENSTBB		13 510,58	13 510,58	0,00	28/12/2001	1,00	REFORME
			Matériel de bureau acquis	56 804,72	56 804,72	0,00			
218816	2004/00043	ENSEIRB MAT		1 506,96	1 506,96	0,00	11/03/2004	1,00	REFORME
218816	2005/00114	ENSEIRB MAT		1 096,05	1 096,05	0,00	24/01/2005	1,00	REFORME
218816	2005/00115	ENSEIRB MAT		10 046,40	10 046,40	0,00	19/10/2005	1,00	REFORME
218816	2005/00116	ENSEIRB MAT		1 650,48	1 650,48	0,00	02/11/2005	1,00	REFORME
218816	2005/00117	ENSEIRB MAT		22 312,58	22 312,58	0,00	25/11/2005	1,00	REFORME
218816	2006/00051	ENSEIRB MAT		2 713,72	2 713,72	0,00	11/01/2006	1,00	REFORME
218816	2008/00038	ENSEIRB MAT		18 696,35	18 696,35	0,00	15/10/2008	1,00	REFORME
218816	2001/00065	RECHERCHE		959,00	959,00	0,00			REFORME
218816	2007/00118	RECHERCHE		1 874,13	1 874,13	0,00	01/06/2007	1,00	REFORME
218816	2008/00164	RECHERCHE		8 971,00	8 971,00	0,00	08/04/2008	1,00	REFORME
218816	2025/00366	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00045 [2002/00045]	4 420,24	4 420,24	0,00	11/12/2002	1,00	REFORME
			Matériels divers mis à disposition	74 246,91	74 246,91	0,00			
218817	2000/00170	ENSEIRB MAT		42 431,28	42 431,28	0,00	07/11/2000	1,00	REFORME
218817	2001/00188	ENSEIRB MAT		802,25	802,25	0,00	13/02/2001	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
218817	2001/00189	ENSEIRB MAT		7 648,70	7 648,70	0,00	08/06/2001	1 00	REFORME
218817	2002/00054	ENSEIRB MAT		4 760,08	4 760,08	0,00			REFORME
218817	2003/00057	ENSEIRB MAT		8 055,85	8 055,85	0,00			REFORME
218817	2004/00044	ENSEIRB MAT		1 949,48	1 949,48	0,00	21/10/2004		REFORME
218817	2005/00118	ENSEIRB MAT		1 913,60	1 913,60	0,00			REFORME
218817	2005/00119	ENSEIRB MAT		1 734,20	1 734,20	0,00	10/01/2005		REFORME
218817	2005/00120	ENSEIRB MAT		1 253,41	1 253,41	0,00		•	REFORME
218817	2005/00121	ENSEIRB MAT		2 021,24	2 021,24	0,00			REFORME
218817	2005/00122	ENSEIRB MAT		9 500,00	9 500,00	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00123	ENSEIRB MAT		15 350,66	15 350,66	0,00	18/07/2005	1,00	REFORME
218817	2005/00124	ENSEIRB MAT		1 650,48	1 650,48	0,00	05/10/2005	1,00	REFORME
218817	2006/00052	ENSEIRB MAT		4 431,18	4 431,18	0,00	18/09/2006	1,00	REFORME
218817	2006/00053	ENSEIRB MAT		7 589,82	7 589,82	0,00	27/09/2006	1,00	REFORME
218817	2006/00054	ENSEIRB MAT		1 184,04	1 184,04	0,00	23/11/2006	1,00	REFORME
218817	2007/00052	ENSEIRB MAT		1 184,04	1 184,04	0,00	04/06/2007	1,00	REFORME
218817	2007/00053	ENSEIRB MAT		12 253,02	12 253,02	0,00	19/10/2007	1,00	REFORME
218817	2008/00039	ENSEIRB MAT		1 276,13	1 276,13	0,00	28/02/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00040	ENSEIRB MAT		2 869,20	2 869,20	0,00	07/03/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00041	ENSEIRB MAT		2 248,48	2 248,48	0,00	12/09/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00042	ENSEIRB MAT		4 847,20	4 847,20	0,00	15/10/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00043	ENSEIRB MAT		3 072,78	3 072,78	0,00	24/11/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00044	ENSEIRB MAT		1 692,34	1 692,34	0,00	26/11/2008	1,00	REFORME
218817	2002/00008	ENSEGID		641,00	641,00	0,00	21/03/2002	1,00	REFORME
218817	2002/00009	ENSEGID		513,01	513,01	0,00	26/04/2002	1,00	REFORME
218817	2002/00010	ENSEGID		4 327,50	4 327,50	0,00	26/04/2002	1,00	REFORME
218817	2002/00011	ENSEGID		2 031,00	2 031,00	0,00	07/06/2002	1,00	REFORME
218817	2002/00012	ENSEGID		3 202,17	3 202,17	0,00	12/07/2002	1,00	REFORME
218817	2002/00013	ENSEGID		641,00	641,00	0,00	11/09/2002	1,00	REFORME
218817	2002/00014	ENSEGID		5 948,00	5 948,00	0,00	30/08/2002	1,00	REFORME
218817	2002/00015	ENSEGID		4 041,00	4 041,00	0,00		1,00	REFORME
218817	2002/00016	ENSEGID		3 817,58	3 817,58	0,00	30/08/2002		REFORME
218817	2002/00017	ENSEGID		19 800,00	19 800,00	0,00		1,00	REFORME
218817	2003/00011	ENSEGID		3 370,00	3 370,00	0,00	13/01/2003		REFORME
218817	2003/00012	ENSEGID		6 327,00	6 327,00	0,00	23/01/2003	1,00	REFORME
218817	2004/00020	ENSEGID		5 154,76	5 154,76	0,00		1,00	REFORME
218817	2004/00021	ENSEGID		2 647,94	2 647,94	0,00		•	REFORME
218817	2004/00022	ENSEGID		18 192,45	18 192,45	0,00	21/07/2004	1,00	REFORME
218817	2004/00023	ENSEGID		2 838,11	2 838,11	0,00	09/09/2004	1,00	REFORME



Numéro de	n°	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition	Valeur amortissable	Valeur Nette	Date	Quantité	Libellé nature
compte	d'inventaire		•	H.T.		Comptable	d'acquisition	initiale	d'événement
218817	2004/00024	ENSEGID		6 099,60	6 099,60	0,00	09/09/2004	1,00	REFORME
218817	2004/00025	ENSEGID		2 807,55	2 807,55	0,00	13/09/2004	1,00	REFORME
218817	2004/00026	ENSEGID		2 885,14	2 885,14	0,00	13/09/2004	1,00	REFORME
218817	2004/00027	ENSEGID		6 000,00	6 000,00	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00008	ENSEGID		1 175,37	1 175,37	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00009	ENSEGID		12 090,78	12 090,78	0,00	14/09/2005	1,00	REFORME
218817	2005/00010	ENSEGID		7 116,20	7 116,20	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00011	ENSEGID		1 742,12	1 742,12	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00012	ENSEGID		7 128,16	7 128,16	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00013	ENSEGID		4 718,22	4 718,22	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00014	ENSEGID		1 171,35	1 171,35	0,00	16/06/2005	1,00	REFORME
218817	2005/00015	ENSEGID		2 746,22	2 746,22	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00016	ENSEGID		10 359,77	10 359,77	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00017	ENSEGID		4 363,01	4 363,01	0,00	31/08/2005	1,00	REFORME
218817	2005/00018	ENSEGID		2 291,54	2 291,54	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00019	ENSEGID		3 875,04	3 875,04	0,00	26/09/2005	1,00	REFORME
218817	2005/00020	ENSEGID		2 796,25	2 796,25	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00021	ENSEGID		14 186,55	14 186,55	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00022	ENSEGID		1 614,60	1 614,60	0,00	14/11/2005	1,00	REFORME
218817	2005/00023	ENSEGID		1 274,94	1 274,94	0,00		1,00	REFORME
218817	2005/00024	ENSEGID		2 094,44	2 094,44	0,00	17/10/2005	1,00	REFORME
218817	2006/00012	ENSEGID		3 289,08	3 289,08	0,00		1,00	REFORME
218817	2006/00013	ENSEGID		1 402,30	1 402,30	0,00		1,00	REFORME
218817	2006/00014	ENSEGID		1 662,44	1 662,44	0,00	30/11/2006	1,00	REFORME
218817	2006/00015	ENSEGID		1 376,44	1 376,44	0,00		1,00	REFORME
218817	2006/00016	ENSEGID		918,53	918,53	0,00		1,00	REFORME
218817	2006/00017	ENSEGID		322,92	322,92	0,00		1,00	REFORME
218817	2006/00018	ENSEGID		1 446,68	1 446,68	0,00		1,00	REFORME
218817	2007/00012	ENSEGID		1 957,85	1 957,85	0,00		1,00	REFORME
218817	2007/00013	ENSEGID		3 733,21	3 733,21	0,00		1,00	REFORME
218817	2007/00014	ENSEGID		13 268,20	13 268,20	0,00		1,00	REFORME
218817	2007/00015	ENSEGID		19 399,12	19 399,12	0,00		1,00	REFORME
218817	2007/00016	ENSEGID		3 603,32		0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218817	2007/00017	ENSEGID		3 240,68	3 240,68	0,00		1,00	REFORME
218817	2007/00018	ENSEGID		1 161,00	1 161,00	0,00		1,00	REFORME
218817	2007/00019	ENSEGID		1 402,30	1 402,30	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218817	2007/00020	ENSEGID		4 406,06	4 406,06	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218817	2007/00021	ENSEGID		1 274,82	1 274,82	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
218817	2007/00022	ENSEGID		22,68	22,68	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218817	2007/00023	ENSEGID		9 991,38	9 991,38	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218817	2007/00024	ENSEGID		20 003,10	20 003,10	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218817	2007/00025	ENSEGID		1 016,60	1 016,60	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218817	2007/00026	ENSEGID		54 898,77	54 898,77	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218817	2007/00027	ENSEGID		27 747,20	27 747,20	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218817	2007/00028	ENSEGID		8 964,88	8 964,88	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218817	2008/00007	ENSEGID		7 548,02	7 548,02	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00008	ENSEGID		1 183,56	1 183,56	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00009	ENSEGID		1 242,66	1 242,66	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00010	ENSEGID		7 186,38	7 186,38	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00011	ENSEGID		2 026,79	2 026,79	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00012	ENSEGID		3 553,05	3 553,05	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00013	ENSEGID		1 070,42	1 070,42	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00014	ENSEGID		1 710,28	1 710,28	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00015	ENSEGID		5 106,92	5 106,92	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00016	ENSEGID		2 299,67	2 299,67	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00017	ENSEGID		4 000,00	4 000,00	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2008/00018	ENSEGID		21 647,60	21 647,60	0,00	31/12/2008	1,00	REFORME
218817	2005/00005	ENSC		19 859,58	19 859,58	0,00	17/11/2005	1,00	REFORME
218817	2006/00003	ENSC		2 664,08	2 664,08	0,00	07/04/2006	1,00	REFORME
218817	2006/00004	ENSC		6 292,37	6 292,37	0,00	28/01/2006	1,00	REFORME
218817	2006/00005	ENSC		1 495,00	1 495,00	0,00	11/11/2006	1,00	REFORME
218817	2006/00006	ENSC		3 797,90	3 797,90	0,00	02/11/2006	1,00	REFORME
218817	2008/00014	ENSC		1 613,40	1 613,40	0,00	06/11/2008	1,00	REFORME
218817	2001/00053	RECHERCHE		9 070,56	9 070,56	0,00	04/04/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00054	RECHERCHE		2 359,91	2 359,91	0,00	04/04/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00055	RECHERCHE		1 156,48	1 156,48	0,00	17/04/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00056	RECHERCHE		1 498,95	1 498,95	0,00	17/04/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00057	RECHERCHE		32,96	32,96	0,00	17/04/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00058	RECHERCHE		333,01	333,01	0,00	11/05/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00059	RECHERCHE		549,20	549,20	0,00	11/05/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00060	RECHERCHE		2 927,32	2 927,32	0,00	23/05/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00061	RECHERCHE		1 391,34	1 391,34	0,00	21/06/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00062	RECHERCHE		840,30	840,30	0,00	28/06/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00063	RECHERCHE		1 125,08	1 125,08	0,00	18/07/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00064	RECHERCHE		2 359,91	2 359,91	0,00	03/10/2001	1,00	REFORME
218817	2001/00066	RECHERCHE		1 331,89	1 331,89	0,00	15/10/2001	1,00	REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
218817	2001/00067	RECHERCHE		8 363,35	8 363,35	0,00	18/10/2001	1,00 REFORME
218817	2001/00068	RECHERCHE		9 555,50		0,00	03/12/2001	1,00 REFORME
218817	2002/00070	RECHERCHE		790,50		0,00		1,00 REFORME
218817	2002/00071	RECHERCHE		5 217,18	5 217,18	0,00	29/03/2002	1,00 REFORME
218817	2002/00072	RECHERCHE		141,78	141,78	0,00	29/03/2002	1,00 REFORME
218817	2002/00073	RECHERCHE		318,00	318,00	0,00	16/04/2002	1,00 REFORME
218817	2002/00074	RECHERCHE		2 013,00	2 013,00	0,00	16/04/2002	1,00 REFORME
218817	2004/00029	RECHERCHE		1 126,00	1 126,00	0,00	06/02/2004	1,00 REFORME
218817	2004/00030	RECHERCHE		5 014,80	5 014,80	0,00	20/04/2004	1,00 REFORME
218817	2004/00031	RECHERCHE		958,50	958,50	0,00	24/06/2004	1,00 REFORME
218817	2005/00048	RECHERCHE		1 946,73	1 946,73	0,00	06/07/2005	1,00 REFORME
218817	2005/00049	RECHERCHE		2 303,16	2 303,16	0,00	16/11/2005	1,00 REFORME
218817	2006/00110	RECHERCHE		2 392,00	2 392,00	0,00	26/10/2006	1,00 REFORME
218817	2006/00111	RECHERCHE		1 912,00	1 912,00	0,00	17/11/2006	1,00 REFORME
218817	2006/00112	RECHERCHE		2 562,56	2 562,56	0,00	06/10/2006	1,00 REFORME
218817	2006/00113	RECHERCHE		2 822,82	2 822,82	0,00	10/07/2006	1,00 REFORME
218817	2007/00119	RECHERCHE		2 080,00	2 080,00	0,00	12/03/2007	1,00 REFORME
218817	2007/00120	RECHERCHE		2 131,00	2 131,00	0,00	12/03/2007	1,00 REFORME
218817	2007/00121	RECHERCHE		938,60	938,60	0,00	30/01/2007	1,00 REFORME
218817	2007/00122	RECHERCHE		1 044,84	1 044,84	0,00	04/06/2007	1,00 REFORME
218817	2008/00165	RECHERCHE		968,76	968,76	0,00	21/03/2008	1,00 REFORME
218817	2008/00166	RECHERCHE		284,82	284,82	0,00	21/03/2008	1,00 REFORME
218817	2008/00167	RECHERCHE		1 978,42	1 978,42	0,00	09/04/2008	1,00 REFORME
218817	2008/00168	RECHERCHE		11 960,00	11 960,00	0,00	06/11/2008	1,00 REFORME
218817	2008/00169	RECHERCHE		1 180,00	1 180,00	0,00	08/10/2008	1,00 REFORME
218817	2008/00170	RECHERCHE		1 411,28	1 411,28	0,00	03/10/2008	1,00 REFORME
218817	2008/00171	RECHERCHE		24 248,90	24 248,90	0,00		1,00 REFORME
218817	2025/00287	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00233 [2000/00233]	510,70	510,70	0,00	23/02/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00288	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00234 [2000/00234]	2 191,63	2 191,63	0,00	17/03/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00289	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00235 [2000/00235]	2 132,70	2 132,70	0,00	17/03/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00290	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00236 [2000/00236]	1 063,59	1 063,59	0,00		1,00 REFORME
218817	2025/00291	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00237 [2000/00237]	881,15	881,15	0,00	21/03/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00292	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00238 [2000/00238]	200,14	200,14	0,00	28/03/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00293	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00239 [2000/00239]	4 616,19	4 616,19	0,00	28/03/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00294	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00042 [2004/00042]	1 650,48	1 650,48	0,00		1,00 REFORME
218817	2025/00295	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00074 [2005/00074]	1 341,59	1 341,59	0,00	20/09/2005	1,00 REFORME
218817	2025/00296	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2005/00075 [2005/00075]	268,27	268,27	0,00	20/09/2005	1,00 REFORME
218817	2025/00297	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00056 [2008/00056]	11 481,60	11 481,60	0,00	09/09/2008	1,00 REFORME



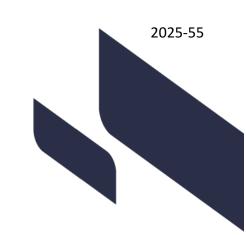
Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immobilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité Libellé nature initiale d'événement
218817	2025/00298	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2008/00057 [2008/00057]	8 467,68	8 467,68	0,00	09/09/2008	1,00 REFORME
218817	2025/00299	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2006/00041 [2006/00041]	1 372,29	1 372,29	0,00		1,00 REFORME
218817	2025/00300	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00043 [2004/00043]	1 397,53	1 397,53	0,00	14/10/2004	1,00 REFORME
218817	2025/00302	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00240 [2000/00240]	3 618,68	3 618,68	0,00	29/03/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00303	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2007/00037 [2007/00037]	2 738,84	2 738,84	0,00	31/12/2007	1,00 REFORME
218817	2025/00312	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00241 [2000/00241]	321,81	321,81	0,00	27/04/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00313	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00242 [2000/00242]	4 094,79	4 094,79	0,00	18/05/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00314	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00243 [2000/00243]	2 058,61	2 058,61	0,00	09/06/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00315	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00244 [2000/00244]	4 724,09	4 724,09	0,00	09/06/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00316	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00245 [2000/00245]	4 535,91	4 535,91	0,00	15/06/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00317	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00246 [2000/00246]	1 832,93	1 832,93	0,00	29/06/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00318	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00247 [2000/00247]	3 188,47	3 188,47	0,00	12/09/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00325	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00248 [2000/00248]	914,69	914,69	0,00	05/10/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00326	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00249 [2000/00249]	304,90	304,90	0,00	06/10/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00327	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00250 [2000/00250]	1 670,32	1 670,32	0,00	07/12/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00328	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00081 [2001/00081]	1 478,24	1 478,24	0,00	29/01/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00329	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00082 [2001/00082]	55 333,68	55 333,68	0,00	01/02/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00330	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00083 [2001/00083]	2 182,48	2 182,48	0,00	01/02/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00331	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00084 [2001/00084]	2 578,13	2 578,13	0,00	26/02/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00337	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00085 [2001/00085]	1 476,70	1 476,70	0,00	08/03/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00338	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00086 [2001/00086]	1 667,68	1 667,68	0,00	06/04/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00339	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00087 [2001/00087]	20 884,33	20 884,33	0,00	17/04/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00340	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00088 [2001/00088]	17 064,61	17 064,61	0,00	25/04/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00341	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00089 [2001/00089]	45 582,26	45 582,26	0,00	02/07/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00342	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00090 [2001/00090]	30 995,93	30 995,93	0,00	18/07/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00343	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00091 [2001/00091]	2 289,14	2 289,14	0,00		1,00 REFORME
218817	2025/00350	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00092 [2001/00092]	1 535,07	1 535,07	0,00		1,00 REFORME
218817	2025/00351	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00093 [2001/00093]	4 176,43	4 176,43	0,00	06/12/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00352	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00094 [2001/00094]	1 122,78	1 122,78	0,00		1,00 REFORME
218817	2025/00353	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00095 [2001/00095]	4 283,91	4 283,91	0,00	10/04/2001	1,00 REFORME
218817	2025/00354	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2001/00096 [2001/00096]	2 917,26	2 917,26	0,00		1,00 REFORME
218817	2025/00355	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00044 [2002/00044]	2 516,93	2 516,93	0,00	16/07/2002	1,00 REFORME
218817	2025/00395	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00251 [2000/00251]	3 621,58	3 621,58	0,00	21/03/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00396	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00252 [2000/00252]	1 324,78	1 324,78	0,00	17/03/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00397	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00253 [2000/00253]	1 514,65	1 514,65	,	15/06/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00398	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00254 [2000/00254]	783,00	783,00	0,00	15/06/2000	1,00 REFORME
218817	2025/00399	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00046 [2002/00046]	2 631,20	2 631,20	0,00		1,00 REFORME
218817	2025/00400	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00047 [2002/00047]	7 159,60	7 159,60	0,00	16/05/2002	1,00 REFORME



Numéro de compte	n° d'inventaire	Code U.B.	Désignation de l'immok	ilisation	Prix d'acquisition H.T.	Valeur amortissable	Valeur Nette Comptable	Date d'acquisition	Quantité initiale	Libellé nature d'événement
218817	2025/00401	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2002/00048 [2002/00048]		28 419,35	28 419,35	0,00	18/07/2002	1,00	REFORME
218817	2025/00402	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00061 [2003/00061]		3 109,60	3 109,60	0,00	04/04/2003	1,00	REFORME
218817	2025/00403	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00062 [2003/00062]		5 496,82	5 496,82	0,00	16/10/2003	1,00	REFORME
218817	2025/00404	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00063 [2003/00063]		1 039,32	1 039,32	0,00	16/10/2003	1,00	REFORME
218817	2025/00405	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00064 [2003/00064]		7 995,26	7 995,26	0,00	16/10/2003	1,00	REFORME
218817	2025/00406	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00065 [2003/00065]		1 613,40	1 613,40	0,00	16/10/2003	1,00	REFORME
218817	2025/00407	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00230 [2000/00230]		7 477,62	7 477,62	0,00	06/06/2000	1,00	REFORME
218817	2025/00408	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00231 [2000/00231]		2 650,00	2 650,00	0,00	02/02/2000	1,00	REFORME
218817	2025/00409	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00232 [2000/00232]		4 977,46	4 977,46	0,00	04/02/2000	1,00	REFORME
218817	2025/00410	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00066 [2003/00066]		1 852,60	1 852,60	0,00	16/10/2003	1,00	REFORME
218817	2025/00411	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00067 [2003/00067]		6 231,16	6 231,16	0,00	16/10/2003	1,00	REFORME
218817	2025/00412	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00068 [2003/00068]		12 951,72	12 951,72	0,00	31/10/2003	1,00	REFORME
218817	2025/00413	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00069 [2003/00069]		3 009,14	3 009,14	0,00	22/10/2003	1,00	REFORME
218817	2025/00414	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2003/00070 [2003/00070]		11 003,20	11 003,20	0,00	10/12/2003	1,00	REFORME
218817	2025/00415	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00040 [2004/00040]		1 046,97	1 046,97	0,00	10/06/2004	1,00	REFORME
218817	2025/00416	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2004/00041 [2004/00041]		1 175,50	1 175,50	0,00	02/07/2004	1,00	REFORME
218817	2025/00435	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00161 [2000/00161]		879,55	879,55	0,00	24/03/2000	1,00	REFORME
218817	2025/00436	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00162 [2000/00162]		1 805,33	1 805,33	0,00	19/10/2000	1,00	REFORME
218817	2025/00444	ENSMAC	[[#TR]]SCBP 2000/00163 [2000/00163]		7 306,02	7 306,02	0,00	17/11/2000	1,00	REFORME
218817	2001/00037	ENSTBB			7 461,95	7 461,95	0,00	28/12/2001	1,00	REFORME
218817	2004/00009	ENSTBB			2 930,20	2 930,20	0,00	16/01/2004	1,00	REFORME
218817	2004/00010	ENSTBB			4 055,63	4 055,63	0,00	05/04/2004	1,00	REFORME
218817	2005/00011	ENSTBB			3 647,80	3 647,80	0,00	19/10/2005	1,00	REFORME
				Matériels divers acquis	1 136 033,03	1 136 033,03	0,00			
218818	2007/00029	ENSEGID			1 533,87	1 533,87	0,00	31/12/2007	1,00	REFORME
218818	2007/00030	ENSEGID			20 332,00	20 332,00	0,00		,	REFORME
218818	2007/00031	ENSEGID			9 544,08	9 544,08	0,00		,	REFORME
				Autres matériels divers	31 409,95	31 409,95	0,00			
			TOTAL SOI	RTIES D'INVENTAIRE	12 155 400,85	12 155 400,85	0,00			



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



DÉLIBÉRATION N° 2025-55 PORTANT APPROBATION DES MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ENSPIMA – BORDEAUX INP

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-1 à L. 712-3 et L. 717-1 ;
- Vu le décret n° 2009-329 du 25 mars 2009 modifié créant Bordeaux INP, notamment ses articles 3, 6 et 7;
- Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 16 juillet 2025 portant nomination de M. Guillaume FERRÉ dans les fonctions de directeur général de Bordeaux INP, à compter du 18 août 2025;
- Vu le règlement intérieur de Bordeaux INP en vigueur, notamment l'article 3 (section 1, chapitre II) et les articles 6 à 17 (section 2, chapitre V);
- Vu le règlement intérieur de l'ENSPIMA Bordeaux INP en vigueur, notamment l'article V-1 et l'article V-5 ;

Considérant la délibération du conseil d'école de l'ENSPIMA – Bordeaux INP du 3 octobre 2025.

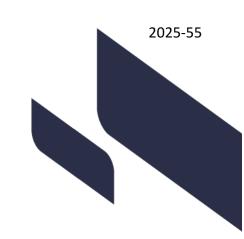
Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1 - Objet

Les modifications du règlement intérieur de l'ENSPIMA – Bordeaux INP, telles que présentées dans le document annexé à la présente délibération, sont approuvées à l'unanimité.



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



Article 2 – Publicité

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique Nouvelle-Aquitaine, recteur de l'académie de Bordeaux, chancelier des universités.

Elle sera publiée par voie de mise en ligne sur le site internet de Bordeaux INP.

Fait à Talence, le Le Directeur général de Bordeaux INP

Guillaume FERRÉ

Guillau me FERRE ID

Signature numérique de Guillaume FERRE ID Date: 2025.11.19 18:55:12 +01'00'







de l'ENSPIMA – Bordeaux INP

- Version approuvée en conseil d'école provisoire du 26 juin 2019 ;
- Version modifiée par délibération en conseil d'école du 4 octobre 2024 et par approbation du conseil d'administration du 22 novembre 2024;
- Version modifiée par délibération en conseil d'école du 3 octobre 2025 et par approbation du conseil d'administration du 14 novembre 2025.

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	6
CHAPITRE I – PRÉSENTATION DE L'ÉCOLE	7
Article I-1 – Définition de l'école	7
I-2-1 – Mission de formation	7
I-2-2 – Mission de recherche et d'innovation	8
I-2-3 – Mission de transfert	8
Article I-3 – Organisation de l'école	8
CHAPITRE II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTANCES DE L'ÉCOL	E 10
Article II-1 – Le conseil d'école	10
II-1-1 — Attributions	10
II-1-2 – Composition	11
II-1-3 – Fonctionnement	12
Article II-2 – Le président ou la présidente et le vice-président ou la vice-président	dente du conseil
d'école	13
Article II-3 – La commission recherche	13
II-3-1 – Attributions	13
II-3-2 – Composition	13
II-3-3 – Fonctionnement	14
Article II-4 – Le conseil de perfectionnement	15
II-4-1 — Attributions	15
II-4-2 – Composition	15
II-4-3 – Fonctionnement	16
Article II-5 – La commission des personnels de l'école	17
II-5-1 – Attributions	17
II-5-2 – Composition	17
II-5-3 – Fonctionnement	17

CHAPITRE III – GOUVERNANCE DE L'ÉCOLE	19
Article III-1 – Le directeur ou la directrice de l'école	19
III-1-1 – Attributions	19
III-1-2 – Élection et durée du mandat	19
Article III-2 – Le directeur adjoint ou la directrice adjointe	20
III-2-1 – Attributions	20
III-2-2 – Nomination	20
Article III-3 – Le directeur ou la directrice des études	20
III-3-1 – Attributions	20
III-3-2 – Nomination	20
Article III-4 – Le directeur ou la directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert	20
III-4-1 – Attributions	20
III-4-2 – Nomination	21
Article III-5 – Le directeur ou la directrice des relations internationales	21
III-5-1 – Attributions	21
III-5-2 – Nomination	21
Article III-6 – Le comité de direction	21
III-6-1 – Attributions	21
III-6-2 – Composition	22
III-6-3 – Fonctionnement	22
CHAPITRE IV – DISPOSITIONS RELATIVES À LA VIE DE L'ÉCOLE	23
Article IV-1 – Dispositions communes	23
Article IV-2 – Accès à l'école	23
IV-2-1 – Accès au bâtiment	23
IV-2-2 – Parking	23
Article IV-3 – Règles générales de conduite et d'utilisation des locaux	23
IV-3-1 – Comportement général	23
IV-3-2 – Respect des locaux et des matériels	23
IV-3-3 – Utilisation des équipements	23
IV-3-4 – Biens personnels	23
IV-3-5 – Règles de sécurité	23

CHAPITRE V – DISPOSITIONS RELATIVES À L'APPLICATION DU PRÉSENT	
RÈGLEMENT	25
Article V-1 – Adoption du règlement intérieur	25
Article V-2 – Champ d'application du règlement intérieur	25
Article V-3 – Hiérarchie des règlements intérieurs	25
Article V-4 – Portée du règlement intérieur	25
Article V-5 – Révision du règlement intérieur	25

PRÉAMBULE

Le présent document régit le fonctionnement de l'École Nationale Supérieure pour la Performance Industrielle et la Maintenance Aéronautique (dite « ENSPIMA – Bordeaux INP »), dans le respect des dispositions du règlement de l'Institut polytechnique de Bordeaux INP (dit « Bordeaux INP ») et de son annexe 1.

Il est complété par des mesures d'ordre intérieur contenues dans des arrêtés, conventions ou chartes spécifiques.

Bordeaux INP adopte, pour l'ensemble de ses règlements intérieurs, les principes suivants :

- Faciliter la lisibilité, en évitant la justification des textes, en privilégiant une police sans empâtement, une taille de police généralement comprise entre 12 et 14, et un interligne de 1 à 1,5 ;
- Favoriser l'inclusivité, en privilégiant l'emploi de termes épicènes, en utilisant la féminisation des termes et la double désignation (formes féminines et masculines), en utilisant l'accord dit « de proximité » et en plaçant, lorsque les termes féminins et masculins sont utilisés ensemble, celui qui vient en premier dans l'ordre alphabétique.

CHAPITRE I - PRÉSENTATION DE L'ÉCOLE

Article I-1 – Définition de l'école

L'École Nationale Supérieure pour la Performance Industrielle et la Maintenance Aéronautique (« ENSPIMA – Bordeaux INP »), sise à la Zone aéroportuaire, 24, rue Marcel Issartier à Mérignac, est une composante de l'Institut polytechnique de Bordeaux (Bordeaux INP) créé par le décret n°2009-329 du 25 mars 2009.

L'école a été créée par l'arrêté du 29 mai 2019 portant création de l'École nationale supérieure pour la performance industrielle et la maintenance aéronautique (ENSPIMA) de l'Institut polytechnique de Bordeaux.

L'école s'inscrit dans l'Institut EVERING en partenariat avec l'Université de Bordeaux qui a pour mission de créer, coordonner et promouvoir l'offre de formation, l'attractivité internationale ainsi que la valorisation de ses différentes activités de recherche et de transfert dans le secteur de la maintenance aéronautique et de la gestion du cycle de vie des aéronefs.

Pour répondre à ses missions de formation initiale et continue, de recherche, d'innovation et de transfert de technologies, l'école s'appuie notamment sur des unités mixtes de recherche pluritutélaires associant plusieurs établissements de recherche et d'enseignement supérieur.

Cet engagement en faveur de la recherche garantit la compétence de des enseignantes et enseignants, favorise les relations de l'école avec l'entreprise et facilite son insertion dans des réseaux d'échanges internationaux.

Les unités de recherche auxquelles les enseignantes-chercheuses et les enseignants-chercheurs de l'école sont rattachés, sont :

- Le Laboratoire de l'Intégration du Matériau au Système (IMS), (UMR 5218), co-tutelles : CNRS, Bordeaux INP, Université de Bordeaux ;
- L'Institut de Mécanique et d'Ingénierie de Bordeaux (I2M), (UMR 5295), co-tutelles : CNRS, Bordeaux INP, Université de Bordeaux, Arts et Métiers Sciences et Technologies ;
- Le Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique (LaBRI), (UMR 5800), co-tutelles : CNRS, Bordeaux INP, Université de Bordeaux.

L'école porte aussi des partenariats privilégiés avec des industriels, des réseaux spécialisés, des collectivités territoriales et des établissements de recherche et de formation.

Article I-2 – Missions de l'école

L'école concourt à la réalisation de ses missions de formation, de recherche, d'innovation et de transfert.

I-2-1 – Mission de formation

L'école prépare ses élèves à un diplôme d'ingénieur régulièrement habilité par la CTI, avec une spécialisation en Performance industrielle et Maintenance aéronautique.

Elle contribue également, dans le domaine de ses compétences :

- Aux formations associées aux autres diplômes d'ingénieurs des écoles de Bordeaux INP;
- Aux formations spécifiques menant aux diplômes propres de Bordeaux INP;
- Aux formations associées aux autres diplômes nationaux pour lesquels Bordeaux INP est habilité ou co-habilité (doctorat) ;
- À la formation continue tout au long de la vie ;
- Aux formations du réseau des instituts polytechniques et des instituts nationaux polytechniques, appelé aussi Réseau des INP;
- Aux formations de ses partenaires académiques régionaux, nationaux ou internationaux.

I-2-2 – Mission de recherche et d'innovation

L'école se consacre à la recherche et à l'innovation, en menant des projets pour développer des connaissances scientifiques et des technologies de pointe. Elle collabore avec des laboratoires et des industries pour proposer des solutions innovantes aux défis actuels, intégrant ces avancées dans ses formations.

I-2-3 – Mission de transfert

La mission de transfert de l'école prend vie en appliquant les résultats de la recherche dans le monde socio-économique. L'école favorise le transfert technologique, soutient la création de startups, et établit des partenariats avec les entreprises pour maximiser l'impact des innovations sur la société.

L'école s'appuie sur un plateau technique, mutualisé au sein de l'Institut EVERING, pour ses activités de transfert de technologies.

Article I-3 – Organisation de l'école

L'école est administrée par un conseil d'école présidé par une personnalité extérieure à ce conseil, assisté par une commission recherche, un conseil de perfectionnement et la commission des personnels de l'école.

L'école est dirigée par un directeur ou une directrice, assistée d'un comité de direction.

Le conseiller ou la conseillère de prévention de Bordeaux INP, l'assistant ou l'assistante de prévention (AP) et l'agent ou l'agente du Service de Sécurité Incendie et d'Assistance aux Personnes (SSIAP) de l'école assistent le directeur ou la directrice de l'école pour les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité de l'école.

L'ingénieur ou l'ingénieure qualité de Bordeaux INP assiste le directeur ou la directrice de l'école pour les questions relatives au management de la qualité et à la démarche d'amélioration continue de l'école.

L'école est organisée en un département de formation (Performance Industrielle et Maintenance Aéronautique), en directions et en services fonctionnels qui regroupent les moyens en personnels, en locaux et en matériels pour mener à bien ses missions de formation, de recherche, d'innovation et de transfert de technologies.

L'école dispense une Formation Initiale sous Statut Étudiant (FISE).

L'école comporte quatre directions fonctionnelles et trois services fonctionnels :

- La direction ;
- La direction des études ;
- La direction de la recherche, de l'innovation et du transfert ;
- La direction des relations internationales ;
- Le service scolarité ;
- Le service communication ;
- Le service financier.

CHAPITRE II – DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTANCES DE L'ÉCOLE

Article II-1 – Le conseil d'école

II-1-1 — Attributions

Le conseil d'école est l'instance principale de l'école.

Les attributions du conseil d'école s'étendent à tous les domaines de la vie pédagogique, scientifique, financière et matérielle de l'école, ainsi qu'à ses relations extérieures, dans le respect des matières relevant de la compétence du conseil d'administration de Bordeaux INP.

À ce titre, il :

- Définit la stratégie de l'école en matière de formation, de recherche, d'innovation et de transfert, dans le cadre de la politique de Bordeaux INP et de la réglementation en vigueur ;
- Approuve le règlement pédagogique et le calendrier pédagogique proposés par le directeur ou la directrice de l'école, soumis ensuite à l'avis du conseil des études de Bordeaux INP, puis à approbation du conseil d'administration de Bordeaux INP;
- Donne son avis sur les conventions dont l'exécution le concerne ;
- Soumet au conseil d'administration de Bordeaux INP la politique d'emploi de l'école ;
- Propose au conseil d'administration de Bordeaux INP le nombre de places offertes chaque année au recrutement des élèves ingénieurs ;
- Établit la répartition des moyens et vote le budget de l'école puis le soumet au conseil d'administration de Bordeaux INP ;
- Donne son avis, avant examen par le conseil d'administration de Bordeaux INP, sur l'acceptation des dons et legs en faveur de l'école et sur l'emploi de leurs revenus et produits ;
- Donne son avis sur les participations financières de l'école, distinctes du budget, avant de les soumettre au conseil d'administration de Bordeaux INP;
- Élit le directeur ou la directrice de l'école dans les conditions prévues à l'article III-1 ainsi que le directeur adjoint ou la directrice adjointe, le cas échéant dans les mêmes conditions, conformément à l'article III-2 du présent règlement ;
- Désigne les personnalités extérieures de ce conseil d'école, après proposition du directeur ou de la directrice de l'école ;
- Élit parmi les personnalités extérieures le président ou la présidente de ce conseil et le viceprésident ou la vice-présidente, le cas échéant conformément à l'article II-2 du présent règlement;
- Élabore ou modifie le règlement intérieur de l'école, soumis à l'approbation du conseil d'administration de Bordeaux INP, conformément à l'article V-1 et V-5 du présent règlement.

Sur proposition du directeur ou de la directrice, le conseil d'école peut constituer des commissions dont il définit la mission et la composition. Ces commissions rendent compte de leurs travaux au conseil d'école au moins une fois par an.

II-1-2 — Composition

Le conseil d'école comprend avec voix délibérative dix membres :

- Deux représentantes et représentants « des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés » affectés à l'école (élus pour quatre ans) répartis à égalité entre :
- Les membres du collège A dit « collège des professeurs et personnels assimilés » ;
- Les membres du collège B dit « collège des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et des personnels assimilés ».
- Deux représentantes et représentants du collège BIATSS « collège des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et sociaux et de santé », ou personnels assimilés affectés à l'école (élus pour quatre ans);
- Un représentant ou une représentante titulaire et un représentant suppléant ou une représentante suppléante du collège des usagers inscrits à une formation dispensée par l'école (élues pour un an);

Les collèges électoraux sont ceux établis par l'article D. 719-4 du code de l'éducation, ils sont mis en place conformément aux articles D. 719-7 à D. 719-18 du code de l'éducation.

Pour chaque collège, le scrutin est un scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage.

En cas d'élection partielle provoquée par la vacance d'un seul siège, le scrutin est un scrutin majoritaire à un tour, conformément à l'article D. 719-20 du code de l'éducation.

• Cinq personnalités extérieures qualifiées représentantes des activités industrielles ou économiques (désignées à titre personnel, à la majorité absolue pour trois ans par le conseil d'école après proposition du directeur ou de la directrice de l'école).

La répartition des sièges de personnalités extérieures devra tendre à respecter une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes, afin de promouvoir la parité.

Lorsque ces personnalités perdent la qualité au titre de laquelle elles ont été proposées ; il est procédé à leur remplacement dans les mêmes dispositions. Le mandat du nouveau membre prend fin à la date à laquelle aurait expiré le mandat de la personne remplacée.

En outre, assistent aux séances du conseil, avec voix consultative s'ils n'en sont pas membres :

- Le directeur ou la directrice de l'école ;
- Les autres membres du comité de direction ;
- Le président ou la présidente du bureau des élèves ;
- Le directeur général ou la directrice générale de Bordeaux INP ou la personne qui la représente ;
- Le vice-président ou la vice-présidente en charge de la formation de Bordeaux INP;
- Le vice-président ou la vice-présidente en charge de la recherche et du transfert de Bordeaux INP ;
- Les représentantes et représentants des personnels de l'école élus au conseil d'administration de Bordeaux INP;

- Les directeurs et directrices des laboratoires cités à l'article I-1;
- Le président ou la présidente de l'Association des anciens élèves-ingénieurs ;
- Le directeur ou la directrice de l'Institut EVERING ou la personne qui la représente.

Le directeur ou la directrice de l'école peut inviter toute personne concernée par l'ordre du jour.

II-1-3 — Fonctionnement

• Périodicité:

Le conseil d'école se réunit physiquement au moins trois fois par an.

Il est en outre réuni de plein droit à l'initiative du président ou de la présidente ou à la demande du tiers des membres en exercice. Dans ce dernier cas, ces derniers doivent indiquer au président ou à la présidente, la ou les questions qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour. Le conseil est convoqué dans le respect des dispositions prévues dans le paragraphe relatif à la convocation.

• Convocation:

Les convocations aux réunions du conseil d'école sont envoyées par voie électronique, au moins dix jours avant la séance. Elles sont accompagnées d'un projet d'ordre du jour établi par le président ou la présidente du conseil sur proposition du directeur ou de la directrice de l'école. Les documents nécessaires à l'étude des questions figurant à l'ordre du jour sont diffusés au moins huit jours avant la séance.

Toutefois, à titre exceptionnel, la convocation et les documents peuvent être adressés dans un délai plus bref.

• Ordre du jour :

En cas de nécessité, l'ordre du jour peut être complété par le président ou la présidente, deux jours avant la séance, au plus tard. Des points peuvent être ajoutés à l'ordre du jour, en cours de séance, à l'initiative du président ou de la présidente, avec l'accord de la majorité des membres présents.

Le président ou la présidente peut décider de retirer des points de l'ordre du jour en cours de séance.

Des questions diverses peuvent lui être adressées trois jours avant le jour de la séance.

• Quorum:

Le conseil délibère valablement lorsque plus de la moitié de ses membres en exercice sont présents.

Majorité requise :

Les délibérations sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés.

• Procuration:

Les membres en exercice empêchés sont admis à voter par procuration.

Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

• Secrétariat de séance :

Une personne est désignée avant ou en début de séance pour assurer le secrétariat de la séance et fournir le compte-rendu du conseil.

Article II-2 – Le président ou la présidente et le vice-président ou la vice-présidente du conseil d'école

Le conseil d'école élit, à la majorité absolue des membres en exercice du conseil, un président ou une présidente pour un mandat de trois ans renouvelables parmi les personnalités extérieures qui sera en charge de présider les séances.

Le cas échéant, le vice-président ou la vice-présidente est élue dans les mêmes conditions.

Les séances du conseil d'école sont présidées par le président ou la présidente élue ; en cas d'absence ou d'empêchement par le vice-président ou la vice-présidente le cas échéant.

En cas d'absence totale du président ou de la présidente et du vice-président ou de la viceprésidente, la personne doyenne en âge parmi les personnalités extérieures présentes les remplace.

Le conseil procède le cas échéant à la désignation des personnalités extérieures siégeant à titre personnel, avant d'élire le président ou la présidente.

Article II-3 – La commission recherche

II-3-1 – Attributions

La commission recherche est une instance de l'école.

En accord avec la stratégie de développement en matière de recherche de l'établissement, elle a vocation à définir une politique de recherche commune à l'école et aux laboratoires liés à l'école.

Pour cela, elle :

- Prépare en collaboration directe avec les directeurs et directrices d'unités des laboratoires accueillant les personnels de l'école, les profils des demandes de publications des postes d'enseignants-chercheurs et des autres enseignants ;
- Propose au conseil d'école ces demandes de publications des postes, qui seront transmises par la suite au conseil scientifique et au conseil d'administration de Bordeaux INP en formation restreinte;
- Assiste le directeur ou la directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert dans l'animation scientifique et la gestion des espaces et matériels mis à disposition dans le cadre d'activités liées à la recherche et à l'innovation ;
- Assiste le directeur ou la directrice de l'école dans le classement des dossiers déposés par les enseignants-chercheurs de l'école en réponse aux appels à projet de Bordeaux INP.

II-3-2 — Composition

La commission recherche comprend avec voix délibérative, douze à treize membres :

• Le directeur ou la directrice de l'école ;

- Le directeur adjoint ou la directrice adjointe (le cas échéant) ;
- Le directeur ou la directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert ;
- Les deux représentantes et représentants « des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés », élus au conseil d'école pour quatre ans, désignés ici par le conseil d'école pour la durée de leur mandat au conseil d'école ;
- Les deux représentantes et représentants du collège BIATSS « collège des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et sociaux et de santé », ou personnels assimilés, élus au conseil d'école pour quatre ans, désignés ici par le conseil d'école pour la durée de son mandat au conseil d'école ;
- Les cinq personnalités extérieures, représentantes des activités industrielles ou économiques, membres du conseil d'école pour trois ans, désignées ici par le conseil d'école pour la durée de leur mandat au conseil d'école ;
- Le directeur adjoint ou la directrice adjointe en charge de la recherche de l'Institut EVERING ou son représentant ou sa représentante.

Le vice-président ou la vice-présidente en charge de la recherche et du transfert de Bordeaux INP et les personnels de l'école élus au conseil scientifique de Bordeaux INP sont le cas échéant invités avec voix consultative.

Le directeur ou la directrice de l'école peut inviter toute personne concernée par l'ordre du jour.

II-3-3 - Fonctionnement

• Présidence :

La commission est présidée par le directeur ou la directrice de l'école ; en cas d'absence ou d'empêchement par le directeur ou la directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert.

• Périodicité :

La commission recherche se réunit au moins une fois par an.

• Convocation:

Elle se réunit à l'initiative du directeur ou de la directrice de l'école qui convoque les membres de la commission au moins dix jours avant la date de tenue de la commission.

• Ordre du jour :

L'ordre du jour est communiqué au moins huit jours avant la tenue de la commission.

Toutefois, à titre exceptionnel, la convocation et les documents peuvent être adressés dans un délai plus bref.

• Quorum:

La commission délibère valablement lorsque plus de la moitié de ses membres en exercice sont présents.

• Majorité requise :

Les délibérations sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés.

• Procuration :

Les membres en exercice empêchés sont admis à voter par procuration.

Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

• Secrétariat de séance :

Une personne est désignée avant ou en début de séance pour assurer le secrétariat de la séance et fournir le compte-rendu de la commission.

Article II-4 – Le conseil de perfectionnement

II-4-1 - Attributions

Le conseil de perfectionnement est une instance qui mène une réflexion prospective sur les orientations et évolutions des enseignements de l'école pour assurer leur adéquation avec les évolutions du monde socio-économique et les innovations issues des laboratoires de recherche.

Il formule ensuite des propositions au conseil d'école dans ces domaines.

Pour réaliser cela, le conseil de perfectionnement :

- Propose les évolutions du règlement pédagogique de l'école ;
- Propose les modalités de contrôle des connaissances ;
- Propose les évolutions du contenu de la formation ;
- Suit l'insertion professionnelle ;
- Évalue l'adéquation entre les compétences des ingénieurs et ingénieures diplômées et les besoins des entreprises ;
- Contribue à l'évolution du référentiel métier de la spécialité ;
- Plus généralement, aborde toute question concernant la mise en œuvre de la formation.

II-4-2 – Composition

Le conseil de perfectionnement comprend avec voix délibérative, dix-huit à dix-neuf membres :

- Le directeur ou la directrice de l'école ;
- Le directeur adjoint ou la directrice adjointe (le cas échéant) ;
- Le directeur ou la directrice des études ;
- Les trois responsables d'années (nommées ou nommés par le directeur ou la directrice de l'école);
- Le représentant ou la représentante titulaire et son représentant ou sa représentante suppléante du collège des usagers inscrits à une formation dispensée par l'école (élues pour un an), désignée ici par le conseil d'école pour la durée de leur mandat au conseil d'école ;
- Le président ou la présidente du bureau des élèves ;
- Les deux représentantes et représentants « des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés », élus au conseil d'école pour quatre ans, désignés ici par le conseil d'école pour la durée de leur mandat au conseil d'école ;

- Les deux représentantes et représentants du collège BIATSS « collège des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et sociaux et de santé », ou personnels assimilés, élus au conseil d'école pour quatre ans, désignés ici par le conseil d'école pour la durée de son mandat au conseil d'école ;
- Six représentantes et représentants des activités industrielles ou économiques, désignés pour trois ans par le conseil d'école sur proposition du directeur ou la directrice de l'école ;
- Le directeur adjoint ou la directrice adjointe en charge de la formation de l'Institut EVERING ou son représentant ou sa représentante.

Le vice-président ou la vice-présidente en charge de la formation et les personnels de l'école élus au conseil des études de Bordeaux INP sont invités avec voix consultative.

Le directeur ou la directrice de l'école peut inviter toute personne concernée par l'ordre du jour.

II-4-3 - Fonctionnement

• Présidence :

Le conseil de perfectionnement est présidé par le directeur ou la directrice de l'école ; en cas d'absence ou d'empêchement par le directeur ou la directrice des études.

• Périodicité :

Il se réunit au moins une fois par an.

• Convocation :

Il se réunit à l'initiative du directeur ou de la directrice de l'école qui convoque les membres du conseil au dix jours avant sa tenue.

• Ordre du jour :

L'ordre du jour est communiqué au moins huit jours avant la tenue du conseil.

Toutefois, à titre exceptionnel, la convocation et les documents peuvent être adressés dans un délai plus bref.

• Quorum:

Le conseil délibère valablement lorsque plus de la moitié de ses membres en exercice sont présents.

Majorité requise :

Les délibérations sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés.

• Procuration:

Les membres en exercice empêchés sont admis à voter par procuration.

Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

• Secrétariat de séance :

Une personne est désignée avant ou en début de séance pour assurer le secrétariat de la séance et fournir le compte-rendu du conseil.

Article II-5 – La commission des personnels de l'école

II-5-1 - Attributions

La commission des personnels de l'école est un lieu d'information et d'échanges entre la direction de l'école et les personnels.

Elle a vocation à aborder toute question relative à la vie de l'école et aux personnels qui y sont hébergés, sans se substituer aux instances de Bordeaux INP.

II-5-2 - Composition

La commission des personnels de l'école comprend avec voix délibérative cinq à six membres :

- Le directeur ou la directrice de l'école ;
- Le directeur adjoint ou la directrice adjointe (le cas échéant) ;
- Les deux représentantes et représentants « des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés », élus au conseil d'école pour quatre ans, désignés ici par le conseil d'école pour la durée de leur mandat au conseil d'école ;
- Les deux représentantes et représentants du collège BIATSS « collège des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et sociaux et de santé », ou personnels assimilés, élus au conseil d'école pour quatre ans, désignés ici par le conseil d'école pour la durée de son mandat au conseil d'école.

Le directeur ou la directrice de l'école peut inviter toute personne concernée par l'ordre du jour.

II-5-3 – Fonctionnement

• Présidence :

La commission des personnels de l'école est présidée par le directeur ou la directrice de l'école ; en cas d'absence ou d'empêchement par le directeur adjoint ou la directrice adjointe.

• Périodicité :

Il se réunit au moins une fois par an.

• Convocation :

Elle se réunit à l'initiative du directeur ou de la directrice de l'école qui convoque les membres de la commission au moins dix jours avant sa tenue.

• Ordre du jour :

L'ordre du jour est communiqué au moins huit jours avant la tenue de la commission.

Toutefois, à titre exceptionnel, la convocation et les documents peuvent être adressés dans un délai plus bref.

Les points à l'ordre du jour sont proposés par les personnels. Le compte-rendu est diffusé à l'ensemble des personnels après validation par l'ensemble des participantes et participants.

• Quorum:

La commission délibère valablement lorsque plus de la moitié de ses membres en exercice sont présents.

• Secrétariat de séance :

Une personne est désignée avant ou en début de séance pour assurer le secrétariat de la séance et fournir le compte-rendu de la commission.

CHAPITRE III – GOUVERNANCE DE L'ÉCOLE

Article III-1 – Le directeur ou la directrice de l'école

III-1-1 — Attributions

De par sa fonction le directeur ou la directrice de l'école :

- Préside le comité de direction de l'école ;
- Assiste de droit aux réunions du conseil d'école et prépare l'ordre du jour ;
- Assiste de droit aux réunions des autres instances de l'école ;
- Assiste de droit aux réunions du comité de direction de Bordeaux INP ;
- Est invitée au conseil d'administration de Bordeaux INP ;
- A autorité sur l'ensemble des personnels affectés à l'école ;
- Est responsable de l'ordre, de l'hygiène et de la sécurité dans l'ensemble des locaux rattachés à l'école, dans les conditions fixées par le directeur général de Bordeaux INP et de l'Institut EVERING ;
- Est consultée sur la nomination et l'affectation des personnels par le directeur général ou la directrice générale de Bordeaux INP;
- Propose la nomination des personnels vacataires et contractuels au directeur général ou à la directrice générale de Bordeaux INP;
- Est garante de l'application des règlements intérieurs de Bordeaux INP et de l'école.

Le directeur ou la directrice de l'école reçoit délégation de signature du directeur général ou de la directrice générale de Bordeaux INP pour :

- La gestion des personnels de l'école (notamment gestion des congés et des horaires des personnels) ;
- Les études (notamment pour les actes relatifs à l'organisation des examens) ;
- La scolarité ;
- La formation continue (notamment sur les conventions);
- Les actes de gestion non financiers ;
- Les affaires financières (en tant qu'ordonnateur délégué ou ordonnatrice déléguée).

III-1-2 – Élection et durée du mandat

Toute personne appartenant à l'ensemble des catégories de personnels ayant vocation à enseigner à l'école, sans condition de nationalité ou de grade, peut faire acte de candidature à la fonction de directeur ou directrice de l'école.

Le directeur ou la directrice de l'école est élue par le conseil d'école pour un mandat de cinq ans renouvelables une fois.

Le directeur ou la directrice de l'école peut être un membre élu du conseil d'école qui prend alors part aux votes avec voix délibérative.

Dans le cas contraire, le directeur ou la directrice a une voix consultative et peut, à sa demande, être entendue par le conseil d'école sur toute question délibérée.

Article III-2 – Le directeur adjoint ou la directrice adjointe

III-2-1 - Attributions

Un directeur adjoint ou une directrice adjointe peut être nommée en fonction des besoins de l'établissement pour assister le directeur ou la directrice de l'école.

Le directeur adjoint ou la directrice adjointe remplace le directeur ou la directrice de l'école en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci.

III-2-2 - Nomination

Le directeur adjoint ou la directrice adjointe est nommée par le directeur ou la directrice de l'école.

Son mandat ne peut excéder celui du directeur ou de la directrice de l'école.

Le directeur adjoint ou la directrice adjointe peut être membre élu du conseil d'école.

Article III-3 – Le directeur ou la directrice des études

III-3-1 – Attributions

Le directeur ou la directrice des études, sous l'autorité du directeur ou de la directrice de l'école :

- Harmonise et coordonne les enseignements dispensés ;
- Coordonne et assure les travaux relatifs aux évolutions des enseignements;
- Assiste au conseil d'école et participe comme membre de droit au conseil de perfectionnement.

Le directeur ou la directrice des études est impliquée dans la vie institutionnelle en tant que membre du conseil de perfectionnement et participe aux choix politiques et stratégiques de l'école, en tant que membre du comité de direction.

III-3-2 - Nomination

Le directeur ou la directrice des études est nommée par le directeur ou la directrice de l'école.

Le directeur ou la directrice des études peut être membre élu du conseil d'école.

Article III-4 – Le directeur ou la directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert

III-4-1 – Attributions

Le directeur ou la directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert sous l'autorité du directeur ou de la directrice de l'école :

• Met en place une politique de recherche de l'école en adéquation avec la stratégie de Bordeaux INP en la matière ;

• Assure l'animation scientifique et la gestion des espaces et matériels de l'école mis à disposition dans le cadre d'activités liées à la recherche et au transfert.

Le directeur ou la directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert est impliquée dans la vie institutionnelle de l'école en tant que membre de la commission de recherche et participe aux choix politiques et stratégiques de l'école, en tant que membre du comité de direction.

III-4-2 - Nomination

Le directeur ou la directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert est nommée par le directeur ou la directrice de l'école.

Le directeur ou la directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert peut être membre élu du conseil d'école.

Article III-5 – Le directeur ou la directrice des relations internationales

III-5-1 – Attributions

Le directeur ou la directrice des relations internationales, sous l'autorité du directeur ou de la directrice de l'école :

- Informe les usagers des accords existants au sein de l'établissement et accompagne les usagers dans leur projet de mobilité ;
- Sélectionne et accompagne les candidates et candidats externes (qu'il s'agisse de personnes étrangères ou issues d'autres établissements français), désirant intégrer l'école ;
- Promeut l'école lors des colloques internationaux ;
- Consolide et développe les partenariats à l'international en accord avec la politique générale de l'établissement ;
- Participe à la politique générale internationale de l'établissement.

Le directeur ou la directrice des relations internationales participe aux choix politiques et stratégiques de l'école, en tant que membre du comité de direction.

III-5-2 - Nomination

Le directeur ou la directrice des relations internationales est nommée par le directeur ou de la directrice de l'école.

Le directeur ou la directrice des relations entreprises peut être membre élu du conseil d'école.

Article III-6 – Le comité de direction

III-6-1 – Attributions

Le comité de direction est un organe exécutif, chargé d'assister le directeur ou la directrice de l'école dans sa mission de mise en œuvre de la politique définie par le conseil d'école. En outre, c'est au sein de ce comité que sont prises les décisions relatives à la gestion de la vie courante de l'école, assurant ainsi le bon fonctionnement quotidien de l'établissement. Il a aussi pour mission d'assister le directeur ou la directrice de l'école pour élaborer la stratégie de l'école qui sera soumise par la suite au conseil d'école.

III-6-2 – Composition

Le comité de direction comprend avec voix délibérative cinq à six membres :

- Le directeur ou la directrice de l'école ;
- Le directeur adjoint ou la directrice adjointe (le cas échéant) ;
- Le directeur ou la directrice des études ;
- Le directeur ou la directrice de la recherche, de l'innovation et du transfert ;
- Le directeur ou la directrice des relations internationales ;
- Le responsable administratif ou la responsable administrative.

III-6-3 – Fonctionnement

• Présidence :

Le comité de direction est présidé par le directeur ou la directrice de l'école et en cas d'absence ou d'empêchement par le directeur adjoint ou la directrice adjointe.

• Périodicité :

Le comité se réunit en principe une fois par mois.

• Quorum:

Le comité délibère valablement lorsque plus de la moitié de ses membres en exercice sont présents.

Majorité requise :

Les délibérations sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés.

• Secrétariat de séance :

Une personne est désignée avant ou en début de séance pour assurer le secrétariat de la séance et fournir le compte-rendu du conseil.

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS RELATIVES À LA VIE DE L'ÉCOLE

Article IV-1 – Dispositions communes

Les dispositions du chapitre VI, VII et VIII du règlement intérieur de Bordeaux INP sont applicables pour la vie de l'école.

Article IV-2 – Accès à l'école

IV-2-1 – Accès au bâtiment

L'établissement est ouvert au public du lundi au vendredi de 7h30 à 19h00.

Ces horaires peuvent être modifiés ponctuellement en fonction de l'activité de l'école ou de consignes de sécurité telles que l'application d'un plan Vigipirate.

En dehors des heures d'ouverture, il est interdit d'ouvrir les portes extérieures sauf autorisation expresse ou cas d'urgence.

IV-2-2 — Parking

Il existe des places réservées aux personnes handicapées ; il est impératif de respecter ces emplacements.

Article IV-3 – Règles générales de conduite et d'utilisation des locaux

IV-3-1 – Comportement général

Un comportement général correct, tel que défini à l'article 1, du chapitre VI du règlement intérieur de Bordeaux INP, est de mise à l'intérieur de l'école.

IV-3-2 – Respect des locaux et des matériels

Toute dégradation matérielle commise entraînera une réparation qui sera facturée au contrevenant ou à la contrevenante, sans préjudice de sanctions disciplinaires éventuelles. Par ailleurs, il est indispensable que chaque personne contribue à la propreté des locaux par respect du personnel d'entretien et des autres personnes.

IV-3-3 – Utilisation des équipements

Les matériels, logiciels et équipement de l'école et de l'Institut EVERING peuvent être utilisés par les personnels et usagers impliqués dans des missions de formation, de recherche, de l'innovation et de transfert au sein de l'ENSPIMA – Bordeaux INP.

IV-3-4 – Biens personnels

Les personnels et usagers conservent la responsabilité de leurs biens personnels.

IV-3-5 – Règles de sécurité

Il est interdit de déposer des objets de quelques natures que ce soit dans les circulations et dégagements.

La formation spécialisée en santé, sécurité et conditions de travail du comité social d'administration arrête les consignes en matière de sécurité incendie et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident.

CHAPITRE V – DISPOSITIONS RELATIVES À L'APPLICATION DU PRÉSENT RÈGLEMENT

Article V-1 – Adoption du règlement intérieur

Le règlement intérieur est soumis par le directeur ou la directrice de l'école à l'approbation du conseil d'école défini à l'article II-2 du présent règlement, qui se prononce à la majorité absolue de ses membres en exercice.

Il est ensuite soumis à l'approbation du conseil d'administration de Bordeaux INP.

Le présent règlement intérieur est applicable à compter de sa publication.

Il est consultable sur l'espace numérique de travail de l'école et sur le site internet de Bordeaux INP.

Il est complété par le règlement pédagogique de l'école.

Article V-2 – Champ d'application du règlement intérieur

Les dispositions du présent règlement intérieur s'appliquent à l'ensemble des usagers et des personnels ainsi qu'à toute personne physique ou morale, à quelques titres que ce soit, au sein de l'école (exemple : personnels d'organisme extérieurs ou hébergés, prestataires, visiteurs et visiteuses, invitées et invités, collaborateurs et collaboratrices bénévoles, etc.).

Article V-3 – Hiérarchie des règlements intérieurs

Le présent règlement est subordonné au règlement intérieur de l'Institut EVERING et au règlement intérieur de Bordeaux INP et ne peut se prévaloir de dispositions propres qui seraient contraires à ces derniers.

Les personnes relevant d'établissements ou d'organismes distincts de l'école ne peuvent se prévaloir de dispositions propres qui seraient contraires ou incompatibles avec les dispositions du présent règlement intérieur, du règlement intérieur de Bordeaux INP.

Article V-4 – Portée du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur n'est pas limitatif. Sur les points litigieux, le conseil d'école tranche à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés.

Article V-5 – Révision du règlement intérieur

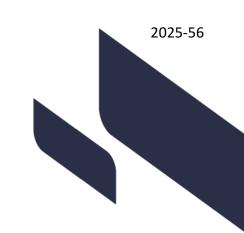
Une révision du règlement intérieur au conseil d'école peut être demandée par :

- Le président ou la présidente du conseil d'école ;
- Le tiers des membres du conseil d'école ;
- Le directeur ou la directrice de l'école ;
- Le directeur général ou la directrice générale de Bordeaux INP.

Toute modification du règlement intérieur est adoptée conformément aux dispositions de l'article V-1 du présent règlement.



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025

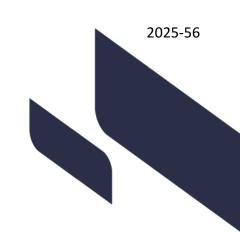


DÉLIBÉRATION N° 2025-56 PORTANT APPROBATION DES MODIFICATIONS DES LIGNES DIRECTRICES DE GESTIONS EN MATIÈRE D'INDEMNITAIRES

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-1 à L. 712-3 et L. 717-1 ;
- **Vu** le code général de la fonction publique ;
- Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
- Vu le décret n° 89-776 du 23 octobre 1989 modifié, relatif à la prime d'enseignement supérieur attribuée à certains personnels enseignants en fonctions dans l'enseignement supérieur ;
- **Vu** le décret n° 90-50 du 12 janvier 1990 instituant une prime d'administration et une prime de charges administratives attribuées à certains personnels de l'enseignement supérieur ;
- Vu le décret n° 2009-329 du 25 mars 2009 modifié, créant Bordeaux INP, notamment ses articles 3, 6 et 7 ;
- **Vu** le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 modifié, relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;
- **Vu** le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 modifié, portant création du régime indemnitaire des personnes enseignants et chercheurs ;
- Vu l'arrêté du 24 avril 2025 fixant le montant annuel des attributions individuelles de la prime d'enseignement supérieur instituée par le décret n° 89-776 du 23 octobre 1989 relatif à la prime d'enseignement supérieur attribuée à certains personnels enseignants en fonctions dans l'enseignement supérieur ;
- Vu l'arrêté du 16 juin 2025 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 16 juillet 2025 portant nomination de M. Guillaume FERRÉ dans les fonctions de directeur général de Bordeaux INP, à compter du 18 août 2025 ;



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



Vu le règlement intérieur de Bordeaux INP en vigueur, notamment l'article 3 (section 1, chapitre II) et les articles 6 à 17 (section 2, chapitre V);

Considérant l'avis du comité social d'administration du 21 octobre 2025.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1 – Objet

Les modifications des lignes directrices de gestion en matière d'indemnitaire, telles que présentées en annexe de la présente délibération, sont approuvées à l'unanimité.

Article 2 - Publicité

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique Nouvelle-Aquitaine, recteur de l'académie de Bordeaux, chancelier des universités.

Elle sera publiée par voie de mise en ligne sur le site internet de Bordeaux INP.

Fait à Talence, le Le Directeur général de Bordeaux INP

Guillaume FERRÉ

Guillau Signature numérique de Guillaume FERRE ID Date:

FERRE ID 2025.11.19
18:54:50 +01'00'





Lignes directrices de gestion en matière d'indemnitaire

Enseignants-chercheurs Enseignants 2nd degré

Version approuvée au Conseil d'Administration du 14 novembre 2025

Dossier suivi par la Direction des Ressources Humaines

La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a introduit dans la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat des dispositions prévoyant l'édiction de Lignes Directrices de Gestion (LDG) par les administrations en matière de régime indemnitaire. Les présentes LDG de Bordeaux INP sont applicables :

- Aux personnels enseignants-chercheurs;
- Aux personnels enseignants second degré;
- Aux personnels BIATSS.

Les LDG déterminent de manière pluriannuelle les orientations générales de la politique indemnitaire de Bordeaux INP. Elles sont établies pour une durée de 3 ans, sauf pour le RIPEC qui fait l'objet chaque année d'un réexamen jusqu'en 2027.

Le Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants et Chercheurs (RIPEC)	3
Le Régime Indemnitaire des Enseignants du second degré affectés dans l'Enseignement Supérieur	13

LDG Indemnitaires Page 2 sur 16



Table des matières

Le Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants et Chercheurs (RIPEC)	2
Le Régime Indemnitaire des Enseignants du second degré affectés dans l'Enseignement Supérieur	2
Le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expet de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) des personnels BIATSS Erreur non défini.	
IContexte et références règlementaires	6
II Composantes du RIPEC	6
1 La composante statutaire (C1)	6
2 La composante fonctionnelle (C2)	6
3. La composante individuelle (C3)	7
IIIPrincipes généraux du RIPEC (orientations ministérielles)	8
1. L'égalité femmes/hommes et MCF/PR d'ici 2027	8
2. La répartition de l'enveloppe indemnitaire entre les composantes du RIPEC d 2027	l'ici 8
3. Le volume des bénéficiaires d'ici 2027	8
4. La répartition des attributions de la composante C3	8
IV Orientation Bordeaux INP	9
1. Cartographie des personnels au 1 ^{er} janvier 2025	9
2. La répartition des attributions de la composante C3	9
V Déroulement de la procédure d'attribution de la composante individue 10	lle C3
1. Phase nationale	10
2. Phase locale	10
3. Phase locale finale d'attribution	11
ANNEXE RIPEC C1 : Taux Composante C1	12
ANNEXE RIPEC C2-C3 : Plafonds Composante C2 et C3	12
ANNEXE RIPEC C2 : cotation des fonctions et responsabilités	13
ANNEXE RIPEC C3 : Taux Composante C3	13
I Textes règlementaires	15
II Dispositifs indemnitaires	15
1. Prime d'Enseignement Supérieur (PES)	15
2. Prime de Charges Administratives (PCA)	15
ANNEXE ESAS : TAUX PES	16
ANNEXE ESAS: TAUX PCA	16

LDG Indemnitaires - RIPEC Page **4** sur **16**

I. Contexte et références règlementaires

Loi 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021
à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur
Décret n° 2021-1895 modifié du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire
des personnels enseignants et chercheurs
Arrêté du 7 février 2022 modifié fixant certaines modalités d'attribution de la prime
individuelle prévue par le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021
Arrêté du 16 juin 2025 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par
l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021
LDG ministérielles relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs
du 18 janvier 2023 (NOR : ESRH2302327X)
Protocole d'accord du 12 octobre 2020 relatif à l'amélioration des rémunérations et des
carrières et ses arrêtés d'application

II. Composantes du RIPEC

Le RIPEC est un régime indemnitaire unifié avec 3 composantes :

1 La composante statutaire (C1)

La composante statutaire est liée au grade. Elle remplace l'actuelle prime de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) à compter du 1^{er} janvier 2022.

Il s'agit du socle indemnitaire partagé par tous les enseignants-chercheurs qui accomplissent l'intégralité de leurs attributions individuelles de service, en position d'activité ou de délégation ou de mise à disposition pour création d'entreprise ou pour concours scientifique, en congé pour recherches ou conversions thématiques (CRCT), en congé pour projet pédagogique (CPP) et aux personnels qui bénéficient de décharges de service.

Son versement est mensualisé.

2 La composante fonctionnelle (C2)

La composante fonctionnelle liée à l'exercice de certaines fonctions ou de certaines responsabilités particulières qui sont exercées en sus des obligations de service. Elle remplace notamment la prime de charges administratives (PCA) à compter du 1^{er} septembre 2022.

Les fonctions et responsabilités sont réparties en 3 groupes :

- Fonctions de direction d'une unité ou d'une composante ;
- Responsabilités supérieures ;
- Responsabilités particulières ou missions temporaires. Les missions temporaires doivent faire l'objet d'une lettre de mission du directeur général fixant les objectifs et la durée de la mission (durée maximale 18 mois).

Elle peut être servie même si la personne n'est pas juridiquement affectée dans l'établissement où les fonctions ou responsabilités sont exercées.

Elle ne peut être versée aux enseignants-chercheurs placés en position de délégation à temps complet, en congé pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) ou en congé pour projet pédagogique (CPP).

Elle est cumulable avec la prime administrative (PA).

Par ailleurs, les enseignants-chercheurs bénéficiaires de la composante fonctionnelle peuvent être autorisés à convertir, pour tout ou partie, cette indemnité fonctionnelle en décharge de service, par décision du président ou du chef d'établissement, selon des modalités définies par le conseil d'administration. Cette décharge de service ne peut excéder les deux tiers des obligations statutaires de services d'enseignement applicables aux enseignants-chercheurs. Leurs bénéficiaires ne peuvent être autorisés à effectuer des enseignements complémentaires.

Son versement est mensualisé, à l'exception de celle liée à l'exécution d'une mission temporaire, qui est alors versée après exécution et évaluation de ladite mission.

Si le bénéficiaire relève de plusieurs groupes de fonctions ou responsabilités, il bénéficie du plafond annuel le plus élevé.

3. La composante individuelle (C3)

La composante individuelle est une prime liée à la qualité des activités et à l'engagement professionnel des agents au regard de l'ensemble de leurs missions. Les enseignants doivent en faire la demande. La prime est attribuée au titre d'un des 3 motifs suivants : **investissement pédagogique**, **activité scientifique** ou **tâches d'intérêt général**. Elle peut être également attribuée au titre de l'ensemble des missions d'un enseignant-chercheur. La période de référence de l'évaluation est celle des 4 années précédant la candidature.

Elle remplace la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) depuis le 1^{er} janvier 2022. La PEDR continue cependant d'être versée aux lauréats de certaines distinctions honorifiques et aux enseignants-chercheurs placés en délégation auprès de l'IUF (versement pour une durée de 4 ans pour les lauréats d'une distinction honorifique, ou durant toute la durée de la délégation pour les enseignants chercheurs membres de l'IUF).

Pour l'ensemble des personnels, les décisions d'attribution prennent effet au 1er octobre de l'année. Le RIPEC C3 est versé pour une **durée de 3 ans**. Son versement est **mensualisé**.

Les enseignants-chercheurs peuvent être autorisés une fois tous les cinq ans à convertir, pour tout ou partie, leur prime individuelle en un congé de recherche ou de conversion thématique (CRCT) ou un congé pour projet pédagogique (CPP).

III. Principes généraux du RIPEC (orientations ministérielles)

Les principes régissant la refonte du régime indemnitaire opérée par le RIPEC sont l'égalité indemnitaire entre les femmes et les hommes, une architecture permettant de revaloriser l'ensemble des personnels, quel que soit leur corps, leur grade ou leur discipline et également d'indemniser l'ensemble des missions qui peuvent être aujourd'hui confiées aux enseignants-chercheurs.

Un rapport sur la politique indemnitaire est présenté annuellement au Conseil d'Administration et au Comité Social d'Administration de l'établissement.

1. L'égalité femmes/hommes et MCF/PR d'ici 2027

La répartition des bénéficiaires entre les femmes et les hommes et entre les différents corps doit suivre une trajectoire et des principes de répartition indemnitaire qui permettent de façon progressive d'ici 2027 que les bénéficiaires de la prime individuelle correspondent à la part des femmes parmi les enseignants-chercheurs de l'établissement et à la part des maîtres de conférences parmi les enseignants-chercheurs de l'établissement.

2. La répartition de l'enveloppe indemnitaire entre les composantes du RIPEC d'ici 2027

Composante		Enveloppe allouée
Statutaire	C1	C1
Fonctionnelle	C2	20 à 30% C1 maximum
Individuelle	C3	30% C1 minimum

3. Le volume des bénéficiaires d'ici 2027

Le nombre de bénéficiaires de la <u>prime fonctionnelle C2</u> est limité à 35% des effectifs d'enseignantschercheurs de l'établissement.

Au moins 45 % des enseignants-chercheurs devront bénéficier l'année donnée de <u>la prime individuelle</u> C3.

4. La répartition des attributions de la composante C3

La répartition des primes individuelles devra répondre aux critères suivants :

- ✓ Au moins 30 % des primes individuelles sont distribuées au titre de l'activité scientifique,
- ✓ Au moins 30% au titre de l'investissement pédagogique,
- ✓ Au plus 20 % au titre de l'accomplissement de tâches d'intérêt général,
- ✓ Au plus 20 % au titre de l'ensemble de ces missions.

Il est recommandé, dans un objectif de répartition équilibrée, de ne pas octroyer, pour une même campagne, plus de 50 % des primes distribuées au titre d'une même mission.

IV. Orientation Bordeaux INP

⇒ Approuvé en Conseil d'Administration du 28 avril 2023

1. Cartographie des personnels au 1^{er} janvier 2025

Au 1^{er} janvier 2025, Bordeaux INP compte 102 MCF et 72 PR soit 174 enseignants-chercheurs, 52 femmes et 122 hommes.

Corps	F/H	Effectif	Bénéficiaire C2	Bénéficiaire PEDR + C3
MCE	F	30	0	12
MCF	Н	72	1	35
- DD	F	22	2	16
PR	Н	50	7	37
Т	otal	174	10	100

2. La répartition des attributions de la composante C3

Bordeaux INP se conforme aux préconisations des LDG ministérielles.

V. Déroulement de la procédure d'attribution de la composante individuelle C3

Le calendrier et les modalités de dépôt des candidatures sont précisés par arrêté ministériel. La procédure comprend un double avis : celui du conseil d'administration en formation restreinte et celui de la section du CNU. Bordeaux INP introduit au sein de cette procédure des commissions pour l'analyse des rapports d'experts.

L'enseignant-chercheur établit un dossier de candidature comportant un rapport dont le modèle est fourni et qui rend compte de son activité sur les quatre années qui précèdent la demande sur les trois items suivants : l'investissement pédagogique, l'activité scientifique et l'investissement dans les tâches d'intérêt général.

La procédure comprend un double avis sur les candidatures des intéressés : celui de la section du CNU dont relève l'enseignant-chercheur (phase nationale), dans un premier temps et celui du Conseil d'Administration en Formation Restreinte (CAFR), dans un second temps (phase locale).

C'est ensuite au directeur général de l'établissement que revient la décision d'attribution individuelle.

1. Phase nationale

Les candidatures sont transmises pour avis à la section compétente du CNU.

Après avoir entendu deux rapporteurs désignés par son bureau de rang au moins égal à celui du candidat, la section compétente rend un avis sur l'ensemble du dossier du candidat. Cet avis précise au titre de quelle(s) mission(s) au sens de l'article L123-3 du code de l'éducation le bénéfice de la prime est proposé. Il peut s'agir d'une de ces missions, de plusieurs ou de l'ensemble d'entre elles. Le bénéfice de la prime peut également être attribué au titre du concours apporté à la vie collective des établissements, au sens du 7ème alinéa de l'article 3 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984. Cet avis est soit très favorable, soit favorable, soit réservé.

2. Phase locale

Bordeaux INP réunit une commission constituée du directeur général, des vice-présidents en charge de la formation, de la recherche et de l'innovation, des directeurs d'école ou leurs représentants, de deux enseignants-chercheurs élus dans chacun des conseils centraux (un maître de conférences et un professeur des universités), en charge de proposer 2 rapporteurs pour chacun des dossiers. Le vivier de rapporteurs comprend les enseignants-chercheurs de Bordeaux INP déjà titulaires de la prime individuelle (ou de la PEDR), non candidats à la prime. Pour le premier rapporteur, le rapprochement se fait au plus près par corps, grade et section CNU en évitant les associations qui pourraient être source de conflit d'intérêts (même équipe par exemple). Le second rapporteur est choisi dans une autre section et une autre composante.

Sur la base de ces propositions, le Conseil d'Administration en Formation Restreinte (CAFR) de Bordeaux INP désigne librement deux rapporteurs, d'un rang au moins égal à celui du candidat, qui établissent chacun un rapport sur sa candidature.

A l'issue des expertises, Bordeaux INP réunit trois commissions chargées de proposer des avis au CAFR sur chacun des trois motifs. Ces trois commissions sont composées de la façon suivante :

 Investissement pédagogique : le vice-président en charge de la formation ou son représentant, les directeurs des études des écoles ou leurs représentants, les enseignants-chercheurs élus au Conseil des Etudes,

- Activité scientifique: la vice-présidente en charge de la recherche et de l'innovation ou son représentant, les directeurs de la recherche des écoles ou leurs représentants, les enseignantschercheurs élus au Conseil Scientifique,
- Investissement dans les tâches d'intérêt général : le directeur général ou son représentant, les directeurs des écoles ou leurs représentants, les enseignants-chercheurs élus au Conseil d'Administration.

Le CAFR délibère ensuite sur l'ensemble des activités décrites par les candidats dans leurs rapports d'activités et au vu des rapports présentés par les deux rapporteurs et les avis proposés par les trois commissions et de l'avis du CNU. Le CAFR rend un avis sur l'ensemble du dossier du candidat. Cet avis précise au titre de quelle(s) mission(s) au sens de l'article L123-3 du code de l'éducation le bénéfice de la prime est proposé. Il peut s'agir d'une de ces missions, de plusieurs ou de l'ensemble d'entre elles. Le bénéfice de la prime peut également être attribué au titre du concours apporté à la vie collective des établissements, au sens du 7ème alinéa de l'article 3 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984. Cet avis est soit très favorable, soit favorable, soit réservé.

3. Phase locale finale d'attribution

En tenant compte des avis du CNU et du CAFR, dans le respect des principes de répartition définis par le conseil d'administration, le chef de l'établissement prend les décisions d'attribution individuelle, comportant le montant de la prime et la ou les missions au titre de laquelle ou desquelles la prime est attribuée.

Pour prendre sa décision, le directeur général s'appuie sur une commission ad'hoc constituée du directeur général, des vice-présidents en charge de la formation, de la recherche et de l'innovation, des directeurs d'école ou leurs représentants, de deux enseignants-chercheurs élus dans chacun des conseils centraux (un maître de conférences et un professeur des universités).

ANNEXE RIPEC C1: Taux Composante C1

Les montants sont fixés chaque année et suivent un barème par grade : en application du :

- décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
 - De l'arrêté du 16 juin 2025 fixant le montant annuel des diverses composantes indemnitaires

Montant brut annuel	MCF	PR
2021	2 350€	1 840€
2022	2 800 €	2 800 €
2023	3 500 €	3 500 €
2024	4 200 €	4 200 €
2025	4 800 €	4 800 €
2027*	6400 €	6400 €

^{*}Cible LPR

ANNEXE RIPEC C2-C3: Plafonds Composante C2 et C3

Les montants sont fixés chaque année par arrêté : en application :

- du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021
- de l'arrêté du 16 juin 2025 fixant le montant annuel des diverses composantes indemnitaires

Plafonds brut annuel	Montant minimum	Montant maximum
Composante C2 - Groupe 1 Responsabilités particulières ou missions temporaires		6 000€
Composante C2 - Groupe 2 Responsabilités supérieures		12 000€
Composante C2 - Groupe 3 Fonctions de direction		18 000€
Composante C3 Prime individuelle	3 500 €	12 000 €

LDG Indemnitaires - RIPEC Page 12 sur 16

ANNEXE RIPEC C2 : cotation des fonctions et responsabilités

⇒ Approuvé au Conseil d'Administration du 29 septembre 2023

Groupe de fonctions	Fonctions	Montant brut annuel maximum
Fonctions de direction	Vice-président statutaire	8 000 €
Fonctions de direction	Directeur d'école	13 486 €*
Responsabilités particulières	Autre Vice-président	4176 €

^{*}Dont 5486€ convertibles en 128 hetd maximum

ANNEXE RIPEC C3: Taux Composante C3

⇒ Approuvé au Conseil d'Administration du 1^{er} juillet 2022

Composante	Montant brut annuel
Prime individuelle C3	5 000 €

ANNEXE PEDR

⇒ Approuvé au Conseil d'Administration du 14 novembre 2025

Composante	Montant brut annuel
Distinction honorifique	7 000 €
IUF Junior	7 000 €
IUF Sénior	10 000 €



I. Textes règlementaires

Décret n°89-776 du 23 octobre 1989 relatif à la prime d'enseignement supérieur attribuée à
certains personnels enseignants en fonctions dans l'enseignement supérieur Arrêté du 24 avril 2025 fixant le montant annuel des attributions individuelles de la prime d'enseignement supérieur instituée par le décret n° 89-776 du 23 octobre 1989
Décret n°90-50 du 12 janvier 1990 instituant une prime d'administration et une prime de charges administratives attribuées à certains personnels de l'enseignement supérieur

II. Dispositifs indemnitaires

1. Prime d'Enseignement Supérieur (PES)

Une prime d'enseignement supérieur est attribuée aux personnels enseignants titulaires du second degré en fonctions dans les établissements d'enseignement supérieur. Elle ne peut être attribuée qu'aux enseignants accomplissant l'intégralité de leurs obligations statutaires de service. Cette prime est attribuée au même taux aux personnels qui bénéficient de décharges de service. L'attribution de la prime d'enseignement supérieur est effectuée par versement semestriel.

2. Prime de Charges Administratives (PCA)

Une prime de charges administratives peut être attribuée aux personnels enseignants titulaires du second degré en fonctions dans les établissements d'enseignement supérieur, une responsabilité administrative ou prenant la responsabilité d'une mission temporaire définie par l'établissement et dont la durée ne peut être inférieure à un an.

Les bénéficiaires peuvent être autorisés à convertir, pour tout ou partie, leur prime en décharge de service.

Le chef d'établissement arrête ou modifie, au début de chaque année universitaire, après avis du conseil d'administration, la liste des fonctions pouvant ouvrir droit au bénéfice de la prime de charges administratives et les taux maximum d'attribution de cette prime.

Les décisions individuelles d'attribution de la prime de charges administratives ainsi que les montants individuels sont arrêtés par le chef d'établissement, après avis du conseil d'administration en formation restreinte aux enseignants chercheurs ou personnels assimilés d'un rang au moins égal à celui détenu par les personnels concernés, dans la limite d'une dotation attribuée à cet effet par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

ANNEXE ESAS: TAUX PES

Année	Montant brut annuel
2021	1 546 €
2022	1 831,25 €
2023	2 308,00 €
1 ^{er} Sept 2023	2 785,00 €
2024	3142,45 €
2025 *	3500,50 €

^{*}Arrêté du 24 avril 2025 (date d'effet au 01/01/2025)

ANNEXE ESAS: TAUX PCA

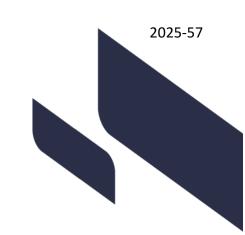
⇒ Présenté au Conseil d'Administration du 1^{er} juillet 2022

Fonctions	Montant brut annuel maximum
Chargé de mission – Entrepreneuriat 64hetd	2784 €
Chargé de mission – activités physiques et sportives 48hetd	2088€
Directeur de la Prépa des INP	1 200 €

La PCA peut être transformée en équivalence horaire.



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



DÉLIBÉRATION N° 2025-57 PORTANT APPROBATION DE L'AJOUT À LA CAMPAGNE D'EMPLOI DES BIATSS, DES ENSEIGNANTS ET DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS POUR L'ANNÉE 2026

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-1 à L. 712-3 et L. 717-1 ;
- Vu l'ordonnance n° 2021-702 du 2 juin 2021 modifiée, portant réforme de l'encadrement supérieure de la fonction publique de l'État ;
- **Vu** la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État modifié ;
- Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié, fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
- Vu le décret n° 2009-329 du 25 mars 2009 modifié créant Bordeaux INP, notamment ses articles 3, 6 et 7 ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 16 juillet 2025 portant nomination de M. Guillaume FERRÉ dans les fonctions de directeur général de Bordeaux INP, à compter du 18 août 2025 ;
- Vu le règlement intérieur de Bordeaux INP en vigueur, notamment l'article 3 (section 1, chapitre II) et les articles 6 à 17 (section 2, chapitre V);

Considérant l'avis du comité social d'administration du 21 octobre 2025.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1 - Objet

L'ajout à la campagne d'emploi des personnels BIATSS, des enseignants et des enseignants-chercheurs pour l'année 2026, tel que présenté dans l'annexe à la présente délibération, est approuvé à l'unanimité.



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



Article 2 – Publicité

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique Nouvelle-Aquitaine, recteur de l'académie de Bordeaux, chancelier des universités.

Elle sera publiée par voie de mise en ligne sur le site internet de Bordeaux INP.

Fait à Talence, le Le Directeur général de Bordeaux INP

Guillaume FERRÉ

Guillau Signature numérique de Guillaume FERRE ID Date:

FERRE ID 2025.11.19
18:54:26 +01'00'

PRAG - Mathématiques

Recrutement demandé dans le cadre de la campagne d'emplois 2026

Poste concerné (s'il s'agit d'un recrutement sur poste vacant ou susceptible de l'être)						
Corps:	□PR	☐ MCF	⊠ PRAG			
Motif de la vacance :	Retraite					
Composante/Labo :	ENSTBB					
Demande formulée						
Nature de la demande :	☑ Maintien	1	☐ Transformation	☐ Création		
Corps:	□PR	\square MCF	☑ PRAG / PRCE	☐ ATER		
Section CNU/Discipline :	Mathématiques					
Intitulé du poste :	/					
Composante/Labo :	ENSTBB					

Missions générales et environnement professionnel

Le(la) candidat(e) recruté(e) intégrera l'équipe pédagogique d'une des écoles d'ingénieurs de Bordeaux-INP: l'École nationale supérieure de technologie des biomolécules de Bordeaux (ENSTBB), localisée sur le campus Carreire à Bordeaux. L'équipe est composée de 18 enseignants ou enseignants-chercheurs.

Il(elle) sera en charge des enseignements des mathématiques appliquées à la biologie et aux biotechnologies. Les enseignements devront être conçus en coordination avec les collègues en charge des matières directement liées aux Sciences dites de l'ingénieur (Physique appliquée, Génie des procédés, Programmation, Statistiques, Instrumentation), mais également des matières de biologie fondamentale ou appliquée. Par conséquent, une expérience significative dans le domaine des *Biomathématiques* sera un plus.

Il pourra lui être demandé d'assurer une partie de son service d'enseignement (environ 25%) dans une autre composante de Bordeaux INP.

Le public est composé d'élèves ayant validé deux années en classes préparatoires aux grandes écoles (filière BCPST), ou trois années en université (licences, BUT).

Missions principales

A l'ENSTBB, il s'agit de dispenser un enseignement dont les aspects principaux sont les suivants :

- Une pédagogie en groupes de 20-25 étudiant(e)s
- Un programme qui concerne les bases de l'analyse (fonctions, intégrales, équations différentielles, optimisation des fonctions en dimension 2), les transformations intégrales (Fourier, Laplace, ...) et les bases de l'algèbre linéaire (matrices, résolution de systèmes, ...,).
- Des exemples ou applications qui concernent la biologie et les sciences de l'ingénieur (par exemple, étude des réseaux métaboliques, identification de paramètres, modélisation par système différentiel de la croissance dans un fermenteur, ...),
- L'analyse de données produites par les étudiantes lors des travaux pratiques de biologie

Missions secondaires

En dehors des tâches habituelles directement liées à l'enseignement, le(la) candidat(e) devra :

- Élaborer les programmes d'enseignement de mathématiques et préparer les supports de cours et des examens ;
- Être responsable des modules de mathématiques sur les trois années des cursus de l'ENSTBB (examens, notes, etc.);
- Organiser les missions des intervenants extérieurs en statistiques ;
- Concevoir et administrer les tests de positionnement et composer les groupes de niveaux ;
- Élaborer des ressources et activités sur la plate-forme pédagogique Moodle ;
- Participer aux tâches de recrutement des élèves (étude de dossiers, commissions, entretiens), et de suivi des stages et/ou alternances

Savoir-faire

Une bonne maitrise des outils informatiques et multimédias. Une approche pédagogique dynamique par compétence et par projet seront appréciée.

Savoir-être

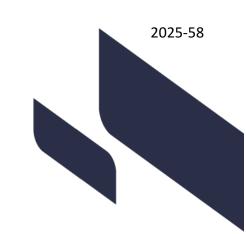
Dynamisme pédagogique, appétence pour le travail en équipe.

Contrainte du poste

Les enseignements se déroulent du lundi au vendredi, et ont lieu à l'ENSTBB (campus Carreire)



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



DÉLIBÉRATION N° 2025-58 PORTANT APPROBATION DE LA MODIFICATION DE LA SUBVENTION DE BORDEAUX INP CONCERNANT LA RESTAURATION DES PERSONNELS POUR L'ANNÉE 2025-2026 AU CROUS

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-1 à L. 712-3 et L. 717-1 ;
- Vu le décret n° 2009-329 du 25 mars 2009 modifié créant Bordeaux INP, notamment ses articles 3, 6 et 7 ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 16 juillet 2025 portant nomination de M. Guillaume FERRÉ dans les fonctions de directeur général de Bordeaux INP, à compter du 18 août 2025 ;
- Vu le règlement intérieur de Bordeaux INP en vigueur, notamment l'article 3 (section 1, chapitre II) et les articles 6 à 17 (section 2, chapitre V);

Considérant la délibération n° 2025-19 du conseil d'administration en date du 18 avril 2025 portant approbation de la subvention de Bordeaux INP concernant la restauration des personnels pour l'année 2025-2026 au CROUS ;

Considérant l'avis du comité social d'administration du 21 octobre 2025.

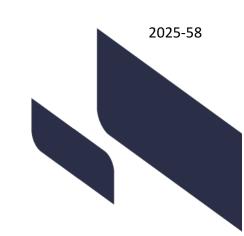
Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1 – Objet

La modification de la participation financière de Bordeaux INP à la restauration des personnels au titre de l'année 2025-2026, versée au CROUS, sous forme de subvention, telle que décrite dans le document annexé à la présente délibération, et prenant effet au 1^{er} janvier 2026, est approuvée à l'unanimité.



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



Article 2 – Publicité

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique Nouvelle-Aquitaine, recteur de l'académie de Bordeaux, chancelier des universités.

Elle sera publiée par voie de mise en ligne sur le site internet de Bordeaux INP.

Fait à Talence, le Le Directeur général de Bordeaux INP

Guillaume FERRÉ

Guillau Signature numérique de Guillaume FERRE ID Date:
FERRE ID 2025.11.19
18:54:04 +01'00'

Subvention de Bordeaux INP concernant la restauration des personnels 2025-2026 pour le CROUS

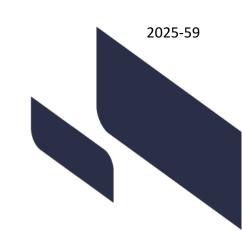
Comité social d'administration du 22 septembre 2025 / Conseil d'administration du 14 novembre 2025

		2025-2026						
Indice		Participation Bordeaux INP 2025-2026	Tarif du menu de base 2025-2026	Participation inter- ministerielle	Prix facturé aux agents			
	Variation	+ 8 cts	+ 15 cts					
CROUS 2025-2026	indice ≤ 394	3,34€	7,95€	1,47€	3,14 €	+ 7		
	394 <indice 539<="" td="" ≤=""><td>2,71 €</td><td>7,95€</td><td>1,47€</td><td>3,77 €</td><td>+ 7</td></indice>	2,71 €	7,95€	1,47€	3,77 €	+ 7		
	539 <indice 593<="" td="" ≤=""><td>2,21€</td><td>7,95€</td><td>0,00€</td><td>5,74 €</td><td>+ 15</td></indice>	2,21€	7,95€	0,00€	5,74 €	+ 15		
	Indice>593	1,07€	7,95€	0,00€	6,88€	+ 15		

https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=45509



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



DÉLIBÉRATION N° 2025-59 PORTANT APPROBATION DE LA SIGNATURE DE DIVERSES CONVENTIONS DE RELATIONS INTERNATIONALES

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-1 à L. 712-3 et L. 717-1 ;
- Vu le décret n° 2009-329 du 25 mars 2009 modifié créant Bordeaux INP, notamment ses articles 3, 6 et 7;
- Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche du 16 juillet 2025 portant nomination de M. Guillaume FERRÉ dans les fonctions de directeur général de Bordeaux INP, à compter du 18 août 2025;
- Vu le règlement intérieur de Bordeaux INP en vigueur, notamment l'article 3 (section 1, chapitre II) et les articles 6 à 17 (section 2, chapitre V).

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1 – Objet

La signature des conventions de relations internationales suivantes, annexées à la présente délibération, est approuvée à l'unanimité :

- Protocole d'accord entre Bordeaux INP et UNIVERSIDADE FEDERAL DE PERNANBUCO (UFPE) (Brésil);
- Protocole d'accord entre Bordeaux INP et Universidade Federal do Rio Grande do Sul (UFRGS) (Brésil);
- Convention de double diplôme entre l'ENSEIRB-MATMECA Bordeaux INP et UNIVERSIDADE FEDERAL DE SANTA CATARINA (UFSC) (Brésil);
- Protocole d'accord entre Bordeaux INP et l'Institut de Technologie du Cambodge (Cambodge);
- Accord spécifique de mobilité entre Bordeaux INP et l'Institut de Technologie du Cambodge (Cambodge) ;
- Accord spécifique d'accueil d'étudiantes et d'étudiants de Bordeaux INP entre Bordeaux INP et la Faculté de génie de l'Université de Sherbrooke (UdeS) (Canada).



Conseil d'administration Séance du 14 novembre 2025



Article 2 – Publicité

La présente délibération sera transmise au recteur de la région académique Nouvelle-Aquitaine, recteur de l'académie de Bordeaux, chancelier des universités.

Elle sera publiée par voie de mise en ligne sur le site internet de Bordeaux INP.

Fait à Talence, le Le Directeur général de Bordeaux INP

Guillaume FERRÉ

Guillau Signature me **FERRE**

numérique de Guillaume FERRE ID Date: 2025.11.19 18:53:40 +01'00'





ACORDO DE COOPERAÇÃO INTERNACIONAL QUE ENTRE SI CELEBRAM A UNIVERSIDADE FEDERAL DE PERNAMBUCO E 0 INSTITUT POLYTECHNIQUE DE BORDEAUX

A UNIVERSIDADE FEDERAL DE PERNAMBUCO é uma instituição pública de ensino superior, com sede na Av. Prof. Moraes Rego, 1235 - Cidade Universitária no Município de Recife, Pernambuco, Brasil, neste ato representada pelo seu Reitor o Prof. Dr. Alfredo Macedo Gomes, doravante referida como "UFPE", e o Institut Polytechnique de Bordeaux, Estabelecimento público para científico, cultural e profissional instituído pelo Decreto de 1º abril de 2009 localizada na 1 avenue du Docteur Albert Schweitzer 33402 Talence França, neste ato representada pelo seu Diretor Geral Marc PHALIPPOU doravante referido como "Bordeaux INP",

acordam em firmar este Acordo de Cooperação Internacional, doravante, "ACI", a fim de promover cooperação acadêmico-científica em educação superior, pesquisa e inovação.

1. DA MOTIVAÇÃO

O presente **ACI** é motivado pelas perspectivas positivas de internacionalização e de cooperação acadêmica e científica relacionadas às possibilidades de desenvolvimento de ações de interesse comum, com benefícios mútuos, entre as instituições, a partir da experiência consolidada de ambas em atividades de natureza acadêmica e científica.

2. DO OBJETO

Ambas as instituições firmam entendimento prévio no interesse comum de estabelecer e estimular relações mutuamente benéficas no que se refere a atividades acadêmicas e científicas, de pesquisa, ensino e extensão, com destaque para algumas das seguintes possibilidades: programas de intercâmbio de estudantes para estudos no exterior; programas de concessão de diplomas duplos; atividades de intercâmbio de docentes para fins de pesquisa,

ACCORD DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ENTRE UNIVERSIDADE FEDERAL DE PERNAMBUCO ET L'INSTITUT POLYTECHNIQUE DE BORDEAUX

L'Université Fédérale de Pernambuco est un établissement public d'enseignement supérieur, dont le siège se trouve à l'adresse suivante Av. Prof. Moraes Rego, 1235 - Cidade Universitária no Município de Recife, Pernambuco, Brésil, représentée dans cet acte par son Recteur le Prof. Dr. Alfredo Macedo Gomes, désormais nommée « UFPE »,

et **l'Institut Polytechnique de Bordeaux** Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, créé par décret le 1 ^{er} avril 2009, situé 1 avenue du Docteur Albert Schweitzer 33402 Talence France, représenté dans cet acte par **son Directeur Général Guillaume FERRE**, désormais nommé **« Bordeaux INP »**,

conviennent de signer de Accord De Coopération Internationale, désormais nommé « ACI », en vue de promouvoir la coopération académique et scientifique en éducation supérieure, recherche et innovation.

1. DE LA MOTIVATION

Le présent accord est motivé par les perspectives positives de l'internationalisation et de la coopération universitaire et scientifique liées aux possibilités de développer des actions d'intérêt commun, avec des bénéfices mutuels, entre les institutions, sur la base de l'expérience consolidée des deux dans les activités de nature universitaire et scientifique.

2. DE L'OBJET

Les deux institutions concluent l'entente préalable dans l'intérêt commun d'établir et de stimuler des rapports mutuellement bénéfiques concernant des activités académiques et scientifiques de recherche, d'enseignement et d'extension, mettant en relief quelques-unes des possibilités suivantes : programmes d'échange d'étudiants en vue de parfaire des études à l'étranger; programmes d'attribution de doubles diplômes; activités

ensino e oferta de disciplinas especiais em suas respectivas áreas de especialização; realização de projetos de pesquisa em conjunto; efetivação da comunicação de resultados das investigações realizadas de modo conjunto; atividades de intercâmbio do corpo técnico-administrativo para fins de capacitação e treinamento em suas respectivas áreas de atuação; colaboração em atividades de assistência educacional ou econômica financiadas por terceiros; programas de intercâmbio de estudantes de pós-graduação no que diz respeito a projetos de pesquisa específicos ou disciplinas de interesse e relevância; intercâmbio da literatura científica e educacional produzida por quaisquer das instituições ou por ambas as instituições; intercâmbio de materiais sobre as pesquisas mais relevantes e atuais realizadas por pesquisadores de ambas as instituições; organização conjunta de conferências, seminários e simpósios de interesse para ambas as instituições, dentre outros.

3. DA EXECUÇÃO

Para execução das atividades referentes à este ACI, as instituições respeitarão de modo recíproco os regulamentos existentes em ambas instituições, bem como estabelecerão ACORDOS DE COOPERAÇÃO ESPECÍFICOS, que conterão PLANOS DE TRABALHO, devidamente aprovados e que necessariamente deverão estar vinculados ao presente ACI. Os PLANOS DE TRABALHO deverão conter, no mínimo: 1) Identificação clara dos responsáveis pela execução do projeto/programa; 2) Objetivos; 3) Metas; 4) Interesse(s) comum(ns); 5) Benefícios mútuos; 6) Etapas/atividades previstas; 7) Cronograma detalhado; 8) Recursos humanos envolvidos (forma de participação, dias e horários relacionados à cooperação); 9) Formas de financiamento; 10) Formas de divulgação de resultados parciais e final (eventos, publicações etc.); 11) Previsão de elaboração de relatórios parciais e final; 12) Outras informações relevantes. Além disso, no que se refere à UNB, os PLANOS DE TRABALHO deverão ser aprovados no âmbito das unidades acadêmicas envolvidas, antes de poderem integrar um ACORDO ESPECÍFICO DE COOPERAÇÃO.

4. DA VIGÊNCIA

Este ME entrará em vigor a partir da data da assinatura Cet ACI entrera en vigueur à partir de la date de por um período de 5 (cinco) anos, com a possibilidade de renovações nas mesmas condições, a menos que uma das partes avise por escrito a outra pelo menos 90 conditions, sauf notification écrite de l'une des (noventa) dias antes da data de expiração.

d'échange de professeurs à des fins de recherche, d'enseignement et proposition de disciplines spéciales dans leurs respectifs domaines de spécialisation; réalisation de projets en partenariat; communication effective des résultats recherches réalisées conjointement; activités d'échange du personnel technique et administratif à des fins de qualification et d'entraînement dans les domaines qui les concernent; collaboration dans des activités d'assistance éducationnelle ou économique financées par des tiers; programmes d'échange d'étudiants de second et troisième cycles concernant des projets de recherche spécifiques ou des disciplines d'intérêt mutuel; échange de la littérature scientifique et éducationnelle produite par les deux institutions; échange de matériel concernant les recherches les plus importantes et les plus récentes menées par des chercheurs des deux institutions; organisation conjointe de conférences, séminaires et colloques d'intérêt pour les deux institutions, entre autres.

3. DE L'EXÉCUTION

Pour l'exécution des activités liées à cet ACI, les respecteront réciproquement institutions réglementation en vigueur dans les deux institutions et établiront des **ACCORDS DE COOPÉRATION** SPÉCIFIQUES qui contiendront des PLANS DE TRAVAIL dûment approuvés et qui devront être nécessairement liés à cet ACI. Les PLANS DE TRAVAIL devront contenir au moins: 1) Identification claire des personnes responsables de la mise en œuvre du projet/programme; 2) Objectifs; 3) Buts; 4) Intérêts communs; 5) Bénéfices mutuels ; 6) Étapes/activités prévues ; 7) Calendrier détaillé; 8) Ressources humaines impliquées (forme de participation, emploi du temps lié à la coopération); 9) Formes de financement ; 10) Procédures de divulgation des résultats partiels et final (événements, publications, etc.); 11) Prévision d'élaboration de rapports partiels et final; 12) D'autres informations pertinentes. En outre, en ce qui concerne l'UNB, les PLANS DE TRAVAIL devront être approuvés au sein des unités académiques concernées avant de pouvoir intégrer un ACCORD DE COOPÉRATION SPÉCIFIQUE.

4. DE LA DURÉE

signature pour une durée de 5 (cinq) ans, avec la possibilité de renouvellements dans les mêmes

parties à l'autre, au moins 90 (quatre-vingt-dix) jours avant la date d'échéance.

5. DO FINANCIAMENTO

de acordo com este ACI dependerá da disponibilidade de financiamento, os acordos financeiros devendo ser negociados para cada atividade antes de se firmar qualquer Acordo Específico de Cooperação a ele relacionado. As instituições acordam que envidarão esforços aceitáveis para obterem recursos financeiros adequados para as atividades previstas nos futuros ACORDOS ESPECÍFICOS DE COOPERAÇÃO, a partir dos termos dispostos no presente ACI. As instituições acordantes poderão compartilhar os custos inerentes às diversas atividades, segundo a sua regulamentação interna e disponibilidade. A execução de atividades de cooperação pelos participantes não gera vínculo empregatício.

6. DA PROPRIEDADE INTELECTUAL

As atividades de investigação conjunta que possam produzir resultados passíveis de serem protegidos pelos direitos de propriedade intelectual deverão estar previstas nos ACORDOS ESPECÍFICOS DE COOPERAÇÃO e em seus respectivos PLANOS DE TRABALHO, necessariamente que estarão vinculados ao presente ACI. Ambas as instituições deverão acordar regras de articulação no sentido de garantir a adesão de todos os intervenientes às estabelecidas nos seus respectivos Regulamentos de Propriedade Intelectual. Portanto, nenhum dos resultados da cooperação científica ou técnica poderá ser utilizado sem o consentimento prévio, por escrito, das instituições. A parte que deixar de cumprir o pactuado nesta cláusula assumirá responsabilidade jurídica correspondente.

7. DADOS PESSOAIS (RGPD)

Caso dados pessoais precisem ser processados no âmbito presente acordo, do **Partes** comprometem-se a respeitar todas as regras especialmente o Regulamento UE 2016/679 do Parlamento Europeu e do Conselho de 27 de abril de 2016 relativo à proteção das pessoas físicas no que diz respeito ao tratamento de dados pessoais e à livre circulação desses dados (conhecido como 11GDPR11). As Partes comprometem-se a respeitar os termes do anexo à convenção relativa ao

5. DU FINANCEMENT

A instituições acordam que cada atividade estabelecida Les institutions conviennent que chaque activité établie dans le cadre du présent ACI dépendra de la disponibilité du financement et que les accords financiers doivent être négociés pour chaque activité avant la signature de tout Accord de coopération spécifique. Les institutions conviennent qu'elles feront tous les efforts afin d'obtenir des ressources financières adéquates pour la mise en œuvre des activités prévues dans les futurs ACCORDS DE COOPÉRATION SPÉCIFIQUE, sur la base des conditions établies dans le présent ACI. Les institutions adjudicatrices pourront partager les coûts inhérents aux différentes activités en fonction de leur réglementation interne et de leur disponibilité. L'exécution des activités de coopération par les participants ne génère pas d'emplois.

6. DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les activités de recherche coopérative pouvant produire des résultats susceptibles d'être protégés par les droits de propriété intellectuelle devront être prévues dans les ACCORDS DE COOPÉRATION SPÉCIFIQUE et dans leurs PLANS DE TRAVAIL respectifs, ceux-ci devant être nécessairement liés à cet ACI. Les deux Institutions doivent s'accorder sur des règles d'articulation afin d'assurer l'adhésion de l'ensemble des participants aux règles établies dans règlements de propriété intellectuelle respectifs. Par conséquent, aucun résultat de la coopération scientifique ou technique ne pourra être utilisé sans le consentement écrit préalable des institutions. La partie qui ne se conforme pas aux de cette clause dispositions assumera responsabilité légale correspondante.

7. DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL (RGPD)

Si des données à caractère personnel doivent être traitées dans le cadre du présent accord, les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des règles en vigueur, et notamment le Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit 11GDPR11). Les Parties s'engagent à respecter les termes de l'annexe à la convention relative au

cumprimento do GDPR no site da BORDEAUX INP, disponível no seguinte endereço :

https://www.bordeauxinp.fr/sites/default/files/upload/annexe_rgpd_co nvention international bx inp2.pdf

8. DA IGUALDADE DE OPORTUNIDADES

Ambas as instituições se comprometem a adotar e a manter uma política de igualdade de oportunidades, sendo vedada qualquer discriminação no que diz respeito a raça, cor, gênero, idade, etnia, religião, nacionalidade ou deficiência.

8. DAS NORMAS DE IMIGRAÇÃO E DO SEGURO

Os participantes das atividades acadêmicas e científicas dispostas neste ACI seguirão as exigências de imigração do país da instituição receptora e deverão responsabilizar-se por seus passaportes e, quando necessário, de seus vistos, bem como, pelas vacinas pertinentes e por contratar um seguro internacional de cobertura médica e hospitalar para permanência no exterior.

9. DA RESCISÃO

Este ACI poderá ser denunciado e/ou rescindido por qualquer uma das instituições, desde que aquela que assim o desejar comunique a outra, por escrito, com antecedência mínima de 90 (noventa) dias. As atividades em andamento, por força de acordos de cooperação e de planos de trabalho previamente aprovados e cobertos por Termos Aditivos, não serão prejudicadas, devendo, consequentemente, ser concluídas.

10. DAS CONTROVÉRSIAS

Para dirimir dúvidas e controvérsias que possam surgir na execução e interpretação do presente **ACI**, as instituições envidarão esforços na busca de uma solução consensual. Não sendo possível, as instituições buscarão uma instituição internacional, competente no assunto e com representação no Brasil, para mediação e resolução do problema.

E, por estarem assim acordados, assinam o presente instrumento, em versão bilíngue, de igual teor e forma, para fins de direito.

respect du GDPR sur le site internet de BORDEAUX INP disponible à l'adresse suivante :

https://www.bordeauxinp.fr/sites/default/files/upload/annexe_rgpd_co nvention international bx inp2.pdf

8. DE L'ÉGALITÉ D'OPPORTUNITÉS

Les deux institutions s'engagent à adopter et à soutenir une politique d'égalité des chances, étant interdite toute discrimination en matière de race, de couleur, de genre, d'âge, d'appartenance ethnique, de religion, de nationalité ou de handicap.

8. DES NORMES D'IMMIGRATION ET DE L'ASSURANCE

Les participants aux activités académiques et scientifiques énoncées dans le présent ACI se soumettront aux exigences d'immigration du pays de l'institution d'accueil. Ils seront responsables de leurs passeports et, le cas échéant, de leurs visas, ainsi que des vaccins pertinents et de leur souscription à une assurance santé internationale disposant d'une couverture médicale et hospitalière pour le séjour à l'étranger.

9. DE LA RÉSILIATION

Cet ACI pourra être dénoncé et/ou résilié par l'une des institutions à condition que celle qui le souhaite notifie par écrit l'autre partie avec un préavis de 90 (quatre-vingt-dix) jours au minimum. Les activités en cours, conformément aux accords de coopération et aux plans de travail préalablement approuvés et couverts par les conditions de l'avenant, ne seront pas affectées et doivent, par conséquent, être achevées.

10. DES DIFFÉRENDS

Afin de résoudre les doutes et les controverses qui pourront éventuellement surgir dans la mise en œuvre et l'interprétation du présent **ACI**, les parties s'efforceront de trouver une solution consensuelle. Si cela n'est pas possible, les parties désigneront une institution internationale, compétente en la matière et avec représentation au Brésil, pour arbitrer et résoudre le problème.

Et étant ainsi convenues, les parties signent le présent instrument, en version bilingue, de forme et teneur égales, à des fins légales et juridiques.

Recife,	de d	e 20	Talence, le	20
Pela UNI	VERSIDADE FEDERAL DE PEI	RNAMBUCO	Pou	r Bordeaux INP
_	ALFREDO Assinado de forma digital por ALFREDO MACEDO GOMES:41972074415 GOMES:4197207 Bados: 2025.05.27 415 08:11:05 -03'00'			
I	Prof. Dr. Alfredo Macedo Go Reitor	mes		Guillaume FERRE ecteur Général



PROTOCOLO DE COOPERAÇÃO ENTRE O

Instituto de Tecnologia de Bordeaux (França)

EA

Universidade Federal do Rio Grande do Sul (Brasil)

A Universidade Federal do Rio Grande do Sul é uma instituição pública de ensino superior, com sede na Avenida Paulo Gama, 110, Bairro Farroupilha, CEP 90046-900, Porto Alegre, RS, Brasil, neste ato representada por sua Reitora, Profª. Marcia Cristina Bernardes Barbosa, doravante denominada "UFRGS",

e o

Bordeaux Institute of Technology, instituição pública de natureza científica, cultural e profissional, localizada na 1 avenue du Docteur Albert Schweitzer 33402 Talence, FRANÇA, neste ato representada pelo seu Diretor Geral, Prof. Guillaume FERRE doravante denominado "Bordeaux INP",

acordam em firmar este Protocolo de Cooperação, doravante denominado "**MoU**", a fim de promover cooperação acadêmico-científica em educação superior.

1. PREÂMBULO

O presente acordo é motivado pelas perspectivas positivas de internacionalização e cooperação acadêmica e científica, relacionadas às possibilidades de desenvolver ações de interesse comum, com benefícios mútuos, entre as instituições, baseando-se na experiência consolidada de ambas em atividades de natureza acadêmica e científica.

2. OBJETIVO DO MoU

O objetivo deste MoU é promover atividades acadêmicas e científicas, incluindo, mas não se limitando a:



MEMORANDUM OF UNDERSTANDING BETWEEN

Bordeaux Institute of Technology (France)

AND

Federal University of Rio Grande do Sul (Brazil)

The Federal University of Rio Grande do Sul, a public institution of higher education, whose headquarters are located at Avenida Paulo Gama, 110, Bairro Farroupilha, CEP 90046-900, Porto Alegre, RS, Brésil, represented in this deed by its President Marcia Cristina Bernardes Barbosa, henceforth referred to as "UFRGS"

and

Bordeaux Institute of Technology, a public institution of a scientific, cultural and professional nature, located at 1 avenue du Docteur Albert Schweitzer 33402 Talence, FRANCE, represented in this deed by its **General Director Guillaume FERRE**, henceforth referred to as "**Bordeaux INP**"

agree to sign a Memorandum of Understanding called "MoU", in order to promote academic and scientific cooperation in higher education, research and innovation.

1. PREAMBLE

The present agreement is motivated by the positive prospects of internationalization and academic and scientific cooperation related to the possibilities of developing actions of common interest, with mutual benefits, between the institutions, based on the consolidated experience of both in activities of academic and scientific nature.

2. OBJECT OF THE MoU

The purpose of this MoU is to promote academic and scientific activities including, but not limited to:

- Realização de projetos de pesquisa colaborativa;
- Intercâmbio de pessoal acadêmico e administrativo;
- Intercâmbio de estudantes: semestres, duplos diplomas;
- Realização de palestras e organização de simpósios;
- Troca de informações e materiais acadêmicos;
- Promoção da colaboração em áreas de interesse mútuo;
- Promoção de outras formas de cooperação acadêmica conforme acordado mutuamente.

Qualquer programa específico ou oferta de colaboração estará sujeito a acordos escritos separados por mútuo acordo, incluindo, mas não se limitando à disponibilidade de recursos financeiros e à aprovação das autoridades regulatórias aplicáveis.

As Partes concordam que nenhum programa ou colaboração será iniciado antes da execução de acordos escritos apropriados pelos responsáveis de cada entidade.

3. DA EXECUÇÃO

Este MoU estabelece as intenções das partes de aumentar colaborações, cooperações e interações. Este MoU não implica compromissos legalmente partes posteriormente vinculativos. Se as concordarem em realizar projetos conjuntos específicos que envolvam obrigações legalmente acordos desenvolverão vinculativas, elas cooperação específicos, assinados pelos signatários autorizados de cada instituição.

4. DO FINANCIAMENTO

As Instituições concordam que cada atividade estabelecida neste protocolo estará sujeita à disponibilidade de recursos financeiros e que acordos financeiros deverão ser negociados para cada atividade antes da assinatura de qualquer acordo de cooperação específico. As instituições concordam em envidar todos os esforços para obter recursos financeiros adequados para a implementação das atividades previstas nos futuros acordos de cooperação específicos. A execução das atividades de cooperação pelos participantes não gera vínculo empregatício.

- Conducting collaborative research projects;
- Exchange of academic and administrative staff
- Exchange of students : semesters, double degrees
- Conducting lectures and organizing symposia
- Exchange of academic information and materials
- Promoting collaboration in fields of mutual interest
- Promoting other academic cooperation as mutually agreed.

Any specific program or collaboration offer will be subject to separate written agreements by mutual agreement, including, but not limited to, the availability of funds and the approval of any applicable regulatory authorities.

The Parties agree that no program or collaboration will commence prior to the execution of appropriate written agreements by responsible officials of each entity.

3. EXECUTION

This MoU sets out the intentions of the parties to increase collaboration, cooperations and interactions. This MoU does not imply any legally binding commitments. If the parties subsequently agree to undertake specific joint projects involving legally binding obligations, they will develop specific cooperation agreements signed by each institution's authorized signatory.

4. FUNDING

The Institutions agree that each activity established under this MoU will be subject to the availability of funding and that financial agreements must be negotiated for each activity prior to the signing of any specific cooperation agreement. The institutions agree that they will make every effort to obtain adequate financial resources for the implementation of the activities foreseen in future specific cooperation agreement. The execution of the cooperation activities by the participants does not generate employment.

5. DA PROPRIEDADE INTELECTUAL

As atividades de pesquisa cooperativa que possam gerar resultados passíveis de proteção por direitos de propriedade intelectual deverão ser previstas no acordo de cooperação específico relacionado a este Memorando de Entendimento. Ambas as Instituições devem concordar com as regras de articulação para garantir que todos os participantes cumpram as normas estabelecidas nos respectivos regulamentos de propriedade intelectual. Portanto, nenhum resultado da cooperação científica ou técnica poderá ser utilizado sem o consentimento prévio por escrito das Instituições. A parte que não cumprir as assumirá cláusula disposições desta responsabilidade legal correspondente.

6. DOS DADOS PESSOAIS

Se dados pessoais precisarem ser processados em conexão com este acordo, as Partes se comprometem a cumprir todas as normas em vigor, e em particular o Regulamento (UE) 2016/679 do Parlamento Europeu e do Conselho de 27 de abril de 2016 sobre a proteção das pessoas singulares no que diz respeito ao tratamento de dados pessoais e à livre circulação desses dados (conhecido como 'GDPR'), bem como a Lei Geral de Proteção de Dados Pessoais no Brasil - LGPD (Lei nº 13.709/2018).

7. DA DURAÇÃO

Este MoU entrará em vigor na data da última assinatura por um período de 5 (cinco) anos, e poderá ser alterado, por consentimento mútuo e segundo os interesses dos convenentes.

8. DA DENÚNCIA E DA RESCISÃO

Este MoU poderá ser denunciado e/ou rescindido unilateralmente, desde que haja notificação, por escrito, com um mínimo de 90 (noventa) dias de antecedência. Em caso de denúncia e/ou rescisão, todas as atividades em andamento seguirão sendo executadas até a conclusão.

9. DA JURISDIÇÃO

Em caso de qualquer disputa decorrente deste acordo, ambas as Instituições tentarão resolver suas diferenças amigavelmente por meio de negociação de boa fé entre os representantes autorizados de cada Instituição.

5. INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS

Cooperative research activities that may produce results that may be protected by intellectual property rights shall be provided for in the specific cooperation agreement related to this MoU. Both Institutions must agree on articulation rules to ensure that all participants adhere to the rules set forth in their respective intellectual property regulations. Therefore, no result of the scientific or technical cooperation may be used without the prior written consent of the Institutions. The party that does not comply with the provisions of this clause will assume the corresponding legal responsibility.

6. PERSONAL DATA

If personal data must be processed in connection with this agreement, the Parties undertake to comply with all the rules in force, and in particular Regulation EU 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data (known as "GDPR"), as well as the Brazilian Personal Data Protection General Law — LGPD (Federal Law 13.709/2018).

7. DURATION

This MoU shall enter into force on the last signature date for a period of 5 (five) years, and may be altered by mutual agreement and following the interests of both parties.

8. DENUNCIATION AND TERMINATION

This MoU may be denounced and/or terminated by either institution provided that the institution so desiring notifies the other party in writing with a minimum of 90 (ninety) days' notice. In case of denunciation or termination, all ongoing actions must be pursued to completion by both parties.

9. JURISDICTION

In the event of any disputes arising out of this agreement, both Institutions will try to settle their differences amicably through good faith negotiation between authorized representatives of each Institution.

Ε,	nestes	termos,	as	partes	assinam	este	Protocolo
de	Coope	ração (N	1ol	J).			

And so agreed, the parties sign this Memorandum of Understanding (MoU).

Porto Alegre, 26 de SETEMBRO de 2025.

Talence, le ______20__.

Pela UFRGS

Pour Bordeaux INP

Prof^a. Marcia Cristina Bernardes Barbosa Reitora

Prof. Guillaume Ferré Directeur Général





ACORDO ESPECÍFICO DE DUPLA DIPLOMAÇÃO ENTRE O CURSO DE ENGENHARIA ELÉTRICA DA

UNIVERSIDADE FEDERAL DE SANTA
CATARINA (UFSC), BRASIL E O CURSO DE
ENGENHARIA DA ECOLE NATIONALE
SUPÉRIEURE D'ELECTRONIQUE,
INFORMATIQUE, TÉLÉCOMMUNICATIONS,
MATHÉMATIQUE ET MÉCANIQUE DE
BORDEAUX

Considerando o Acordo de Cooperação assinado entre a Instituição the ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ELECTRONIQUE, INFORMATIQUE, TÉLÉCOMMUNICATIONS, MATHÉMATIQUE ET MÉCANIQUE DE BORDEAUX, doravante denominada ENSEIRBMATMECA, e a UNIVERSIDADE FEDERAL DE SANTA CATARINA, doravante denominada UFSC, em __07/10/2025______(data do acordo de cooperação);

Considerando a Resolução do Conselho Universitário da UFSC n° 37/2013, que regulamenta, no âmbito da Universidade Federal de Santa Catarina, o Programa Internacional de Dupla Diplomação em cursos de graduação;

RESOLVEM

Celebrar ACORDO ESPECÍFICO DE DUPLA DIPLOMAÇÃO, com o objetivo de realizar mobilidades estudantis para a obtenção simultânea do diploma de Engenharia na ENSEIRB-MATMECA e o diploma de Engenharia Elétrica na UFSC.

Os partícipes desejam estabelecer relações cooperativas e têm entre si acertadas as cláusulas e condições apresentadas nos artigos abaixo:

SPECIFIC DOUBLE DEGREE AGREEMENT BETWEEN

THE

UNIVERSIDADE FEDERAL DE SANTA CATARINA (UFSC), BRAZIL

AND

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ELECTRONIQUE, INFORMATIQUE, TÉLÉCOMMUNICATIONS, MATHÉMATIQUE ET MÉCANIQUE DE BORDEAUX

- Considering the Cooperation Agreement signed between the ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ELECTRONIQUE, INFORMATIQUE, TÉLÉCOMMUNICATIONS, MATHÉMATIQUE ET MÉCANIQUE DE BORDEAUX, hereinafter referred to as ENSEIRB-MATMECA, and the UNIVERSIDADE FEDERAL DE SANTA CATARINA, hereinafter referred to as UFSC, on 07/10/2025;
- Considering the Resolution no. 37/2013 of the UFSC University Council, which regulates the International Double Degree Program for undergraduate degree programs at UFSC;

NOW, THEREFORE, the parties agree to sign a SPECIFIC DOUBLE DEGREE AGREEMENT with the aim of promoting student mobility for the simultaneous award of the degree Engineering Diploma of the ENSEIRB-MATMECA at ENSEIRB-MATMECA and the degree in Electrical Engineering at UFSC.

The parties wish to establish cooperative relations and have agreed upon the clauses and conditions below:

Cláusula Primeira – Da seleção dos estudantes

- 1.1 A seleção dos estudantes participantes do programa de dupla diplomação fica a cargo da instituição de origem do estudante.
- 1.2 A decisão que diz respeito à admissão dos estudantes fica a cargo da instituição que os recebe para mobilidade.
- 1.3 A seguir ficam estipuladas as condições e pré-requisitos que tornam estudantes das duas instituições signatárias elegíveis para o Programa Internacional de Dupla Diplomação em curso de graduação:

Alunos da ENSEIRB-MATMECA:

- a. Poderão participar do programa de dupla diplomação no máximo 2 estudantes da ENSEIRB-MATMECA por ano acadêmico;
- São elegíveis para participar do programa de dupla diplomação na UFSC os estudantes da ENSEIRB-MATMECA que concluíram __90_ECTs;
- á. É requisito dos estudantes da ENSEIRB-MATMECA para admissão no programa de dupla diplomação: nível B2 em Língua Portuguesa.

Alunos da UFSC:

- Poderão participar do programa de dupla diplomação no máximo 2 estudantes da UFSC por ano acadêmico:
- São elegíveis para participar do programa de dupla diplomação na ENSEIRB-MATMECA os estudantes da UFSC que concluíram 6 semestres;
- d. É requisito dos alunos da UFSC para admissão no programa de dupla diplomação: nível B2 em Língua Francesa.

Cláusula Segunda – Estrutura do Programa Internacional de Dupla Diplomação

2.1 Considerando a organização do curso de Engenharia Elétrica da UFSC compreendendo 10 semestres para a obtenção do diploma (um ciclo básico de 4 semestres e um ciclo

Clause One – Selection of students

- 1.1 The selection of students to participate in the double degree program is the responsibility of the students' home institution.
- 1.2 The decision regarding the admission of students is the responsibility of the host institution.
- 1.3 The conditions and requirements that make undergraduate students from both institutions eligible for the International Double Degree Program are the following:

ENSEIRB-MATMECA students:

- A maximum of 2 students from EN-SEIRB-MATMECA can participate in the double degree program per academic year;
- d. The students who completed 90 ECTs at ENSEIRB-MATMECA are eligible for the double degree program at UFSC;
- e. The admission requirements for EN-SEIRB-MATMECA students are: B2 level of Portuguese.

UFSC students:

- A maximum of 2 students from UFSC can participate in the double degree program per academic year;
- The students who completed 6 semesters are eligible for the double degree program at ENSEIRB-MATMECA;
- c. The admission requirements for UFSC students are: B2 level of French.

Clause Two – Structure of the International Double Degree Program

2.1 Considering the organization of the Engineering program at UFSC, consisting of 10 semesters for degree completion (a basic cycle of 4 semesters and a professionalizing

profissionalizante de 6 semestres para a obtenção do diploma).

Considerando a organização ENSEIRB-MATMECA, compreendendo 6 semestres para a obtenção do diploma (um ciclo básico de 6 semestres e um ciclo profissionalizante de 1 semestre para a obtenção do diploma).

Considering the organization of the Engineering program at ENSEIRB-MATMECA, consisting of a total of 6 semesters for degree completion (a basic cycle of 5 semesters and a professionalizing cycle of 1 semester for degree completion).

cycle of 6 semesters for degree completion).

- 2.2 A UFSC e a ENSEIRB-MATMECA acordam a organização descrita abaixo:
 - a. Os estudantes da ENSEIRB-MATMECA seguirão o esquema seguinte:

Os estudantes da ENSEIRB-MATMECA selecionados devem ter concluído 8 semestres de estudos universitários na França, incluindo os 4 primeiros semestres do ciclo de engenharia na ENSEIRB-MATMECA. Devem também cumprir as condições estipuladas nos regulamentos acadêmicos da ENSEIRB-MATMECA para a realização do 3º ano no exterior.

Antes de partirem para a UFSC, os estudantes da ENSEIRB-MATMECA devem ter obtido o nível B2 em inglês (de acordo com o processo detalhado nos regulamentos acadêmicos da ENSEIRB-MATMECA).

A admissão dos estudantes da ENSEIRB-MATMECA na UFSC ocorre no início do primeiro semestre (fevereiro) ou do segundo semestre (agosto) do ano acadêmico da UFSC. Eles são admitidos na UFSC no nível do 8º semestre. Em seguida, concluem os estudos com um semestre de estágio de, no mínimo, 3 meses, em co-validação, que pode ser realizado em qualquer país.

Ao final do programa de Dupla Diplomação, o estudante da ENSEIRB-MATMECA recebe o diploma de engenheiro da ENSEIRB-MATMECA e o diploma de Engenheiro Eletricista da UFSC.

b. Os estudantes da UFSC seguirão o

- 2.2 UFSC and ENSEIRB-MATMECA agree with the organization described below:
 - c. ENSEIRB-MATMECA students will folthe following scheme: The ENSEIRB-MATMECA students selected must have completed 8 semesters of university level studies in France, including the first 4 semesters of the engineering cycle at ENSEIRB-MATMECA. The conditions stipulated in the ENSEIRB-MATMECA schooling regulations for doing their 3rd year abroad must be met. Before leaving for UFSC, ENSEIRB-MATMECA students must have obtained the B2 level in English (according to the process detailed in the EN-SEIRB-MATMECA schooling regulations).

The admission of the ENSEIRB-MATMECA students to UFSC takes place at the beginning of the first semester (February) or second semester (August) of the academic year of UFSC. They are admitted to UFSC at the 8th semester level. They then complete the studies with a semester of internship of 3 months minimum, in co-validation, which they can do in any country.

At the end of the Double Degree program, the ENSEIRB-MATMECA student receives the ENSEIRB-MATMECA engineering degree and the Electrical Engineering degree of UFSC.

d. UFSC students will follow the follow-

esquema seguinte:

A admissão dos estudantes da UFSC na ENSEIRB-MATMECA é realizada no início do ano letivo na França, em setembro.

Os estudantes da UFSC iniciam o programa de Dupla Diplomação no 7º semestre acadêmico de estudos superiores na ENSEIRB-MATMECA e seguem quatro semestres de formação correspondentes a: três semestres acadêmicos da especialidade (S7, S8 e S9) e um estágio industrial de, no mínimo, 5 meses, que pode ser realizado em qualquer país.

Após a conclusão bem-sucedida do programa de dois anos de estudos na ENSEIRB-MATMECA, o estudante receberá dois diplomas distintos: Engenheiro Eletricista pela UFSC e o diploma de engenheiro (Diplôme d'Ingénieur) da ENSEIRB-MATMECA do Bordeaux INP.

2.3 O ingresso na UFSC poderá ser no primeiro semestre (fevereiro) ou no segundo semestre (agosto).

Cláusula Terceira – Do plano de estudos

3.1 Para qualquer estudante da ENSEIRB-MATMECA ou da UFSC que deseje obter o duplo diploma, será estabelecido um plano de estudos assinado entre as duas instituições e o estudante.

Tal plano deverá explicitar:

- a. Disciplinas e atividades pedagógicas realizadas na instituição de origem até a partida para a instituição de destino;
- Disciplinas e atividades pedagógicas a serem realizadas na instituição de destino;
- validações pretendidas indicando os créditos a serem cursados na instituição de destino;
- d. Validações/dispensas sem concessão de créditos para as disciplinas a serem cursadas na instituição de destino;
- e. Disciplinas a serem eventualmente realizadas na instituição de origem

ing scheme:

The admission of the students of the UFSC to the ENSEIRB-MATMECA is made at the beginning of the academic year in France, in September.

Students from the UFSC start the Double Degree program at the 7th academic semester of higher education studies at ENSEIRB-MATMECA and follow four semesters of training corresponding to: three academic semesters of the specialty (S7, S8 and S9) and an industrial internship of at least 5 months that they can carry out in any country.

Upon successful completion of the two-year study program at ENSEIRB-MATMECA, the student will be awarded two distinct degrees: Electrical Engineer from UFSC and an engineering degree (Diplôme d'Ingénieur) from ENSEIRB-MATMECA of Bordeaux INP.

2.3 Admission to UFSC may be in the first semester (February) or in the second semester (August).

Clause Three – Study plan

3.1 For any ENSEIRB-MATMECA or UFSC student wishing to pursue a double degree, a study plan shall be elaborated and signed by both institutions and the student.

The study plan shall contain:

- the courses and pedagogical activities carried out at the home institution prior to the departure for the host institution;
- j. the courses and pedagogical activities to be carried out at the host institution:
- k. the expected courses to be taken at the host institution with the respective amount of credits to be transferred:
- I. the courses to be taken at the host institution without credit transfer;
- m. the courses that will possibly be taken at the home institution after return from mobility;

- após o retorno da mobilidade acadêmica;
- f. Cronograma de atividades.
- g. As equivalências entre as disciplinas ou o grupo de disciplinas de cada instituição convenente para fins de cumprimento dos conteúdos previstos nos respectivos currículos;
- h. O prazo previsto para a integralização do curso e o tempo programado para o desenvolvimento das atividades em cada instituição convenente;.

Cláusula Quarta – Da obtenção do Duplo Diploma

Alunos da UFSC:

Cursar com aproveitamento, de acordo com o programa de estudos a que se refere a Cláusula Terceira, ao menos 2/3 (dois terços) do número total de créditos previstos no currículo vigente de seu curso na UFSC, de acordo com o estabelecido na legislação vigente na UFSC (Resolução Normativa Nº 37/CUn, de 5 Novembro de 2013).

- prever como será o TCC
- prever como será estágio supervisionado

No caso de não obtenção do diploma da UFSC, o estudante não terá direito de obter o diploma da ENSEIRB-MATMECA.

Alunos da ENSEIRB-MATMECA:

Cursar com aproveitamento, de acordo com o programa de estudos a que se refere a Cláusula Terceira, ao menos 2/3 (dois terços) do número total de créditos previstos no currículo vigente de seu curso na UFSC, de acordo com o estabelecido na legislação vigente na UFSC (Resolução Normativa Nº 37/CUn, de 5 Novembro de 2013).

No caso de não obtenção do diploma da ENSEIRB-MATMECA, o estudante não terá direito de obter o diploma da UFSC.

Para todos os alunos:

Cada instituição decide, de acordo com seus próprios critérios de validação dos estudos, se

- n. the schedule of activities;
- the equivalence between the courses or group of courses from each institution for the purpose of meeting the contents required in the respective curricula;
- the expected time for degree completion and the scheduled period for development of activities in each institution.

Clause Four – Double degree award requirements

UFSC students:

Successfully complete at least 2/3 (two thirds) of the total number of credits expected in the current curriculum of their undergraduate program at UFSC, according to what is established in the applicable legislation at UFSC (Normative Resolution no. 37/CUn of 5 November 2013) and following the study plan referred to in Clause Three.

In case the degree is not awarded at UFSC, the student will not be eligible for degree award at ENSEIRB-MATMECA.

ENSEIRB-MATMECA students:

Successfully complete at least 2/3 (two thirds) of the total number of credits expected in the current curriculum of their undergraduate program at UFSC, according to what is established in the applicable legislation at UFSC (Normative Resolution no. 37/CUn of 5 November 2013) and following the study plan referred to in Clause Three.

In case the degree is not awarded at ENSEIRB-MATMECA, the student will not be eligible for degree award at UFSC.

All students:

Each institution decides, according to its own criteria for validation of studies, whether the

o aluno tem direito a receber um diploma ou, eventualmente, um certificado com informações sobre os estudos concluídos.

Se todos os requisitos para a obtenção de diplomas nas instituições de origem e de acolhimento forem atendidos, o aluno receberá um primeiro diploma da instituição de origem e um segundo diploma da instituição de acolhimento.

Os diplomas de ambas as instituições são concedidos após a conclusão do curso em ambas as instituições.

Caso o aluno não atenda aos requisitos do programa de dupla titulação, deverá retornar à sua instituição de origem para concluir seus estudos e receberá apenas o diploma dessa instituição.

Cláusula Quinta – Da coordenação

Cada instituição deverá designar um coordenador para o Programa de Dupla Diplomação que será responsável por:

- a. Definir juntamente à instituição parceira a estrutura do Programa de Dupla Diplomação;
- b. Acompanhar a tramitação do processo de Dupla Diplomação
- Fornecer informações, divulgando e orientando estudantes a respeito da Dupla Diplomação;
- d. Organizar e coordenar a seleção dos estudantes;
- e. Auxiliar o estudante na construção do plano de estudos;
- f. Prestar assistência aos estudantes em mobilidade:
- g. Coletar e enviar anualmente os documentos necessários para o acompanhamento dos estudantes em mobilidade;
- h. Atuar como pessoa de referência no contato com a instituição parceira.

Na UFSC o coordenador será o professor Patrick Kuo-Peng.

Na ENSEIRB-MATMECA a coordenadora será a professora Nathalie Deltimple.

Cláusula Sexta – Da responsabilidade financeira

6.1 Todas as responsabilidades relacionadas à mobilidade acadêmica, como obtenção de

student is entitled to receive a diploma or possibly a certificate with information about the studies completed.

If all the requirements for obtaining degrees from the home and host institutions are met, the student will receive a first degree from the home institution and a second degree from the host institution.

Diplomas from both institutions are awarded upon completion of the course of study at both institutions.

Should a student fail to meet the requirements of the double degree program, they must return to their home institution to complete their studies and will only be awarded a degree from that institution.

Clause Five – Coordinators

Each institution will designate a coordinator for the Double Degree Program who will be responsible for:

- defining jointly with the partner institution the structure of the Double Degree Program;
- j. monitoring the Double Degree process;
- k. providing information and guidance to students regarding the Double Degree Program;
- I. organizing and coordinating the selection of students;
- m. helping students in the elaboration of their study plan;
- n. providing assistance to mobility students;
- collecting and sending, every year, the necessary documents to monitor the mobility students;
- p. acting as a contact person for the partner institution.

At UFSC, the coordinator will be Prof. Patrick Kuo-Peng.

At ENSEIRB-MATMECA, the coordinator will be Pr. Nathalie DELTIMPLE.

Clause Six – Financial responsibility

6.1 All responsibilities related to the academic mobility, such as obtaining visas, passports,

visto, passaporte, passagens, estadia, transporte, alimentação e moradia, serão de responsabilidade dos estudantes independentemente de receberem, ou não, bolsa ou apoio financeiro.

6.2 Os recursos para financiar a permanência dos estudantes poderão advir de órgãos de fomento do país de origem ou do país anfitrião.

6.3 Os estudantes em atividades de mobilidade acadêmica não pagarão taxas no primeiro ano do programa na Instituição Anfitriã, exceção feita a atividades de extensão, cursos extracurriculares ou outras atividades não regulares.

Cláusula Sétima – Dos deveres e direitos dos estudantes

7.1 Durante a estadia na instituição de destino, os estudantes devem obedecer a todas as regras internas do estabelecimento e a todos os deveres legais e sociais do país estrangeiro.

7.2 Cada estudante em mobilidade acadêmica deverá provar que possui um seguro de saúde válido no país de destino, antes da partida de seu país de origem com cobertura para acidentes, enfermidades, invalidez, morte e repatriação funerária.

7.3 Todos os estudantes aceitos para o Programa de Dupla Diplomação são inscritos regularmente como estudantes em tempo integral na Instituição Anfitriã, sendo beneficiários de todas as vantagens e direitos concedidos aos estudantes dessa instituição, podendo prosseguir seus estudos segundo o plano de estudos.

Cláusula Oitava - Das relações entre as partes

8.1 Para cada aluno participante do Programa de Dupla Diplomação, a ENSEIRB-MATMECA e a UFSC enviarão aos coordenadores todas as notas e avaliações obtidas pelo estudante a cada semestre, assim que estejam disponíveis e incluindo a equivalência das notas de aproveitamento.

8.2 Anualmente, a ENSEIRB-MATMECA e a UFSC enviarão, de forma recíproca, toda a documentação acerca das disciplinas, seminários, pesquisas e outras atividades relativas à mobilidade acadêmica.

air tickets, accommodation, transportation, food and housing, will be the responsibility of the students regardless of whether they receive any grant or financial support.

6.2 The resources to finance the stay of students may come from funding agencies of the home country or the host country.

6.3 Students in mobility activities will not pay fees to the host institution during the first year of the program, except for extension activities, extracurricular courses, or other non-regular activities.

Clause Seven – Duties and rights of students

7.1 During the stay in the host institution, students must comply with all the internal rules of the institution and with the legal and social duties of the host country.

7.2 Mobility students will have to show proof of health insurance valid in the host country, obtained prior to departure from the home country, with coverage for accidents, illnesses, disabilities, death and repatriation of remains.

7.3 All students accepted for the Double Degree Program are regularly registered as full-time students in the host institution and are entitled to the same benefits and rights granted to students of that institution, and will bei able to pursue their studies according to their study plan.

Clause Eight - Relation between the parties

8.1 ENSEIRB-MATMECA and UFSC will send to the coordinators of the Double Degree Program, every semester, all grades and assessments obtained by each participating student, as soon as they are available, including the equivalence of grades for credit transfer.

8.2 ENSEIRB-MATMECA and UFSC will send to each other, annually, all documents regarding courses, seminars, research and other activities connected to the academic mobility.

Cláusula Nona – Força maior

9.1 Fica expressamente acordado que as partes não podem ser responsabilizadas civilmente por danos decorrentes em caso de força maior, em particular, a cessação de atividades acadêmicas ou administrativas.

Cláusula Dez – Da Propriedade Intelectual

Os direitos de propriedade intelectual advindos de toda e qualquer ação de cooperação previstas neste Acordo serão de titularidade compartilhada entre as Partes ou de outra forma entre elas acordada, em instrumento jurídico específico ulterior.

Cláusula Onze - Das alterações, da vigência e da prorrogação

10.1 É facultado aos partícipes a alteração deste Acordo no decorrer de sua vigência mediante acordo específico entre os partícipes conforme as mesmas solenidades de sua assinatura.

10.2 Este Acordo terá vigência de cinco anos contados da data da sua assinatura.

10.3 A prorrogação será sempre por período certo e sob forma de Termo Aditivo.

Cláusula Doze – Da denúncia e da rescisão

11.1 É facultado aos partícipes denunciar este Acordo a qualquer tempo mediante notificação ao outro partícipe.

- 11.2 A denúncia produzirá efeitos no sexagésimo primeiro dia do recebimento da notificação pela outra parte.
- 11.3 A denúncia é retratável enquanto não escoado o prazo previsto na subcláusula anterior.
- 11.4 É facultado aos partícipes rescindir este Acordo por descumprimento de qualquer uma de suas cláusulas ou condições. A rescisão terá efeito imediato.
- 11.5 A menos que expressamente indicado no ato de denúncia ou de rescisão, elas não prejudicarão as atividades em andamento, que continuarão regidas por este Acordo até as suas conclusões.

Cláusula Treze – Da interpretação, dos casos

Clause Nine – Force majeure

9.1 It is expressly agreed that the parties cannot be held civilly liable for damages arising in the event of force majeure, in particular, the cessation of academic or administrative activities.

Clause Ten – Intellectual property rights

The intellectual property rights resulting from any cooperation action provided for in this Agreement shall be shared between the Parties or otherwise agreed between them in a specific subsequent legal instrument.

Clause Eleven - Amendments, term and extension

10.1 Parties are entitled to amend this Agreement during its term by means of a specific agreement between the parties in accordance with the same formalities of its execution.

10.2 This Agreement shall be effective for a period of five years from the date of its execution.

10.3 The extension of this Agreement will always be for a certain period and in the form of an Addendum.

Clause Twelve – Termination

11.1 The Parties may terminate this Agreement at any time by giving written notice to the other Party.

11.2 The termination shall take effect on the sixty-first day following receipt of the notification by the other Party.

11.3 The termination is revocable until the period provided for in the previous sub-clause has expired.

11.4 Parties are entitled to terminate this Agreement for failure to comply with any of its clauses or conditions. Termination shall take effect immediately.

11.5 Unless expressly indicated in the act of termination, it shall not hinder the activities in progress which shall continue to be governed by this Agreement until their completion.

Clause Thirteen – Interpretation, unforeseen

omissos e da solução de controvérsias

- 12.1 As partes executarão e interpretarão este Acordo conforme a boa-fé.
- 12.2 Os casos omissos e as controvérsias na interpretação e aplicação deste Acordo, incluídos os casos de foro competente e legislação aplicável, serão examinadas e resolvidas por comissão paritária de membros indicados pelos representantes dos partícipes. 12.3 Os partícipes não iniciarão litígio sem que os procedimentos de solução consensual para controvérsias tenham se encerrado sem sucesso, com exceção dos casos em que a medida desejada não possa razoavelmente esperar os tempos do procedimento de solução consensual.

Cláusula Quatorze – Da eficácia e da publicação

- 13.1 Este Acordo terá eficácia a partir da data de sua assinatura e será válido por cinco anos, a menos que seja rescindido por qualquer uma das partes mediante notificação por escrito.
- 13.2 Os partícipes publicarão este Acordo em conformidade com as leis de seus países.
- 13.3 Se a lei nacional de um dos partícipes condicionar a eficácia ou a validade deste Acordo à providência adicional não prevista neste Acordo, ele comunicará o outro imediatamente.

Cláusula Quinze – Da legitimidade dos signatários

14.1 Os signatários afirmam possuir a legitimidade e os poderes de representação do respectivo partícipe em conformidade com as leis de seu país.

Este Acordo será firmado em duas vias de igual forma e teor. Cada partícipe manterá uma via original.

Cláusula Décima Sexta - Dados Pessoais

Caso seja necessário o tratamento de dados pessoais em conexão com este contrato, as Partes comprometem-se a cumprir todas as normas em vigor, em particular o Regulamento (UE) 2016/679 do Parlamento Europeu e do Conselho, de 27 de abril de 2016, relativo à proteção das pessoas

cases and dispute settlement

- 12.1 The parties shall execute and interpret this Agreement in good faith.
- 12.2 The unforeseen cases and the disputes in the interpretation and application of this Agreement, including cases of competent jurisdiction and applicable law, shall be examined and resolved by a joint committee of members appointed by the representatives of the Parties.
- 12.3 Parties shall not commence litigation unless the procedures for the settlement of disputes have been exhausted without success, except in cases where the desired measure cannot reasonably await the duration of the consensual settlement procedure.

Clause Fourteen – Effectiveness and publication

- 13.1 This Agreement shall become effective as of the date of its execution and will be valid for five years unless terminated by either party by written notice.
- 13.2 The Parties shall publish this Agreement in accordance with the laws of their countries.
 13.3 If the national law of one of the Parties determines the effectiveness or validity of this Agreement to an additional action not provided for in this Agreement, it shall immediately inform the other Party.

Clause Fifteen – Legitimacy of the signatories

14.1 The signatories claim to have the legitimacy and powers to represent the respective party in accordance with the laws of their country.

This Agreement will be signed in two counterparts of equal content and form. Each party will keep an original counterpart.

Clause Sixteen: PERSONAL DATA

If personal data must be processed in connection with this agreement, the Parties undertake to comply with all the rules in force, and in particular Regulation EU 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of individuals with regard to the processing of

singulares no que diz respeito ao tratamento de dados pessoais e à livre circulação desses dados (conhecido como "RGPD").	personal data and on the free movement of such data (known as "GDPR").		
Florianópolis,/	Talence,//		
Prof. Dr. Luiz Carlos Pinheiro Machado Filho Secretary for International Relations at UFSC	Prof. Guillaume FERRE Diretor Geral do INP de Bordeaux		





Accord de Double Diplôme

Entre UNIVERSIDADE FEDERAL DE SANTA CATARINA (UFSC), BRAZIL

Εt

BORDEAUX INP pour

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ELECTRONIQUE, INFORMATIQUE, TÉLÉCOMMUNICATIONS, MATHÉMATIQUE ET MÉCANIQUE DE BORDEAUX

Compte tenu de l'accord de coopération signé entre l'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRONIQUE, INFORMATIQUE, TÉLÉCOMMUNICATIONS, MATHÉMATIQUE ET MÉCANIQUE DE BORDEAUX, ci-après dénommée ENSEIRB-MATMECA, et l'UNIVERSIDADE FEDERAL DE SANTA CATARINA, ci-après dénommée UFSC, le 07/10/2025 ;

- Considérant la résolution n° 37/2013 du Conseil universitaire de l'UFSC, qui régit le programme international de double diplôme pour les programmes de premier cycle à l'UFSC;

PAR CONSÉQUENT, les parties conviennent de signer un ACCORD SPÉCIFIQUE DE DOUBLE DIPLÔME dans le but de promouvoir la mobilité des étudiants pour l'obtention simultanée du diplôme d'ingénieur de l'ENSEIRB-MATMECA à l'ENSEIRB-MATMECA et du diplôme d'ingénieur électricien à l'UFSC.

Les parties souhaitent établir des relations de coopération et ont convenu des clauses et conditions suivantes :

Clause 1 – Sélection des étudiants

- 1.1 La sélection des étudiants participant au programme de double diplôme relève de la responsabilité de l'établissement d'origine des étudiants.
- 1.2 La décision concernant l'admission des étudiants relève de la responsabilité de l'établissement d'accueil.
- 1.3 Les conditions et exigences auxquelles doivent satisfaire les étudiants de premier cycle des deux établissements pour être éligibles au programme international de double diplôme sont les suivantes :

Étudiants de l'ENSEIRB-MATMECA:

- c. Un maximum de 2 étudiants de l'EN-SEIRB-MATMECA peuvent participer au programme de double diplôme par année universitaire ;
- d. Les étudiants ayant validé 90 crédits ECTS à l'ENSEIRB-MATMECA sont éligibles au programme de double diplôme à l'UFSC ;
- e. Les conditions d'admission pour les étudiants de l'EN-SEIRB-MATMECA sont les suivantes : niveau B2 en portugais.

Étudiants de l'UFSC :

- a. Un maximum de 2 étudiants de l'UFSC peuvent participer au programme de double diplôme par année universitaire ;
- b. Les étudiants ayant validé 6 semestres sont éligibles au programme de double diplôme à l'ENSEIRB-MATMECA ;
- c. Les conditions d'admission pour les étudiants de l'UFSC sont les suivantes : niveau B2 en français.

Clause deux – Structure du programme international de double diplôme

2.1 Compte tenu de l'organisation du programme d'ingénierie à l'UFSC, qui comprend 10 semestres pour l'obtention du diplôme (un cycle de base de 4 semestres et un cycle de professionnalisation de 6 semestres pour l'obtention du diplôme).

Compte tenu de l'organisation du programme d'ingénierie de l'ENSEIRB-MATMECA, qui comprend un total de 6 semestres pour l'obtention du diplôme (un cycle de base de 5 semestres et un cycle de professionnalisation de 1 semestre pour l'obtention du diplôme).

2.2 L'UFSC et l'ENSEIRB-MATMECA conviennent de l'organisation décrite ci-dessous :

c. Les étudiants de l'ENSEIRB-MATMECA suivront le programme suivant :

Les étudiants de l'ENSEIRB-MATMECA sélectionnés doivent avoir validé 8 semestres d'études universitaires en France, dont les 4 premiers semestres du cycle d'ingénieur à l'ENSEIRB-MATMECA. Les conditions stipulées dans le règlement scolaire de l'ENSEIRB-MATMECA pour effectuer leur 3e année à l'étranger doivent être remplies.

Avant leur départ pour l'UFSC, les étudiants de l'ENSEIRB-MATMECA doivent avoir obtenu le niveau B2 en anglais (selon le processus détaillé dans le règlement scolaire de l'ENSEIRB-MATMECA).

L'admission des étudiants de l'ENSEIRB-MATMECA à l'UFSC a lieu au début du premier semestre (février) ou du deuxième semestre (août) de l'année universitaire de l'UFSC. Ils sont admis à l'UFSC au niveau du 8e semestre. Ils complètent ensuite leurs études par un semestre de stage de 3 mois minimum, en co-validation, qu'ils peuvent effectuer dans n'importe quel pays.

À la fin du programme de double diplôme, l'étudiant de l'ENSEIRB-MATMECA reçoit le diplôme d'ingénieur de l'ENSEIRB-MATMECA et le diplôme d'ingénieur électricien de l'UFSC.

d. Les étudiants de l'UFSC suivront le programme suivant :

L'admission des étudiants de l'UFSC à l'ENSEIRB-MATMECA se fait au début de l'année universitaire en France, en septembre.

Les étudiants de l'UFSC commencent le programme de double diplôme au 7e semestre d'études supérieures à l'ENSEIRB-MATMECA et suivent quatre semestres de formation correspondant à : trois

semestres universitaires de spécialité (S7, S8 et S9) et un stage en entreprise d'au moins 5 mois qu'ils peuvent effectuer dans n'importe quel pays.

Après avoir suivi avec succès le programme d'études de deux ans à l'ENSEIRB-MATMECA, l'étudiant se verra décerner deux diplômes distincts : celui d'ingénieur électricien de l'UFSC et celui d'ingénieur (Diplôme d'Ingénieur) de l'ENSEIRB-MATMECA de Bordeaux INP.

2.3 L'admission à l'UFSC peut se faire au premier semestre (février) ou au deuxième semestre (août).

Clause trois - Plan d'études

- 3.1 Pour tout étudiant de l'ENSEIRB-MATMECA ou de l'UFSC souhaitant obtenir un double diplôme, un plan d'études doit être élaboré et signé par les deux établissements et l'étudiant. Le plan d'études doit contenir :
- i. les cours et activités pédagogiques suivis dans l'établissement d'origine avant le départ pour l'établissement d'accueil ;
- j. les cours et activités pédagogiques à suivre dans l'établissement d'accueil ;
- k. les cours prévus dans l'établissement d'accueil avec le nombre de crédits correspondants à transférer ;
- I. les cours à suivre dans l'établissement d'accueil sans transfert de crédits ;
- m. les cours qui seront éventuellement suivis dans l'établissement d'origine après le retour de la mobilité ;
- n. le calendrier des activités ;
- o. l'équivalence entre les cours ou groupes de cours de chaque établissement afin de répondre aux exigences des programmes d'études respectifs ;
- p. la durée prévue pour l'obtention du diplôme et la période prévue pour le déroulement des activités dans chaque établissement.

Clause quatre – Conditions d'obtention du double diplôme

Étudiants de l'UFSC :

Réussir au moins les deux tiers (2/3) du nombre total de crédits prévus dans le programme d'études de premier cycle de l'UFSC, conformément à la législation applicable à l'UFSC (résolution normative n° 37/CUn du 5 novembre 2013) et au plan d'études mentionné à la clause trois.

Si le diplôme n'est pas délivré par l'UFSC, l'étudiant ne pourra pas prétendre à l'obtention du diplôme de l'ENSEIRB-MATMECA.

Étudiants de l'ENSEIRB-MATMECA:

Réussir au moins les deux tiers (2/3) du nombre total de crédits requis dans le programme d'études de premier cycle de l'UFSC, conformément à la législation applicable à l'UFSC (résolution normative n° 37/CUn du 5 novembre 2013) et en suivant le plan d'études mentionné à la clause trois.

Si le diplôme n'est pas délivré à l'ENSEIRB-MATMECA, l'étudiant ne pourra pas prétendre à l'obtention du diplôme à l'UFSC.

Tous les étudiants :

Chaque établissement décide, selon ses propres critères de validation des études, si l'étudiant a le

droit de recevoir un diplôme ou éventuellement un certificat contenant des informations sur les études suivies.

Si toutes les conditions requises pour l'obtention des diplômes de l'établissement d'origine et de l'établissement d'accueil sont remplies, l'étudiant recevra un premier diplôme de l'établissement d'origine et un deuxième diplôme de l'établissement d'accueil.

Les diplômes des deux établissements sont délivrés à l'issue du programme d'études dans les deux établissements.

Si un étudiant ne remplit pas les conditions requises pour le programme de double diplôme, il doit retourner dans son établissement d'origine pour terminer ses études et ne se verra délivrer qu'un diplôme de cet établissement.

Clause cinq - Coordinateurs

Chaque établissement désignera un coordinateur pour le programme de double diplôme qui sera chargé :

- i. de définir conjointement avec l'établissement partenaire la structure du programme de double diplôme ;
- j. de superviser le processus de double diplôme ;
- k. de fournir des informations et des conseils aux étudiants concernant le programme de double diplôme ;
- I. d'organiser et de coordonner la sélection des étudiants ;
- m. aider les étudiants à élaborer leur plan d'études ;
- n. fournir une assistance aux étudiants en mobilité;
- o. collecter et envoyer, chaque année, les documents nécessaires au suivi des étudiants en mobilité :
- p. servir de personne de contact pour l'établissement partenaire.

À l'UFSC, le coordinateur sera le professeur Patrick Kuo-Peng.

À l'ENSEIRB-MATMECA, la coordinatrice sera le professeur Nathalie DELTIMPLE.

Clause six – Responsabilité financière

- 6.1 Toutes les responsabilités liées à la mobilité académique, telles que l'obtention des visas, des passeports, des billets d'avion, de l'hébergement, du transport, de la nourriture et du logement, incombent aux étudiants, qu'ils bénéficient ou non d'une bourse ou d'une aide financière.
- 6.2 Les ressources nécessaires au financement du séjour des étudiants peuvent provenir d'organismes de financement du pays d'origine ou du pays d'accueil.
- 6.3 Les étudiants participant à des activités de mobilité ne paieront pas de frais à l'établissement d'accueil pendant la première année du programme, à l'exception des activités complémentaires, des cours extrascolaires ou d'autres activités non régulières.

Clause sept – Droits et devoirs des étudiants

- 7.1 Pendant leur séjour dans l'établissement d'accueil, les étudiants doivent se conformer à toutes les règles internes de l'établissement et respecter les obligations légales et sociales du pays d'accueil.
- 7.2 Les étudiants en mobilité devront présenter une attestation d'assurance maladie valable dans le pays d'accueil, souscrite avant leur départ de leur pays d'origine, couvrant les accidents, les maladies, les invalidités, le décès et le rapatriement du corps.
- 7.3 Tous les étudiants acceptés dans le programme de double diplôme sont régulièrement inscrits comme étudiants à temps plein dans l'établissement d'accueil et bénéficient des mêmes avantages et droits que les étudiants de cet établissement. Ils pourront poursuivre leurs études conformément à leur plan d'études.

Clause huit - Relations entre les parties

- 8.1 L'ENSEIRB-MATMECA et l'UFSC transmettront chaque semestre aux coordinateurs du programme de double diplôme toutes les notes et évaluations obtenues par chaque étudiant participant, dès qu'elles seront disponibles, y compris l'équivalence des notes pour le transfert de crédits.
- 8.2 L'ENSEIRB-MATMECA et l'UFSC s'enverront mutuellement, chaque année, tous les documents relatifs aux cours, séminaires, recherches et autres activités liées à la mobilité académique.

Clause neuf – Force majeure

9.1 Il est expressément convenu que les parties ne peuvent être tenues civilement responsables des dommages résultant d'un cas de force majeure, en particulier la cessation des activités académiques ou administratives.

Clause dix - Droits de propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle résultant de toute action de coopération prévue dans le présent accord sont partagés entre les parties ou convenus entre elles dans un instrument juridique spécifique ultérieur.

Clause onze – Modifications, durée et prolongation

- 10.1 Les parties sont en droit de modifier le présent accord pendant sa durée au moyen d'un accord spécifique entre elles, conformément aux mêmes formalités que celles prévues pour sa signature.
- 10.2 Le présent accord est valable pour une période de cinq ans à compter de la date de sa signature.
- 10.3 La prolongation du présent accord sera toujours pour une durée déterminée et prendra la forme d'un avenant.

Clause douze – Résiliation

- 11.1 Les parties peuvent résilier le présent contrat à tout moment en adressant une notification écrite à l'autre partie.
- 11.2 La résiliation prend effet le soixante et unième jour suivant la réception de la notification par l'autre partie.
- 11.3 La résiliation est révocable jusqu'à l'expiration du délai prévu dans la sous-clause précédente.
- 11.4 Les parties sont en droit de résilier le présent accord en cas de non-respect de l'une de ses clauses ou conditions. La résiliation prend effet immédiatement.
- 11.5 Sauf indication expresse dans l'acte de résiliation, celle-ci n'entrave pas les activités en cours, qui continuent d'être régies par le présent accord jusqu'à leur achèvement.

Clause treize – Interprétation, cas imprévus et règlement des différends

- 12.1 Les parties doivent exécuter et interpréter le présent accord de bonne foi.
- 12.2 Les cas imprévus et les litiges relatifs à l'interprétation et à l'application du présent accord, y compris les cas relevant de la compétence juridictionnelle et du droit applicable, doivent être examinés et résolus par un comité mixte composé de membres nommés par les représentants des parties.
- 12.3 Les parties n'engageront pas de procédure judiciaire tant que les procédures de règlement des différends n'auront pas été épuisées sans succès, sauf dans les cas où la mesure souhaitée ne peut raisonnablement attendre la durée de la procédure de règlement à l'amiable.

Clause quatorze - Entrée en vigueur et publication

- 13.1 Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature et sera valable pendant cinq ans, sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties par notification écrite.
- 13.2 Les parties publient le présent accord conformément à la législation de leur pays.

13.3 Si la législation nationale de l'une des parties subordonne l'efficacité ou la validité du présent accord à une mesure supplémentaire non prévue dans celui-ci, elle en informe immédiatement l'autre partie.

Clause quinze – Légitimité des signataires

14.1 Les signataires déclarent avoir la légitimité et les pouvoirs nécessaires pour représenter leur partie respective conformément à la législation de leur pays.

Le présent accord sera signé en deux exemplaires de contenu et de forme identiques. Chaque partie conservera un exemplaire original.

Clause seize : DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Si des données à caractère personnel doivent être traitées dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter l'ensemble des règles en vigueur, et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « RGPD »).

Et ainsi convenu, les parties signent cet accord de double diplôme.

UFSC

Représenté par Prof. Dr. Luiz Carlos Pinheiro Machado Filho, VP RI Date

Signature

ENSEIRB-MATMECA

Représenté par Guillaume FERRE, Directeur Général de Bordeaux INP Date

Signature



MEMORANDUM OF UNDERSTANDING BETWEEN INSTITUTE OF TECHNOLOGY OF CAMBODIA AND

Institute of Technology of Cambodia is a public institution of higher education, whose headquarters are located at PO Box-86, Blvd. Of Russian Federation, Sangkat Teulaak 1, Khan Toul Kork, 120404, Phnom Penh, Cambodia, represented in this deed by its Director General Prof. Dr. PO Kimtho,

BORDEAUX INSTITUTE OF TECHNOLOGY

and

Bordeaux Institute of Technology a public institution of a scientific, cultural and professional nature, located at 1 avenue du Docteur Albert Schweitzer 33402 Talence, France, represented in this deed by its **Director General Guillaume Ferré**, henceforth referred to as "**Bordeaux INP**"

agree to sign a Memorandum of Understanding Called "MoU", in order to promote academic and scientific cooperation in higher education, research and innovatio.

PREAMBLE

The present agreement is motivated by the positive prospects of internationalization and academic and scientific cooperation related to the possibilities of developing actions of common interest, with mutual benefits, between the institutions, based on the consolidated experience of both in activities of academic and scientific nature.

1. OBJECT OF THE MoU

The purpose of this MoU is to endeavor to promote academic and scientific activities including, but not limited to, the following:

- Conducting collaborative research projects
- Exchange of academic and administrative staff
- Exchange of students
- Setting up of double degrees
- Conducting lectures and organizing symposia
- Exchange of academic information and materials
- Promoting collaboration in fields of mutual interest
- Promoting other academic cooperation as mutually agreed



PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE L'INSTITUT DE TECHNOLOGY DU CAMBODGE ET L'INSTITUT POLYTECHNIQUE DE BORDEAUX

L'Institut de Technologie du Cambodge est un établissement public d'enseignement supérieur, dont le siège se trouve à BP-86, Boulevard de la Fédération de Russie, Sangkat Teulaak 1, Khan Toul Kork, 120404, Phnom Penh, Cambodge, représentée par son président Prof. Dr. PO Kimtho, et

l'Institut Polytechnique de Bordeaux Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, situé 1 avenue du Docteur Albert Schweitzer 33402 Talence France, représenté dans cet acte par son Directeur Général Guillaume Ferré, désormais nommé « Bordeaux INP »

conviennent de signer de protocole d'accord, désormais nommé « MoU», en vue de promouvoir la coopération académique et scientifique en éducation supérieure, recherche et innovation.

PREAMBULE

Le présent accord est motivé par les perspectives positives de l'internationalisation et de la coopération universitaire et scientifique liées aux possibilités de développer des actions d'intérêt commun, avec des bénéfices mutuels, entre les institutions, sur la base de l'expérience consolidée des deux dans les activités de nature universitaire et scientifique.

1. OBJET

L'objectif de ce protocole d'accord est de s'efforcer de promouvoir les activités académiques et scientifiques, y compris, mais sans s'y limiter, les suivantes :

- Réalisation de projets de recherche en collaboration
- Échange de personnel académique et administratif
- Échange d'étudiants
- Mise en place de doubles diplômes
- Conduite de conférences et organisation de symposiums
- Échange d'informations et de matériel académique
- Promotion de la collaboration dans des domaines d'intérêt mutuel
- Promotion d'autres formes de coopération universitaire, comme convenu mutuellement.

MOU /ITC - Bordeaux INP 2/4

2. EXECUTION

This MOU sets out the intentions of the parties for increased collaboration, cooperation and interaction and does not create any legally binding commitments. If the parties subsequently agree to undertake specific joint projects involving legally binding obligations, they will develop **SPECIFIC COOPERATION AGREEMENTS** signed by each institution's authorized signatory, which will describe, among other things:

- The detailed design of activities and their timetable;
- Actual obligations of each entity;
- The number of beneficiaries of each entity;
- The number of beneficiaries of the exchange;
- The procedure for selecting the beneficiaries of the exchange;
- Confidentiality duty;
- The ownership of intellectual property rights;
- Fees and other charges.

All activities shall be subject to the availability of funds and the approval of each institution's authorized representatives.

3. FUNDING

The Institutions agree that each activity established under this MoU will be subject to the availability of funding and that financial agreements must be negotiated for each activity prior to the signing of any SPECIFIC COOPERATION AGREEMENT. The institutions agree that they will make every effort to obtain adequate financial resources for the implementation of the activities foreseen in future SPECIFIC COOPERATION AGREEMENTS.

The execution of the cooperation activities by the participants does not generate employment.

4. INTELLECTUAL PROPERTY RIGHTS

Cooperative research activities that may produce results that may be protected by intellectual property rights shall be provided for in the SPECIFIC COOPERATION AGREEMENTS related to this MoU. Both Institutions must agree on articulation rules to ensure that all participants adhere to the rules set forth in their respective intellectual property regulations. Therefore, no result of the scientific or technical cooperation may be used without the prior written consent of the Institutions. The party that does not comply with the provisions of this

2. EXÉCUTION

Le présent protocole d'accord expose les intentions des parties en vue d'une collaboration, d'une coopération et d'une interaction accrues et ne crée aucun engagement juridiquement contraignant. Si les parties conviennent par la suite d'entreprendre des projets communs spécifiques impliquant des obligations juridiquement contraignantes, elles élaboreront des ACCORDS DE COOPERATION SPECIFIQUES signés par le signataire autorisé de chaque institution, qui décriront, entre autres, les éléments suivants :

- La conception détaillée des activités et leur calendrier ;
- Les obligations réelles de chaque entité;
- Le nombre de bénéficiaires de chaque entité;
- Le nombre de bénéficiaires de l'échange ;
- La procédure de sélection des bénéficiaires de l'échange ;
- Le devoir de confidentialité;
- La propriété des droits de propriété intellectuelle ;
- Les frais et autres charges.

Toutes les activités sont soumises à la disponibilité des fonds et à l'approbation des représentants autorisés de chaque institution.

3. FINANCEMENT

Les institutions conviennent que chaque activité établie dans le cadre du présent MoU dépendra de la disponibilité du financement et que les accords financiers doivent être négociés pour chaque activité avant la signature de tout ACCORD DE COOPERATION SPECIFIQUE. Les institutions conviennent qu'elles feront tous les efforts afin d'obtenir des ressources financières adéquates pour la mise en œuvre des activités prévues dans les futurs ACCORDS DE COOPÉRATION SPÉCIFIQUE. L'exécution des activités de coopération par les

L'exécution des activités de coopération par les participants ne génère pas d'emplois.

4. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les activités de recherche coopérative pouvant produire des résultats susceptibles d'être protégés par les droits de propriété intellectuelle devront être prévues dans les **ACCORDS DE COOPÉRATION SPÉCIFIQUE** liés à ce **MoU**. Les deux Institutions doivent s'accorder sur des règles d'articulation afin d'assurer l'adhésion de l'ensemble des participants aux règles établies dans leurs règlements de propriété intellectuelle respectifs. Par conséquent, aucun résultat de la coopération scientifique ou technique ne pourra être utilisé sans le consentement écrit préalable des

MOU /ITC - Bordeaux INP 3/4

clause will assume the corresponding legal responsibility.

5. PERSONAL DATA

If personal data must be processed in connection with this agreement, the Parties undertake to comply with all the rules in force, and in particular Regulation EU 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data (known as "GDPR"). The Parties undertake to respect the terms of the appendix to the agreement relating to compliance with the GDPR on the website of BORDEAUX INP available at https://www.bordeaux-inp.fr/sites/default/files/upload/annexe rgpd convention international bx inp2.pdf

6. DURATION

This MoU shall enter into force on the date of the signature for a period of 5 (five) years, with the possibility of 1 (one) renewal under the same conditions, unless either party gives written notice to the other at least 90 (ninety) days prior to the expiration date, it being understood that all ongoing actions must be pursued to completion.

This MoU may be denounced and/or terminated by either institution provided that the institution so desiring notifies the other party in writing with a minimum of 90 (ninety) days notice.

If either institution wishes to terminate this agreement, it must notify the other six (6) months prior to the scheduled expiration date, without prejudice to existing and ongoing actions and activities.

7. JURISDICTION

In the event of any disputes arising out of this agreement, both Institutions will try to settle their differences amicably through good faith negotiation between authorized representatives of each Institution.

And being thus agreed, the parties sign this agreement, in bilingual version, of equal form and content, for legal and judicial purposes.

institutions. La partie qui ne se conforme pas aux dispositions de cette clause assumera la responsabilité légale correspondante.

5. DONNÉES PERSONNELLES

Si des données à caractère personnel doivent être traitées dans le cadre de la présente convention, les Parties s'engagent à respecter toutes les règles en vigueur, et notamment le Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques concernant le traitement des données personnelles et sur la libre circulation de ces données (appelé « RGPD »). Les Parties s'engagent à respecter les termes de l'annexe à la convention relative au respect du RGPD sur le site internet de BORDEAUX INP disponible à l'adresse https://www.bordeaux-inp.fr/sites/default/files/upload/annexe_rgpd_convention_international_bx_inp2.pdf

6. DURÉE

Ce MoU entrera en vigueur à la date de signature pour une durée de 5 (cinq) ans, avec la possibilité d'1 (un) renouvellement dans les mêmes conditions, sauf notification écrite de l'une des parties à l'autre, au moins 90 (quatre-vingt-dix) jours avant la date d'échéance, étant entendu que toutes les actions en cours devront être poursuivies jusqu'à leur terme.

Ce MoU pourra être dénoncé et/ou résilié par l'une des institutions à condition que celle qui le souhaite notifie par écrit l'autre partie avec un préavis de 90 (quatre-vingt-dix) jours au minimum.

Si l'une ou l'autre des institutions souhaite mettre fin au présent accord, elle doit le notifier six (6) mois avant la date d'expiration prévue, sans que cela porte préjudice des actions et activités existantes et en cours.

7. DIFFÉRENDS

En cas de litige découlant du présent accord, les deux institutions s'efforceront de régler leurs différends à l'amiable par une négociation de bonne foi entre les représentants autorisés de chaque institution.

Et étant ainsi convenues, les parties signent le présent accord, en version bilingue, de forme et teneur égales, à des fins légales et juridiques.

Phnom Penh,	20	Talence, le	20		
For Institute of Technolo	For Institute of Technology of Cambodia		Pour Bordeaux INP		
Prof. Dr. PO Kimtl Directeur Genera	itho	Prof. G	iuillaume Ferré		
	neral	Direc	teur Général		





Specific Agreement on Student, Staff and Researchers Mobility

Between

Enspima - Bordeaux Institute of Technology (France) hereafter referred to as Bordeaux INP represented by Guillaume Ferré, General director

and

Institute of Technology of Cambodia (Cambodia)

represented by H.E. Prof. Dr. PO Kimtho, General Directeur

This Specific Agreement is concluded by and between Bordeaux Institute of Technology and Institute of Technology of Cambodia, and aims to promote academic cooperation and academic mobility of students, staff and researchers.

Bordeaux Institute of Technology, herein represented by its General Director Guillaume Ferré and and Institute of Technology of Cambodia, herein represented by General Director H.E. Prof. Dr. PO Kimtho, have mutually agreed and covenanted as set forth in the terms and conditions herein below:

SECTION 1 – PURPOSE

The purpose of this Agreement is

- 1. Exchange of undergraduate and graduate students (internship or academic program);
- 2.Exchange of faculty and staff members;
- 3. Joint research stays;
- 4. Special short-term academic programs and projects.

Stays and exchange may be in face-to-face and virtual modalities, as appropriate.

SECTION 2 – FACULTY MEMBERS/RESEARCHERS EXCHANGE

2.1.1 Visiting faculty members/researchers shall take part in conferences, teaching and/or research activities, taking into account that the duration time for each stay shall not exceed one academic year (two semesters – 12 months).

- 2.1.2. Health insurance coverage must be arranged by the faculty member/researcher in before entering the country of their destination.
- 2.1.3. Salaries shall be paid by the institution of origin.

SECTION 3 – UNDERGRADUATE AND GRADUATE STUDENTS EXCHANGE

- 3.1. Students shall be pre-selected by their home institution based on their academic excellence. The host institution shall be responsible for the final acceptance.
- 3.2. Students accepted by the host institution shall be deemed to be exchange students and shall be subject to all the rules and regulations of the host institution, and shall comply with them in the same manner as the regular students thereof.
- 3.3. Students participating in the exchange program shall be encouraged to learn the language spoken at the country of the host institution, at a level compatible with the activities developed for them.
- 3.4. Each student shall follow a course of studies jointly agreed between the two institutions.
- 3.5. The student's stay shall not exceed one academic year, except in the case of double degree programs.
- 3.6. Undergraduate double accreditation programs and co-supervision of theses and dissertations shall be the object of a specific instrument to be executed between the concerned parties.
- 3.7. The institutions shall present and accept, under this Agreement, up to **2 students, per academic year**, unless otherwise agreed upon.
- 3.8. Health insurance coverage must be arranged by the student upon his/her arrival at the host institution.
- 3.9 Academic performance will be evaluated in accordance with the regulations of the receiving institution, which will forward to the person in charge of the home institution the grades obtained by the student, as soon as the mobility period has concluded, in any of the modalities, that is, face-to-face or virtual.
- 3.10 The receiving institution will send to the home institution the grades obtained by the student, according to its own grading scale.

SECTION 4 – FINANCIAL SUPPORT

- 4.1. Faculty members/researchers involved in exchange programs hereunder shall not pay fees to the host institution. The remaining expenses (travel, accommodation and etc.) shall be borne by the faculty member/researcher, who may seek funding from external agencies.
- 4.2. Students involved in exchange programs hereunder shall pay the academic tuition and fees, if any, at their institution of origin. The remaining expenses (travel, accommodations and etc.) shall be borne by the student. The existence of this Agreement shall not imply any obligation of the institutions to provide financial support.

SECTION 5 – OBLIGATIONS OF THE PARTIES

5.1 Obligations of the home institution

- 5.1.1 The home institution shall select mobility students, according to the requirements by the receiving institution.
- 5.1.2 The home institution shall acknowledge the academic results obtained by the student at the host institution, based on the work program previously agreed to between the institutions and the respective credits and/or hours.
- 5.1.3 The home institution authorizes the academic courses that students will take during the mobility in both modalities.

5.2 Obligations of the host institution

- 5.2.1 At the completion of the stay of the student, the host institution shall forward to the appropriate office of the institution of origin an official document, specifying the activities carried out and, as the case may be, the achievement level attained.
- 5.2.2 The host institution shall provide such adequate research conditions and locations for the work of the visiting faculty member/researcher as are within its reach.
- 5.2.3 Both institutions agree in a binding form to promote the integration of the students in the academic life of the host institution.
- 5.2.4 The host institution provides the institution of origin, with due opportunity, the calendars of activities, clearly establishing the dates of receipt of documents, beginning and end of the academic period, and any other information that it deems necessary in both face-to-face and virtual modalities.
- 5.2.5 The host institution receives the documentation of the postulated students and notify the Party of origin, with due opportunity, the list of accepted students, so that they can carry out the necessary immigration and academic procedures that correspond to each modality.
- 5.2.6 In the case of face-to-face modality, the host institution support and advises mobility students to find suitable accommodation.
- 5.2.7 The host institution exempts the mobility student from tuition fees.

SECTION 6 – COORDINATION OF THE AGREEMENT

- 6.1. To ensure the technical-administrative coordination of this Agreement, Bordeaux Institute of Technology hereby appoints Samia BOUKIR, Director for International Relations at ENSPIMA Bordeaux Institute of Technology and Institute of Technology of Cambodia, hereby appoint Dr. BUN Long, Deputy Director of Cooperation at Institute of Technology of Cambodia.
- 6.2. It is incumbent on the Coordinators to provide solutions and to resolve all academic and administrative issues that may occur during the effective term hereof, as well as to ensure supervision of the activities.

SECTION 7 – CIVIL LIABILITY

Both institutions are exempted from any civil liability that may be generated as a result of the implementation of cooperation activities covered by this Agreement, except in the case of gross negligence or willful conduct.

SECTION 8 - PERSONAL DATA

If personal data must be processed in connection with this agreement, the Parties undertake to comply with all the rules in force, and in particular Regulation EU 2016/679 of the European Parliament and of the Council of 27 April 2016 on the protection of individuals with regard to the processing of personal data and on the free movement of such data (known as "GDPR"). The Parties undertake to respect the terms of the appendix to the agreement relating to compliance with the GDPR on the website of BORDEAUX INP

available at

https://www.bordeaux-inp.fr/sites/default/files/upload/annexe_rgpd_convention_international_bx_inp2.p_df

SECTION 9 – EFFECTIVE TERM

This Agreement shall be effective for a period of **five (5) years**, as from the date it is executed by the representatives of both Parties and could be automatically extended by mutual consent. Any changes herein shall be implemented in the form of an Amendment duly agreed to between the Parties.

SECTION 10 – TERMINATION

This Agreement may be terminated at any time, by either party, by means of a 180-day prior written termination notice. In this case, the parties shall define in an Agreement Termination Report, the guidance notes to terminate the affected programs. All the activities already being in progress are to be continued until completion as intended.

SECTION 11 – SETTLEMENT OF DISPUTES

In order to settle any disagreements that may arise under execution of this Agreement, the Parties shall exert their best efforts to achieve a solution by mutual consent.

For Bordeaux Institute of Technology On For Institute of Technology of Cambodia On

Guillaume Ferré, General Director H. E. Prof. Dr. PO Kimtho General Director





CONVENTION SPÉCIFIQUE D'ACCUEIL D'ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS EN MOBILITÉS COURTS SÉJOURS AVEC FRAIS DE SCOLARITÉ

conclue entre l'Université de Sherbrooke Faculté de génie et

« Bordeaux INP »

L'Université de Sherbrooke

Faculté de génie 2500, boul. de l'Université Sherbrooke (Québec), J1K 2R1 CANADA

Ci-après désignée par l'« UdeS », et représentée par son Vice-rectrice aux relations internationales, Madame Anne Lessard.

et

« Bordeaux INP »

. . .

Ci-après désignée par « Bordeaux INP», et représentée par « Guillaume Ferré », « directeur général » de « Bordeaux INP ».

s'accordent sur ce qui suit :

Article 1 Préambule

1.1 Objet

La présente convention a pour objet de définir le cadre d'accueil des étudiantes et étudiants de « Bordeaux INP» à la Faculté de génie de l'UdeS pour des mobilités courts séjours avec frais de scolarité, d'un à trois semestres.

« Bordeaux INP» consent à promouvoir cette convention auprès de ses étudiantes et étudiants et à leur fournir conseil et appui selon les ressources disponibles.

1.2 Reconnaissance des établissements

Les deux établissements sont pleinement reconnus par les institutions nationales de leur pays.

- En France, « Bordeaux INP» est reconnu par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; le « diplôme d'ingénieur » est accrédité par la Commission des Titres d'Ingénieur (CTI) et il confère le grade de Master européen, comme promu par le processus de Bologne.
- Au Québec, l'UdeS est reconnue par le Ministère de l'Enseignement supérieur.
 La Faculté de génie offre des programmes de baccalauréat en ingénierie agréés par le Bureau canadien d'agrément des programmes de génie (BCAPG) ainsi que des programmes de maîtrise et de doctorat.

1.3 Détails sur les établissements

Tous les détails relatifs aux établissements (historique, reconnaissance, accréditations, domaines de recherche, innovation, programmes d'enseignement, etc.) sont disponibles sur les sites internet suivants :

- Pour « Bordeaux INP»
 https://formation.bordeaux-inp.fr/fr/rechercher-des-formations.html
- Pour l'Université de Sherbrooke http://www.usherbrooke.ca/genie

1.4 Domaines d'intérêts

Les domaines d'intérêt de chaque établissement sont :

 Pour « Bordeaux INP», les domaines de formation et de recherche sont chimiegénie physique, agroalimentaire-génie biologique, génie biotechnologie, performance industrielle et maintenance aéronautique, génie informatique, génie robotique. Pour la Faculté de génie de l'UdeS, les domaines d'intérêts pour la présente convention sont le génie aérospatial, le génie du bâtiment, le génie biotechnologique, le génie chimique, le génie civil, le génie électrique, le génie informatique, le génie mécanique, le génie robotique et la gestion de l'ingénierie.

Article 2 Dispositions spécifiques pour l'accueil des étudiantes et étudiants de « Bordeaux INP» en mobilité court séjour avec frais de scolarité à la Faculté de génie de l'Université de Sherbrooke

2.1 Programmes visés

Les personnes étudiantes inscrites à temps plein à « Bordeaux INP» et souhaitant suivre des activités pédagogiques dans le programme de Maîtrise de la Faculté de génie de l'Université de Sherbrooke doivent obtenir l'approbation de la direction du programme de formation. Les disciplines concernées incluent : génie du bâtiment, biotechnologique, chimique, civil, électrique et informatique, mécanique, ainsi que la gestion de l'ingénierie.

2.2 Quota d'étudiantes et d'étudiants

Le nombre de participantes et participants qui seront admis en mobilité court séjour avec frais de scolarité sera communiqué à l'automne de chaque année, en prévision de l'accueil pour l'année scolaire débutant l'automne suivant.

2.3 Admissibilité

2.3.1 Admissibilité dans des cours de premier cycle

L'étudiante ou l'étudiant de « Bordeaux INP» qui répond aux critères suivants est admissible à une mobilité court séjour avec frais de scolarité dans des cours de premier cycle de la Faculté de génie tel que décrit à l'article 1.4 :

- au moment de sa demande d'admission, doit être inscrit dans d'un programme de formation d'ingénieurs de « Bordeaux INP» d'une durée minimum de cinq ans, et avoir complété au moins trois années de son programme d'ingénieur (bac+3) avant son séjour à l'UdeS;
- présenter une moyenne cumulative générale minimale de 11/20;
- posséder une connaissance fonctionnelle de la langue française écrite et parlée, de façon à pouvoir suivre les activités pédagogiques, y participer efficacement et rédiger les travaux qui s'y rapportent.

2.3.2 Admissibilité dans des cours de deuxième cycle

L'étudiante ou l'étudiant de « Bordeaux INP» qui répond aux critères suivants est admissible à une mobilité court séjour avec frais de scolarité dans des cours de deuxième cycle de la Faculté de génie tel que décrit à l'article 1.4 :

- au moment de sa demande d'admission, doit être inscrit dans d'un programme de formation d'ingénieurs de « Bordeaux INP» d'une durée minimum de cinq ans, et avoir complété au moins quatre années de son programme d'ingénieur (bac+4) avant son séjour à l'UdeS;
- présenter une moyenne cumulative générale minimale de 12/20;
- posséder une connaissance fonctionnelle de la langue française écrite et parlée, de façon à pouvoir suivre les activités pédagogiques, y participer efficacement et rédiger les travaux qui s'y rapportent.

2.4 Modalités d'admission

2.4.1 Présélection des candidates et des candidats

Chaque candidate et candidat est présélectionné par une commission composées d'enseignants chercheurs et des relations internationales de « Bordeaux INP» sur la base de la qualité de ses résultats scolaires, de la rédaction d'une lettre de motivation. La liste des candidates et des candidats sélectionnés de « Bordeaux INP» doit être soumise à l'adresse courriel mobilite.genie@USherbrooke.ca au plus tard le 1er mars pour une admission au trimestre d'automne, 1er juillet pour une admission au trimestre d'hiver et 1er novembre pour une admission au trimestre d'été.

2.4.2 Préparation du dossier d'admission

Suivant sa présélection, la candidate ou le candidat doit compléter un dossier d'admission¹ en ligne et y acquitte les frais exigés.

Dans son dossier en ligne, la candidate ou le candidat ne doit pas choisir un programme dans le menu déroulant et doit déposer sa demande dans l'un des programmes suivants. Le code correspondant au programme visé doit être entré manuellement et écrit en lettre majuscule XXX-XXX-USHXX :

- Court séjour de 1e cycle de 1 trimestre : 4EJ-000-USHPR Microprogramme de 1e cycle en sciences appliquées.
- Court séjour de 1e cycle de 2 trimestres : 1EA-000-USHPR Certificat en sciences appliquées.

¹ https://www.usherbrooke.ca/international/fr/etudiants-internationaux/echanges-et-courts-sejours/courts-sejours-avec-frais-de-scolarite/dossier-dadmission/

- Court séjour de 2e cycle de 1 trimestre : 4EH-000-USHPR Microprogramme de 2e cycle en ingénierie.
- Court séjour de 2e cycle de 2 trimestres : 5EB-000-USHPR Diplôme de deuxième cycle en ingénierie.

Dans ce dossier, outre les documents exigés pour l'admission des étudiants internationaux, chaque candidate et candidat doit fournir :

- formulaire de nomination²;
- une lettre de motivation (maximum une page);
- une lettre de recommandation;
- choix de cours approuvé par « Bordeaux INP»;
- une photocopie des relevés de notes attestant toutes études universitaires complétées;
- une photocopie du certificat de naissance ou page d'identification du passeport.

2.4.3 Processus d'admission à l'UdeS

Le dossier doit être envoyé au Bureau de la registraire de l'UdeS au plus tard le 31 mars précédant le trimestre d'automne, le 1er juillet pour le trimestre d'hiver, et le 1e novembre pour le trimestre d'été. La décision finale d'admission est prise par l'UdeS et communiquée individuellement à chaque candidate et candidat. La date de décision de l'UdeS est dépendant de l'état du dossier d'admission. Il est ainsi de la responsabilité de chaque étudiante et étudiant de soumettre une demande d'admission complète, de payer les frais d'ouverture et de traitement du dossier ainsi que de fournir toutes les pièces exigées dans les délais prescrits. De plus, dans le cas d'étudiantes ou d'étudiants ne possédant pas la citoyenneté française ou belge, il est souhaitable que le dossier de candidature soit envoyé au Bureau de la registraire de l'UdeS le plus rapidement possible. Ceci afin d'optimiser le délai pour qu'une étudiante ou un étudiant réponde aux exigences du gouvernement canadien pour être admis au Canada.

L'UdeS se réserve le droit de refuser une candidature si le dossier est jugé de qualité insuffisante ou si la capacité d'accueil est déjà atteinte.

À la Faculté de génie de l'UdeS, les personnes-ressources pour l'admission et l'inscription dans un programme sont le coordonnateur ou la coordonnatrice académique aux études supérieures et la directrice ou le directeur du département d'accueil. À « Bordeaux INP», le responsable est la responsable des relations internationales.

²

 $https://www.usherbrooke.ca/international/fileadmin/sites/international/documents/echanges/Formulaire_de_nomination-web.pdf\\$

Le cursus suivi par l'étudiante ou l'étudiant à « Bordeaux INP» devra lui permettre d'avoir les prérequis pour suivre les cours sélectionnés à la Faculté de génie de l'UdeS. Le respect de ces prérequis doit être validé par « Bordeaux INP». Dans l'éventualité où sa formation, ou son dossier scolaire, est jugée insuffisant pour son admission ou si la capacité d'accueil du programme est atteinte, l'étudiante ou l'étudiant pourrait se voir refusé, ou se voir offrir une admission dans d'autres cours couverts par cette convention. De plus, une réponse positive de l'UdeS à l'admission ne garantit pas l'accès aux cours choisis par une étudiante ou un étudiant. Certaines circonstances peuvent obliger à faire de nouveaux choix à l'arrivée. Ainsi, si une étudiante ou un étudiant est tenu de suivre une matière, celle-ci ou celui-ci doit vérifier la disponibilité du ou des cours en question selon les semestres visés, et ce, avant de quitter son pays.

2.5 Parcours des études

2.5.1 Responsabilités de l'étudiante ou de l'étudiant de « Bordeaux INP»

L'étudiante ou l'étudiant :

- accepte de se soumettre et de se conformer à tous règlements, politiques, directives, normes et procédures en vigueur à l'UdeS, et ce, pendant toute la durée de sa mobilité à l'UdeS, incluant notamment le Règlement des études;
- doit maintenir un statut « d'étudiante » ou « d'étudiant » à temps complet au sein des deux établissements pendant la période d'études;
- est et doit demeurer inscrit à temps complet dans un des programmes couverts par cette convention tel qu'énoncé à l'article 1.4;
- s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour être présent à l'UdeS au début de chaque trimestre, en particulier aux activités d'accueil prévues le jeudi précédant le début de la session d'automne et d'été, ou le 1er jour du trimestre d'hiver;
- s'engage à payer la totalité des frais de scolarité et afférents applicables (voir section 2.7).

2.5.2 Responsabilités de l'UdeS

À la fin de chaque trimestre, l'UdeS mettra à la disposition de chaque étudiante et étudiant un relevé de notes en ligne. Une version papier officielle pourra être obtenue par l'étudiante ou l'étudiant par une demande grâce aux services en ligne de l'UdeS et y acquitte les frais exigés.

Les crédits obtenus à l'UdeS sont transférés dans le cursus de « Bordeaux INP».

2.5.3 Déroulement des études

- La durée prévue du séjour est d'un trimestre (15 crédits, 4 mois) ou de deux trimestres (30 crédits, 8 mois).
- Les cours doivent être choisis dans une liste de cours autorisés pour les courts séjours.
- Les étudiantes et étudiants admis dans le cadre des mobilités courts séjours avec frais de scolarité ne sont pas admissibles aux stages hors campus. Ces activités ne doivent conséquemment pas être sélectionnées par les étudiantes et étudiants lors du choix de cours.
- Les étudiantes et étudiants doivent suivre un nombre minimal de crédits par trimestre pour maintenir un statut d'étudiant à un temps plein, soit :
 - o 12 crédits minimum par trimestre pour le premier cycle;
 - 9 crédits minimum par trimestre pour le deuxième cycle.
- Un court séjour de deuxième cycle doit comprendre un nombre minimal de cours de deuxième cycle. L'étudiante ou l'étudiant doit vérifier attentivement le cycle des cours dans le tableau des cours autorisés :
 - séjour de 15 crédits (un semestre) : minimum de 9 crédits de deuxième cycle;
 - séjour de 30 crédits (deux semestres) : minimum de 21 crédits de deuxième cycle.
- L'étudiante ou l'étudiant admis reçoit l'horaire des cours environ un mois avant le début du trimestre. Il doit procéder à son inscription à ce moment.
- L'étudiante ou l'étudiant pourrait devoir changer son choix de cours entre autres pour l'une des raisons suivantes : nombre de places limité, prérequis non rencontrés, nombre d'étudiants insuffisants, etc.
- Les cours en génie électrique, informatique et robotique sont offerts sous forme d'apprentissage par problèmes et par projets.

2.6 Attestation d'études

L'obtention d'une attestation d'études **de l'Université de Sherbrooke**, selon le programme sélectionné (microprogramme, certificat ou diplôme de deuxième cycle en ingénierie), est soumise aux conditions suivantes :

- avoir complété avec succès tous les crédits du programme suivi;
- avoir maintenu une moyenne cumulative d'au moins 2,0/4,3 pour le premier cycle et 2,7/4,3 pour le deuxième cycle;
- avoir respecté toutes les exigences prévues dans le Règlement des études de l'UdeS.

2.7 Frais de scolarité et autres frais

L'étudiante ou l'étudiant inscrit dans un programme dans le cadre de cette convention acquitte l'ensemble des frais³ d'admission, d'inscription, droits de scolarité et autres frais exigés conformément au *Règlement des études* de l'UdeS et établis en accord avec la politique relative aux droits de scolarité du ministère de l'Enseignement supérieur du Québec. Il est à noter que des conditions particulières s'appliquent aux étudiantes et étudiants de nationalité française ou belge. Ces derniers doivent avoir un Certificat d'acceptation du Québec CAQ/Lettre d'attestation provinciale (LAP), sur lequel est indiqué le cycle d'études et un permis d'étude valides pour bénéficier des mêmes frais de scolarité que les étudiantes et étudiants québécois, en vertu des ententes signées entre le gouvernement du Québec et les gouvernements de la France et de la communauté française de Belgique⁴.

De plus, l'étudiante ou l'étudiant :

- assume les frais administratifs divers exigés par l'UdeS;
- assume l'ensemble des frais associés à son transport et à son séjour (logement, nourriture, matériel pédagogique, etc.);
- assume les frais exigés en matière d'assurance;
- bénéficie des programmes d'aide financière auxquels peut donner accès son inscription à « Bordeaux INP».

³ https://www.usherbrooke.ca/admission/couts-et-aide-financiere/frais-scolarite

⁴ <u>https://www.quebec.ca/education/etudier-quebec/aide-financiere-etudiants-internationaux/exemption-droits-scolarite-ententes</u>

2.8 Logement

L'UdeS s'engage à rendre disponibles des ressources en ligne pour soutenir les étudiantes et les étudiants dans la recherche d'un logement, et à leur assurer tous les services d'accueil et d'orientation utiles à leur séjour.

2.9 Assurances santé pour les étudiantes et étudiants internationaux

L'étudiante et l'étudiant accueilli à l'UdeS doit adhérer obligatoirement au régime collectif d'assurance maladie et hospitalisation offert par l'Université de Sherbrooke dès son arrivée sur le campus. Toutefois, l'étudiante ou l'étudiant ayant la nationalité de l'un des pays suivants: Belgique, Danemark, Finlande, France, Grèce, Luxembourg, Norvège, Portugal, Roumanie, Suède et Serbie peut être exempté sur présentation de la preuve de couverture au Régime d'assurance maladie du Québec (RAMQ). Pour profiter de l'exemption, l'étudiante ou l'étudiant doit d'abord payer les frais d'adhésion au régime d'assurance pour être inscrit. Les frais lui seront ensuite remboursés sur présentation de la preuve de couverture.

2.10 Immigration

Chaque étudiante et étudiant qui n'est pas résident permanent ou citoyen canadien doit veiller personnellement et en temps requis à l'obtention des documents exigés par le Canada et le Québec. Comme mentionné dans l'article 2.7, pour bénéficier de l'exemption des frais majorés, les étudiantes et étudiants de nationalité française ou belge devront présenter un CAQ/LAP et un permis d'étude valides. La demande de permis d'études doit couvrir toute la durée de votre programme. Pour connaître les délais de traitement pour l'obtention de permis d'étude selon votre nationalité, veuillez consulter le site web d'IRCC⁵.

⁵ https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/demande/verifier-delaistraitement.htm

Article 3 Protection des données personnelles

Bordeaux INP doit traiter les données personnelles conformément aux lois qui lui sont applicables et à la réglementation européenne sur la protection des données (RGPD – Réglementation du 27 avril 2016 – UE,2016/679). L'Université de Sherbrooke doit traiter les données personnelles conformément aux lois qui lui sont applicables, notamment la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, RLRQ, c. A-2.1, qui est une loi d'ordre public qui lui est applicable et à laquelle elle ne peut déroger.

Ainsi, considérant les résultats de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée, les parties conviennent que le traitement des données personnelles sera effectué dans le respect des principes suivants :

- a. Les données personnelles doivent demeurer confidentielles en tout temps et être traitées uniquement aux fins de réaliser la présente entente.
- b. Les parties respectent les obligations issues des lois qui leur sont applicables en matière de protection des données personnelles et ne traitent les données personnelles que conformément aux lois applicables et à la présente entente.
- c. Les parties n'accorderont l'accès aux données personnelles à leurs employés que si elles sont strictement nécessaires à la mise en application, la gestion et le suivi des mobilités d'échange prévues par la présente entente et uniquement sous engagement de confidentialité.
- d. Les parties devront garantir des mesures de sécurité techniques et d'organisation adaptées en fonction des risques inhérents au traitement des données personnelles et, le cas échéant, permettre la réalisation d'un audit.
- e. Les personnes concernées par les données personnelles pourront obtenir des informations et réponses au sujet de leurs données et de leur traitement auprès de la partie concernée. En cas de besoin, la partie qui recevra cette demande pourra la transmettre à l'autre partie.
- f. Aucun transfert ou communication à des tiers ne sera effectué, sauf si :
- 1. cela est requis par la loi applicable. En cas de doute, chaque partie contactera l'autre pour obtenir des éclaircissements; ou
- 2. le consentement exprès de la personne concernée par la donnée a été obtenu.
- g. Une partie informée d'un incident de confidentialité relativement aux données personnelles notifiera l'autorité de contrôle compétente et les personnes concernées par les données. Elle notifiera également l'autre partie.

Une fois l'entente terminée, les parties s'engagent à ne pas conserver les données personnelles objet de l'entente en leur possession, à les détruire et à n'en conserver aucune copie, reçus de l'autre partie, sauf dans les cas expressément prévus par les lois applicables.

Article 4 Durée de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de la dernière signature et sera d'une durée de cinq ans. Après une évaluation commune, tant à l'égard de son contenu que de ses modalités d'application, la convention pourra être renouvelée ou modifiée par consentement mutuel écrit. Chaque partie peut y mettre fin le 1^{er} août de chaque année, à condition d'en informer, par écrit, l'autre partie avant le 1^{er} mars de la même année.

Anne Lessard Vice-rectrice aux relations internationa	— ıles
(Date :	_)
Pour « Bordeaux INP »	
Guillaume Ferré Directeur Général	
 .	

Pour l'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE